

2014

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCI

*“Amélioration de la
productivité et de la compétitivité”*

*Editeur
Savaş Alpay*

ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE

CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ECONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES





PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCI 2014

“RENFORCEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA COMPÉTITIVITÉ”

ÉDITEUR

SAVAS ALPAY

CHERCHEURS PRINCIPAUX

NABIL M. DABOUR KENAN BAĞCI

ÉQUIPE DE RECHERCHE

NADI SERHAN AYDIN MAZHAR HUSSAIN CEM TINTIN

© 2014 Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie

Telephone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté sur cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les donateurs donnent la permission de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, sur n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux. Pour la permission de reproduire ou de réimprimer n'importe quelle partie de cette publication, veuillez envoyer une demande avec l'information complète au Département de Publications de SESRIC.

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au département de publications, SESRIC, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-27-9

La Conception de la Couverture est faite par le Département de Publications, SESRIC.

SESRIC exprime par ceci sa satisfaction profonde au Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Elevage de la République de Turquie d'avoir fourni des équipements d'impression.

Pour des informations supplémentaires, veuillez contacter le Département de Recherches, SESRIC à travers: research@sesric.org

CONTENTS

ACRONYMES	III
AVANT-PROPOS	V
RESUME GENERAL	1
PARTIE I: DEVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE ET LES PAYS DE L'OCI	13
1 PRODUCTION, CROISSANCE ET EMPLOI	15
2 COMMERCE ET FINANCES	35
PARTIE II: RENFORCER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE DANS LES PAYS DE L'OCI	53
3 LE ROLE DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA COMPETITIVITE DANS LA CREATION DE RICHESSE	55
3.1 PRODUCTIVITE ET COMPETITIVITE: UNE VUE D'ENSEMBLE	56
3.2 CONNECTIVITE ENTRE LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE	57
3.3 LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE PROGRES TECHNOLOGIQUE	58
3.3.1 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT (RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT) ET L'AUGMENTATION DE LA CAPACITE D'ABSORPTION	60
3.3.2 L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL EN INVESTISSANT DANS LE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN	61
3.3.3 D'AUTRES FACTEURS QUI STIMULENT LE PROGRES	61

4	<u>LES NIVEAUX DE PRODUCTIVITE ET DE COMPETITIVITE</u>	62
4.1	LA PRODUCTIVITE DES PAYS MEMBRES DE L'OCI	62
4.1.1	LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL ET LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE TOTALE DES FACTEURS (PTF)	65
4.1.2	LA CROISSANCE DE LA COMPTABILITE	67
4.2	LA COMPETITIVITE DANS LES PAYS DE L'OCI	69
5	<u>RENFORCER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE</u>	74
5.1	PRINCIPES FONDAMENTAUX POUR AMELIORER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE	76
5.1.1	L'ÉDUCATION ET LE DEVELOPPEMENT DE CAPITAL HUMAIN	77
5.1.2	RECHERCHE ET INNOVATION	81
5.2	ENCOURAGER LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE A FACTEURS MULTIPLES	87
5.2.1	QUALITE INSTITUTIONNELLE	88
5.2.2	DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURE	91
5.2.3	STABILITE MACRO-ECONOMIQUE	99
5.2.4	EFFICACITE DU MARCHE	104
5.3	IDENTIFICATION DES CAPACITES PRODUCTIVES POUR LA COMPETITIVITE	111
5.3.1	DIVERSIFICATION ECONOMIQUE	112
5.3.2	ESPRIT D'ENTREPRISE	116
6	<u>QUESTIONS DE POLITIQUE POUR LA TRANSFORMATION STRUCTURALE</u>	121
 PARTIE III: LE ROLE DES ASSOCIATIONS PRIVEES PUBLIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE TOURISME DANS LES ETATS MEMBRES DE L'OCI		129
7	<u>ASSOCIATIONS PRIVEES PUBLIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE TOURISME</u>	131
7.1	TOURISME INTERNATIONAL DANS LE MONDE ENTIER : VUE D'ENSEMBLE	132
7.2	TOURISME INTERNATIONAL DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI	135
7.3	LE RÔLE DE LA PPA POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE TOURISME	141
7.4	QUESTIONS DE POLITIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DE TOURISME DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI	146
	<u>REFERENCES</u>	148

ACRONYMES

CMAE	Conseil des Ministres des Affaires Etrangères
EDBI	l'Indice de Facilité de Faire des Affaires
IDE	Investissement Direct à l'Etranger
FFI	Index de Liberté de Finance
GCF	Formation Brute de Capital
IGC	Index Global de Compétitivité
PIB	Produit Intérieur Brut
DDBRD	Dépense Domestique Brute pour le Recherche et le Développement
RNB	Revenu National Brut
PPTE	Pays Pauvres Très endettés
TIC	Technologie de l'Information et des Communications
SFI	Statistiques Financières Internationales
OIT	Organisation Internationale du Travail
FMI	Fonds Monétaire International
CRFMI	Crédits du FMI
DPI	Droits de Propriété Intellectuels
BID	Banque Islamique de Développement
ALC	Amérique Latine et les Caraïbes
PMA	Pays Moins Avancés
DLT	Dettes à Long Terme
PT	Productivité de Travail
IPL	Index de Performance de Logistique
MOAN	Moyen Orient et Afrique du Nord
NPF	La Nation la plus Favorisée
APD	Aide Publique au Développement

OCDE	Organisation de la Coopération et Développement Economique
OCI	Organisation de la Coopération Islamique
OTJT	Formation Sur-le-Champ de Travail
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
APP	Association Privée Publique
R et D	Recherche et Développement
RCA	Avantage Comparatif Indiqué
ASS	Afrique Subsaharienne
DCT	Dettes à Court Terme
PFT	Productivité de Facteur Totale
SPC-OCI	Système Préférentiel Commercial parmi les Pays Membres de l'OCI
EAU	Emirats Arabes Unis
ONU	Organisation des Nations Unies
CNUCED	Conférence de Nations Unies sur le Commerce et le Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CESAP	Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
DSONU	Division Statistique de l'ONU
UNWTO	Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies
USD	Dollar Américain
EFP	Education et Formation Professionnelle
BM	Banque Mondiale
IDM	Indicateurs de Développement Mondial
FEM	Forum Economique Mondiale
OMPI	Organisation Mondiale de Propriété Intellectuelle
OMC	Organisation Mondiale du Commerce

AVANT-PROPOS

Les Perspectives Economiques de l'OCI 2014 apparaissent dans un moment où l'activité économique globale est largement renforcée et on s'attend à ce qu'elle améliore plus en 2014-15, avec les pays en développement semblant être la force d'entraînement de la croissance globale en 2014 et 2015. Cependant, avec les perspectives économiques positives pour les économies avancées en 2014 et 2015, on s'attend à ce que le rétablissement aux Etats-Unis, et les espérances de taux de croissance positive dans l'Union européenne après un taux à croissance zéro en 2013, la contribution des pays avancés à la croissance économique mondiale monte en 2014-15. Les pays en développement sont prévus de maintenir une augmentation du taux de croissance moyen qui s'élèvera de 4.9% en 2014 à 5.3% en 2015. Cependant, en raison des mesures fiscales et monétaires douloureuses et durables, le rétablissement dans des économies développées en termes de taux de croissance du PIB en termes réels sont projeté d'atteindre 2.3% en 2015 comparés à 2.2% en 2014. Après avoir démontré des signes de rétablissement au début de 2014, les prévisions économiques globales sont plus optimistes au sujet des taux de croissance de durée moyen et longue. En particulier, le retour prévu des géants globaux avec des taux de croissance positifs portera le taux de croissance global moyen de 3.6% en 2014 à 3.9% de 2015. Cependant, bien que les risques de chute du cours aient diminué globalement, l'inflation qui est moins que prévue et qui constitue des risques pour les économies avancées et la volatilité financière en augmentation et le coût des capitaux des économies émergentes de marché probablement amortira l'investissement et diminuera la croissance globale.

Malgré le fait qu'elle soit comparée favorablement à l'augmentation de l'année dernière, la croissance des exportations de marchandises mondiaux de 2% en 2013 est toujours bien inférieure à la croissance moyenne annuelle de 20% observée au cours des années 2010 et 2011. Les politiques fiscales de renforcement et l'expansion monétaire limitée semblent stabiliser les prix à la consommation en moyenne dans le monde. En conséquence, le taux d'inflation global est projeté de diminuer à 3.7% en 2013 et qu'il soit environ 3.5% en 2014 et 2015 comparés à 5.0% en 2011. En attendant, le chômage est demeuré l'un des questions les plus provocantes à travers le globe. Avec des taux élevés de chômage juvéniles demeurants un souci important dans le monde entier (13.1% de 2013), le taux de chômage global est demeuré à 6.0% en 2013, et, en dépit de quelques espérances positives dans l'économie mondiale pour

2013-14, on s'attend à ce que peu d'amélioration est prévue sur le marché professionnel global en 2014, avec le taux de chômage global d'enforcer légèrement à 6.1%, un taux qui est toujours au-dessus du niveau de pré-crise de 5.4% en 2007.

À la lumière des développements économiques globaux et régionaux récents, les perspectives économiques 2014 de l'OCI analysent les tendances dans les indicateurs économiques importants des pays membres de l'OCI, comme un groupe, au cours de la dernière période de cinq ans (2009-2013). Ces perspectives étudient ces tendances d'une façon comparative avec leurs contreparties dans les groupes des pays avancés et autres en développement aussi bien qu'avec l'économie mondiale en son ensemble et accentuent un certain nombre de contraintes et défis confrontant les pays membres de l'OCI dans leurs efforts d'enforcer leur développement économique et leur progrès.

Les pays membres de l'OCI, comme un groupe, ont suivi en général les tendances semblables avec d'autres pays en développement. Cependant, alors que tout le PIB du groupe des pays de l'OCI a augmenté constamment à 9.8 trillions en dollars en 2013 comparés à 7.7 trillions en dollars en 2009, leur part en PIB total mondiale est demeurée stable à environ 11% et leur part en tout le PIB de groupe de pays en développement a chuté forcément pour atteindre 22.3% en 2013, une diminution d'un pourcent au cours de la période de cinq ans 2009-2013. Le taux moyen de croissance du PIB en termes réels du groupe des pays de l'OCI a ralenti de 4.6% en 2012 à 3.9% en 2013, un taux qui est inférieur que le taux de 4.7% du groupe d'autres pays en développement. Cependant, quand la Chine et l'Inde sont exclues du groupe de pays en développement, les taux de croissance moyens du groupe de l'OCI indiquent une performance sensiblement meilleure au cours de la période 2009-2013 et au cours des deux prochaines années en 2014 et en 2015 également. Tandis que les taux de croissance moyens des pays de l'OCI sont prévus à 4.1% en 2014 et 4.9% en 2015, ces Schémas sont prévus pour le groupe d'autres économies en développement, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde, à 2.8% en 2014 et 3.4% en 2015.

Le rapport de cette année fournit une vue d'ensemble complète des questions de productivité et de compétitivité dans les pays membres de l'OCI, qui sont fortement - critiques pour réaliser de meilleures niveaux de vie et pour se placer d'un niveau favorable de façon comparable dans le monde. L'analyse dans la présente partie accentue les facteurs importants qui influencent la productivité et la compétitivité et fournit certaines implications de politique pour améliorer la productivité et la compétitivité dans les pays de l'OCI. Le rapport accentue également le rôle des associations entre le secteur public et le secteur privé pour le développement du secteur de tourisme dans les pays membres de l'OCI. L'analyse dans la présente partie accentue l'importance des APP dans l'industrie du tourisme en créant de nouveaux produits ou services, réalisant des niveaux supérieurs d'efficacité, ouvrant des marchés libres qui étaient précédemment inaccessibles et mettant des ressources en commun.

Prof. Savaş Alpay
Directeur Général
SESRIC

RESUME GENERAL

Développements Economiques Récents dans le Monde et des Pays de l'OCI

Production, Croissance et Emploi

Production

Le PIB Mondial - exprimé en USD courants et basé sur la PPA - a été témoin d'une tendance d'augmentation au cours de la période entre 2009 et 2013, atteignant 87.0 trillions de dollars en 2013 comparés à 70.6 trillions de dollars en 2009. Les pays en développement étaient témoin de l'augmentation rapide en PIB de 33.0 trillions de dollars en 2009 à 43.9 trillions de dollars en 2013 tandis que ; il a été enregistré à 43.1 trillions de dollars en 2013 comparés à 37.6 trillions de dollars en 2009 pour les pays avancés. Les pays de l'OCI étaient également témoin d'une tendance d'augmentation dans l'activité économique de 7.7 trillions de dollars en 2009 à 9.8 trillions de dollars en 2013. Ils ont produit seulement 11.2% mondial et 22.3% du rendement total des pays en développement en 2013. Le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a également augmenté de 5.110 de dollars en 2009 à 6.076 de dollars en 2013.

Croissance

Le ralentissement dans l'économie globale a continué en 2013 avec le taux de croissance diminuant à 3.0%. Cependant, les perspectives pour 2014 et 2015 sont positifs avec le taux de croissance de 3.6% 3.9% respectivement. Tandis que le rétablissement dans les pays avancés demeurait lent, les pays en développement semblent être la force de pilotage de la croissance de l'économie mondiale. D'une part, la croissance globale de PIB par habitant a également été témoin d'une tendance de réduction avec le taux de croissance 2.2% en 2013. Le PIB par habitant en termes réels global est prévu pour se développer par 2.8% en 2014 et 3.1% en 2015. En 2013, la croissance en PIB par habitant a été enregistrée à 3.6% des pays en développement qui est prévue d' renforcer jusqu'à 3.8% en 2014 avant d'arriver jusqu'à 4.3% en 2015. D'une part, les pays avancés étaient témoin du taux de croissance très bas de 0.8% en 2013 qui peut renforcer jusqu'à 1.7% et à 1.8% en 2014 et en 2015 respectivement. Les pays de l'OCI étaient témoin également du ralentissement dans l'activité économique et leur taux de

croissance a diminué de 4.6% en 2012 à 3.9% en 2013. Ils éprouveront probablement un rétablissement avec le taux de croissance prévu pour être environ 4.1% en 2014 et 4.9% en 2015. Le taux de croissance de PIB réel moyen par habitant dans les pays de l'OCI a été positif au cours de la période 2009-2013. Le taux de croissance moyen de PIB en termes réels par habitant dans les pays de l'OCI a été enregistré à 1.8% en 2013 qui est prévu pour atteindre 2.1% en 2014 et 2.9% en 2015.

Production par Secteurs

En termes de actions moyennes de valeur ajoutée par quatre secteurs importants en tout le PIB, le secteur des services a la plus grande action du rendement total global (65.8%), suivie du secteur industriel (fabrication et non-fabrication) (29.7%), tandis que l'action détenue par l'agriculture, la pêche et la sylviculture est relativement petite (4.4%). Les pays de l'OCI montrent également une structure semblable. Bien que l'agriculture est largement connue étant l'activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies des pays en développement, ce dispositif ne se tient pas ferme dans le cas de l'OCI et d'autres pays en développement en tant que groupe. L'action moyenne de l'agriculture dans les économies de l'OCI contractées à 10.7% en 2011 et à 10.3% en 2012. Une tendance fut observé plus stable dans d'autres pays en développement, où l'action moyenne de l'agriculture dans l'économie a resté légèrement au-dessus de 9% pour longtemps et a été enregistrée à 9.1% en 2011 et en 2012.

PIB par les Articles Importants de Dépenses

Quand les actions des articles principaux de dépenses en tout le PIB sont considérées, les ménages et la consommation publique finaux ont continué à être les plus élevés en tout le PIB au cours des années. En 2012, la consommation des ménages a expliqué l'action d'échine de 57.6% suivis de la formation brute de capital (24.4%) et de la consommation finale d'administrations publiques (17.2%). Les actions relatives des articles principaux de dépenses en tout le PIB des pays de l'OCI ont enregistré une variation significative mondiale. En 2012, le ménage final et les dépenses du gouvernement générales ont expliqué 66.7% de tout le PIB des pays de l'OCI. Ces Schémas ont marqué une augmentation des actions de deux types de consommation comparés par rapport à l'année précédente.

Le Chômage

Le chômage est l'un des problèmes graves se posant au monde aujourd'hui. En dépit du rétablissement dans les activités économiques en retard, le taux de chômage global pour les adultes est demeuré à 6.0% de toute la main-d'œuvre, inchangé en 2012. Le nombre de chômeurs partout dans le monde est estimé d'atteindre 201.8 millions en 2013, une augmentation de 4.9 millions des 196.9 millions révisés au cours de l'année précédente. La jeunesse a continué à souffrir du manque d'offres d'emploi décentes à travers le globe. Selon les dernières évaluations, environ 74.5 millions de jeunes sont estimés d'être sans emploi en 2013 ; c'est presque 1 million davantage que l'année dernière. Les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés comparés aux autres pays, développés et autres en développement au cours de la période entre 2000 et 2008. Au cours de cette période, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI a changé entre 7.6% et 8.8%. Après la crise financière globale, les taux de chômage dans les pays avancés ont augmenté d'un niveau

en-dessous de 6% jusqu'à plus de 8%. Le taux de chômage moyen dans d'autres pays en développement est demeuré sensiblement inférieur (environ 2-3%) à la moyenne de l'OCI. Les chiffres des jeunes en chômage dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. Lors de l'année 2012, les jeunes en chômage dans les pays de l'OCI est prévus à 15.6%, dans les pays avancés à 17.2% et dans d'autres pays en développement à 10.9%.

Inflation

Le taux d'inflation global a diminué de 4.0% en 2012 et 3.7% en 2013, et elle est prévue d'être environ 3.5% en 2014 et en 2015. La volatilité des prix n'est pas prévue pour être un souci important pour les pays avancés et en développement. L'inflation est prévue d'être 1.5% en 2014 et 1.6% en 2015 pour les pays avancés et 5.5% et 5.2% respectivement pour les pays en développement. Le taux d'inflation moyen dans les pays de l'OCI a été sensiblement plus élevé que les pays avancés et en développement. Dans les pays de l'OCI, l'inflation a augmenté jusqu'à 8.7% en 2012 avant de diminuer modérément à 8.5% en 2013. Les chiffres globaux d'inflation ont marqué une augmentation de 45.8% des prix à la consommation des pays de l'OCI au cours de la période à l'étude. C'est bien au-dessus de l'augmentation moyenne enregistrée d'autres pays en développement (32%) aussi bien que la moyenne mondiale (20.5%) lors de la même période.

Balance fiscal

Au cours de resserrage des politiques mises en application particulièrement dans les pays avancés, les balances fiscales s'améliorent systématiquement dans le monde. La Balance mondiale du déficit fiscal du PIB était témoin d'une tendance de réduction de -7.2% en 2009 à -3.9% en 2013. La prévision prouve qu'une autre diminution est prévue -3.6% en 2014 et -3.1% en 2015. Une tendance semblable est observée dans les pays avancés où la balance de déficit fiscal a diminué de -9.6% en 2009 à -5.0% en 2013. Ce rapport est prévu d'être -4.4% en 2014 et -3.7% en 2015. Également, les pays en développement ont enregistré des balances fiscales négatives mais sont en position relativement meilleure que les pays avancés. Les pays de l'OCI ont surpassé tous autres groupes de pays et ont enregistré les balances fiscales négatives comparativement très basses. En fait, les pays de l'OCI ont enregistré l'excédent de balance fiscale au cours de l'année 2011 et 2012 avant qu'il ait diminué au négatif. En 2013, les pays de l'OCI ont enregistré un déficit de balance fiscale de -1.1% du PIB. Le déficit fiscal est prévu d'augmenté légèrement jusqu'à -1.3% en 2014 et -1.5% en 2015.

Commerce et Finances

Commerce de Marchandises

En 2013, les exportations de marchandises totales des pays de l'OCI sont diminuées à DE DOLLARS 2.2 trillion, par rapport à leurs niveaux supérieurs historiques 2.3 trillion de dollars observé en 2012. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement s'est contractée à 28.7% au cours de la même année, comparée à 30.4% au cours de l'année précédente. De même, après sa crête de 12.9% en 2012, l'action collective des pays de l'OCI dans toutes les exportations de marchandises mondiales, qui a été enregistrée à 18.3 trillion de dollars, a diminué à 12.2% en 2013.

Les importations totales de marchandises des pays de l'OCI ont éprouvé une après-crise forte rebondissant-en arrière et ont augmenté d'un niveau de 1.2 trillions de dollars en 2009 à \$2.0

trillions en 2013. L'action des pays de l'OCI dans les importations globales de marchandises a atteint 10.7% lors de la même année. Leur action dans des importations totales de marchandises de pays en développement, d'une part, a soutenu son expansion pendant la deuxième année depuis 2011 et a atteint 26.7% en 2013.

Commerce de Services

Les pays de l'OCI comme un groupe ont continué à être les importateurs nets des services. Ils ont collectivement exporté 201 milliards de dollars de valeur des services en 2012, tandis que les services d'importations de l'OCI ont été enregistrés à 318 milliards de dollars au cours de la même année. Ces Schémas ont marqué des diminutions significatives au-dessus de leurs valeurs en 2011 qui est de 259 milliards de dollars et de 427 milliards de dollars, respectivement. En conséquence, les actions de l'OCI dans les services d'exportations et d'importations de pays en développement ont chuté vers 20.4% et 25.0% en 2012. De même, leurs actions dans tous les services d'exportations et importations mondiaux ont également contracté, et ont été enregistrées à 5.1% et à 8.4% au cours de la même année.

Commerce de marchandises de l'Intra-OCI

Les pays de l'OCI ont enregistré un total de 748 milliards de dollars d'échanges de marchandises de l'intra-OCI en 2013. Dans la période d'après-crise, le commerce de l'intra-OCI a rendu compte d'une reprise relativement plus forte comparée au commerce des pays de l'OCI avec le reste du monde. En conséquence, lors de 2013, le commerce de l'intra-OCI a représenté 17.9% du commerce de marchandises total des pays de l'OCI par rapport au monde. Les exportations de l'intra-OCI ont été enregistrées à 359 milliards de dollars en 2013, par rapport à 363 milliards de dollars en 2012. Les importations de l'intra-OCI, d'une part, ont été enregistrées à 388 milliards de dollars en 2013, enregistrant une légère diminution au-dessus de leur valeur de 390 milliards de dollars en 2012.

Flux Intérieurs et Actions d'IDE

Les afflux totaux d'IDE mondiaux se sont élevés à 1.5 trillion de dollars en 2013, dont 50.5% étaient destinés aux pays en développement. Le FDI coule dans les pays de l'OCI, d'une part, continué à rester un potentiel secondaire. En 2013, les pays de l'OCI pouvaient attirer seulement 136 milliards de dollars d'IDE, comparé à 145 milliards de dollars en 2012. Les actions des pays de l'OCI dans le pays en développement et les afflux globaux d'IDE ont été enregistrées à 18.6% et à 9.4% en 2013, respectivement. Du 25.4 trillion de dollars d'actions intérieurs globales d'IDE en 2013, les pays de l'OCI ont accueilli seulement 6.8%. Ceci est beaucoup inférieur par rapport à d'autres pays en développement' de 22.5% au cours de la même année.

Développement de Secteur Financier

Comme signe de l'approfondissement financière bas, le volume moyen de réserve relative au PIB dans les pays de l'OCI était 55.1% en 2012, comparé à 110.9% dans d'autres pays en développement et à 131.8% dans les pays avancés. Au cours de la même année, le crédit domestique fourni par le secteur financier dans les pays de l'OCI était en moyenne équivalent à 60.9% du PIB tandis que ce chiffre était 105.3% dans d'autres pays en développement et 215% dans les pays avancés.

Dettes Extérieures et Réserves

Toutes les actions de la dette extérieure des pays de l'OCI ont continué à renforcer. En 2012, la dette extérieure totale de l'OCI a atteint 1.2 trillion de dollars. Cependant, le même argument n'est pas vrai pour la quantité relative de la dette de l'OCI au PIB de l'OCI et à la dette des pays en développement. Le ratio de la dette moyen dans les pays de l'OCI a diminué de son niveau maximal de 31.1% en 2009 à 26.2% en 2012. De même, la part des pays de l'OCI en stock total de dette extérieure des pays en développement a également diminué de 28.7% à 25.3% au cours de la période entre 2008 et 2012.

Les réserves sont habituellement considérées comme instrument important à sauvegarder l'économie contre des chocs externes brusques. Les réserves monétaires totales mondiales, y compris l'or, ont atteint 12.6 trillion de dollars en 2013, dont 1.9 trillion de dollars (ou 14.9%) est venu des pays de l'OCI. Cependant, l'action des pays de l'OCI dans les réserves totales des pays en développement a diminué de 25.7% à 22.8% au cours des années 2008-2013.

APD et Rémittances

En 2012, les flux d'APD net de tous les donateurs dans les pays en développement atteignent 94 milliards de dollars. Lors de la même année, les pays de l'OCI ont représenté la moitié de tous les flux d'APD aux pays en développement (49.6%). Une fois ajusté à la taille de leur PIB respectif, le flux d'ODA dans l'OCI et d'autres pays en développement montre un modèle fort de convergence au cours des dernières années. Les rapports d'APD –au –PIB moyens dans les pays de l'OCI et d'autres pays en développement ont été enregistrés à 0.9% et 0.5%, respectivement, ce qui a correspondu à la moyenne des Schémas d'APD par habitant de 29.7 de dollars et de 17.3 de dollars.

Les afflux de rémittances personnelles aux pays membres de l'OCI ont en général suivi une tendance à la hausse entre 2008 et 2012. Les pays de l'OCI ont reçu un total de 112 milliards de dollars à l'égard des rémittances en 2012, enregistrant une action de 30.1% dans les pays en développement. Les flux de rémittances dans d'autres pays en développement, d'une part, ont été enregistrés à 260 milliards de dollars en 2012.

Renforcement de la Compétitivité et de la Productivité dans les Pays de l'OCI

Rôles de la Productivité et de la Compétitivité

Les théories choisies de la croissance économique sont vues comme synthèse avec un foyer sur la productivité et la compétitivité. La vue d'ensemble prouve que la seule manière de produire un niveau supérieur d'assistance sociale est de soutenir des taux de croissance économiques positifs. La seule manière d'atteindre des taux de croissance économiques positifs soutenables est d'innover et d renforcer la croissance de technologie. Autrement, les retours de diminution au capital empêcheront la croissance économique de longue durée et gênent les pays pour produire un rendement additionnel. Afin de permettre aux institutions de pays pour l'innovation et la croissance de technologie, les pays ont besoin de passer en revue leurs politiques nationales.

La section prouve également qu'il y a un lien fort entre la productivité et la compétitivité. Les facteurs qui augmentent la croissance de la productivité rendront également les pays plus concurrentiels à l'égard des marchés internationaux. Par conséquent, les responsables politiques doivent formuler leurs politiques afin d'amplifier la croissance de technologie et éliminer les facteurs qui gênent leur compétitivité.

Niveaux de la Productivité et de la Compétitivité dans les pays de l'OCI

Les indicateurs choisis de productivité, de compétitivité et de croissance économique sont analysés en employant des ensembles de données compilés de différentes sources pour des pays membres de l'OCI, d'autres pays en développement, des pays avancés et le monde. Par conséquent, l'analyse présente la performance des pays membres de l'OCI à l'égard de la productivité, la compétitivité et la croissance économique d'une perspective comparative.

L'analyse prouve que les pays membres de l'OCI, en moyenne, ont sensiblement amélioré leur niveau des niveaux de productivité la plupart du temps en ayant les taux de croissance positifs moyens. Cependant, les niveaux moyens du PIB par habitant, de la productivité (Travail et Facteur Total), et de la compétitivité sont au-dessous de la moyenne mondiale qui indique la nécessité d'effort collectif extrême dans des pays membres de l'OCI pour pouvoir renforcer la productivité et la compétitivité.

Favorisation de la Productivité et de la Compétitivité

La compétitivité est une réflexion des circonstances globales comprenant les institutions, les politiques et les facteurs qui ont l'impact au niveau de la productivité. Tandis que le niveau de productivité est critique en déterminant les résultats aux investissements, des chiffres plus élevés aux investissements apportant des taux de croissance plus élevés. Par conséquent, on s'attend à ce que les économies les plus concurrentielles avec des niveaux élevés de productivité produisent des niveaux de revenu plus élevé pour leurs citoyens. La productivité est bien connu d'être la cause déterminante principale de la croissance économique.

Principes Fondamentaux pour Renforcer la Productivité et la Compétitivité

La croissance de longue durée est déterminée par le niveau du progrès technologique, parce que la croissance ne peut pas être soutenue par des augmentations de capitale par ouvrier ou des augmentations du nombre d'ouvriers. Afin de renforcer l'efficacité avec laquelle une économie emploie ses entrées, les capacités productives de facteurs de chaque production devraient être améliorées. Dans ce contexte, le développement de capital humain et l'innovation technologique sont considérés les facteurs essentiels en renforçant la productivité et la compétitivité.

L'enseignement conventionnel est solidement instrumental pour améliorer la capacité productive d'une société. Une meilleure éducation améliore les processus de fabrication de plusieurs manières. Instruits, ou habiles, les ouvriers peuvent effectuer des tâches complexes et contribuer de ce fait à fabriquer plus technologiquement les produits sophistiqués. Particulièrement dans les pays en développement, les travailleurs qualifiés augmentent la capacité d'absorption du pays en acquérant et en mettant en application la connaissance et la technologie étrangères, qui est d'importance cruciale dans la diversification et le développement économiques réussis.

Pour le développement du capital humain, la chose nécessaire principale est non seulement le fait de renforcer l'accès et la participation à l'éducation, mais d'améliorer également la progression et la qualité dans l'éducation. Les pays de l'OCI ont accompli un progrès significatif en améliorant la participation à l'éducation au cours de quatre décennies. Cependant, la qualité de l'éducation demeure comme un souci dans pour plusieurs pays de l'OCI. On observe un rapport positif entre la qualité de l'éducation et la productivité de travail dans les pays de l'OCI. Par conséquent, pour une productivité plus élevée et une meilleure performance économique, il est critique d'améliorer la qualité de l'éducation.

L'innovation exige l'investissement significatif et la perspective à long terme. Par conséquent, les ressources disponibles pour la recherche et l'innovation doivent être allouées selon les stratégies et les priorités de développement national. Les économies de la connaissance se fondent fortement sur les activités de recherche et de développement et les technologies innovatrices pour soutenir leur statut concurrentiel vis-à-vis d'autres pays. D'une part, les avantages prévus de l'investissement à l'égard des activités innovatrices dans les pays de revenu bas peuvent être décevoir dû aux états de cadre insuffisants.

Les dépenses de recherche et développement dans les pays de l'OCI augmentent d'année en année mais elles sont encore insuffisantes. Les pays de l'OCI représentent seulement 2.1% des dépenses domestiques brutes de total mondial pour la recherche et développement (GERD), ou 8.8% de GERD total des pays en développement. Tandis que les dépenses pour la recherche et développement reflètent l'importance donnée à la recherche et l'innovation, le nombre de demandes de brevet montre combien réussis sont les investissements dans ces secteurs. Toutes les demandes de brevet dans les pays de l'OCI ont atteint presque 60.000 ; cependant, elles représentent seulement 0.6% d'applications totales complétées au niveau mondial.

Les idées ont besoin d'un environnement d'innovation-amical pour renforcer et produire des avantages à toutes les sociétés par de nouveaux produits et/ou services. Si les entreprises dans les pays de l'OCI doivent être concurrentielles dans l'économie globale, les politiques dans les pays de l'OCI devraient se concentrer sur le fait de créer un environnement qui favorise l'innovation.

Amplifier la Croissance de la Productivité à Facteurs Multiples

Un certain nombre de facteurs pour amplifier la productivité et la compétitivité, y compris la qualité institutionnelle, le développement d'infrastructure, la stabilité économique et l'efficacité du marché, sont discutés comme étant considérés les dimensions importantes pour réaliser une croissance de la productivité supérieure à facteurs multiples.

Les institutions favorisent la productivité et la compétitivité en réduisant les coûts de transaction qui couvrent des coûts de recherche et d'information, des coûts de négociation, le maintien de l'ordre et les coûts d'application. Selon les indicateurs de gouvernement de WB, les pays de l'OCI montrent un niveau plus bas de la qualité institutionnelle comparé à d'autres pays en développement. Pour renforcer effectivement la productivité et la compétitivité, deux indicateurs de gouvernement sont d'importance particulière : qualité et règle du droit de normalisation. A l'égard ces catégories, seulement environ 10 pays membres de l'OCI ont des résultats positifs. Tandis que plus d'un tiers d'autres pays en développement

et tous pays avancés ont les résultats positifs, la performance des pays de l'OCI ne sont pas tout à fait attrayante en termes de favoriser le développement des industries concurrentielles domestiques.

Une infrastructure fiable et efficace est fortement instrumentale pour le développement économique et social. Elle augmente des standards de vie, attire plus d'entreprises, et soutient le processus de fabrication des produits agricoles et manufacturés en réduisant les coûts. Elle également aide l'intégration économique et facilite le commerce à lors qu'elle soulage l'accès aux biens et aux services. En plus de sa contribution directe au processus de fabrication et au PIB, l'investissement d'infrastructure peut améliorer la productivité totale de facteur en réduisant le coût de diriger des affaires et de permettre l'utilisation efficace des ressources.

La croissance de la productivité est plus élevée dans les pays avec un approvisionnement proportionné en services d'infrastructure. Cependant, dans plusieurs pays, les entreprises font face à plus qu'un défi d'infrastructure. Selon l'enquête d'entreprises de la Banque Mondiale, au moins 20% d'entreprises dans 21 pays de l'OCI a identifié l'infrastructure de transport et au moins 50% d'entreprises dans 20 pays de l'OCI a identifié l'infrastructure de l'électricité en tant que contraintes importantes pour leurs entreprises. À partir de 2014, 45% des pays membres de l'OCI a eu une performance pauvre de logistique. Entre 2000 et 2011, la production d'électricité dans les pays de l'OCI est presque doublée ; cependant, il est difficile de dire si ces augmentations au niveau global étaient assez pour favoriser le développement industriel et la croissance de la productivité au niveau de pays individuel.

Un élément important dans l'ensemble des politiques macroéconomiques pour faire monter de la productivité et de la compétitivité est la nécessité de maintenir la stabilité macro-économique, puisque ceci créerait un environnement commercial exempt de l'incertitude et des coûts imprévus. Un environnement macro-économique stable nécessiterait la volatilité inférieure dans le taux d'inflation, le taux d'intérêt, le taux de change et un déficit fiscal bas comme pourcentage du PIB. Il exigerait également moins de volatilité en termes de taille des transactions économiques avec le reste du monde.

En entravant l'efficacité du système des prix en allouant effectivement des ressources, les changements imprévus de l'inflation (volatilité d'inflation élevée) mèneront à la production et à la croissance au-dessous du vrai potentiel et des taux de chômage très élevés dus aux impacts possibles sur le marché du travail. Une volatilité très élevée de taux de change peut décourager les sociétés d'acquérir ou chercher d'acquérir des technologies étrangères plus efficaces et de continuer avec les technologies domestiques disponibles moins sophistiquées. Les sociétés s'abstiendront à des processus de fabrication plus productifs qui impliquent la confiance dans les matériaux importés dus à l'incertitude des prix. En conclusion, une volatilité élevée dans le système financier peut décourager les intermédiaires financiers d'accorder des prêts à long terme même si les évaluations de projet sur la rentabilité sont positives. Ceci mènera à la répartition des ressources moins efficace et la croissance de productivité plus faible, avec des implications sur la compétitivité globale.

Un marché efficace est critique pour assurer la répartition de la ressource optimum basée sur les conditions de l'offre et la demande du marché. Il y a trois domaines principaux où l'efficacité est demandée : marché du travail, marché de marchandises et marché financier.

Un marché du travail efficace devrait s'assurer que la disparité de compétence est au niveau minimum en ce qui concerne le marché. En d'autres termes, les qualifications et les possibilités offertes par la main-d'œuvre devraient s'assortir dans une grande mesure avec les qualifications et les possibilités requises par les entreprises. D'ailleurs, un marché du travail efficace devrait s'assurer que la main-d'œuvre disponible est employée par plusieurs façons efficaces. Dans le cas d'efficacité des marchandises du marché, le bon mélange des biens et des services devrait être produit et effectivement commercé dans le marché. La concurrence du marché saine est importante en conduisant l'efficacité du marché et la productivité d'affaires. En conclusion, un marché financier efficace assurera la répartition des ressources à la plupart des opportunités commerciales productives ; augmentera de ce fait la productivité et la compétitivité globales d'une économie.

Un marché du travail flexible, d'une part, facilite l'ajustement à de nouvelles conditions économiques après tous les chocs qui peuvent surgir. L'efficacité du marché est généralement associée à la concurrence, qui exige le contrôle de l'abus des positions dominantes, la prévention de la connivence entre les sociétés et le déplacement des barrières d'entrée du marché. Un marché financier efficace est exigé pour allouer des ressources à leurs utilisations d'une manière plus productives. Pour une répartition des ressources efficace, les prix devraient refléter toutes les informations disponibles et les coûts de transaction devraient être réalistes. Si des conditions informationnelles et opérationnelles d'efficacité sont remplies, les ressources seront dirigées vers les endroits où elles seront les plus productives et efficaces.

Identification des Capacités Productives pour la Compétitivité

Une autre dimension importante pour pouvoir renforcer la productivité et la compétitivité est le processus de l'identification des capacités productives. Si les investissements sont réalisés dans les secteurs qui parviennent à devenir plus concurrentiels et plus stratégiques pour le développement d'une économie, donc les accomplissements critiques peuvent être faits en renforçant la productivité et la compétitivité globales à moyen et long terme. Un processus important d'identification est la diversification économique, où les pays essaient de placer la plupart de leurs avantages compétitifs vers l'investissement dans une grande variété de domaines. Un autre facteur important en ce qui concerne l'identification est relié aux activités entrepreneuriales. La diversification peut seulement avoir lieu s'il y a assez d'entrepreneurs qui peuvent prendre des risques pour explorer de nouvelles opportunités commerciales profitables.

Tandis que le manque de diversification dans l'exportation augmente l'exposition des pays aux chocs défavorables et à l'instabilité macro-économique, la concentration élevée de l'activité économique à l'égard des secteurs qui ont le potentiel limité pour la croissance de la productivité peut ne pas provoquer plusieurs croissances et développement au pays. La diversification d'exportation peut être réalisée à travers des produits ou des partenaires commerciaux. Quand ça se produit au niveau de marchandises, cela peut comporter l'introduction des lignes de nouveau produit ou d'un mélange plus équilibré et de haute qualité à l'égard des produits existants. La production des variétés de haute qualité de produits existants peut se baser sur les avantages comparatifs existants. Ceci peut amplifier le potentiel de revenu d'exportation des pays par l'utilisation des techniques capitaux et de production intensives au niveau humain et physique.

Les entrepreneurs créent une extériorité positive en apportant de nouvelles marchandises et nouvelle technologie au marché. L'activité entreprenante qui est d'une manière encourageante visant à identifier les capacités productives est critique, mais l'amélioration seulement des procédures n'est pas assez si les entrepreneurs ne sont pas innovateurs. Les capacités innovatrices des entrepreneurs devraient également être améliorées par l'investissement dans les qualifications et l'éducation des entrepreneurs. C'est l'esprit d'entreprise innovateur qui est le plus souhaitable pour la croissance.

Aspects Politiques pour la Transformation Structurale

À la lumière des analyses ci-dessus, les aspects politiques importants sont identifiés pour une meilleure performance en renforçant la productivité et la compétitivité et en réalisant la transformation structurale réussie vers un développement bien élevé dans les pays de l'OCI.

L'évidence suggère que les priorités de réforme pour une meilleure croissance de la productivité diffèrent à travers les pays. Les pays de revenu bas ont en particulier besoin d'une éducation et d'une infrastructure améliorée, des institutions économiques de bonne qualité, des barrières réduites pour une meilleure efficacité du marché et d'une compétitivité efficace. Les pays de revenu bas doivent réaliser l'accumulation du capital rapide, soulevant la diffusion de la productivité agricole et de la technologie dans les industries de main d'œuvre à forte intensité afin de maintenir un chemin dynamique de croissance soutenue par une croissance de productivité.

D'une part, les pays de revenu moyen ont besoin, notamment, des politiques efficaces pour la promotion d'investissement, une éducation de qualité supérieure, un investissement sur la recherche et le développement, l'approfondissement des marchés financiers, les marchandises les plus flexibles et plus concurrentielles et les marchés du travail. La redistribution sectorielle de l'agriculture à l'industrie et les services dans ces pays ont pu déjà avoir pris un long chemin et ces pays peuvent avoir besoin de plus d'efforts pour pouvoir renforcer leur capacité d'innover et d'appliquer de nouvelles connaissances et technologies. Les pays de revenu moyen doivent également réaliser une plus grande flexibilité pour faire décaler les ressources à travers les secteurs afin d'améliorer la productivité et la compétitivité. La diversification économique, en particulier dans les pays riches en ressources, demeure critique pour réaliser la croissance soutenue par des niveaux supérieurs de productivité et de compétitivité.

Association Privée Publique pour le Développement du Secteur de Tourisme

Comme dans le cas dans tous les autres secteurs de l'économie, le développement du secteur soutenable de tourisme, en renforçant la qualité et la compétitivité à long terme des destinations de tourisme, rend nécessaire la participation efficace et coordonnée du secteur public et privé. Cependant, dans le plus souvent des cas, c'est que ces deux secteurs opèrent indépendamment, en particulier dans les pays en développement. Dans ce contexte, l'expérience a prouvé que si ces deux forces viennent ensemble pour opérer de façon synergique pour le développement du secteur de tourisme, la valeur pourrait être

exponentielle. La manière de faire ceci existe est présente dans les associations entre le secteur public et le secteur privé efficaces (APP).

Tourisme International dans le Monde Entier

Dans le monde entier, l'activité internationale de tourisme s'était agrandie, au cours des cinq dernières décennies, aux taux substantiels et soutenables en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme. Le nombre d'arrivées de touristes internationales dans le monde entier a augmenté de 69.3 millions en 1960 à 1087 millions en 2013, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 5.3%. Les revenus produits par ces touristes, c.-à-d. les recettes de tourisme international en termes de prix courants de dollar US, a augmenté de 6.9 milliards de dollars à 1.159 milliards de dollars au cours de la même période, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 10.2% ; un taux qui était sensiblement plus élevé que celui de l'économie mondiale en son ensemble.

Tourisme International dans les Pays Membres de l'OCI

Comme partie substantielle des pays en développement, l'activité internationale de tourisme dans les Pays Membres de l'OCI s'était également agrandie sensiblement en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme. Le nombre d'arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI se développait par un taux de croissance annuel moyen de 4.6% au cours de la période 2008-2010. En 2012, le nombre d'arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI, pour lesquels les données sont disponibles (27 pays), a diminué à 157.3 millions, correspondant à une diminution par 5.2% en 2011. En conséquence, l'action de la région de l'OCI sur le marché de tourisme mondial a diminué légèrement à 15.2% en 2012 comparée à 16.7% en 2011.

Les arrivées de touristes de l'Intra-OIC ont augmenté fortement au cours de la période 2008-2011 et ont atteint une crête de 57 millions en 2011, correspondant à 35.6% d'arrivées de touristes internationales totales de l'OCI. En revanche, en 2012, les arrivées de touristes de l'Intra-OIC ont diminué de 18.7% au cours de l'année 2011, pour atteindre 46.3 millions, correspondant à une action de 30.8% par rapport aux arrivées de touristes internationales totales de l'OCI. D'une part, les recettes de tourisme de l'Intra-OIC ont atteint une crête de 40.8 milliards de dollars en 2010, correspondant à 33.9% de toutes les recettes de tourisme de l'OCI, avant le déclin dans la période de deux ans suivante de 2011-2012.

Le Rôle des APP pour le Développement du Secteur de Tourisme

Il y a un intérêt croissant pour une coopération entre les secteurs publics et privés afin de favoriser le développement dans un pays. Dans ce contexte, une fois mises en application avec succès, les APP peuvent jouer un rôle important en améliorant l'attraction d'une destination, l'efficacité de commercialisation, la productivité aussi bien que la gestion globale de l'industrie du tourisme.

Les APP peuvent être attrayantes au gouvernement et au secteur privé. Pour le gouvernement, le financement privé peut soutenir l'investissement en augmentation d'infrastructure sans s'ajouter immédiatement à l'emprunt et à la dette de gouvernement, et peut être une source de recettes du gouvernement. Pour le secteur privé, les APP présentent les opportunités commerciales actuelles dans les secteurs desquels dans plusieurs cas ce secteur a été

précédemment exclu aussi bien que l'expansion des produits et des services au-delà de leurs possibilités courantes.

Le domaine principal dans lequel l'association entre le secteur public et le secteur privé s'est traditionnellement développée est celle du marketing et des promotions, car les activités de secteur privé sont considérées plus entrepreneuriales et efficaces. En plus de ceci, l'infrastructure et le développement de produit, la formation, le financement et l'investissement sont d'autres secteurs où l'association peut contribuer au développement du secteur de tourisme comme industrie concurrentielle.

Aspects Politiques pour le Développement de Tourisme dans des Pays Membres de l'OCI

Les pays de l'OCI ont un potentiel élevé pour le développement d'un secteur international soutenable de tourisme. C'est particulièrement vrai considérant leurs capitaux riches et divers des acquis naturels, géographiques, historiques et culturels. Cependant, donné l'action modeste de la région de l'OCI sur le marché de tourisme mondial et la concentration de l'activité internationale de tourisme dans seulement certains pays de l'OCI, il semble qu'une grande partie du potentiel de tourisme de la région de l'OCI demeure non utilisée.

De cette manière, les APP dans l'industrie du tourisme peuvent être formées pour créer de nouveaux produits ou services, pour réaliser des niveaux plus élevés d'efficacité, aux marchés libres qui étaient précédemment inaccessibles, ou aux ressources simples de groupement. Le facteur clé menant aux APP se fonde sur le fait que tous les associés de secteur public et privé souhaitent pour tirer bénéfice en ce qui concerne le fait de partager des ressources et des objectifs.

PARTIE I

DEVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE ET LES PAYS DE L'OCI



La Présente Partie inclut:

1. Production, Croissance et Emploi
2. Commerce et Finances

PARTIE I

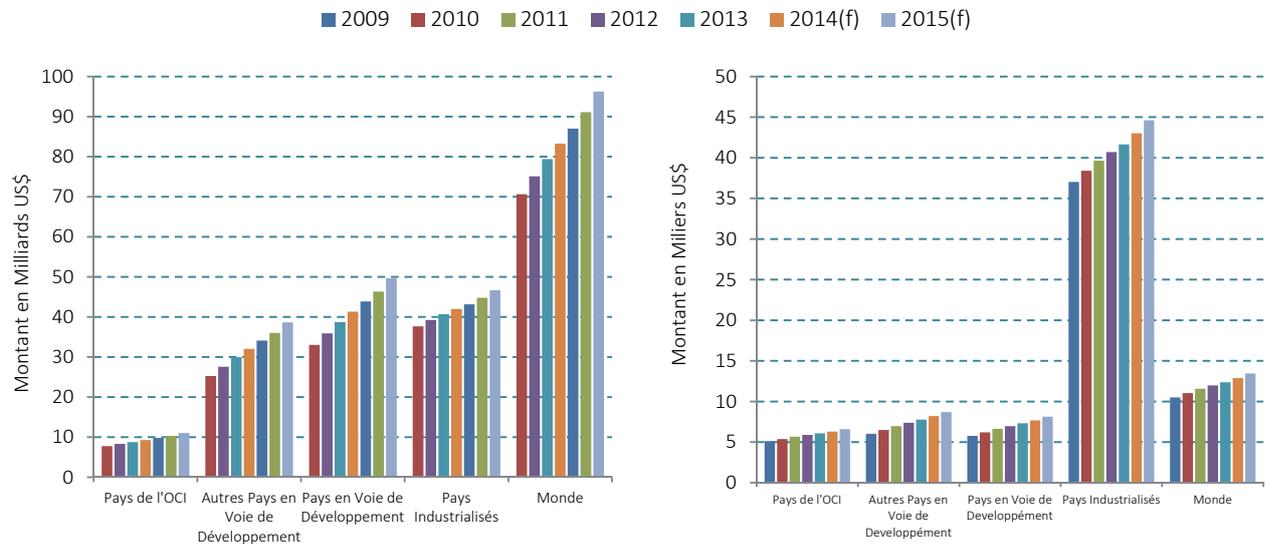
La présente partie analyse les tendances dans les indicateurs économiques importants des pays membres de l'OCI, comme un groupe, au cours de la dernière période de cinq ans (2009-2013) où les données sont disponibles. Elle étudie ces tendances d'une façon comparative avec leurs contreparties dans les groupes des pays avancés et d'autres en développement aussi bien qu'avec l'économie mondiale en son ensemble et accentue un certain nombre de contraintes et défis confronté par les pays membres de l'OCI dans leurs efforts de renforcer leur développement économique et leur progrès.

Le premier chapitre de la présente partie du rapport évalue les développements dans la production, la croissance et l'emploi. Ceci inclut le PIB, PIB par habitant, croissance de PIB, décomposition de PIB, inflation, balance fiscal, la participation de main-d'œuvre et le chômage. Le deuxième chapitre traite les indicateurs du commerce et de finances. Ceci inclut l'exportation et l'importation des biens et des services, le commerce de l'intra-OIC, la balance courante, les flux d'investissement étrangers directs, le développement de secteur financier, la dette et les réserves extérieures, et l'assistance et remises de développement officielles.



Production, Croissance et Emploi

Schéma 1.1: PIB Total (gauche) and PIB par habitant (droite), basé sur la parité du pouvoir d'achat



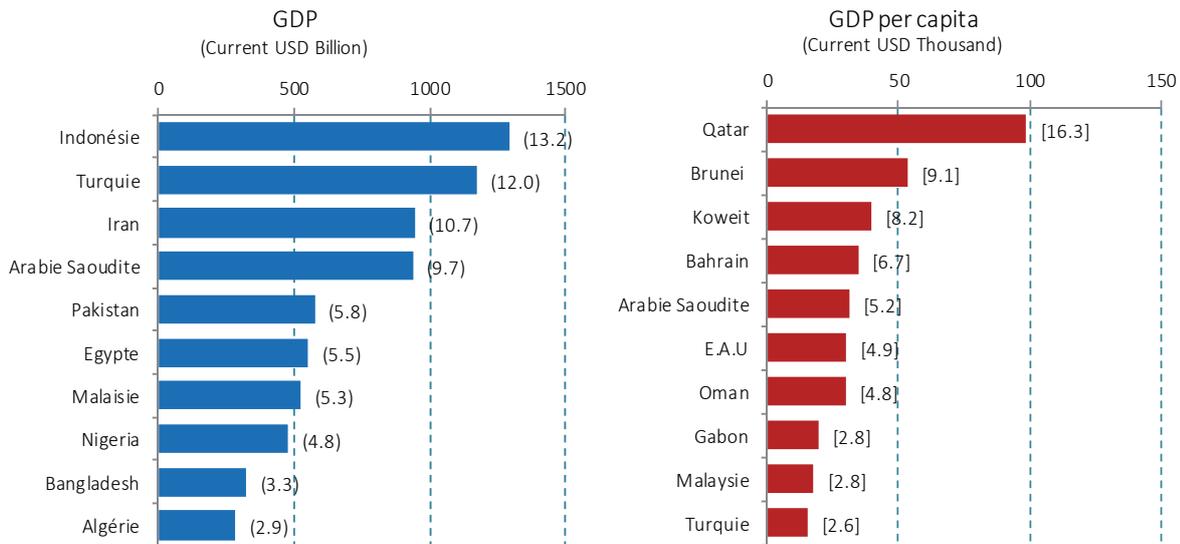
Source: Base de données du FMI WEO avril 2014.

PIB Global – exprimé en dollars des Etats-Unis courants et basé sur les PPA - a été témoin d'une tendance d'augmentation au cours de la période 2009-2013, atteignant 87.0 trillions de dollars en 2013 comparés à 70.6 trillions de dollars en 2009 (Schéma 1.1), panneau gauche). Au cours de la même période, les pays en développement étaient témoin d'une augmentation rapide en PIB car le PIB total dans ces pays a augmenté de 33.0 trillions de dollars en 2009 à 43.9 trillions de dollars en 2013. D'une part, les pays avancés étaient témoin comparativement d'une augmentation modérée quand leur PIB atteignait 43.1 trillions de dollars en 2013 comparés à 37.6 trillions de dollars en 2009. En conséquence, pour la première fois au cours de la période entre 2009-2013, les pays en développement ont produit plus de rendement que les pays avancés. Les évaluations prouvent que la part de pays en développement en ce qui concerne le rendement global ont prévu d'atteindre 52% vers la fin de 2015. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans le monde - exprimé en dollars des Etats-Unis courants et basé sur les APP - a augmenté

sans interruption et atteint 12.366 de dollars en 2013, comparé à 10.495 de dollars en 2009 (Schéma 1.1, panneau droit). En attendant, en 2013 le PIB par habitant a été enregistré à 41.654 de dollars dans les pays avancés et à 7.310 de dollars dans les pays en développement. En d'autres termes, le PIB par habitant de pays avancés est 6 fois plus haut que celui des pays en développement. Cet espace énorme entre les pays en développement et avancés est prévu de continuer au cours des années prochaines.

Les pays de l'OCI étaient témoin également d'une tendance d'augmentation en activité économique et leur PIB en augmentations de 7.7 trillions de dollars en 2009 à 9.8 trillions de dollars en 2013. Au cours de la même période, d'autres pays en développement ont connu une augmentation plus rapide à l'égard leur rendement alors que tout le PIB dans ces pays atteignait 34.1 trillions de dollars en 2013, un niveau qui est bien au-dessus des 25.3 trillions de dollars qu'ils ont enregistré en 2009. Cependant l'action des pays de l'OCI en PIB de

Schéma 1.2: Les 10 pays Principaux de l'OCI par le PIB et le PIB par habitant (2013)



Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et base de données de SESRIC BASEIND. Les nombres dans des parenthèses (carrées) rondes (droites) le côté gauche de main indiquent la part (rapport) du PIB du pays relatif (PIB par habitant) en PIB global (au PIB moyen par habitant) des pays de l'OCI en tant que groupe.

total mondial est demeurée stable à environ 11%, leur action en tout le PIB de groupe des pays en développement a diminué fortement et a été enregistrés à 22.3% en 2013, une diminution d'un point au cours de cinq ans de la période à l'étude. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a augmenté sans interruption et atteint 6.076 de dollars en 2013, comparé à 5.110 de dollars en 2009 (Schéma 1.1, panneau droit).

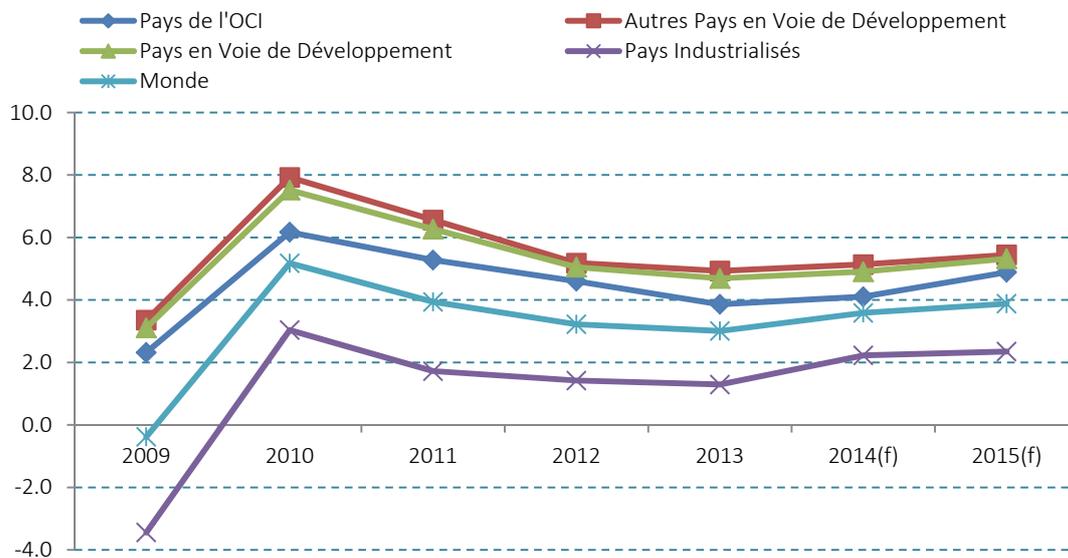
Cependant, l'espace entre les niveaux de PIB moyenne par habitant des pays membres de l'OCI et ceux d'autres pays en développement s'est élargi beaucoup. Le différentiel de PIB Par habitant entre les deux groupes au cours de la période entre 2009-2013 a presque doublé de 666 de dollars à 1.234 de dollars. Au cours de la même période, le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCI a également divergé de la moyenne mondiale comme l'espace a augmenté de 5.385 \$ jusqu'à 6.290 de dollars.

En outre, tout le PIB des pays de l'OCI est considéré d'être encore produit par certains pays membres. En 2013, les 10 pays principaux

de l'OCI en termes de volume de PIB ont produit 72.6% de tout le rendement des pays de l'OCI (Schéma 1.2, panneau gauche). L'Indonésie a l'action la plus élevée en PIB de l'OCI (13.2%) suivi de la Turquie (12.0%), de l'Iran (9.7%) et de l'Arabie Saoudite (9.6%). La performance économique globale du groupe de pays membres de l'OCI est demeurée fortement dépendante des développements dans ces dix pays. En fait, le carburant est la source principale des recettes d'exportation pour 4 sur ces 10 pays de l'OCI ; à savoir l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Nigéria, et l'Algérie.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar a enregistré le PIB le plus élevé par habitant en 2013 suivi du Brunei, du Koweït et du Bahreïn (Schéma 1.2, panneau droit). Le PIB du Qatar par habitant était 16.3 fois plus élevé que la moyenne des pays de l'OCI comme groupe, une situation qui reflète un à niveau élevé de la disparité de revenu parmi les pays de l'OCI. Parmi les 10 pays principaux de l'OCI ayant le PIB par habitant 6 sont de la région du Moyen-Orient. En outre, le

Figure 1.3: Croissance de PIB Mondiale



Source: Base de données du FMI WEO avril 2014.

Qatar a été classé premier et le Brunei était classé 5ème parmi les 186 pays dans le monde.

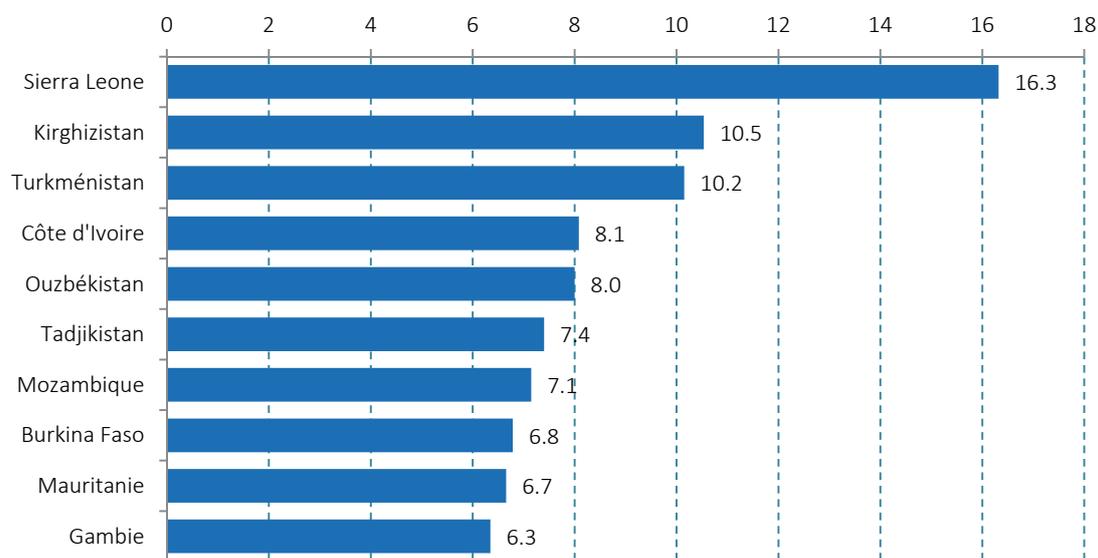
Le ralentissement économique déclenché par la crise économique en 2008 a finalement touché le fond en 2010 avec l'économie globale s'élevant à un taux impressionnant de 5.2% comparés à -0.4% en 2009. Cependant, les mesures d'austérité non-fonctionnant dans les économies de la zone euros, les déséquilibres fiscaux élevés aux Etats-Unis et aux pays de l'Union Européenne ont crié des craintes à une balance globale et ont entravé l'investissement et le commerce international. En conséquence, le taux de **croissance économique** mondial a diminué à 3.9% en 2011. La crise de dette souveraine dans la zone euro a bien entravé la croissance économique mondiale en 2012, enregistré à 3.2%. Le ralentissement dans l'économie globale a continué en 2013 avec le taux de croissance plongeant vers le bas à 3%. Après la démonstration des signes de rétablissement au début de 2014, le taux de croissance de l'économie mondiale est prévu pour atteindre 3.6% vers la fin de de cette

année. Les perspectives économiques positives pour les économies avancées en 2014 et 2015, le rétablissement dans la zone euro, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et les pays en développement semblent alimenter la croissance économique mondiale. En conséquence, en suivant l'élan positif en 2014, l'économie globale est prévue de se développe par 3.9% en 2015.

Tandis que le rétablissement dans les pays avancés demeurait lent, les pays en développement semblent être la force d'entraînement de la croissance globale en 2014 et 2015. Cependant, avec le rétablissement aux Etats-Unis et des espérances de taux de croissance positive dans l'Union européenne après le taux à croissance zéro en 2013, on s'attend à ce que la contribution des pays avancés à la croissance économique mondiale monte en 2014 (Schéma 1.3).

Les pays en développement ont alimenté le taux de croissance de rendement mondiale depuis 2010, alors que les économies avancées importantes se contractaient. En 2013, on s'attend à ce que des pays en développement se

Schéma 1.4: Les 10 Pays principaux de l'OCI en termes de taux de croissance du PIB (2013)



Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

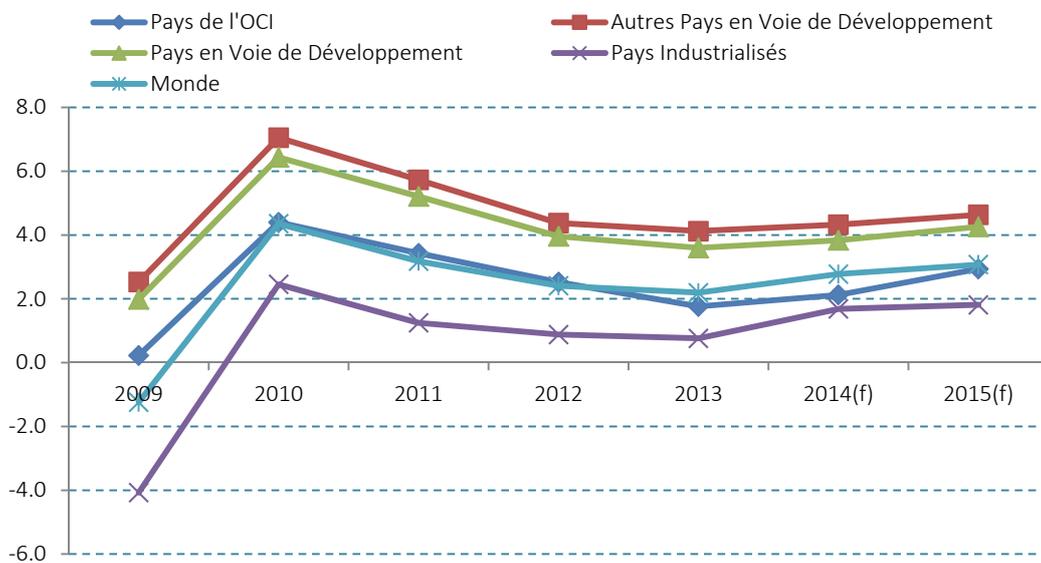
développent par 4.7%, qui est le double de taux de croissance moyen des pays avancés. Cependant, en raison des mesures fiscales et monétaires durables, le rétablissement est projeté dans des économies avancées en termes de taux de croissance du PIB réel pour atteindre 2.3% en 2015 comparés à 2.2% en 2014.

une augmentation du taux de croissance moyen qui s'élèvera de 4.9% en 2014 à 5.3% en 2015. De façon générale, à partir de 2014, les prévisions économiques globales sont plus optimistes au sujet des taux de croissance moyens et ceux qui sont de longue durée. En particulier, le retour prévu des géants globaux avec des taux de croissance positifs portera le taux de croissance global moyen de 3.6% en 2014 à 3.9% en 2015.

La croissance de PIB des pays de l'OCI a ralenti en valeur réelle à 3.9% en 2013, par rapport à 4.6% en 2012 (Schéma 1.3). Bien que ce soit en conformité avec le ralentissement persistant dans l'activité économique générale, qui a commencé à prendre la prise en 2010, la croissance des pays de l'OCI est demeurée

relativement plus stable en 2013 - principalement en raison des transitions économiques plus douces dans certaines de ses économies importantes qui sont de croissance rapide telles que l'Indonésie, la Turquie et l'Arabie Saoudite. La performance économique d'autres pays en développement, d'une part, jusqu'ici a été fortement influencée par le pas de la croissance des deux économies asiatiques principales, à savoir Chine et l'Inde. En effet, les taux de croissance moyens de PIB en termes réels dans les autres pays en développement à l'exclusion de la Chine et l'Inde étaient au-dessous de la moyenne de l'OCI au cours de la période 2009-2013. Avançant, le taux de croissance moyen des pays de l'OCI éprouvera probablement un rétablissement en 2014, avec le taux de croissance moyen prévu pour être environ 4.1%. Ce rétablissement sont prévu d'être bien consolidé à 4.9% en 2015. Cependant, ces Schémas sont encore meilleures que les taux de croissance moyens prévus pour le groupe d'autres économies en développement à l'exclusion de la Chine et de l'Inde (2.8% pour 2014 et 3.4% pour 2015),

Schéma 1.5: Croissance de PIB en termes réels par habitant, pourcentage de changement annuel



Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

comme la moyenne mondiale dans son ensemble.

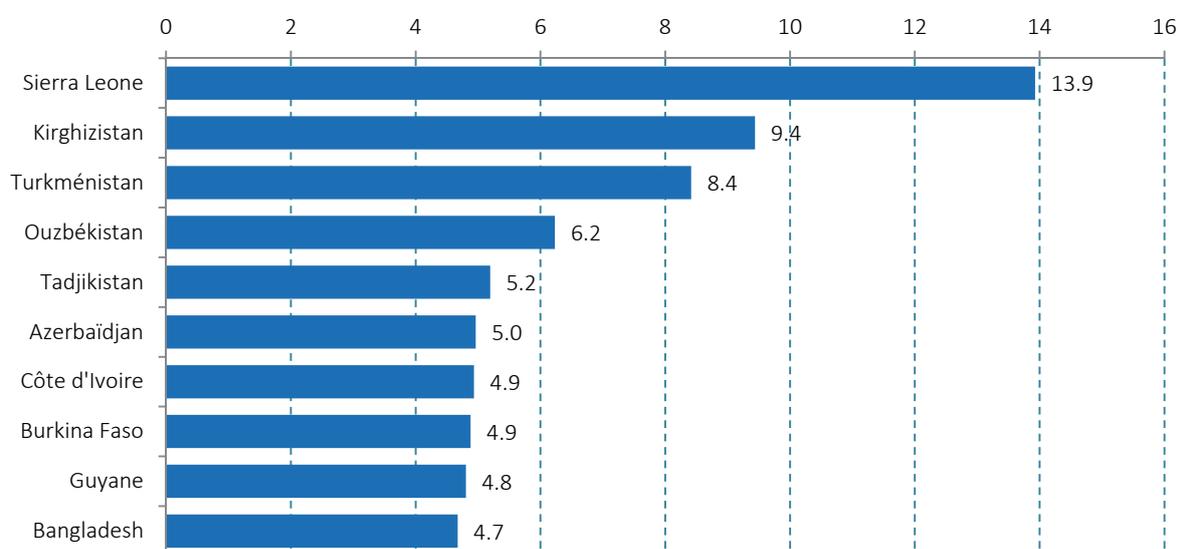
Au niveau de pays individuel, le Sierra Leone, avec un taux de croissance remarquable de 16.3% en 2013, était l'économie à croissance la plus rapide dans le groupe de pays de l'OCI suivis du Kirghizstan et de Turkménistan (Schéma 1.4). Le Sierra Leone était la deuxième économie à croissance la plus rapide au monde après le Soudan du sud tandis que le Kirghizstan et Turkménistan ont été placés 5^{ème} et 6^{ème} en classement. D'une part, les premiers-10 de toutes les économies à croissance rapide de l'OCI sont des régions de l'Afrique Subsaharienne (6) et de l'Asie Centrale (4). Considérant que ; cinq de PED de l'OCI étaient parmi les 10 pays principaux de l'OCI à croissance rapide en 2013 : Sierra Leone, la Mozambique, Burkina Faso, la Mauritanie et la Gambie avec leurs taux de croissance de PIB en termes réels s'étendant entre 16.3% et 6.3%.

Globalement, **Le PIB par habitant** a été témoin du rétablissement significatif en 2010, enregistrant un taux de

croissance de 4.4% comparés au taux de croissance négative de 1.2% en 2009. Néanmoins, ce rétablissement était un taux de courte durée et de croissance diminuant à 2.2% en 2013. Le PIB en termes réels global par habitant est prévu pour se développer par 2.8% en 2014 et 3.1% en 2015. Comme c'était le cas de croissance du PIB en termes réels, les pays en développement sont restés à la barre et ont dérivé la croissance en PIB par habitant. En 2013, la croissance en PIB par habitant a été enregistrée à 3.6% des pays en développement qui est prévu pour monter jusqu'à 3.8% en 2014 avant de monter jusqu'à 4.3% en 2015. D'une part, les pays avancés étaient témoin du taux de croissance très bas de 0.8% en 2013 ce qui est estimé à augmenter jusqu'à 1.7% et à 1.8% en 2014 et en 2015 respectivement.

Le taux de croissance moyen réel de PIB par habitant dans les pays de l'OCI a été positif au cours de la période 2009-2013 (Schéma 1.5). Ceci implique que le PIB en termes réels dans les pays membres de l'OCI s'est développé d'une manière très rapide moyen que celle de la

Schéma 1.6: Les 10 Pays principaux de l'OCI en termes de taux de croissance du PIB (2013)



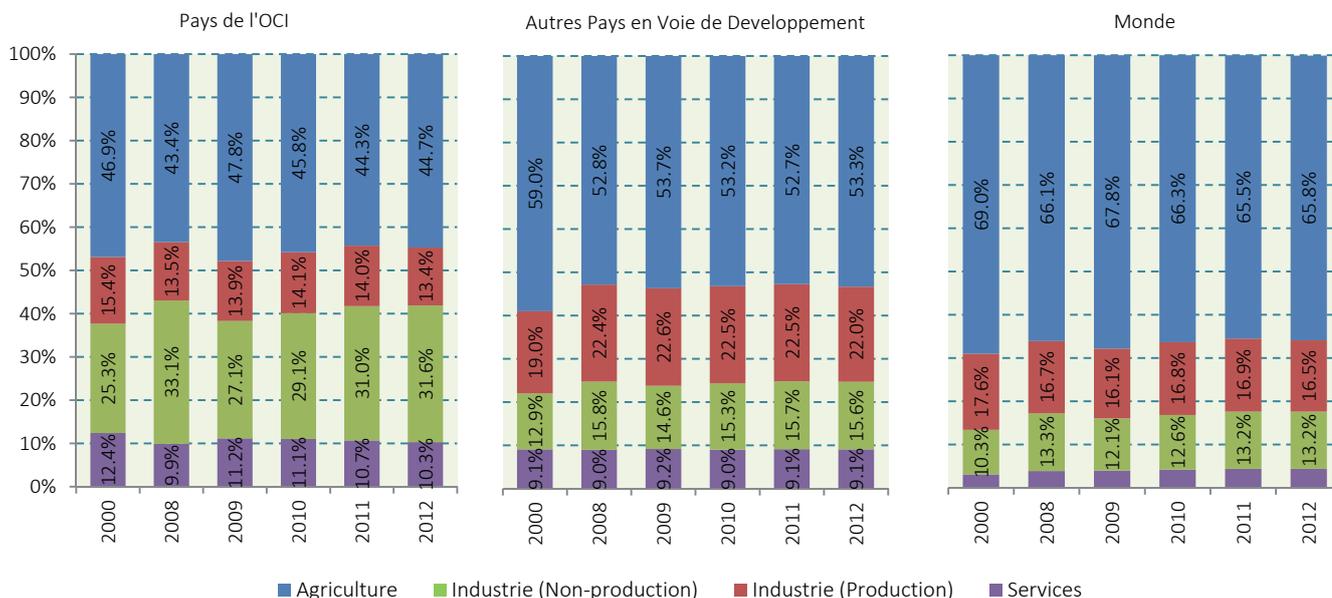
Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

population. Ceci peut être interprété comme une vraie augmentation des normes la vie dans la communauté de l'OCI. Cependant, une évolution d'une baisse semblable, comme dans le cas de la croissance du PIB en termes réels, est également observé pour des taux de croissance de PIB en termes réels par habitant. Les pays de l'OCI semblent également souffrir de cette tendance. Après un rétablissement de courte durée de la crise financière globale prévue, le taux de croissance moyen de PIB en termes réels par habitant dans les pays de l'OCI avait commencé à diminuer encore une fois à partir de 2011 et a été enregistré à 1.8% en 2013, par rapport à 4.4% en 2010. Le taux de croissance moyen de PIB en termes réels par habitant est prévu pour monter légèrement jusqu'à 2.1% en 2014 et pour rebondir de nouveau à 2.9% en 2015. Généralement le pas de la croissance de PIB en termes réels par habitant des pays membres de l'OCI a été autour du même niveau de la moyenne mondiale et de la moyenne d'autres pays en développement comparée à la performance de la Chine et de l'Inde, et comparée favorablement à la vitesse

de la croissance des pays avancés. Cependant, cette croissance est restée ci-dessous des autres pays en développement.

Au niveau de pays individuel, le Sierra Leone, avec un taux de croissance remarquable de PIB par habitant de 13.9% en 2013, était l'économie à croissance plus rapide dans le groupe de pays de l'OCI suivis du Kirghizstan et de Turkménistan (Schéma 1.6). Le Sierra Leone était la deuxième économie à croissance mondiale de façon plus rapide après le Soudan du sud tandis que le Kirghizstan et Turkménistan ont été classés à la 4ème et 7ème. D'une part, 5 de 10 premières économies de l'OCI avec la croissance la plus rapide par habitant du PIB sont l'Asie centrale et 4 sont de région d'Afrique Subsaharienne. Considérant que; 3 PED de l'OIC étaient parmi les 10 pays principaux de l'OCI en 2013 : Sierra Leone, Burkina Faso, et le Bangladesh avec leurs taux de croissance de PIB réels par habitant s'étendant entre 13.9% et 4.7%.

Schéma 1.7: À valeur ajoutée par les secteurs importants de l'économie (% de PIB)



Source: La base de données des Agrégats de comptes nationaux du DSNU, septembre 2014.

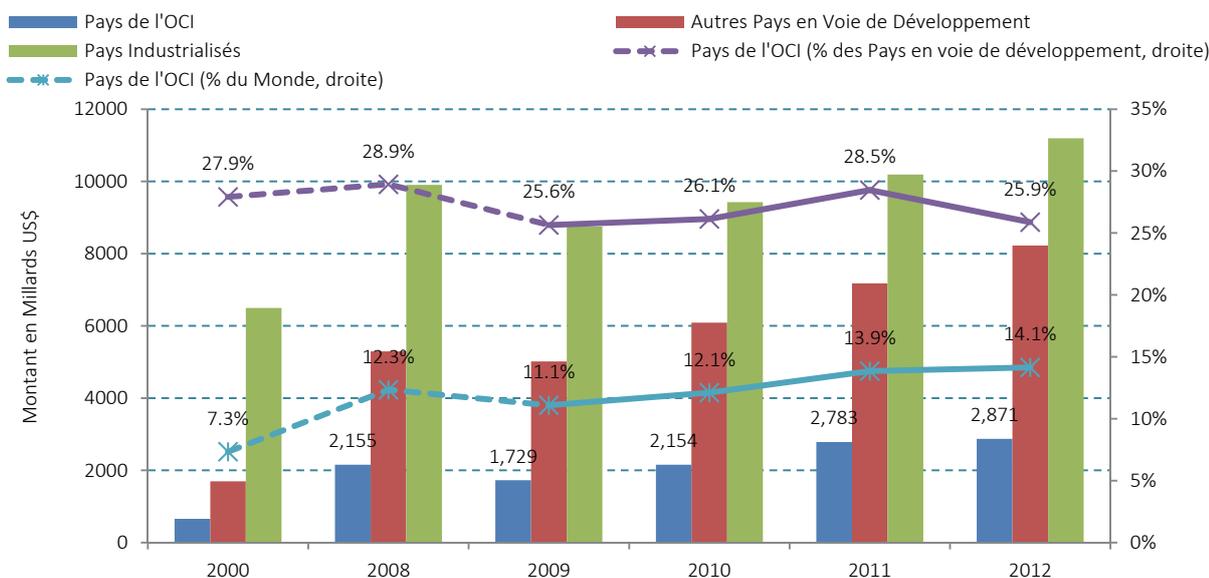
Selon les dernières évaluations, le **secteur des services** à la plus grande part du rendement total global (65.8%), suivie du secteur industriel (fabrication et hors fabrication) (29.7%), tandis que la part détenue par l'agriculture, la pêche et la sylviculture est relativement petite (4.4%). Au cours des années, la part des services a enregistré un déclin de 3.2% de 2000 à 2012 tandis que les parts des secteurs industriels hors fabrication et agricole ont augmenté de 2.9% et de 1.3% respectivement au cours de la même période (Schéma 1.7).

L'analyse à valeur ajoutée par les secteurs importants en tout le PIB des pays de l'OICI et d'autres pays en développement montre également une structure semblable. Bien qu'il est assumée que **l'agriculture** soit largement connue pour être l'activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies des pays en développement, ce dispositif ne se tient pas ferme dans le cas de l'OICI et d'autres pays en développement en tant que groupe. En effet, la part de l'agriculture en tout le PIB des pays de l'OICI a graduellement diminué de 12.4%

en 2000 à 10.1% en 2008. Avec l'évasion de la crise financière et de la contraction globales dans la part de l'industrie hors fabrication, la part du secteur agricole a commencé d'augmenter à une moyenne au-dessus de 11% au cours des années 2009-2010. Avec l'activité industrielle récupérant, la part moyenne de l'agriculture dans des économies de l'OICI s'est contractée à 10.7% en 2011 et à 10.3% en 2012. On a observé une tendance plus stable dans d'autres pays en développement, où la part moyenne de l'agriculture dans l'économie a resté légèrement au-dessus de 9% pour longtemps et a été enregistrée à 9.1% en 2011 et en 2012.

Au niveau de pays individuel, en 2012, le secteur agricole a représenté plus d'un tiers du total à valeur ajoutée dans 10 pays membres de l'OICI ; à savoir le Bénin, le Burkina Faso, les Comores, le Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, et le Togo - qui étaient énumérés parmi les PMA au cours de la même année selon la classification de l'ONU. La part de l'agriculture en PIB a varié sensiblement parmi les pays de l'OICI, avec la part la plus élevée de

Schéma 1.8: Production Industrielle, Volume et Action (droit)



Source: La base de données des Agrégats de comptes nationaux du DSNU, septembre 2014.

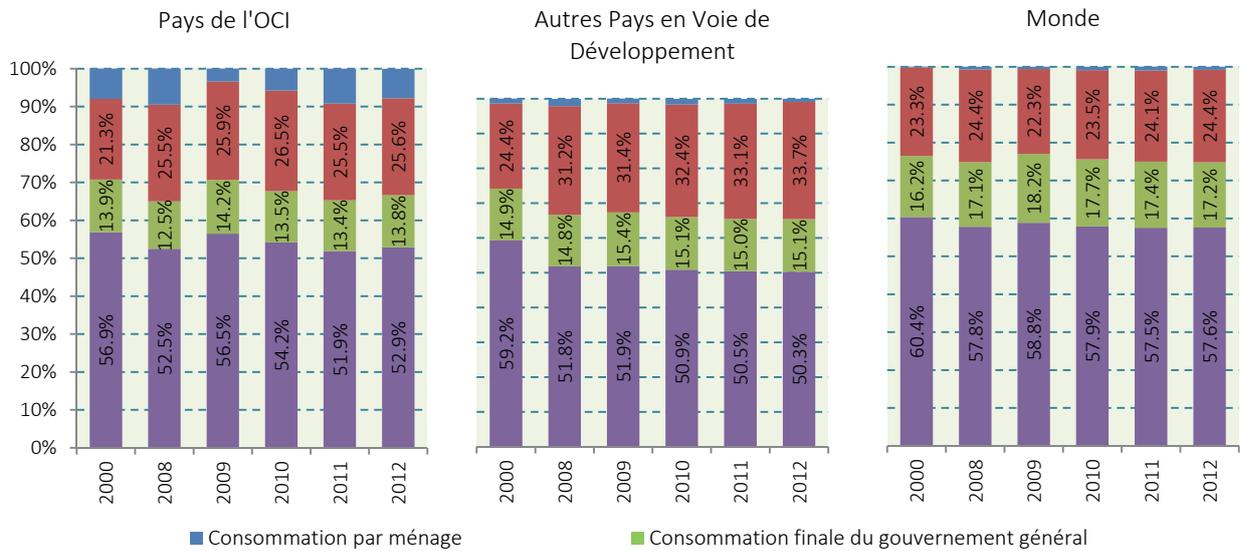
60.2% en Somalie et les plus basses parts en-dessous d'un % aux EAU et le Brunei (0.7%), le Bahreïn et le Koweït (0.3%), et le Qatar (0.1%).

En revanche, le secteur des services a continué à jouer un rôle important dans les économies de plusieurs pays de l'OCI comme une source de revenu la plus importante. Après qu'une contraction rapide en 2008 avec la manifestation de la crise financière globale et la diminution résultant en sa part à 43.4%, la part moyenne du secteur des services en PIB total des pays de l'OCI aient augmenté jusqu'à 47.8% en 2009, qui a été principalement compensé par une contraction dans l'industrie hors fabrication. Avec le rétablissement dans l'activité économique réelle à compter en 2010, la part moyenne du secteur des services dans des économies de l'OCI est retournée de nouveau à ses niveaux de pré-crise avec des parts de 44.3% et de 44.7% en 2011 et en 2012, respectivement. En 2012, la contribution du secteur des services à l'économie était toujours plus moins d'un tiers du PIB dans les 10 pays membres de l'OCI; à savoir l'Azerbaïdjan, le Brunei, le Tchad, le Gabon, le

Koweït, le Nigéria, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Somalie (la base de données des Agrégats principaux de comptes nationaux d'DSONU). La part du secteur des services en PIB a varié de 27.7% au Brunei à 80.9% en Maldives. Quant à d'autres pays en développement, le secteur des services a continué à expliquer plus de la moitié de tout le PIB et sa part a été enregistrée à 53.3% en 2012.

Secteur industriel - comprenant la fabrication - a représenté en moyenne pour 45% de tout le PIB des pays membres de l'OCI en 2012 (Schéma 1.6). Sa part 46.6% en 2008 était bien plus que celle du secteur des services, cependant, la situation a été renversé lors de la période 2009-2010 et, avec le ralentissement global dans l'activité industrielle, la part du secteur industriel est tombé au-dessous de celle du secteur des services. Cependant, avec la **production industrielle** ayant repris récemment, le secteur contribue maintenant à tout le PIB des pays de l'OCI en moyenne plus que le secteur des services réalisés. Comparé à d'autres pays en développement où la contribution du secteur

Schéma 1.9: PIB par les Articles Importants de Dépense (% de PIB)



La base de données des Agrégats de comptes nationaux du DSNU, septembre 2014.

industriel au PIB à une moyenne de 37.6% en 2012, ce dernier constitue apparemment une plus grande partie de l'activité économique dans les pays membres de l'OCI.

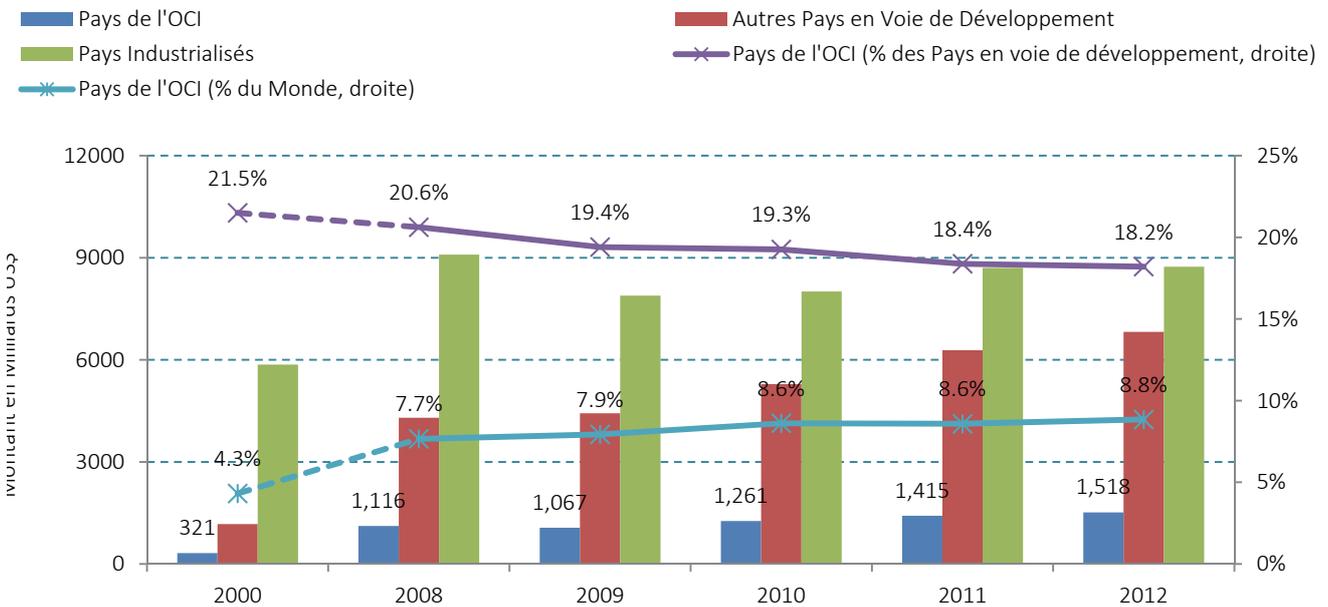
Cependant, la part de l'industrie d'un pays en PIB, intrinsèquement, ne reflète pas le niveau réel d'industrialisation de son économie. En particulier dans le cas des pays de l'OCI, l'industrie pétrolière explique une part significative du total à valeur ajoutée du secteur industriel. Le schéma 1.6 indique que, au cours de l'année 2000, la part de l'industrie

manufacturière en PIB total des pays de l'OCI était 15.4%. En 2008, cependant, la part du secteur s'est contractée de manière significative à 13.5% avant de s'améliorer légèrement à 13.9% en 2009 et à 14.1% en 2010. Récemment, en 2012, la part de l'industrie s'élève à 13.4% qui est encore lointaine au-dessous du niveau 15.7% observé lors de l'année 2000. Par rapport aux pays de l'OCI, l'industrie manufacturière dans d'autres pays en développement constitue énormément une grande partie à leur PIB total où sa part a été enregistrée à environ 22.0% en 2012.

Selon le schéma 1.8, la part des pays de l'OCI en tant que groupe dans la production industrielle de total mondial a atteint 14.1% en 2012. Ceci marque une augmentation de 6.8% depuis l'an 2000. En dépit de cette tendance à la hausse, la part des pays de l'OCI en toute la formation brute de capital fixe des pays en développement a été en déclin et de 27.9% contractés à 25.9% au cours de la même période. Ceci indique la dégradation des performances relativement montrée par les pays de l'OCI dans la production

Afin de renforcer leur résilience aux chocs externes et devenir plus concurrentiel, il y a apparemment des besoins urgents pour que les pays de l'OCI renforcent et augmentent fortement la coopération économique plus que jamais. Il y a un besoin d'une plus grande synergie pour mettre en application le national et les politiques de coopération aussi bien que les initiatives multilatérales complètes au niveau de l'OCI par des projets communs et des programmes aux niveaux régionaux et sous régionaux.

Schéma 1.10: Formation Brute de Capital Fixe, Volume et Action (droits)



Source: UNSD National Accounts Main Aggregates Database, September 2014.

industrielle, par rapport à d'autres pays en développement.

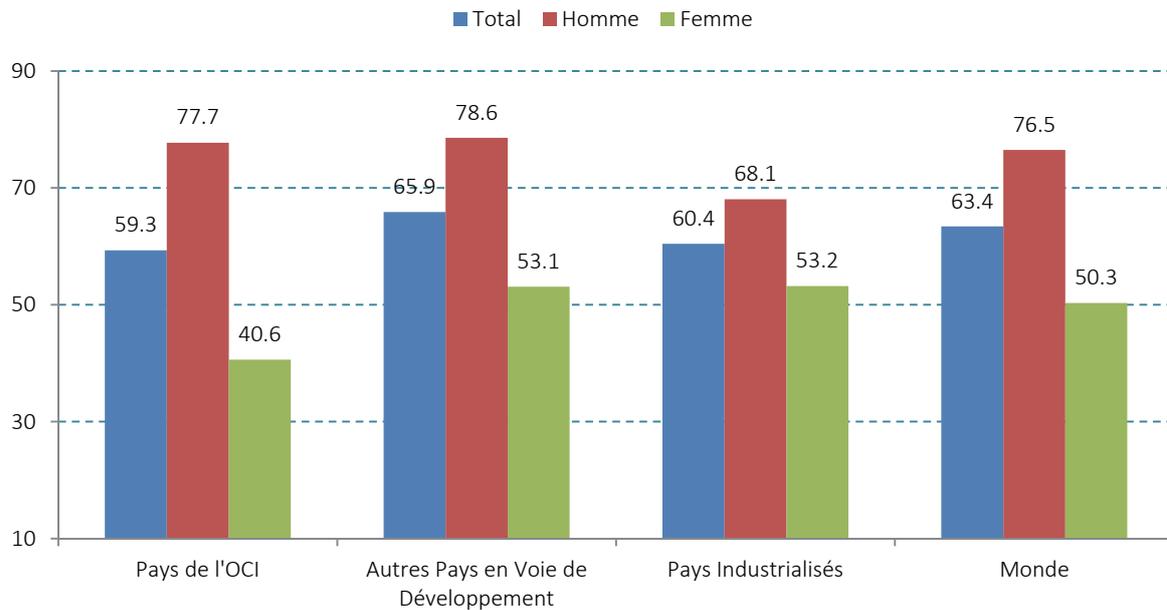
L'analyse du PIB global par **articles importants de dépense** indique que la part du ménage final et de la consommation publique continue d'être la plus élevée en tout le PIB au cours des années. Suivant les indications du schéma 1.9, en 2012, la consommation des ménages a représenté une meilleure part de 57.6% suivis de la formation brute de capital (24.4%) et de la consommation finale d'administrations publiques (17.2%). La part des exportations nettes en PIB mondial total était négligeable. Au cours de la période 2000-2012, les parts de la consommation publique et de la formation brute de capital en PIB mondial total ont augmenté de 1% tandis que la part de la consommation des ménages a diminué de 3%.

Les parts relatives des articles principaux de dépense en tout le PIB de l'OCI et d'autres pays en développement ont enregistré une variation significative mondiale. En 2012, le ménage final et les dépenses du gouvernement générales ont représenté 66.7% de tout le PIB des pays de

l'OCI. Comme constituants de la dépense de consommation finale, la dépense par des ménages et les gouvernements ont représenté 52.9 et 13.8% du PIB, respectivement. Ces Schémas ont marqué une augmentation des parts des deux types de consommation comparés à l'année précédente. Néanmoins, la part de la consommation des ménages en tout le PIB des pays membres de l'OCI a diminué de 3.6 points depuis 2009 tandis que la part des dépenses du gouvernement s'est contractée par 0.4 point au cours de la même période. La diminution de la part de la consommation finale a été principalement adaptée par une expansion de la part des exportations nettes de 3.4% en 2009 à 7.8% en 2012.

D'une part, la part de la consommation finale en PIB total d'autres pays en développement a été enregistrée à 65.4% en 2012 et la consommation des ménages, avec une part 50.3% en PIB, était encore la source principale de dépense de consommation finale dans ces pays (Schéma 1.9).

Figure 1.11: The Labour Force Participation Rates, 2012



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur l'OIT, édition de 8ème KILM.

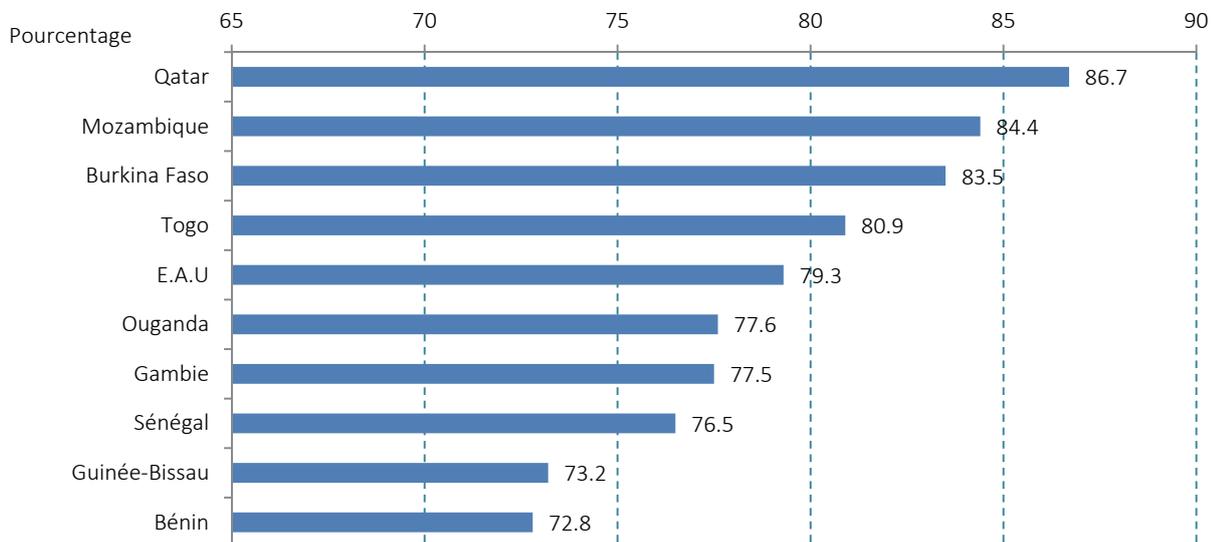
La formation brute de capital mesure le montant d'épargne dans une économie qui est transformé en investissements dans la production. Lors de l'année 2012, 25.6% de tout le PIB produit dans les pays membres de l'OCI ont été investis dans les actifs servant à la production (Schéma 1.9). En comparaison, d'autres pays en développement en moyenne ont canalisé 33.7% de leur PIB dans des investissements rentables. La part de la formation brute de capital en PIB des pays de l'OCI en tant que groupe a augmenté de 4.3% au-dessus de son niveau de l'année 2000 de 21.3%, tandis qu'elle a augmenté pas moins de 9.3% dans le groupe d'autres pays en développement au cours de la même période. Cependant, on peut arguer du fait que la formation brute de capital, comme indicateur, est fêlée principalement par les fluctuations significatives dans les inventaires et, le plus souvent, la non-disponibilité d'information d'inventaire du niveau industriel. La formation brute de capital fixe, d'une part, est favorisée en tant qu'étant un meilleur indicateur sur les

additions nettes des actifs servant à la production créés lors d'une année spécifique.

En raison de l'argument ci-dessus, le schéma 1.10 offre un regard aux tendances de **formation brute de capital fixe** dans les pays de l'OCI par rapport à d'autres pays avancés et en développement. Selon le schéma 1.10, la part des pays de l'OCI en général dans la formation de capital fixe de total mondial a atteint 8.8% en 2012. Ceci marque l'augmentation 4.5% depuis l'an 2000. En dépit de cette tendance à la hausse, la part des pays de l'OCI en toute la

Dans leurs efforts de renforcer leur progrès économique et d'augmenter leur part dans l'économie mondiale, les pays de l'OCI confrontent toujours un certain nombre de défis principaux. Ces défis ont pu souligner les larges actions de politique pour qu'ils soient pris en considération par les pays membres à leurs efforts d'atteindre des niveaux plus élevés de progrès et d'intégration économiques.

Schéma 1.12: Les 10 Pays Membres principaux de l'OCI par le taux d'activité de main-d'œuvre, 2012



Source: OIT, édition de 8ème KILM.

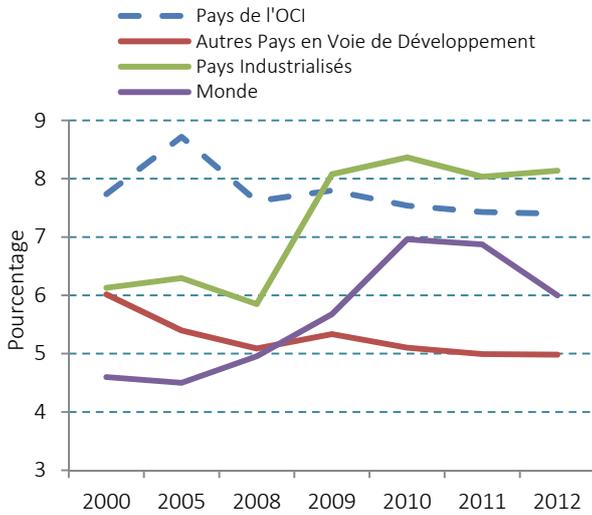
formation brute de capital fixe des pays en développement a été en déclin et de 21.5% contractés à 18.2% au cours de la même période. Ceci indique la dégradation des performances relativement démontrée par les pays de l'OCI en accumulant des capitaux d'investissement, par rapport à d'autres pays en développement.

Bien que le taux de chômage soit accepté en tant qu'un variable macro-économique principale mesurant l'état de l'économie, il ne peut pas exactement refléter la santé du marché du travail car la définition donne l'importance aux personnes cherchant l'emploi pour un salaire mais pas la magnitude de personnes qui ne travaillent pas réellement. En raison de ces insuffisances, il pourrait être idéal de considérer d'abord le taux d'activité de main-d'œuvre, qui mesure la proportion de personnes âgées de 15 ans et au-dessus de cela s'engageant activement sur le marché du travail, en travaillant ou en recherchant activement un travail. Il fournit une indication de taille relative de l'approvisionnement en travail

disponible pour aider à s'engager dans la production des biens et des services.

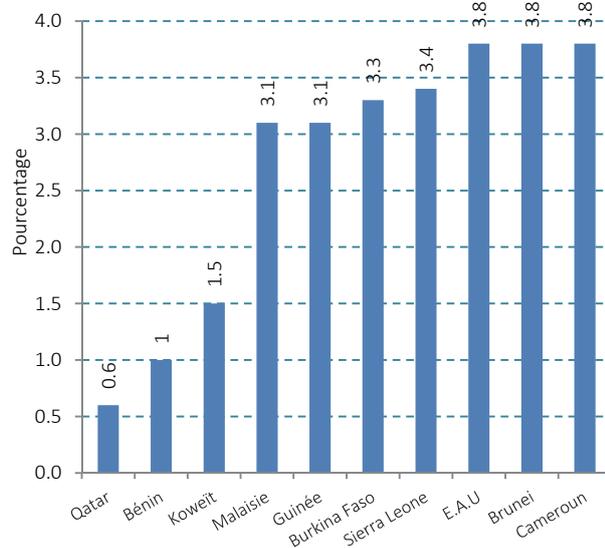
Suivant les indications du schéma 1.11, dans les pays membres de l'OCI tout le taux d'activité de main-d'œuvre, contrairement à d'autres groupes de pays, suit une tendance légèrement en augmentation, qui s'est élevée à 59.3% en 2012 comparés à 64.1% dans le monde, 65.9% dans d'autres pays en développement et 60.4% dans les pays avancés. En cas de taux d'activité de main-d'œuvre à la population masculine, les pays membres de l'OCI ont enregistré un taux de 77.7% comparés à 77.1% dans le monde entier, à 78.6% dans d'autres pays en développement et à 68.1% dans les pays avancés. Bien que les pays membres de l'OCI aient enregistré une performance globalement comparable en termes de taux d'activité de main d'œuvre totale et masculine, leur performance en cas de taux d'activité de main-d'œuvre féminine est demeurée sensiblement inférieure. Suivant les indications du schéma 1.11, le taux d'activité de main-d'œuvre à la population féminine dans les pays membres de l'OCI a été enregistré à 40.6%,

Schéma 1.13: Taux de chômage total (pourcentage de main-d'œuvre totale)



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur l'OIT, 8ème édition de KILM.

Schéma 1.14: Les 10 Pays Principaux avec les taux de chômage les plus faibles



qui est sensiblement inférieure aux 51.1% dans le monde, 53.1% dans d'autres pays en développement et à 53.2% dans les pays avancés.

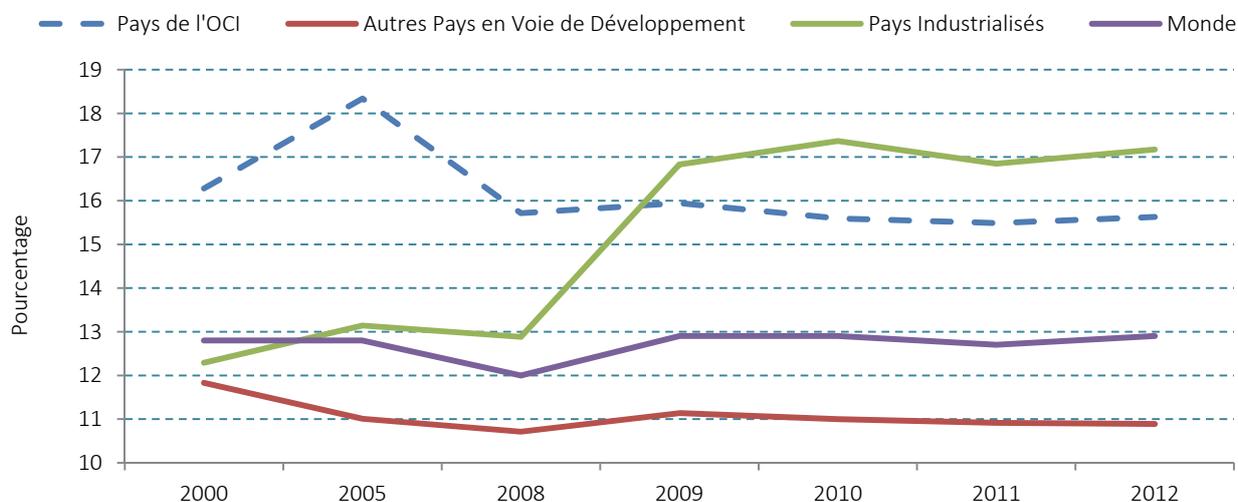
Cependant, il y a une tendance d'augmentation dans des taux d'activité de main-d'œuvre dans les pays de l'OCI, en particulier dans des taux de participation féminins. Depuis 2000, le taux de participation féminin a augmenté de 38.4% à 40.6%. On observe également une tendance à la hausse dans cet indicateur au niveau des pays avancés mais dans d'autres pays en développement, la participation des femmes montre une tendance en réduction.

Au niveau de pays individuel, le Qatar a enregistré le taux d'activité le plus élevé de main-d'œuvre des personnes totales âgées entre 15-64 (86.7%) en 2012, suivi de la Mozambique (84.4%), du Burkina Faso (83.5%), du Togo (80.9%) et des Emirats Arabes Unis (79.3%). Il vaut mieux mentionner qu'à l'exception le Qatar et les Emirats Arabes Unis, la performance de tous les 10 pays membres principaux appartient aux pays moins développés selon la classification de l'ONU

(Schéma 1.12). D'une part, le plus bas taux d'activité a été enregistré en Palestine avec 41%. Il est suivi de la Jordanie (41.3%), de l'Irak (42.2%), de la Syrie (43.6%) et de l'Algérie (43.7%). Au niveau global, en ce qui concerne le taux d'activité de main-d'œuvre, le Qatar est classé 3ème, Burkina Faso 8ème et la Mozambique 10ème. C'est également important de mentionner que 13 de 20 pays avec les plus bas taux d'activité en 2012 sont les pays membres de l'OCI.

Le chômage est demeuré l'une des questions les plus provocantes à travers le globe. Selon l'OIT le rapport 2014 des tendances d'emploi globales, presque 202 millions de personnes étaient sans emploi en 2013 partout dans le monde, une augmentation de presque 5 millions comparés à l'année dernière. Ceci reflète le fait que l'emploi n'augmente pas suffisamment avec rapidité pour suivre la main-d'œuvre croissante. Considérant que 23 millions de personnes sont prévues d'être abandonnées hors du marché du

Schéma 1.15: Taux de Chômage des Jeunes



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur l'OIT, édition de 8ème KILM.

travail dû au découragement et au chômage de longue durée en hausse.

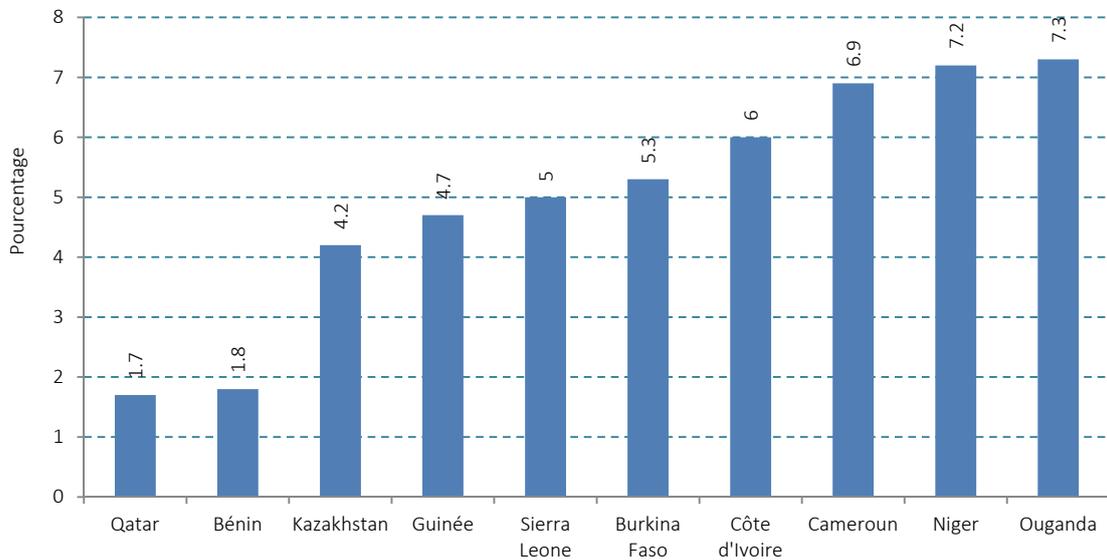
Selon le même rapport, le taux de chômage global est demeuré inchangé à 6.0% de la main-d'œuvre globale en 2012. Le nombre de personnes à travers le monde sans emploi a été estimé à 201.8 millions en 2013, une augmentation de 4.9 millions des 196.9 millions révisé par l'année précédente. Il y avait 31.8 millions de personnes de plus sans emploi autour du monde en 2013 qu'en 2007, avant le début de la crise économique globale. Malgré certaines espérances positives au sujet d'économie mondiale pour 2013-14, peu d'amélioration est prévue sur le marché du travail global en 2014, avec le taux de chômage global arrivant jusqu'à 6.1% et le nombre de personnes sans emploi se levant par des 4.2 millions respectivement.

Les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés comparés aux pays du monde, avancés et autres en développement au cours de la période 2000-2012 (Schéma 1.13). Au cours de cette période,

le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI a changé entre 7.6% et 8.8%. Après la crise financière globale, les taux de chômage dans les pays avancés ont augmenté d'un niveau en-dessous de 6% jusqu'à plus de 8%. Au cours de la période d'après-crise (2009-2012), le taux de chômage moyen dans les pays avancés est demeuré plus haut que le taux dans les pays de l'OCI. Le taux de chômage moyen dans d'autres pays en développement est demeuré sensiblement inférieur (environ 2-3%) à la moyenne de l'OCI au cours de toute la période à l'étude.

Les taux de chômage pour les mâles sont généralement inférieurs aux taux pour les femelles dans tous les groupes de pays (SESRIC, 2014). En dépit de l'amélioration significative depuis 2005, le chômage féminin dans les pays de l'OCI demeure le plus haut avec 9.1% de 2012. On l'estime à 5.2% dans d'autres pays en développement et à 8.1% dans les pays avancés pendant la même année. Le chômage masculin dans les pays de l'OCI a diminué de 7.7% en 2005 à 6.5% en 2012 et de 5.2% à 4.8% dans

Schéma 1.16: Les 10 Pays Principaux avec les plus bas taux de chômage des jeunes



Source: Calculs de personnel de SESRIC basés sur l'OIT. édition de 8ème KILM.

d'autres pays en développement au cours de la même période. D'une part, il y a une tendance à la hausse dans les taux de chômage masculin dans les pays avancés, qui ont augmenté de 6.1% en 2005 à 8.2% en 2012.

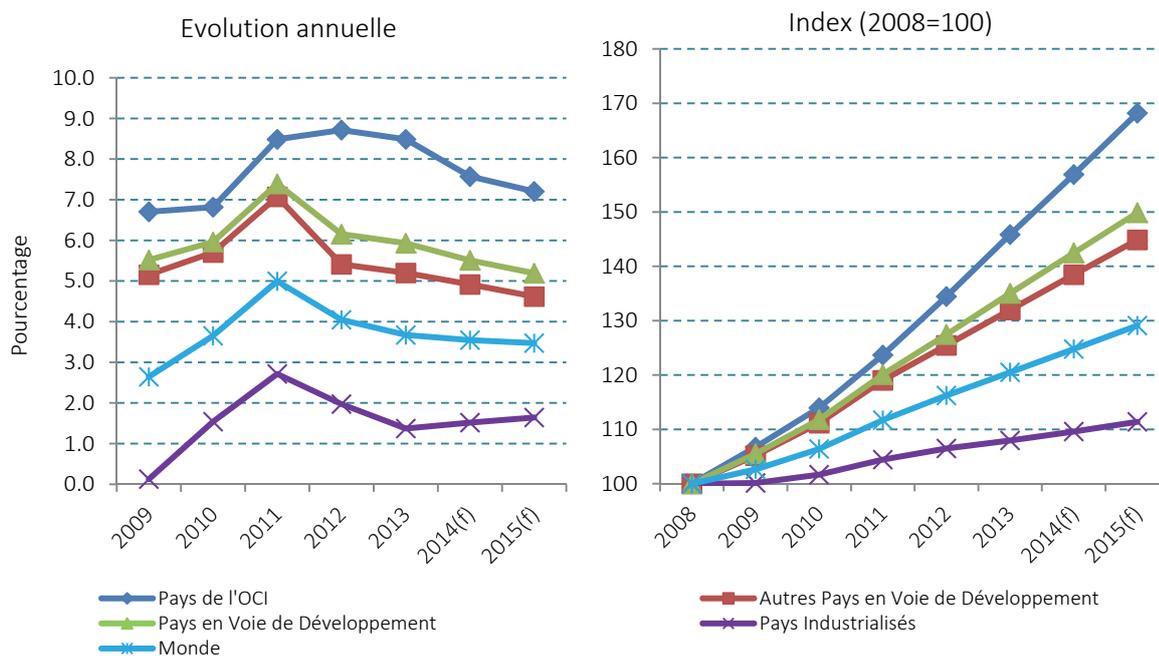
Au niveau de pays individuel, les taux de chômage ont varié parmi des pays de l'OCI (Schéma 1.14). Les personnes sans emploi ont constitué plus moins d'un 1% de main-d'œuvre totale au Qatar (0.6%), qui est également le taux le plus bas au monde. Le Bénin (1%) et le Koweït (1.5%) sont également parmi les dix pays dans le monde avec les plus bas taux de chômage. Ils sont suivis de la Malaisie (3.1%) et de la Guinée (3.1%). Cependant, ainsi que Macédoine, la Mauritanie (31%) est le pays avec le taux de chômage le plus élevé dans le monde. Le chômage est également une préoccupation en Palestine (23%), en Guyane (21.7%), au Gabon (20.3%) et au Yémen (17.6%).

Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) ont continué à souffrir du manque d'offres d'emploi décentes à travers le globe. Selon les dernières évaluations, environ 74.5 millions de jeunes étaient sans

emploi en 2013 ; c'est presque 1 million plus qu'en 2012. Il y avait 37.1 millions de jeunes dans l'emploi en 2013 qu'en 2007, alors que la population globale des jeunes diminuait de seulement 8.1 millions au cours de la même période. Le taux global de **chômage des jeunes** a atteint 13.1%, qui est presque trois fois plus élevées que le taux de chômage adulte (l'OIT, 2014). Il est particulièrement élevé au Moyen-Orient (27.2%) et en Afrique du Nord (29.4%).

Les chiffres sur le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI sont même moins prometteurs. Il

Une jeunesse bien instruite ne peut pas posséder les bonnes qualifications pour qu'elle soit qualifiée aux nouveaux emplois potentiels présents et les créations représentant d'autres défis pour les systèmes d'éducation et de formation professionnelle. Afin d'aborder tels défis, l'information relative de marché du travail est exigée pour éviter la disparité de compétence sur le marché du travail et pour les systèmes d'éducation et de formation efficaces.

Figure 1.17: Annual Average Inflation (Consumer Prices)

Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

est resté constamment au-dessus de 16% et aussi bien au-dessus des moyennes d'autres pays en développement et avancés jusqu'à la crise financière globale en 2008, mais d'autre part il a diminué en-dessous de 16%. Après la crise, le problème du chômage des jeunes dans les pays avancés est devenu bien plus sérieux comparé à celui dans les pays de l'OCI (Schéma 1.15). En 2012, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est prévu à 15.6%, dans les pays avancés à 17.2% et dans d'autres pays en développement à 10.9%.

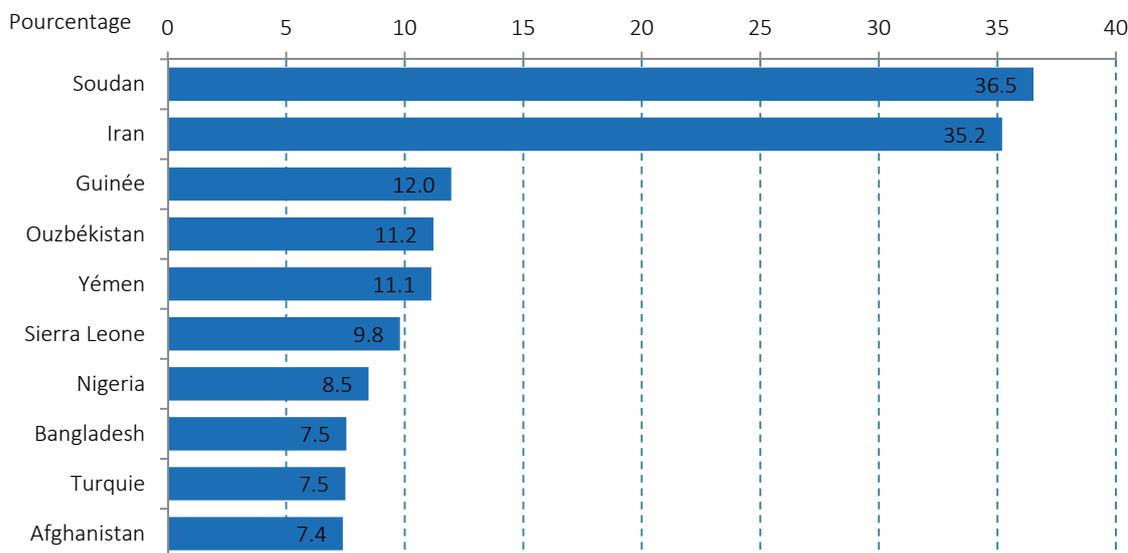
Comme dans d'autres indicateurs importants de marché du travail, en dépit d'une certaine amélioration depuis 2005, le chômage féminin parmi les jeunes est le plus haut dans tous les pays de l'OCI. Il a diminué à 17.6% en 2012 de son niveau de 21.3% en 2005. Tandis que le chômage féminin parmi les jeunes a été décroissant dans d'autres pays en développement au cours de la période à l'étude, il a suivi une tendance à la hausse dans les pays avancés. À partir de 2012, il est estimé à 11.1% dans d'autres pays en développement et à

15.8% au niveau des pays avancés. En ce qui concerne le chômage masculin parmi les jeunes à partir de 2012, il a diminué à 14.5% dans les pays de l'OCI et à 10.7% dans d'autres pays en développement, mais a augmenté jusqu'à 18.4% à l'égard des pays avancés (SESRIC, 2014).

Il y a encore des anomalies larges en ce qui concerne les taux de chômage des jeunes à travers des pays de l'OCI. Le Qatar (1.7%) et le

Les niveaux élevés du chômage, particulièrement le chômage des jeunes, restent comme problème majeur et un défi faisant face aux pays avancés et en développement, y compris des membres de l'OCI. À cet égard, les pays membres de l'OCI devraient se concentrer sur le renforcement de capacité en prenant des mesures nécessaires de politique pour développer et soutenir un système efficace de formation professionnelle (VET). En outre, des efforts devraient être faits pour favoriser l'esprit d'entreprise et pour encourager l'auto-emploi par des approches innovatrices.

Schéma 1.18: Les 10 Pays Principaux de l'OCI par l'inflation moyenne annuelle (2013)



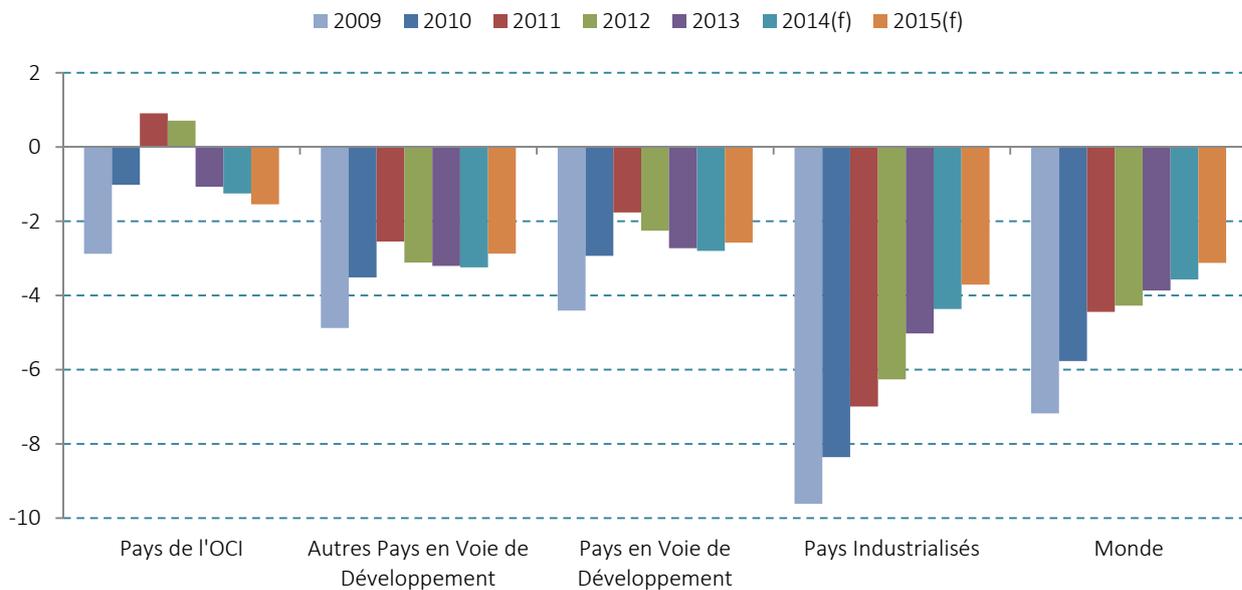
Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

Bénin (1.8%) sont les pays avec les plus bas taux de chômage en 2012, qui sont également parmi les trois pays principaux dans le monde (Schéma 1.16). Kazakhstan (4.2%), Guinée (4.7%) et Sierra Leone (5%) ont été également enregistrés pour avoir de bas taux de chômage des jeunes. En revanche, le taux le plus élevé de chômage des jeunes a été estimé en Mauritanie (45.3%), suivie de la Guyane (42%), du Gabon (36.8%), de l'Egypte (35.7%) et du Yémen (34.8%). Au niveau de 24 pays de l'OCI, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20% et dans 33 pays au-dessus de la moyenne mondiale de 12.9% en 2012.

En raison des chocs de côté offrant, l'inflation globale a augmenté jusqu'à 5.0% en 2011. Avec les politiques fiscales de serrage et l'expansion monétaire limitée selon la croissance de rendement, ceci semble stabiliser les prix à la consommation en moyenne au niveau mondial. En conséquence, le taux d'inflation a diminué à 4.0% en 2012 et 3.7% en 2013, et on s'attend à ce qu'il soit environ 3.5% en 2014 et en 2015.

Comme observée sur le schéma 1.17, la volatilité des prix n'est pas prévue pour être un souci important pour les pays avancés et en développement. Au lendemain de la crise, les pays avancés n'ont pas suivi une expansion monétaire non contrôlée, en dépit de l'existence de la pression du public. En conséquence, le changement des prix à la consommation demeurera bas et le taux d'inflation est prévu d'être 1.5 et 1.6% en 2014 et en 2015, respectivement. Dans les pays en développement, le taux d'inflation a diminué de 7.4% en 2011 à 5.9% en 2013. L'inflation prévue en 2014 et 2015 est 5.5% et 5.2% respectivement.

Au niveau des pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen a été sensiblement plus élevé que la moyenne des économies avancées et en développement. En conformité avec les tendances globales, l'inflation dans les pays de l'OCI s'est élevée à 8.7% en 2012 avant de diminuer modérément à 8.5% en 2013. Les chiffres globaux d'inflation ont marqué une augmentation de 45.8% des prix à la

Schéma 1.19: Balances Fiscaux (% de PIB)

Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

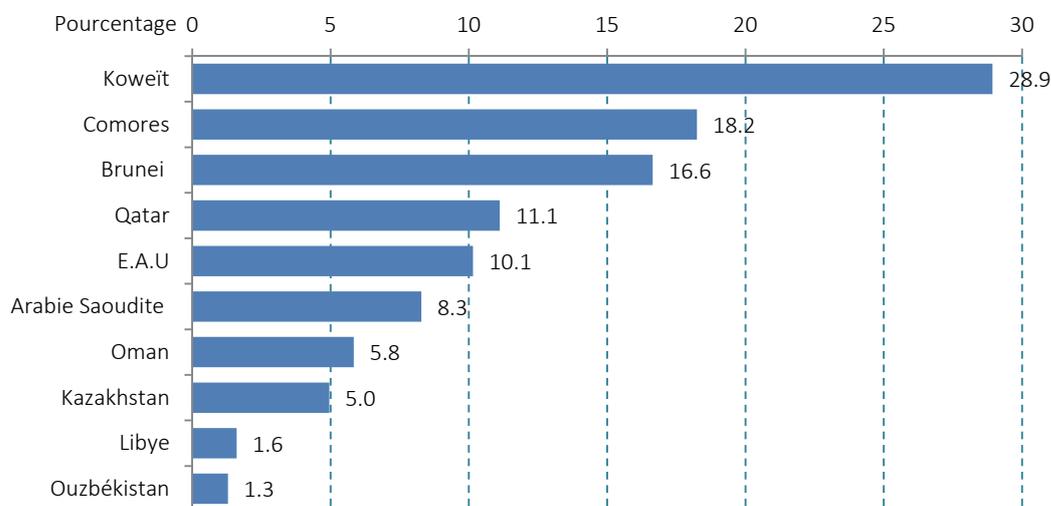
consommation des pays de l'OCI au cours de la période à l'étude (Schéma 1.17, droit). C'est bien au-dessus de l'augmentation moyenne enregistrée d'autres pays en développement (32%) aussi bien que la moyenne mondiale (20.5%) au cours de la même période.

On projette qu'à court terme les perspectives, des pressions inflationnistes demeurent contenues dans les pays de l'OCI soutenus par le ralentissement récent et la nourriture inférieure et les prix d'énergie. Les prévisions prouvent que la croissance des prix à la consommation moyens dans les pays de l'OCI ralentira à 7.6% en 2014 et une autre décélération à 7.2% est prévue pour 2015 (Schéma 1.17, à gauche).

Au niveau de pays individuel de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux moyen le plus élevé d'inflation des prix à la consommation de 36.5% de 2013, qui était également le 2ème le plus haut au monde (Schéma 1.18). L'Afghanistan, avec un taux d'inflation moyen de 7.4%, était 10ème rangé dans le groupe et le 31ème de l'OCI au monde.

Les dernières statistiques prouvent que les politiques de resserrage fiscales particulièrement dans les pays avancés ont réalisé l'effet prévu et les balances fiscales globales s'améliorent. Suivant les indications du schéma 1.19, la balance de déficit fiscal du monde comme un pourcentage du PIB était témoin d'une tendance en réduction de -7.2% en 2009 à -3.9% en 2013. La prévision prouve qu'une autre diminution est prévue au cours des années prochaines où le rapport est projeté à -3.6% pour 2014 et -3.1% pour 2015. On observe une tendance semblable dans le groupe de pays avancés où le déficit fiscal comme % de balance du PIB a diminué de -9.6% en 2009 à -5.0% en 2013. On s'attend à ce que ce rapport soit -4.4% en 2014 et -3.7% en 2015 pour ces pays. Les pays en développement ont également enregistré les balances fiscales négatives mais sont en position relativement meilleure que les pays avancés. En 2013, le rapport a été observé en tant que -2.7% pour les pays en développement groupent et on s'attend à ce qu'il soit -2.8% et 2.6% en 2014 et en 2015, respectivement.

Schéma 1.20: Les 10 Pays Principaux de l'OCI de Balance fiscal de % de PIB (2013)



Source: Base de données du FMI WEO avril 2014 et Base de données de SESRIC BASEIND.

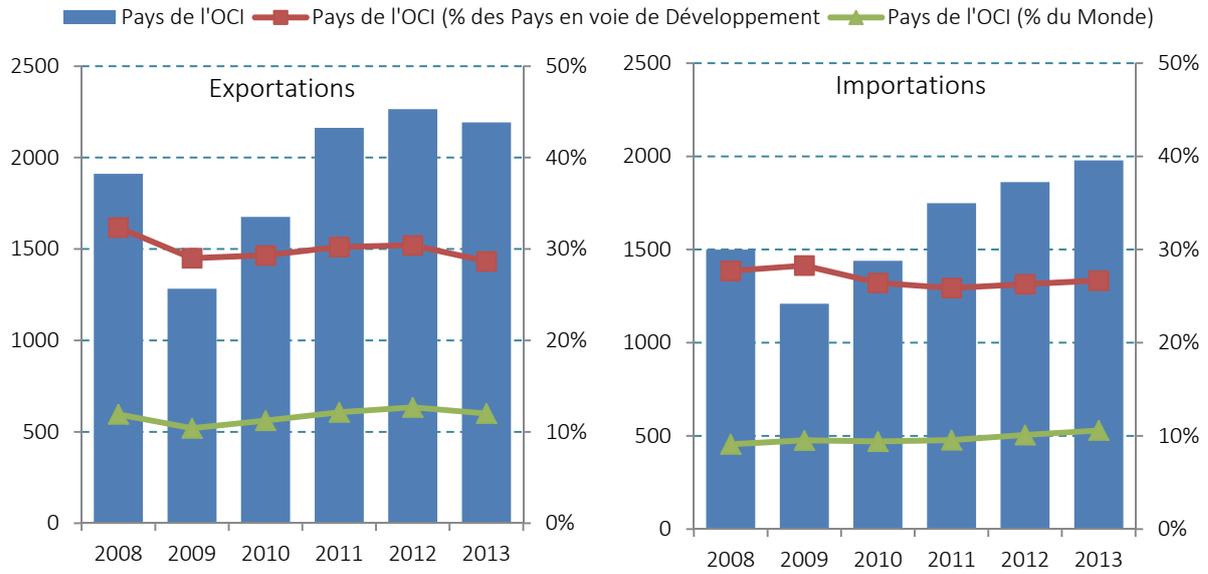
Au cours de la période à l'étude, les pays membres de l'OCI ont surpassé tous autres groupes de pays et ont enregistré les balances fiscales négatives comparativement très basses. En fait, les pays de l'OCI ont enregistré un excédent de balance fiscal aux cours des années 2011 et 2012 avant qu'il ait diminué au territoire négatif. En 2013, les pays de l'OCI ont enregistré une balance déficit fiscal de -1.1% du PIB. Le déficit fiscal monte légèrement jusqu'à -1.3% en 2014 et -1.5% en 2015.

Au niveau de pays individuel, 13 pays membres de l'OCI, hors des 54 pays membres, pour lesquels les données sont disponibles, ont enregistré l'excédent de balance fiscal en 2013 (Schéma 1.20).

Parmi ces pays, l'excédent fiscal le plus élevé a été enregistré par le Koweït (28.9%), suivi des Comores (18.2%), du Brunei (16.6%), du Qatar (11.1%) et des Emirats Arabes Unis (10.1%). Tous les 10 pays principaux de l'OCI ont été classés parmi les 20 pays principaux du monde en ce qui concerne l'excédent de balance fiscal. Le Koweït était classé 2ème au monde tandis que les Comores et le Brunei étaient classés 3èmes et des 4èmes, respectivement.

Commerce et Finances

Schéma 2.1: Exportations et Importations de Marchandises



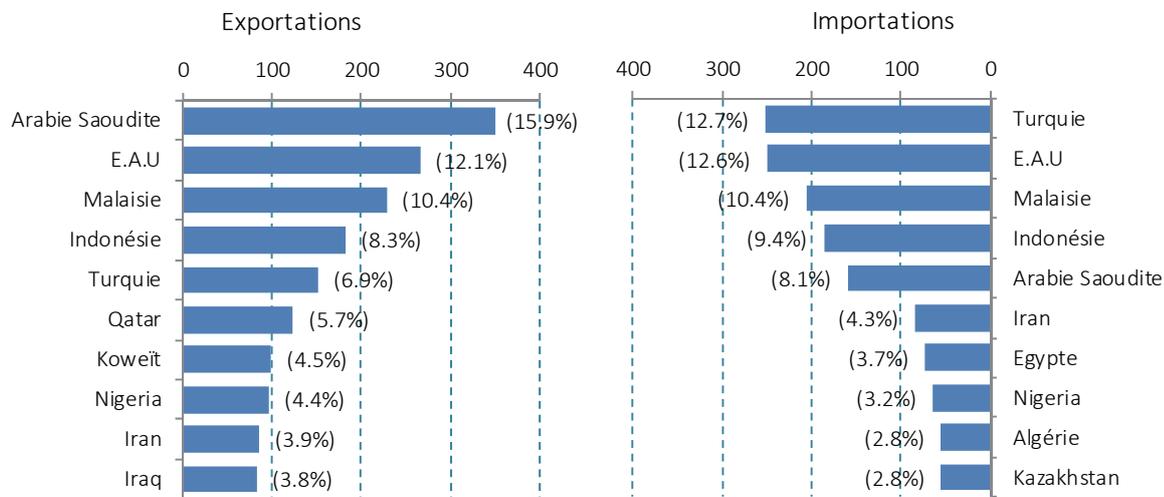
Source: Répartition du FMI des statistiques d'échanges (DOTS).

Selon les Directions de FMI des Statistiques des Echanges (DOTS), toute la valeur des **exportations de marchandises** du monde a été enregistrée à US\$ 18.3 trillion de 2013, par rapport à 17.9 trillion de dollars en 2012. L'augmentation de 2%, en dépit de comparer favorablement à l'augmentation de l'année dernière, est toujours beaucoup inférieure à la croissance moyenne annuelle de 20% observée au cours des années 2010 et 2011.

Après la chute brusque en 2009, de 1.9 trillions de dollars à 1.3 trillion de dollars, les exportations de marchandises totales des pays de l'OCI ont augmenté de manière significative et ont atteint 1.7 trillion de dollars en 2010 (Schéma 2.1, gauche). Poursuivant une tendance à la hausse continue jusqu'à 2012, les exportations de marchandises des pays de l'OCI ont atteint leur plus haut niveau historiquement de 2.3 trillion de dollars en 2012, surpassant la crête de pré-crise de 1.9 trillion de dollars observé en 2008. Cette tendance à la hausse était plus forte que ceux observées dans d'autres pays en développement et le monde en son ensemble, ayant pour résultat une

augmentation des parts des pays de l'OCI dans les exportations totales de pays en développement et du monde. En 2013, cependant, les exportations de marchandises totales des pays de l'OCI sont diminuées à 2.2 trillion de dollars. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement s'est contractée à 28.7% au cours de la même année, comparée à 30.4% en 2012, et continue pour rester au-dessous de son niveau de pré-crise de 32.4% observés en 2008. La part collective de pays de l'OCI dans les exportations de marchandises totales du monde a également suivi une tendance semblable entre 2012 et 2013 et a diminué à 12 % en 2013, suivant la crête récente de 12.7% en 2012. Poursuivant cette tendance, pour réaliser une croissance soutenable à long terme du commerce de marchandises et la part la plus élevée dans les exportations totales du monde, les pays de l'OCI auront besoin apparemment des secteurs économiques plus concurrentiels avec les niveaux significatifs de diversification et l'intensité technologique plus élevée.

Schéma 2.2: Exportateurs et Importateurs de Marchandises Principaux de l'OCI



Source: Répartition du FMI des statistiques d'échanges (DOTS).

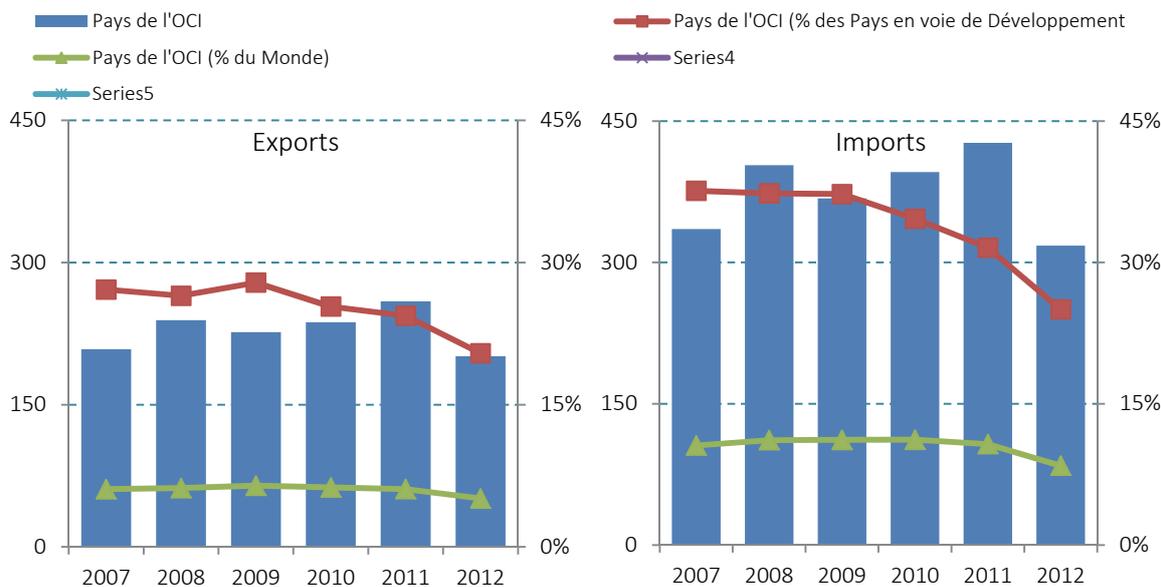
D'une part, **les importations de marchandises** de total des pays de l'OCI ont éprouvé une après-crise plus forte rebondissant-en arrière et ont augmenté de 1.2 trillions de dollars en 2009 à 2.0 trillions de dollars en 2013 (Schéma 2.1, droit), enregistrant une augmentation annuelle composée à deux chiffres au cours de cette période. La part des pays de l'OCI dans des importations globales de marchandises a continué à augmenter, cependant à un rythme plus lent, tout au long de la période à l'étude et a atteint 10.6% en 2013, comparé à 9.1% en 2008. Leur part dans des importations totales de marchandises de pays en développement, d'une part, a été enregistrée à 26.7% en 2013, soutenant son expansion lors des deux années dans le classement depuis 2011.

En termes de parts des différents pays membres dans les exportations de marchandises totales de la région de l'OCI, on l'a observé que la partie d'exportations totales des pays de l'OCI continue d'être concentré dans certains pays (Schéma 2.2, gauche). En 2013, les 5 plus grands exportateurs principaux de l'OCI ont expliqué 53.7% d'exportations de marchandises totales

de tous les pays membres tandis que les 10 pays principaux ont représenté 76.1%. L'Arabie Saoudite, avec 349 milliards de dollars d'exportations de marchandises et une part de 15.9% dans les exportations totales de l'OCI, est devenue de nouveau le plus grand exportateur en 2013. Elle a été suivie des Emirats Arabes Unis (266 milliards de dollars, 12.1%), de la Malaisie (228 milliards de dollars, 10.4%), de l'Indonésie (183 milliards de dollars, 8.3%) et de la Turquie (152 milliards de dollars, 6.9%).

Comme dans le cas des exportations, des importations de marchandises des pays de l'OCI ont été également très concentrées dans certains pays. Comme représenté dans le panneau droit du schéma 2.2, avec 252 milliards de dollars et 250 milliards de dollars d'importations, Turquie et Emirats Arabes Unis, respectivement, ont pris la tête en 2013 en termes de volume monétaire d'importations de marchandises et ont représenté 25.4% d'importations totales de marchandises de l'OCI. Ils ont été suivis de la Malaisie (206 milliards de dollars, 10.4%), de l'Indonésie (187 milliards de dollars, 9.4%) et de l'Arabie Saoudite (160

Schéma 2.3: Exportations et Importations de Services (milliards de Dollars)



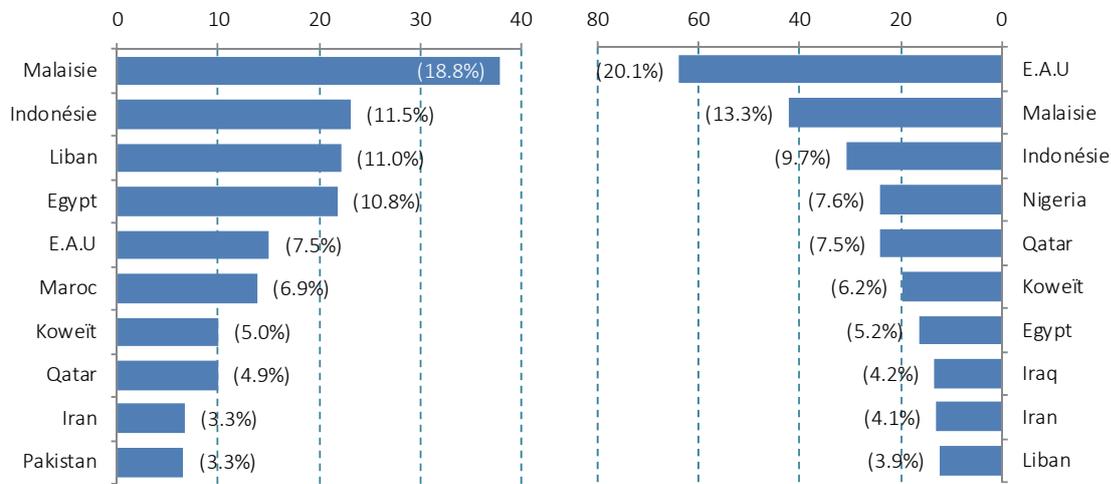
Source: Base de données du commerce des services de l'ONU.

milliards de dollars, 8.1%) qui ont collectivement représenté encore plus une part de 27.9% dans les importations de marchandises de l'OCI. Encore, les 5 importateurs principaux de l'OCI ont représenté 53.3% d'importations totales de marchandises de l'OCI, tandis que les 10 pays principaux ont représenté 69.9%.

Pour soutenir une croissance économique à long terme, les pays de l'OCI devront réduire la confiance élevée en ce qui concerne les exportations des carburants minéraux et des produits primaires non-combustibles, qui impliquent la moindre intensité technologique, et conçoivent et mettent en application les politiques spécifiques pour pouvoir adopter des méthodes de fabrication plus avancées en vue d'augmenter la part de plus de produits intensifs de technologie dans les exportations. C'est également nécessaire pour la compétitivité croissante des produits commercialisables au niveau des marchés d'exportation internationaux.

Le secteur des services joue un rôle de plus en plus important dans l'économie globale et la croissance et le développement des pays. C'est également un composant crucial dans la réduction et l'accès de pauvreté aux services de base, y compris l'éducation, l'eau et les services de santé. Le secteur des services a émergé comme un plus grand segment de l'économie, contribuant des actions croissantes au niveau du produit intérieur brut (PIB), le commerce et l'emploi. Selon les éditions des indicateurs de développement mondiaux de la Banque Mondiale 2014 et les bases de données des Agrégats principaux de comptes nationaux des Nations Unies, le secteur des services a comptées en moyenne pour 65%-70% de valeur ajoutée global au cours des années 2011-2012 et il augmente plus rapidement que d'autres deux secteurs principaux de l'économie, à savoir, l'agriculture et l'industrie. Le secteur représente 44% d'emploi dans le monde entier, et les échanges des services constituent presque 20% de commerce des biens et des services mondiaux, avec deux-tiers de l'investissement direct étranger global (FDI) entrant dans le secteur (UNCTAD, 2013).

Schéma 2.4: Les 10 Exportateurs et Importateurs Principaux des services de l'OCI (milliards US\$)

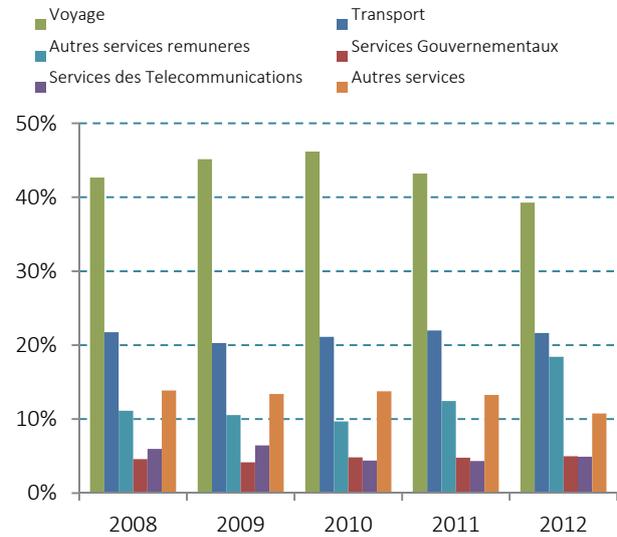


Source: Base de données du commerce des services de l'ONU.

Pourtant ces Schémas ne traduisent pas en présence forte dans le commerce mondial. En 2012, les **exportations de services** du monde se sont montées seulement à 3.8 trillion de dollars, comparé à 17.9 trillion de dollars des exportations de marchandises au cours de la même année. En tant que groupe, les pays de l'OCI sont restés les importateurs nets des services. Collectivement, ils ont exporté 201 milliards de dollars de valeur des services en 2012, tandis que les services des importations de l'OCI ont été enregistrés à 318 milliards de dollars au cours de la même année (Schéma 2.3). Le volume d'échange de services de l'OCI a montré une diminution significative au-dessus de sa valeur en 2011, quand les exportations de l'OCI et les importations des services ont été enregistrées à 259 milliards de dollars et à 427 milliards de dollars, respectivement.

La part des pays membres de l'OCI dans les deux services d'exportations et d'importations des pays en développement ont suivi une évolution à la baisse au cours de la période à l'étude (Schéma 2.3). Tandis que les pays de l'OCI représentaient 27.9% et 37.2% actions au niveau des

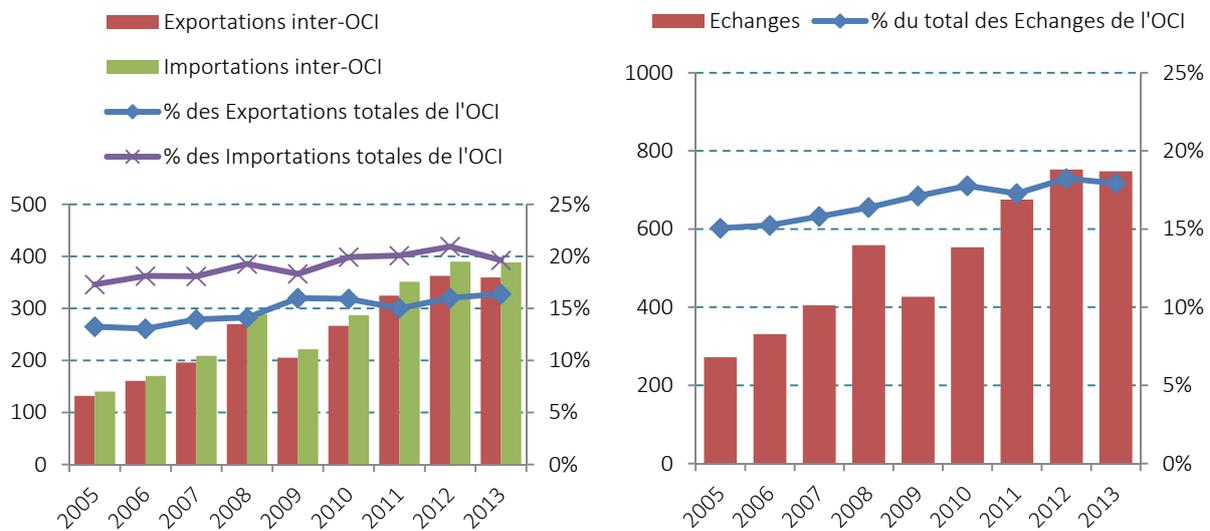
Schéma 2.5: Exportations et Importations de Services (milliards US\$)



Source: Base de données du commerce des services de l'ONU.

exportations et des importations de services de pays en développement en 2009, respectivement, ces actions ont chuté à 20.4% et à 25.0% en 2012. L'action collective des pays membres de l'OCI dans les toutes les services d'exportations et d'importations du monde,

Schéma 2.6: Exportations et Importations de Marchandises de l'Intra-OCI (milliards US\$)



Source: IMF Directions of Trade Statistics (DOTS).

encore, est tombée de 6.5% et de 11.2% en 2009, respectivement, à 5.1% et à 8.4% en 2012.

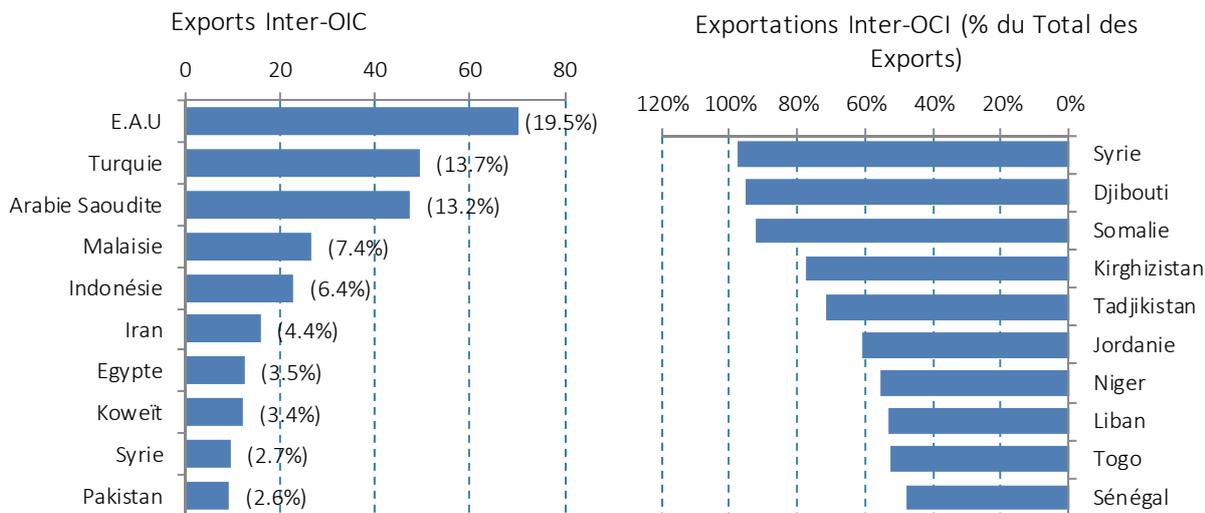
Le schéma 2.4 montre que les 10 pays principaux de l'OCI selon les tailles de leurs services exportation et importation. La Malaisie, avec 38 milliards de dollars d'exportations et une action de 18.8% au niveau des exportations totales de services de l'OCI, était l'exportateur supérieur en ce qui concerne les services en 2012 (Schéma 2.4, gauche). Elle a été suivie de l'Indonésie (23 milliards de dollars, 11.5%), du Liban (22 milliards de dollars, 11.0%), de l'Egypte (22 milliards de dollars, 10.8%) et des Emirats Arabes Unis (15 milliards de dollars, 7.5%). En 2012, les 10 premiers pays de l'OCI ont représenté 83.0% de leurs exportations totales de services de l'OCI. En ce qui concerne les importations de service, les EAU ont enregistré les importations de service les plus élevées avec une quantité cumulative 64 milliards de dollars d'action et 20.1% à l'égard des importations totales de services de l'OCI. Il a été suivi de la Malaisie (42 milliards de dollars, 13.3%), de l'Indonésie (31 milliards de dollars, 9.7%), du Nigéria (24 milliards de dollars, 7.6%) et du Qatar (24 milliards de dollars, 7.5%). Les 10

importateurs principaux de services de l'OCI ont collectivement représenté 81.6% d'importations totales de services des pays de l'OCI.

Comme représenté sur le schéma 2.5, la partie des exportations de services de l'OCI sont concentrées au niveau des services de voyage et de transport. Au cours de la période à l'étude, l'action des exportations de services relatives aux voyages a généralement été au-dessus de 40.0%, excepté en 2012. Le secteur de voyage a été suivi du secteur de transport, dont l'action a été environ 20.0% réguliers. L'action de la catégorie de services d'autre secteur, y compris, mais pas limité à, la recherche et le développement, et aux services juridiques, dans les exportations totales de services de l'OCI a également été significative à mesure que le sous-secteur augmentait son action à un niveau proche que celui des services de transport.

Après le témoignage d'une chute brusque en 2009, le commerce de marchandises total parmi les pays de l'OCI a récupéré rapidement et, suivant une tendance à la hausse, a atteint 752 milliards de dollars en 2012 (Schéma 2.6, gauche). En 2013, cependant, ce

Schéma 2.7: Exportations de marchandises de l'Intra-OIC, 2013, milliard US\$

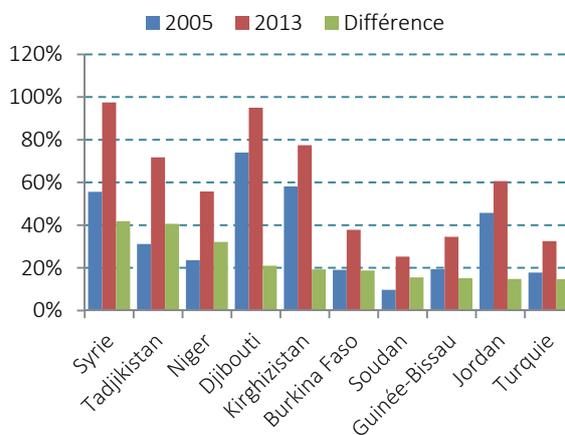


Source: Répartition des Statistiques des échanges de FMI (DOTS).

nombre a diminué légèrement à 748 milliards de dollars. Bien que l'augmentation globale ait été conjecturalement parallèle à la reprise économique et aux améliorations globales du commerce global, le commerce de l'intra-OIC a enregistré une reprise relativement plus forte comparée au commerce des pays de l'OIC avec le reste du monde. En raison de ceci, l'action du commerce d'intra-OIC au niveau total de l'OIC avec le monde a augmenté de 17.1% en 2009 à 18.2% en 2012, en dépit d'une interruption en 2011, et est demeurée près de ce niveau en 2013 (17.9%). Bien qu'une distance significative ait été couverte depuis l'adoption de la cible de 20% en ce qui concerne le programme d'action décennal de l'OIC en 2005, prenant en compte les circonstances présentes, il semble que la cible de 20% est toujours un défi sérieux que les pays de l'OIC pourraient atteindre d'ici 2015.

D'une part, **les exportations de l'intra-OIC** ont été enregistrées à 363 milliards de dollars en 2012 et à 359 milliards de dollars en 2013, par rapport au niveau bas de 205 milliards de dollars en 2009, qui avait été précédé par une diminution substantielle de son niveau 2008 de

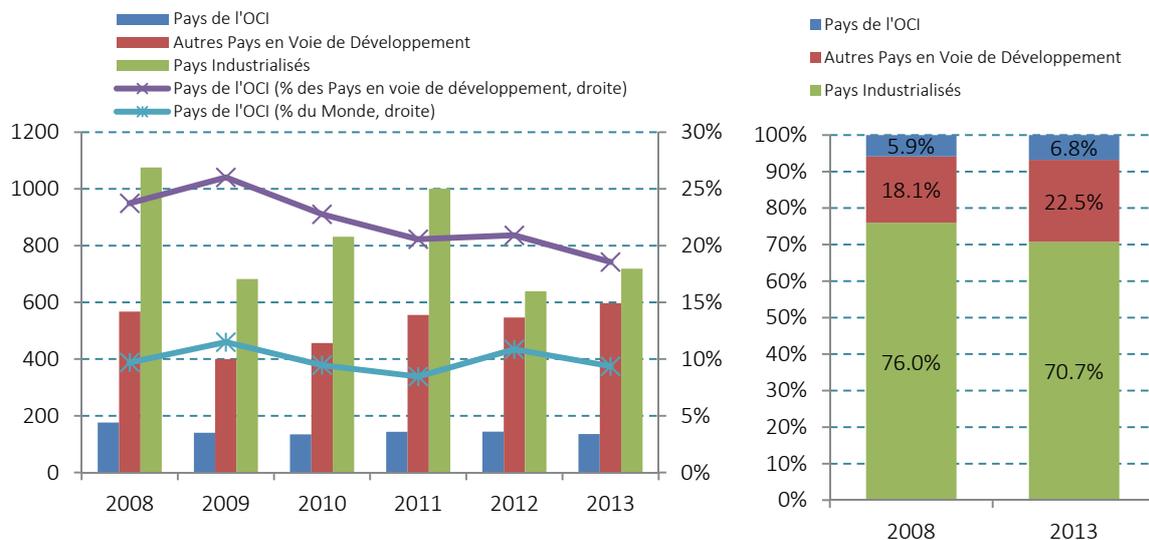
Figure 2.8: OIC Countries with Fastest Increase in the Share of Intra-OIC Exports in Total Exports



Source: Base de données du commerce de service de l'ONU.

270 milliards de dollars, et seulement 132 milliards de dollars en 2005 (Schéma 2.6, droit). L'action des exportations de l'intra-OIC par rapport aux exportations totales de l'OIC a augmenté pendant la deuxième année consécutive depuis 2011 et a atteint 16.4% de 2013. Les importations de l'intra-OIC ont atteint 390 milliards de dollars en 2012 et ont légèrement diminué à 388 milliards de dollars en 2013 (Schéma 2.6, à droite). Encore, ces

Schéma 2.9: Flux Intérieurs du FDI (a gauche) et Actions (droites) (milliards US\$)



Source: UNCTAD STAT.

Schémas ont été comparés favorablement à 222 milliards de dollars observés en 2009, quand la crise économique globale dévoilaient sous sa plus grave forme, et seulement à 140 milliards de dollars en 2005. La part **importations de l'intra-OCI** par rapport aux importations totales de l'OCI a renversé sa tendance d'augmentation qui avait été observée depuis 2009 et diminuée de 20.9% à 19.6% entre 2012 et 2013.

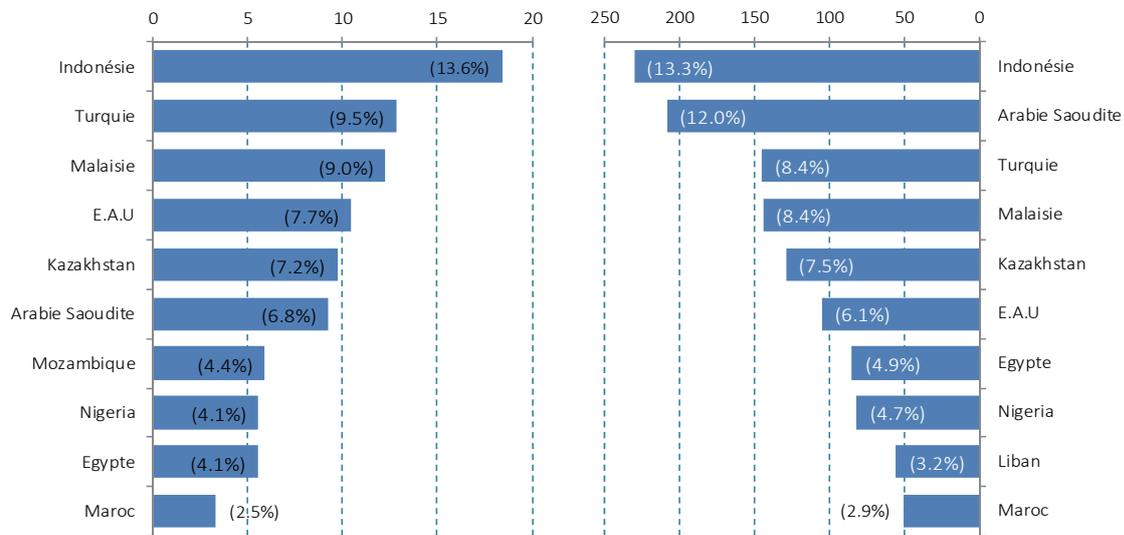
En vue de renforcer la part du commerce parmi eux dans leur commerce de marchandises total aux niveaux désirés, les pays de l'OCI devraient non seulement se concentrer sur mettre en service le Système Préférentiel Commercial de l'OCI (SPC-OCI) avec une plus large participation des pays membres, mais favorisent également la diversification et la compétitivité de leurs produits commercialisables tenant en compte leurs besoins et avantages mutuels du commerce.

Le Schéma 2.7 (Gauche) dépeint les 10 pays membres principaux en termes de volume de leurs exportations de l'intra-OCI. En 2013, 5 exportateurs principaux de l'intra-OCI de l'OCI ont représenté pas moins de 60.2% des

exportations totales de l'intra-OCI tandis que les 10 exportateurs principaux ont représenté 76.8%. Les Emirats Arabes Unis se sont classés premier sur la liste avec 70 milliards de dollars, et 19.5%, des exportations totales de l'intra-OCI et suivis de la Turquie (49 milliards de dollars, 13.7%), de l'Arabie Saoudite (47 milliards de dollars, 13.2%), de la Malaisie (27 milliards de dollars, 7.4%) et de l'Indonésie (23 milliards de dollars, 6.4%).

Plus intéressant, comme représenté sur le schéma 2.7 (droit), certain pays de l'OCI avec les volumes relativement inférieurs des exportations de l'intra-OCI ont apparemment représenté des actions plus élevées des exportations de l'intra-OCI à l'égard de leurs exportations de marchandises totales. Par exemple, en dépit de ses volumes d'échange bas en termes absolus, en 2013, 97.5% d'exportations de marchandises de la Syrie étaient destinés aux pays de l'OCI (seulement 55.6% en 2005). Au cours de la même année, l'action des exportations de l'intra-OCI par rapport aux exportations totales de pays a atteint 95.0% à Djibouti (74.0% en 2005), 91.9%

Schéma 2.10: Les 10 Centres serveurs principaux des Flux Intérieurs du FDI (à gauche) et des actions (à droite) (milliard US\$, 2013)



Source: UNCTAD STAT.

en Somalie (89.4% de 2005), 77.5% en le Kirghizstan (58.2% en 2005) et 71.8% à Tadjikistan (seulement 31.2% en 2005).

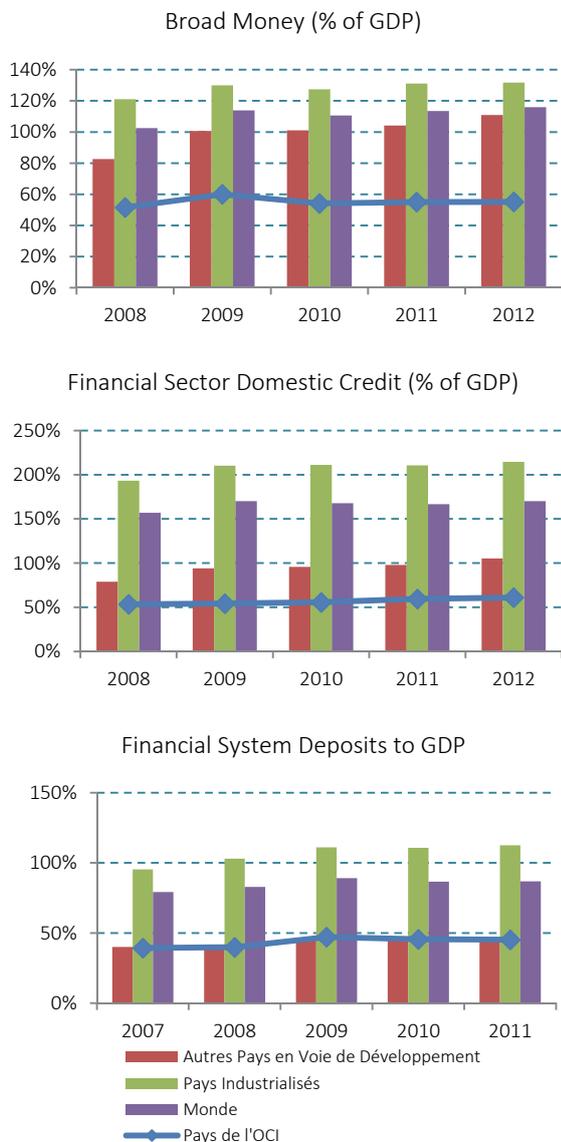
Pour mieux illustrer ce point, sur le schéma 2.8, les pays de l'OCI qui ont connu l'augmentation la plus rapide de sa taille de leurs exportations de l'intra-OCI (relativement à leurs exportations totales) sont présentés. Apparemment, la Syrie et la Turquie sont les seuls pays de l'OCI qui sont parmi les 10 principaux en termes du volume (Schéma 2.7. , Gauche) et augmenter dans l'action de leurs exportations de l'intra-OCI. Les pays tels que le Tadjikistan, le Niger et Djibouti, malgré leurs tailles basses d'exportations, ont également amélioré sensiblement leurs exportations aux pays de l'OCI, relativement à leurs exportations au niveau mondial.

Les afflux totaux d'investissement direct à l'étranger (IDE) du monde se sont élevés à 1452 milliards de dollars en 2013, marquant plus que 100 milliards de dollars d'augmentation au-dessus de la valeur de l'année précédente de 1330 milliards de dollars. À partir de 2008, 55.8% d'afflux globaux d'IDE, qui était alors valeur de 1222 milliards de

dollars, étaient destinés aux pays avancés, alors que le reste (c.-à-d., 44.2%) pour les économies en développement. Pour la première fois après une longue période, en 2012, les pays en développement ont représenté plus que la moitié des afflux globaux d'IDE en augmentant leur part à 52.0% au cours de cette année. En 2013, cependant, la part des pays en développement a diminué à 50.5% montrant les signes d'une inversion d'une apparence vague en ce qui concerne cette tendance d'émergence.

Le schéma 2.9, panneau gauche, dépeint tous les flux d'IDE aux pays de l'OCI par rapport à d'autres en développement et pays avancés. On observe du schéma que, au cours de la période à l'étude, le flux d'IDE dans les pays de l'OCI est généralement resté de potentiel secondaire. Le total des valeurs en US\$ des afflux d'IDE aux pays membres de l'OCI a été enregistrée à 140 milliards de dollars en 2009 suivant un déclin général dans des flux globaux d'IDE et, depuis lors, restée au niveau de bande de 135-145

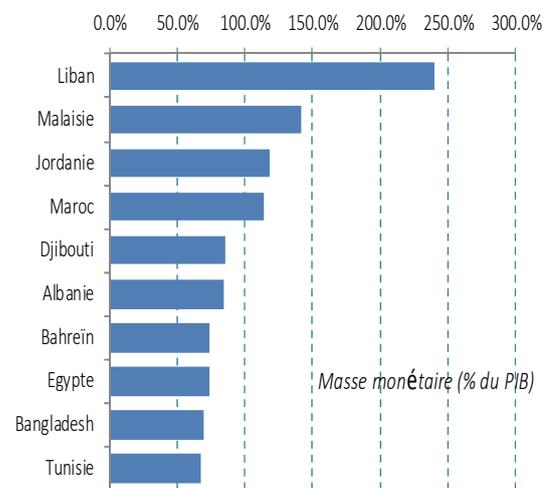
Schéma 2.11: Développement de Secteur Financier



Source: World Bank WDI, World Bank Global Financial

milliards de dollars. En 2013, toute la valeur monétaire des flux d'IDE aux pays de l'OCI a été enregistrée à 136 milliards de dollars, enregistrant une diminution de sa valeur 2012 de 145 milliards de dollars. Les parts des pays de l'OCI à l'égard des pays en développement et les afflux globaux d'IDE, d'une part, ont généralement été en déclin depuis 2009, en dépit d'une amélioration en 2012, et ont été enregistrées à 18.6% et à 9.4% en 2013, respectivement. Il est bien apparent de le

Schéma 2.12: Développement de Secteur Financier



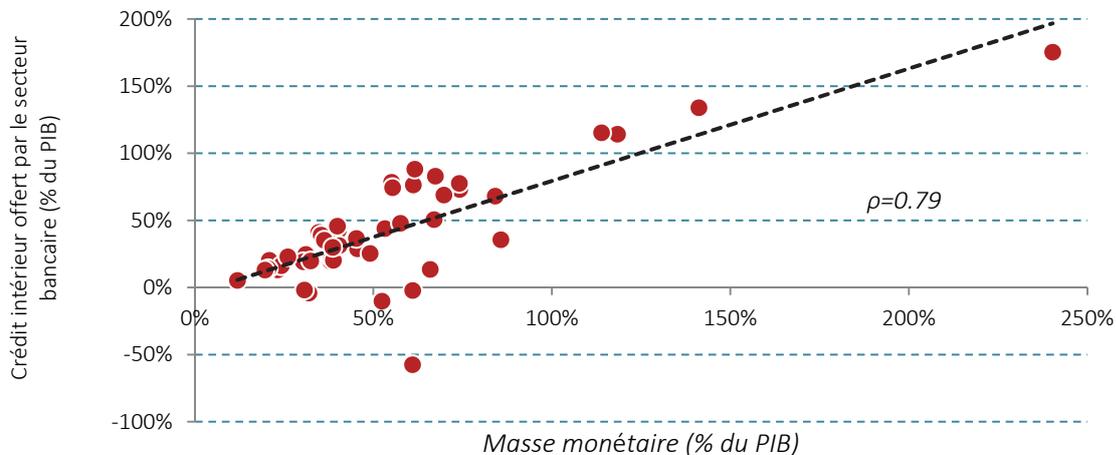
Source: Banque Mondiale WDI.

Schéma que la part des pays membres au niveau des flux totaux d'IDE aux économies en développement a montré un déclin plus rapide au cours de la période examinée par rapport à leur part dans les afflux globaux d'IDE.

Les actions intérieures globales du FDI ont atteint 25.4 trillion de dollars en 2013. Les pays de l'OCI, d'une part, ont collectivement accueilli 6.8% des actions globales d'IDE, qui ont marqué une amélioration au-dessus de leur part de 5.9% en 2008 (Schéma 2.9, droit). En outre, la partie des actions intérieures d'IDE dans les pays en développement est accueillie par les pays qui ne sont pas de l'OCI (autre en développement), qui ont collectivement enregistré une part 22.5% en stock intérieure global d'IDE en 2013. Les pays globaux et en développement ont augmenté leur part au niveau mondial de 24.0% à 29.3% entre 2008 et 2013, qui a été en grande partie compensé par une diminution de la part des pays avancés.

Comme dans le cas d'autres agrégats macro-économiques importants du groupe de l'OCI, les flux d'IDE aux pays de l'OCI ont également montré un à niveau élevé de concentration, avec

Schéma 2.13: Liquidité contre le crédit domestique



Source: Banque Mondiale WDI.

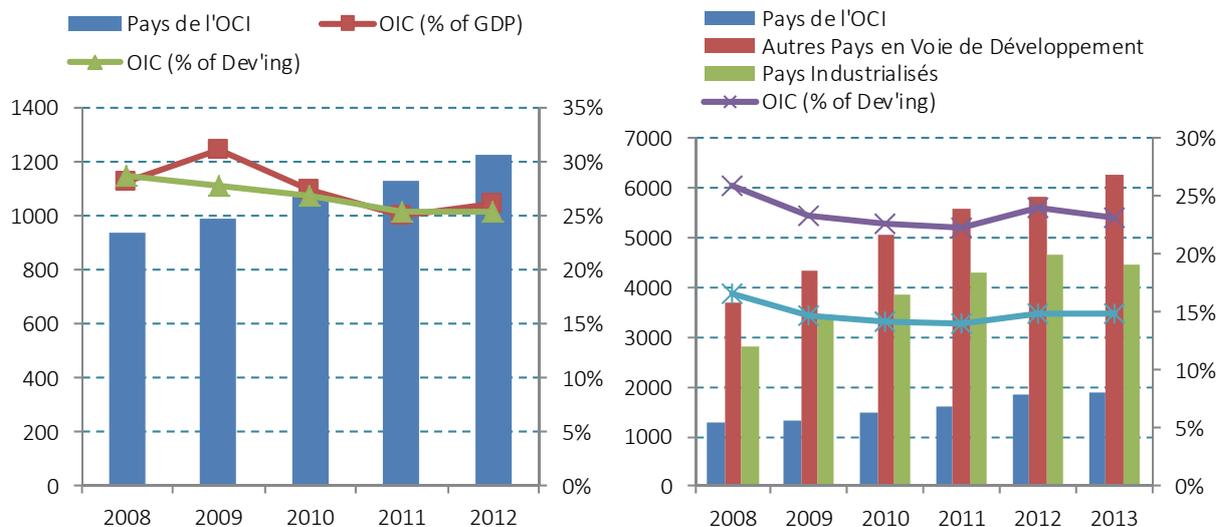
un volume constamment étant dirigé vers quelques-unes entre-elle. Les 5 pays principaux de l'OCI avec les plus grands flux intérieurs d'IDE ont représenté 46.9% de flux totaux d'IDE aux pays de l'OCI, tandis que les 10 pays principaux ont représenté 68.8% (Schéma 2.10, gauche). En 2013, l'Indonésie a pris la tête en ce qui concerne les afflux d'IDE avec 18.4 milliards de dollars de flux intérieurs d'IDE, et une part de 13.6% au niveau de flux d'IDE total dans les pays de l'OCI. L'Indonésie a été suivie de la Turquie (12.9 milliards de dollars, 9.5%), de la Malaisie (12.3 milliards de dollars, 9.0%), des Emirats Arabes Unis (10.5 milliards de dollars, 7.7%) et du Kazakhstan (9.7 milliards de dollars, 7.2%).

On observe aussi bien une image semblable dans le cas des actions intérieures d'IDE: les 5 pays principaux ont accueilli 49.6% d'actions intérieures totaux du FDI de l'OCI tandis que les 10 pays principaux ont représenté 71.5%. Avec 230 milliards de dollars d'actions intérieures d'IDE (13.3% du total de l'OCI), encore, l'Indonésie s'est classé premier dans la liste de pays de l'OCI avec les plus grandes actions intérieures d'IDE en 2013. L'Indonésie a été

suivie de l'Arabie Saoudite (208 milliards de dollars, 12.0%), la Turquie et la Malaisie (145 milliards de dollars, 8.4%, chacun) et le Kazakhstan (130 milliards de dollars, 7.5%).

De façon générale, cet état de question suggère qu'une majorité significative des pays de l'OCI ne puissent toujours pas installer les cadres économiques favorables et fournir aux entreprises étrangères la normalisation proportionné comme étant l'infrastructure physique pour attirer plus de flux d'IDE. En conséquence, les pays de l'OCI, doivent généralement prendre des mesures rapides pour pouvoir stimuler un environnement conducteur à faire attirer plus d'investissements à l'étranger. Pour atteindre ce but, les réformes sont nécessaires pour améliorer le climat économique et pour présenter des aides d'investissement conçues en fonction des besoins des investisseurs domestiques et étrangers. Ceci, alternativement, exige le renforcement d'une infrastructure proportionnée aussi bien qu'un investissement en ce qui concerne les technologies modernes pour renforcer leurs capacités productives, qui

Schéma 2.14: Dette extérieure (a Gauche) et Réserves comprenant l'Or (a droit)



Source: Banque Mondiale. WDI.

est toujours un défi significatif à la plupart d'entre ces pays.

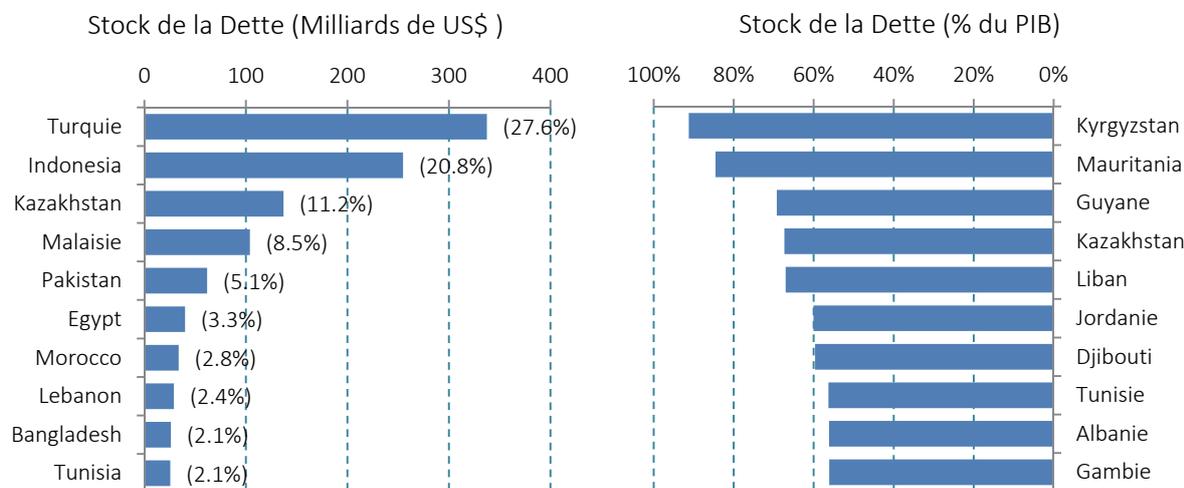
Un système financier fiable peut préparer le terrain pour le développement économique rapide à travers, entre autres, l'affectation efficace de l'épargne domestique au niveau des activités économiques productives. L'importance de ce rôle a en effet gagné beaucoup d'attention à l'égard de la littérature récente au niveau de la croissance économique, et un consensus fort s'est émergé au cours de la dernière décennie visant sur le fait que les intermédiaires financiers fiables ont un impact significatif sur la croissance économique (Levine, 2004).

Un indicateur utilisé généralement pour déterminer le degré **d'approfondissement financier** est le ratio des réserves au PIB. Un ratio plus élevé est généralement associé à une plus grande liquidité et profondeur financières. Suivant les indications du schéma 2.11 (dessus), le volume moyen de réserve relativement au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 55.1% en 2012, comparé à pas moins de 110.9% dans d'autres pays en développement et de 131.8% dans les pays avancés. Apparemment, le secteur

financier dans les pays membres est en retard par rapport à la fourniture de liquidité suffisante et de meilleurs investissements intéressants à l'économie avec des prix moins coûteux. Cet état de question se manifeste partiellement en ce qui concerne les niveaux bas du crédit fournis par le secteur financier comme % de PIB. En 2012, le secteur financier en moyenne a accordé le crédit à l'économie intérieure pas moins de 60.9% du PIB au niveau des pays de l'OCI tandis que, dans d'autres pays en développement, ce chiffre était 105.3% (Schéma 2.11, moyen). Le crédit intérieur par le secteur financier dans les pays avancés, d'une part, était en moyenne dans l'excès deux fois la taille du PIB en 2012 (215%). Par rapport aux épargnes, le système financier dans les pays de l'OCI était l'endroit à l'épargne financière qui était équivalent en moyenne à 45.2% du PIB en 2011 (Schéma 2.9, le bas). Bien que cette Schéma n'ait pas différencié trop par rapport à d'autres pays en développement, la taille moyenne des dépôts financiers de système dans les pays avancés était plus grande que le PIB au cours de la même année.

Schéma 2.15: Les Pays Endettés Principaux de l'OCI par Stock de la Dette et Structure

De la Dette



Source: Banque Mondiale WDI.

Le degré de **développement financier** varie sensiblement à travers les pays de l'OCI. Tandis que certains pays membres ont des systèmes financiers relativement plus avancés comprenant les opérations bancaires vibrantes, assurance et d'autres institutions financières, et des régimes de normalisation et de surveillance financiers efficaces ; beaucoup d'autres sont en retard en termes de leurs étapes du développement financier. Ceci, alternativement, offre un espace significatif pour l'amélioration des systèmes financiers dans les pays de l'OCI.

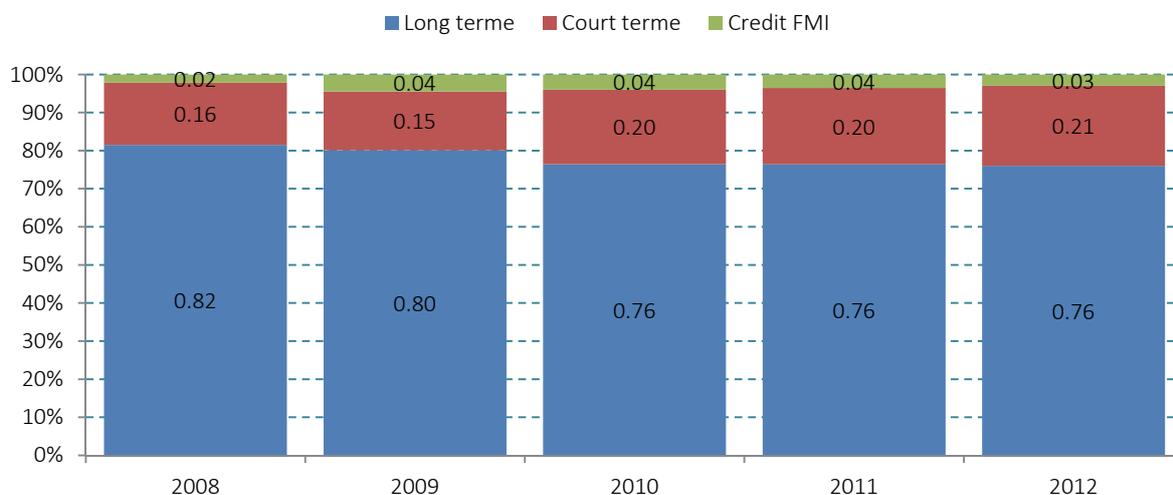
Tenant compte de la vue largement admise que l'approfondissement financier confère les avantages importants de stabilité à l'économie, quoiqu'avec des avertissements, plusieurs pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Cependant, il y a quelques exceptions à ça tel que le Liban, la Malaisie et la Jordanie où la profondeur financière, comme mesurée par le volume de PIB relatif de réserves, est aux niveaux de pays avancés. Au Liban, par exemple, toute la taille des réserves qui inclut, entre autres, tout l'argent et dépôts serrées, était deux fois la taille

du PIB (240.2%), suivant les indications du schéma 2.12. De même, en Malaisie, la taille de la liquidité dans l'économie a correspondu à 141.2% du PIB. En Jordanie et au Maroc, la taille relative des réserves au PIB était plus de 100%.

Un rapport récent par le FMI argue du fait que l'approfondissement financier, par une augmentation des volumes de transaction financière, peut améliorer la capacité du système financier d'un pays aux mouvements de capitaux intermédiaires sans grandes oscillations en prix des actifs et taux de change (FMI, 2011). Les marchés financiers les plus profonds sont discutés pour fournir des sources alternatives de marché financier domestique de placement lors des périodes d'effort international, limitant les débordements défavorables, comme démontré dans la crise financière globale récente. Le schéma 2.13, à cet égard, soutient cet argument pour des pays de l'OCI en dépeignant la force du rapport entre la réserve et la disponibilité du crédit en 2012, qui a été mesuré en tant que 0.79 en termes de corrélation.

Cependant, l'évidence suggère que des marchés financiers plus profonds puissent également

Schéma 2.16: Structure de limite de dette extérieure



Source: Banque Mondiale WDI.

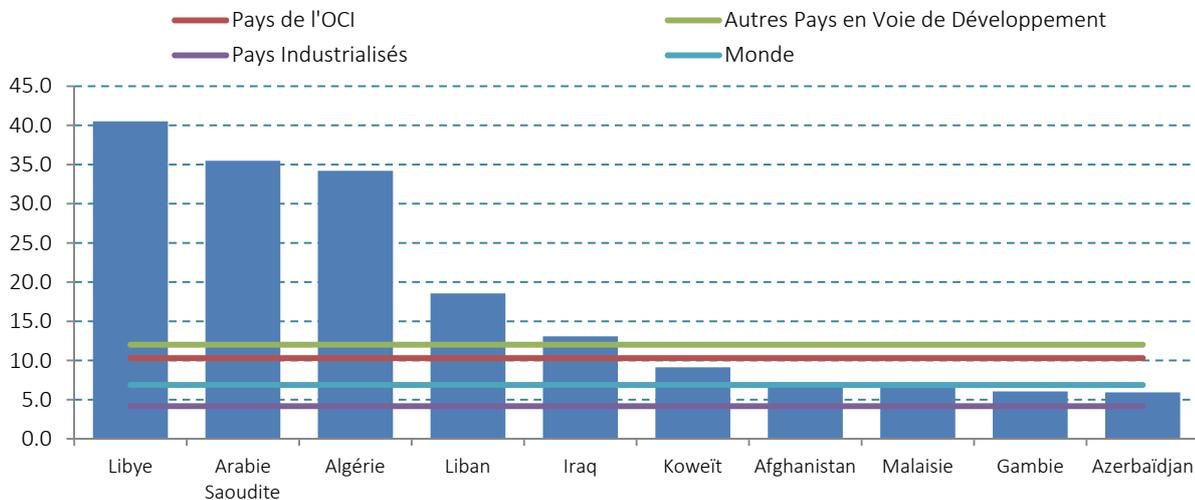
attirer des entrées de capitaux volatiles, en compliquant la gestion macro-économique de l'économie du pays. D'ailleurs, l'approfondissement financier peut se produire trop rapidement, menant pour créditer des élevés et des bas suivants. Au niveau systémique, tous ces facteurs, si correctement pris sous contrôle, peut atténuer la nécessité d'accumuler les capitaux étrangers, et, au niveau global, de favoriser l'ajustement global (Maziad et autres, 2011).

Toutes les actions de dette extérieure des pays de l'OCI ont montré une tendance d'augmentation au cours de la période à l'étude. En 2012, toute la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté par presque 100 milliards de dollars au-dessus de la valeur de l'année précédente et a atteint 1224 milliards de dollars. D'une part, 22 pays de l'OCI continuent toujours à être classifiés en tant que pays pauvres très endettés (PPTÉ) par la Banque Mondiale. Malgré la quantité croissante de dette en termes absolus, le schéma 2.14 (à gauche) montre que la taille relative de la dette de l'OCI à leur PIB et leur part dans toute la dette de

pays en développement a été généralement en déclin depuis 2009. À cet égard, la moyenne de dette-au-PIB pour les pays endettés de l'OCI était 26.2% en 2012 comparée à 31.1% en 2009. Au cours des années 2008-2012, les actions de dette extérieure de tous les pays de l'OCI comme pourcentage de la dette totale de pays en développement a également diminué de 28.7% à 25.3%.

Les Réserves sont habituellement considérées comme instrument important à sauvegarder l'économie contre les chocs externes brusques. Les Réserves monétaires totales du monde - comprenant l'or - ont augmenté de 7.8 trillion de dollars en 2008 jusqu'à 12.6 trillion de dollars en 2013. De cette quantité, 4.5 trillion de dollars sont possédés par les pays avancés tandis que le reste de 8.1 trillion de dollars sont possédés par les pays en développement (Schéma 2.14, à droite). Les réserves totales des pays de l'OCI ont augmenté de 1.3 trillion de dollars en 2008 jusqu'à 1.9 trillion de dollars en 2013. Cependant, la part des pays de l'OCI par rapport aux réserves totales des pays en développement a diminué

Schéma 2.17: Les 10 Pays Principaux par les réserves totales des Exportations par mois



Source: Banque Mondiale WDI.

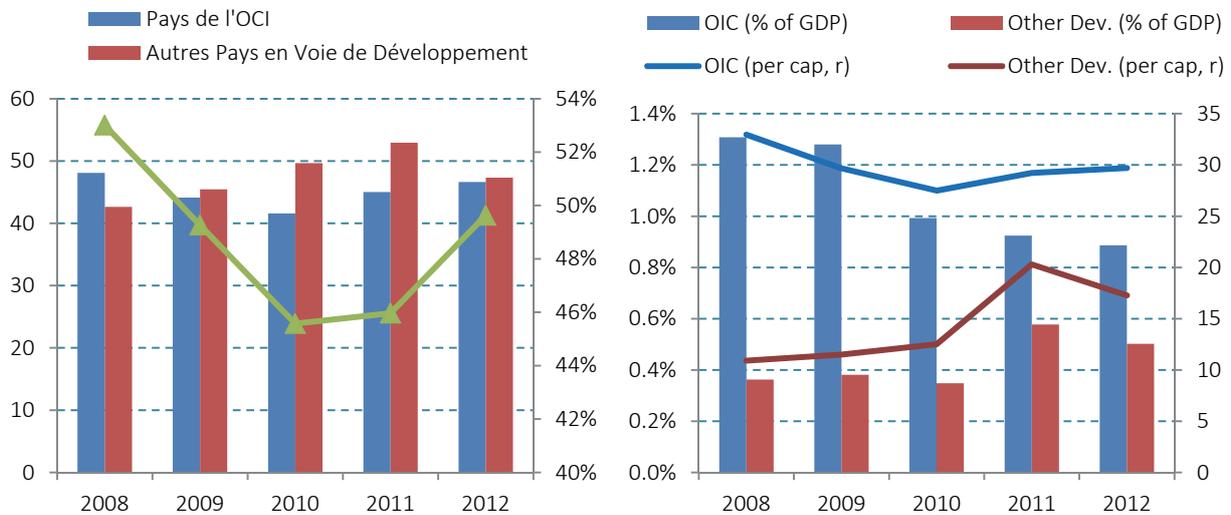
de 26.0% à 23.1% au cours de cette période. À partir de 2013, la part des réserves de total mondial par rapport aux pays en développement a correspondu environ à deux-tiers (64.6%). Bien que la taille de cette partie puisse être expliquée par les flux commerciaux croissants et les surplus de la balance commerciale résultant de certaines économies naissantes telles que la Chine, d'autres pays nouvellement industrialisés de l'Asie, aussi bien que les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient ; les efforts financiers de réforme dans certains pays en développement (principalement, ceux avec des balances des paiements déficitaire chroniques) pour améliorer leur position de réserves ont également joué un rôle. La libéralisation de compte capital dans certains pays en développement a apparemment provoqué le besoin d'accumuler des réserves comme une

assurance contre des volatilités financières comprenant les arrêts/inversions soudains de l'afflux de capitaux.

Par les actions de dette en termes absolus, la Turquie était le pays de l'OCI le plus endetté en 2012 (Schéma 2.15, à gauche). Le pays avait 337 milliards de dollars de dette qui a constitué 27.6% de la dette extérieure totale de l'OCI. La Turquie a été suivie de l'Indonésie, du Kazakhstan, de la Malaisie et du Pakistan qui ont eu des niveaux de dette extérieure varier de 255 à 62 milliards de dollars. Les 5 Pays principaux de l'OCI ont représenté pas moins de 73.1% de la dette extérieure totale de l'OCI tandis que les 10 pays principaux ont représenté 85.8%. Cependant, étant donné la taille du rendement économique d'un pays et tenant en comptes la taille absolue des actions de dette pourrait être fallacieuse. Le ratio de la dette, en ce sens, est

Le degré de développement financier varie sensiblement à travers la région de l'OCI, qui, alternativement, offre un espace significatif qui vise à améliorer la coopération efficace de l'intra-OCI. À cet égard, les pays membres devraient unir leurs efforts pour renforcer les liens de l'intra-OCI du secteur financier par l'échange du savoir-faire et des pratiques, aussi bien que la mobilisation du capital humain habile.

Schéma 2.18: Aide Publique au Développement



Source: Banque Mondiale WDI.

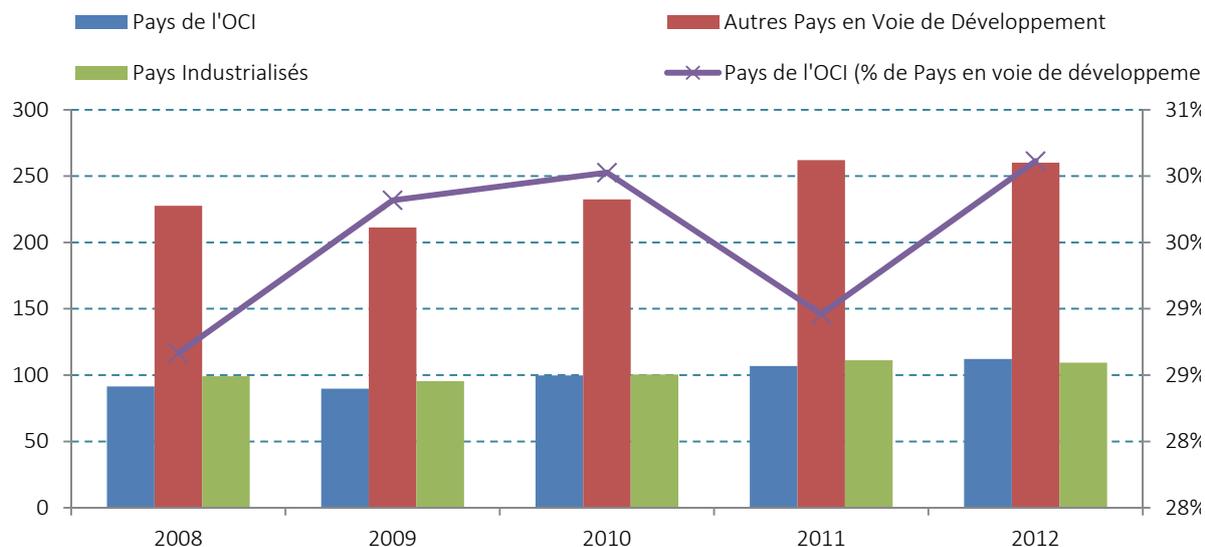
discuté pour donner un avis plus précis de l'endettement d'un pays, l'ajustant à la taille du PIB. En termes de taille relative de dette extérieure au PIB, le Kirghizstan, avec 91.2% des dettes-au-PIB, était le pays de l'OCI le plus endetté en 2012 (Schéma 2.15, à droite). Il a été suivi de la Mauritanie, de la Guyane, du Kazakhstan et du Liban, avec des ratios de la dette variant de 84.6% à 67.0%. En outre, en ce qui concerne la structure de limite de la dette extérieure, la dette à long terme a continué à

expliquer la plus grande partie de la dette extérieure totale de l'OCI, avec la part 76.0% en 2012, tandis que les parts de la dette à court terme et du crédit de FMI étaient 21.0% et 3.0%, respectivement (Schéma 2.16).

Le schéma 2.17, d'une part, montre les 10 pays principaux de l'OCI par rapport au volume de réserves en mois des exportations en 2012. La Libye, avec des réserves équivalentes à 40.5 mois d'exportations, a complété la liste, tandis que l'Arabie Saoudite et l'Algérie, suivies de près avec des réserves équivalentes à 35.5 et 34.2 mois d'exportations, respectivement. Le Liban et l'Irak étaient les deux autres pays avec des moyennes plus élevées que celles de l'OCI (10.3 mois) en 2012.

Comparativement les niveaux bas des afflux d'IDE aux pays membres de l'OCI et la concentration élevée de ces afflux dans certains pays entre eux reflètent le fait que la majorité des pays de l'OCI ne peuvent pas encore créer l'environnement et les conditions économiques favorables pour attirer les investisseurs étrangers. Les réformes notamment économiques et administratives sont nécessaires pour améliorer le climat économique et pour présenter des aides d'investissement pour les investisseurs locaux et étrangers.

O L'Aide publique au développement (APD) reste une source importante de financement pour de nombreux pays en développement, spécialement pour les pays les moins développés. Il continue de constituer une part importante du total des flux financiers nets vers ces pays et de jouer un rôle clé dans leur croissance et développement économique. En 2011, les flux nets de l'APD de tous les bailleurs

Schéma 2.19: Remises Personnelles, milliard US\$

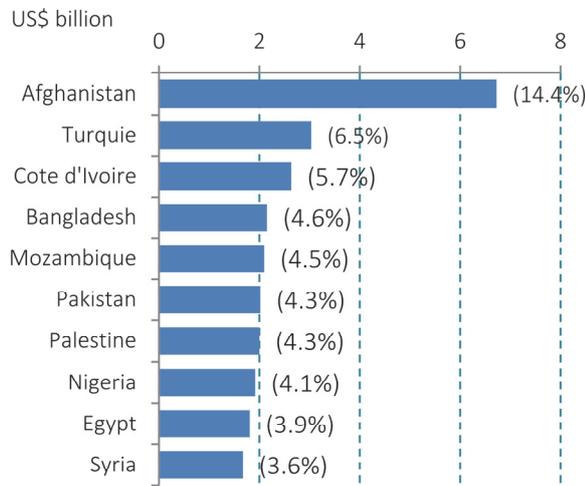
Source: Banque Mondiale WDI.

de fonds vers les pays en développement ont atteint 94 milliards comparés à 90 milliards de dollars en 2008 (Schéma 2.18, à gauche). Au cours de cette période, les flux d'APD aux pays de l'OCI ont montré une tendance sous forme de V, par lequel ils se soient contractés entre 2008 et 2010 et aient augmenté à compter de 2010. À partir de 2012, les pays de l'OCI ont représenté la moitié de tous les flux d'APD aux pays en développement (49.6%). Bien que ce niveau soit inférieur à la part 53.0% observée en 2008, il est encore plus élevé qu'au niveau bas de 45.6% observé en 2010. L'ajustement d'APD au PIB et à la population indique en effet des faits plus intéressants (Schéma 2.18, à droite). Une fois considérés relativement à la taille du PIB, les flux d'APD à l'OCI et d'autres pays en développement ont montré une convergence forte au cours des dernières années. En 2012, les pays de l'OCI ont reçu l'APD qui était équivalent à 0.9% de leur PIB, comparé à 0.5% dans d'autres pays en développement. Ceci correspond à 29.7 US\$ d'APD par habitant au cours de la même année dans les pays de l'OCI, et est comparé favorablement à 17.3 de dollars d'autres pays développement.

Le schéma 2.19, d'une part, prouve que les afflux des remises personnelles aux pays membres de l'OCI ont en général suivi une tendance à la hausse, en dépit d'une interruption courte en 2009, et ont augmenté de 91 milliards de dollars en 2008 à 112 milliards de dollars en 2012. Comme la crise financière et économique de 2008 a affecté les économies des pays avancés au premier endroit, le nombre significatif des ouvriers immigrés des pays en développement ont perdu leurs travaux et salaire comme source importante des remises à leurs pays d'origine. Ceci a eu comme conséquence une diminution des flux de remise à l'OCI aussi bien que d'autres pays en développement. Les flux des remises dans d'autres pays en développement, d'une part, s'est amélioré relativement plus fortement au cours de la période examinée et a augmenté de 211 milliards de dollars en 2009 à 260 milliards de dollars en 2012.

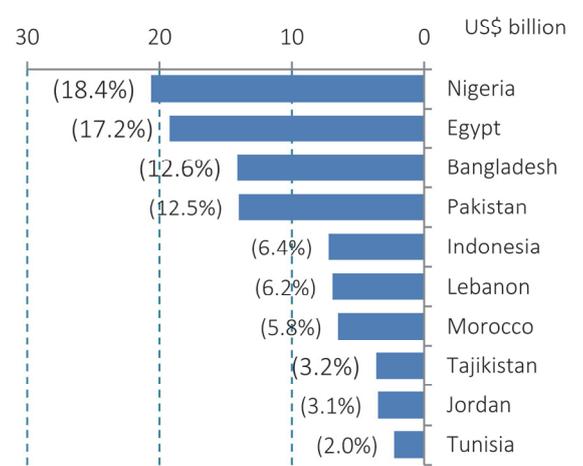
Les afflux d'APD aux pays de l'OCI montrent des caractéristiques semblables, quand leur niveau de concentration est concerné. En 2012, les 5 pays membres principaux ont reçu 35.7% de flux

Schéma 2.20: Les 10 Pays Principaux de l'OCI par des recettes d'APD



Source: Banque Mondiale WDI.

Figure 2.21: Top 10 OIC Countries by Remittances



Source: Banque Mondiale WDI.

totaux d'APD aux pays de l'OCI tandis que les 10 principaux ont fait 55.9% d'entre eux (Schéma 2.20). L'Afghanistan, avec des afflux totaux de 6.7 milliards de dollars et 14.4% du total de l'OCI, s'est classé premier. L'Afghanistan a été suivi de la Turquie (3.0 milliards de dollars, 6.5%), du Côte d'Ivoire (2.6 milliards de dollars, 5.7%), du Bangladesh (2.2 milliards de dollars, 4.6%) et de la Mozambique (2.1 milliards de dollars, 4.5%).

Encore, au niveau de pays individuel, en 2012, les afflux d'APD étaient équivalents à 32.8% du PIB en Afghanistan, à 19.5% en Palestine, à 15.2% en Gambie, à 14.6% en Mozambique et à 13.3% au Niger. Notamment, dans 16 pays membres, les flux d'ODA ont expliqué plus moins d'un % du PIB en 2012. Les flux d'APD par habitant, d'une part, étaient les plus élevés dans des pays membres tels que la Palestine, l'Afghanistan, la Jordanie, les Maldives et le Djibouti, avec des afflux d'APD par habitant se rangeant de 495 de dollars à 171 de dollars en 2012.

Même une part plus significative de flux de remises intérieurs dans les pays de l'OCI se concentrent sur certains membres. Lors de l'année 2012, 67.1% des flux de remise aux pays

de l'OCI ont été rendus compte par les 5 pays principaux tandis que 87.4% par les 10 pays principaux (Schéma 2.21). Au niveau de la liste de récepteurs supérieurs de remises dans la région de l'OCI, le Nigéria a pris le premier endroit avec 20.6 milliards de dollars d'afflux de remises ou 18.4% d'afflux de remises aux pays de l'OCI. Le Nigéria a été suivi de l'Egypte (19.2 milliards de dollars, 17.2%), du Bangladesh (US\$ 14.1 milliards, 12.6%), du Pakistan (14 milliards de dollars, 12.5%) et de l'Indonésie (7.2 milliards de dollars, 6.4%). Cependant, en ce qui concerne la taille relative des remises au PIB, la liste de 10 pays principaux de l'OCI change d'une manière dramatique. En 2012, le Tajikistan a reçu les remises dont la quantité était presque équivalente à la moitié du PIB du pays au cours de cette année (47.5%). Le Kirghizstan, la Palestine, la Guyane et le Liban ont reçu des remises équivalentes à pas moins de 30.8%, de 20.1%, de 16.5% et de 16.0% de leurs PIB, respectivement. La moyenne de l'OCI au cours de la même année était 2.1%, comparée à 1.3% dans d'autres pays en développement et à 0.7% dans le monde.

Partie II

Renforcer la **Productivité** et la **Compétitivité** dans les pays de l'OCI



Cette partie comprend:

1. Le Rôle de la productivité et de la compétitivité dans la création de richesses
2. Les niveaux de productivité et de compétitivité dans les pays de l'OCI
3. Encourager la productivité et la compétitivité
4. Questions de politique pour une transformation structurelle

PARTIE II

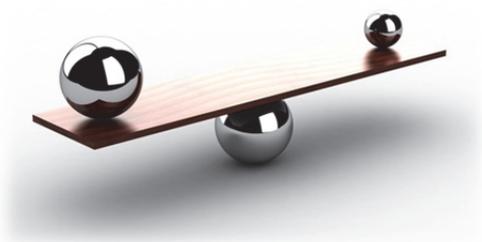
Cette partie spéciale du Rapport Perspectives Économiques de l'OCI 2014/2015 donne un aperçu complet des questions de productivité et de compétitivité dans les Pays Membres de l'OCI. La question est très critique pour que les pays de l'OCI puissent atteindre de meilleurs niveaux de vie et d'avoir l'occasion de se positionner dans une meilleure situation comparable au niveau mondial.

Cette partie est structurée comme suit. Section 3 fournit un résumé de la littérature sur l'importance de la productivité et de la compétitivité pour atteindre la croissance et la création de richesses. Section 4 présente les principaux indicateurs de productivité et de compétitivité pour les pays de l'OCI. Section 5 examine les principaux facteurs qui influent sur la productivité et la compétitivité. Enfin, Section 6 présente certaines questions de politique pour renforcer la productivité et la compétitivité dans les pays de l'OCI.

Les preuves suggèrent que les priorités de réforme pour une croissance favorable de la productivité diffèrent selon les pays. Les pays à revenu bas ont particulièrement besoin d'une meilleure éducation et des infrastructures, de bonnes institutions économiques de qualité, d'une réduction en ce qui concerne les obstacles pour une meilleure efficacité du marché et d'une compétitivité efficace. D'autre part, les pays à revenu moyen doivent, entre autres, avoir des politiques efficaces en ce qui concerne la promotion des investissements, de la qualité de l'enseignement supérieur, des investissements en recherche et développement, de l'approfondissement des marchés financiers, des biens et des marchés du travail beaucoup plus flexibles et



SECTION 3



Le Rôle de la Productivité et de la Compétitivité dans la Création de Richesse

Atteignant des niveaux de vie plus élevés est un objectif ultime pour toutes les nations. Par rapport aux sciences économiques modernes, l'indicateur le plus utilisé généralement des standards de vie est le niveau de PIB réel par habitant. Fréquemment, il est également employé comme variable de procuration en ce qui concerne le niveau de mesure de productivité d'un pays dans des comparaisons internationales dues au manque de données comparables de productivité et à l'existence de la corrélation positive forte entre le niveau de PIB par habitant et le niveau de productivité au cours d'une période donnée.

En termes simples, toute augmentation du PIB réel par habitant au cours du temps est appelé une croissance économique. Cependant, plus souvent la version utilisée de la croissance de PIB réel par habitant est le taux de croissance économique annuel qui mesure le niveau de l'augmentation du niveau de PIB réel par habitant comparé avec la même période de l'année précédente. Ceci indique si le niveau d'assistance sociale et les standards de la vie se sont améliorés ou détériorés par rapport à l'année précédente dans un pays à l'étude. En conséquence, les responsables politiques peuvent prendre toute forme de mesure en conséquence pour formuler leurs solutions politiques soit pour augmenter la croissance économique ou ralentir l'économie quand les criantes sur l'inflation peuvent émerger.

Cette section donne premièrement une vue d'ensemble sur les théories sélectionnés de la croissance économique dans le but de préparer une base en vue d'expliquer le rôle de la

productivité et de la compétitivité dans la création de richesses. Ensuite, la section 3.2 examine les implications de la productivité et de la compétitivité dans la croissance économique.

3.1 Productivité et Compétitivité: Une Vue d'Ensemble

L'objectif ultime de tous les pays dans le monde est d'améliorer la croissance économique, de promouvoir les standards de vie, et de surmonter la pauvreté et la privation. Simplement, la productivité est le rendement économique par unité d'entrée. L'unité de l'entrée peut être des heures de travail (productivité de travail) ou tous les facteurs de production comprenant le travail, les machines et l'énergie (facteur total de la productivité).

La croissance de la productivité est une source cruciale pour améliorer les standards de vie. Le moyen de croissance de la productivité ; ça veut dire plus de valeur est ajouté dans la production et plus de revenu est disponible pour la distribution (la BID, 2007). Comme suggéré par les nouvelles théories de croissance économique, la croissance de la productivité soutenable est la seule manière d'avoir le taux de croissance économique positif de longue durée ce qui rendra les nations plus prospères.

Une nation peut devenir plus productive si ses entreprises génèrent plus de rendement des mêmes entrées. Les politiques répandues par tout le pays et celles relatives à l'échelle industrielle peuvent amplifier la productivité. Par exemple, le niveau de la productivité d'une nation peut provenir de la qualité améliorée de l'éducation qui mène à une augmentation de la productivité dans les secteurs de la productivité quel que soit bas ou élevés. Les politiques spécifiques de l'industrie ou de secteur peuvent également aider à améliorer le niveau de la productivité d'une nation. Par exemple, réaliser la variation dans l'économie des industries à faible et à forte productivité peut amplifier la productivité. Une nation éprouverait une élévation de son niveau global de productivité, quand un mélange d'industries à faible et à forte productivité aura changé. La transition en cours de l'agriculture (traditionnellement un secteur à faible productivité) au secteur manufacturier ainsi que des services (secteurs de haute productivité) est un exemple de cela.

De nombreux pays membres de l'OCI connaissent des pénuries soit en ce qui concerne les ressources naturelles, le capital physique ou les ressources humaines. Par conséquent, afin de générer plus de biens et de services avec les ressources existantes, chose qui contribuera à éradiquer la pauvreté et à atteindre un haut standard de niveau de vie, les mises en politiques visant à augmenter la croissance ainsi que la productivité renferment une importance toute particulière.

Michael Porter de l'Université de Harvard affirme que «le seul concept significatif de la compétitivité au niveau national est la productivité". Mais alors que ces termes sont liés, la compétitivité ne doit pas être assimilée à la productivité ou la croissance du PIB. L'Annuaire de Compétitivité Mondiale de l'IMD définit la compétitivité de la même façon, mais plus largement, comme « comment une économie gère-t-elle l'ensemble de ses ressources et de ses compétences pour accroître la prospérité de sa population» Le rapport sur la compétitivité du Forum économique mondiale définit la compétitivité comme «l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays». Par conséquent, il est clair qu'il existe de légères différences entre les chercheurs et les institutions dans leurs manières de définir la compétitivité et d'une façon dont elle devrait être mesurée. Cependant,

indépendamment de la façon dont la compétitivité est définie, il devient évident que la compétitivité et la productivité sont deux concepts étroitement liés qui sont essentiels au soutien de la croissance économique ainsi que la création de richesse.

3.2 Connectivité Entre la Productivité et la Compétitivité

Dans l'économie moderne, si un pays peut produire les mêmes biens ou services à un coût inférieur à celui d'autres pays, ce pays est alors perçu comme étant plus compétitif que d'autres. La productivité est le principal facteur qui rend les pays différents en termes de compétitivité sur les marchés internationaux. En d'autres termes, l'augmentation de la productivité contribue également à la compétitivité internationale de l'économie; plus une entreprise est productive, plus elle sera en mesure de rivaliser sur les marchés internationaux. À cet égard, il y a un lien étroit entre la productivité et la compétitivité. Les pays plus productifs emploient leur capital ou travail de façon plus efficace que d'autres qui rendent leurs biens et services plus concurrentiels sur les marchés internationaux. Par conséquent, le revenu national de l'exportation augmente avec l'augmentation de la productivité et de la compétitivité; ceci, alternativement, se reflète dans les niveaux plus élevés de bien-être et des standards de vie. De telles économies concurrentielles attirent également des capitaux étrangers qui impliquent un capital additionnel pour les pays d'accueil.

Mis à part les différences de productivité entre les pays, d'autres facteurs tels que les institutions, la culture, les obstacles au commerce, et la qualité des infrastructures ont également un impact sur la compétitivité d'un pays. Le renforcement de la productivité dans les entreprises qui visent à stimuler la compétitivité est une condition nécessaire mais pas une condition suffisante. Les pays doivent éliminer en particulier les facteurs qui constituent des obstacles au commerce international tels que les coûts élevés de logistique, les tarifs élevés, les mesures bureaucratiques complexes de clarification des douanes et de la corruption. Ce sont quelques-uns des défis bien connus qui réduisent la compétitivité des pays sur les marchés internationaux qui ont touché en définitive la création et maintiennent les niveaux plus élevés de bien-être et des standards de vie des pays.

Selon Atkinson (2013), une économie compétitive est celle qui a un excédent commercial, peu de barrières à l'importation et un « escompte » limité aux exportateurs. La croissance de la productivité peut permettre la compétitivité, surtout si elle est concentrée dans les secteurs commerciaux, ce qui réduit les coûts et permet aux entreprises de vendre plus sur les marchés mondiaux sans compter sur les escomptes fournis par le gouvernement. Le niveau de productivité détermine également les taux de rendement obtenus par les investissements dans une économie, qui sont à leur tour les conducteurs fondamentaux de ses taux de croissance. Ceci implique qu'une économie plus concurrentielle est celle qui est susceptible de se développer plus rapidement avec le temps.

Dans l'ensemble, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité sont des facteurs essentiels pour une croissance économique durable et la création de sources afin de surmonter les goulets d'étranglement nationaux tels que la pauvreté et le dénuement. Les pays peuvent de cette façon générer plus de richesse en utilisant les ressources disponibles et atteindre donc de meilleurs niveaux de vie pour leurs populations.

3.3 La Croissance Economique et le Progrès Technologique

Les modèles de croissance économique visent à explorer les déterminants de la croissance économique analytiquement. Dans un modèle de croissance économique de base, ils existent trois sources de la croissance économique : la croissance capitale sociale, la croissance de main d'œuvre et la croissance de productivité (la technologie). Tant que le néoclassique et les nouveaux modèles de croissance confirment que si il n'y a pas de croissance au niveau de la technologie, l'économie souffrira de rendements décroissants du capital et donc de la croissance économique (la vitesse d'accroître le bien-être au niveau de standards de vie) ralentit et s'achève au cours du temps. Cela est démontré techniquement dans l'encadré 3.1.

La seule façon de faire face à ce défi (c.-à-d. le rendement décroissant du capital), est d'améliorer la croissance de la productivité et les facteurs qui déclenchent la productivité (c.-à-d. la compétitivité). Les nouveaux modèles de croissance économique varient dans leurs définitions des facteurs qui améliorent la productivité et la façon dont ils peuvent stimuler la croissance économique. Ceci est brièvement discuté dans l'encadré 3.1. La clé mets en évidence le message suivant qui montre l'absence du progrès technologique (c.-à-d. la croissance de la productivité), il est peu probable que l'on puisse soutenir une croissance économique à long terme. Par conséquent, il relève d'une importance capitale que les dispositifs politiques visant l'amélioration de la productivité et de la compétitivité devraient recevoir une attention toute particulière dans les pays en développement.

Dans ce contexte, il existe des mesures politiques qui peuvent aider à accroître la productivité telles que celles appliquées dans le cadre de l'éducation et le secteur de la santé. D'une part, les politiques spécifiques sectorielles sont également importantes dans la résolution de problèmes des industries moins-productives. Par exemple, les projets d'infrastructure dans l'irrigation vont être cruciaux pour accroître la productivité dans le secteur de l'agriculture. De façon générale, sans innovation et amélioration des niveaux de productivité, les pays ne peuvent pas porter leurs standards de vie à un stade supérieur.

Les nouveaux modèles de croissance économique expliquent les facteurs qui régissent le taux de croissance de la technologie comme un paramètre endogène plutôt que exogène. Par conséquent, les nouveaux modèles de croissance sont parfois qualifiés de «modèles de croissance endogène»

Selon ces modèles, il peut y avoir deux façons d'augmenter la croissance de la productivité d'un pays, ce qui aident les pays à devenir plus prospère ou avoir une croissance plus rapide.

Box 3.1: La Croissance Economique et le Progrès Technologique

Dans un pays où il n'y a pas de progrès technologique (pas de croissance de la productivité), le modèle de base du modèle de croissance économique que l'on peut appeler le modèle économique néo-classique de croissance indique que le PIB d'un pays peut être mesurée comme suit (avec le type Cobb-Douglas de la fonction de production):

$$(Eq. 1) \quad Y = F(K, L) = K^\alpha (L)^{1-\alpha}, \quad 0 < \alpha < 1$$

P soit $Y = \text{PIB}$; $K = \text{capital social}$; $L = \text{Travail en termes de main d'œuvre}$, en supposant que la lettre L représente l'ensemble de la population. Le taux de croissance de la population (L'/L) est égal à n .

Le revenu par habitant et le capital par habitant peut être défini comme $y = Y / L$, $k = K / L$, respectivement. Ainsi la fonction de production par habitant, l'équation 2 peut être écrite comme suit:

$$(Eq. 2) \quad y = f(k) = k^\alpha$$

L'économie du pays s'élève au taux s . Ainsi, le taux d'épargne par personne est égal à sy . En revanche le taux de dépréciation du capital, (δ) provoque une chute du capital par personne (k). En plus de la dépréciation du capital, la croissance de la population va entraîner une réduction de capital par personne (k) que plus des gens qui ont besoin de partager le stock du capital existant. *Dans l'ensemble, trois forces influent sur le taux net d'augmentation de capital par personne (k).*

$$(Eq. 3) \quad \dot{k} = sf(k) - (n + \delta)k$$

A l'état stable où, $sf(k) = (n + \delta)k$. Cela implique que $y^* = f(k^*)$ à l'état d'équilibre où le stock du capital et les sorties du capital vont continuer à croître seulement au taux de croissance de la population. Comme un résultat naturel, le taux de croissance du capital à long terme par personne cessera résultant de la diminution des rendements du capital qui empêche la nation d'atteindre des standards de niveau de vie plus élevé. La seule façon de surmonter ce défi est de permettre le changement technologique dans la fonction de la production. Si il ya la technologie ou une croissance de productivité dans l'économie, l'économie peut se prémunir du piège de la diminution des rendements du capital et va continuer à croître ce qui mène éventuellement à un niveau plus élevé de revenu par habitant. Dans le but d'illustrer tout cela, la production (technologie) paramètre A est introduite dans l'équation 1, Dans lequel la croissance de la productivité est notée g :

$$(Eq. 4) \quad Y = K^\alpha (AL)^{1-\alpha}$$

Soit $Y = \text{PIB}$; $K = \text{Capital Stock}$; $L = \text{Stock du capitale}$ (en supposant que L représente l'ensemble de la population). $A = \text{Productivité (Technologie)}$ où le paramètre de croissance de la productivité est égale à g .

en adéquation 4, contrairement à l'équation 1 la fonction de production se développe au rythme de croissance de la population et du taux de croissance, $(n + g)$. En utilisant l'équation 4, on y accède d'une fonction de production en valeur effective par du travail.

dans ce cas, le PIB est donnée par $\varphi = \kappa^\alpha$; ou $\varphi = Y/AL$ (la production par le travail efficace) et $\kappa = K/AL$ (capital par le travail efficace).

Ainsi l'équation 4 peut être réécrite comme:

$$(Eq. 5) \quad Y/L = A\varphi = A\kappa$$

Sous ses conditions, le taux net de changement de κ est déterminé par la croissance de la population, le taux de dépréciation le taux de croissance de la productivité : $\dot{\kappa} = s\kappa^\alpha - (n + \delta + g)\kappa$. Comme précédemment, à long terme, κ approchera sa valeur d'état stable κ^* qui mène à $\varphi^* = (\kappa^*)^\alpha$. Par conséquent, dans le long terme le taux de croissance de l'équation 5 devient égale à:

$$(Eq. 6) \quad G = \dot{A}/A + \alpha \dot{\kappa}/\kappa = g + \alpha \dot{\kappa}/\kappa$$

Ou $G = \text{le taux de croissance de l'économie}$; $g = \text{taux de croissance de la technologie } (\dot{A}/A)$; $\dot{\kappa}/\kappa = \text{taux de croissance de par le stock de capital efficace du travail}$.

Dans le modèle de croissance de Solow, en raison de l'existence du taux du rendement décroissant, le stock de capital efficace du travail se rapproche de zéro de croissance. Ceci implique que le taux de croissance à long terme de l'économie devient équivalent au taux de croissance de la technologie (\dot{A}/A) qui est déterminée de manière exogène. En d'autres termes, la seule façon d'accélérer le taux de croissance économique d'un pays est de renforcer sa croissance technologique (de productivité). Autrement, le pays ne peut pas atteindre un niveau plus élevé par niveau de revenu où il ne peut maintenir son niveau de l'état de stabilité existant du niveau de vie a toutes choses égales.

3.3.1 Renforcement de la Recherche et le Développement (Recherche et Développement) et l'Augmentation de la Capacité d'Absorption

Le modèle de croissance AK de Frankel (1962) et Romer (1986) est connue comme étant la première vague de modèles de croissance endogène qui suppose qu'au cours de l'accumulation du capital, les externalités peuvent aider le capitale de diminuer au niveau des rendements décroissant. Dans ces modèles, les externalités sont créés par l'argument de «l'apprentissage par la pratique" de Arrow (1962) et l'effet des externalités de connaissances. Par conséquent, selon le modèle de croissance AK, en attirant l'investissement étranger direct (IED) le pays élargissent leurs capital et améliorent leur productivité ce qui mène vers l'apprentissage par la pratique des externalités. Par conséquent, le pays peut continuer à se développer à la fois à court et à long terme depuis sa productivité (technologie) il se développe tant qu'il continue à attirer les capitaux étrangers.

Le modèle de la variété des produits de Romer (1990) affirme que «la croissance de la productivité provient d'une variété croissante de produits intermédiaires spécialisés" (Aghion et Howitt, 2009, p.69).C'est pourquoi dans une économie fermée, la seule façon d'augmenter la variété des produits intermédiaires est de mener d'une manière qui puisse être productive des activités de recherche et de développement .Par l'ouverture de l'économie, cependant, le pays peut bénéficier des avantages des activités de recherche et de développement qui sont menées dans d'autres pays. Le pays peut transférer différents types de biens intermédiaires soit par des importations ou des investissements directs étrangers. Ainsi, il est prévu que les importations et les IDE induisent la productivité à l'échelle de l'économie et la croissance économique en élargissant la gamme de produits intermédiaires. À ce sujet, les externalités des retombées technologiques augmenteraient également le stock de connaissances des chercheurs ainsi que de la productivité des activités de recherche dans le pays hôte. Par conséquent, les chercheurs pourraient devenir plus susceptibles d'inventer de nouveaux produits intermédiaires qui déclencheraient de nouveau la productivité et la croissance économique.

Le modèle de Schumpeter de Aghion et Howitt (1992) constitue la deuxième vague de modèles de croissance endogène avec le modèle de la variété des produits de Romer , les deux modèles soulignent fondamentalement l'importance des activités de recherche et de développement pour une croissance durable à long terme et ils expliquent clairement les mécanismes par lesquels les activités de recherche et de développement influent sur la croissance économique. La principale différence entre la variété des produits et des modèles de Schumpeter réside dans leur hypothèse sur la façon dont les biens stimulent la croissance économique. Comme mentionné ci-dessus, dans le modèle de Romer, l'invention de "nouveaux" biens d'investissements déclenche la productivité et la croissance économique. Néanmoins, le modèle de Schumpeter se concentre sur l'amélioration de la qualité des types de biens d'investissement existants.

En d'autres termes, en menant des activités de recherche et de développement, les entreprises deviendraient être capables d'améliorer la qualité des biens d'équipements existants obsolètes les anciens. Ce processus s'appelle « la destruction créatrice » par Schumpeter (1942). Par conséquent, l'économie peut soutenir la croissance de longue durée pendant qu'elle soit innover par des activités de mise en œuvre de recherche et de développement. En employant un argument semblable au-dessus, dans une économie ouverte, le pays transférerait la technologie innovatrice

et la nouvelle qualité en améliorant les mécanismes par l'intermédiaire de l'importation et des afflux des IED qui amélioreraient la productivité et la croissance économique.

3.3.2 L'augmentation de la productivité du travail en investissant dans le développement du capital humain

Les pays ne disposent pas d'un pouvoir absolu pour modifier ou de transférer leur capital physique, y compris toutes les ressources naturelles telles que la terre, l'eau, les minéraux, etc. Cependant, ils ont l'option d'améliorer les compétences de leur capital humain qui contribue à l'augmentation de leur production par le travail. Et de ce fait les travailleurs (instruits) qualifiés utilisent les ressources existantes d'une manière plus productive. Ils sont aussi plus capables de capturer «L'apprentissage par l'application des externalités» qui est généré par le capital étranger, comme mentionné dans le modèle de Romer (1990).

Il est également clair que lors de l'accomplissement de travaux de recherches et de développement (R&D), qui sont cruciaux à une productivité durable ainsi qu'une croissance économique dans les nouveaux modèles de croissance, juste le personnel qualifié peut être utilisé. L'innovation de nouveaux produits et l'amélioration de la qualité des services existants ne peuvent voir le jour qu'avec le concours d'une main-d'œuvre qualifiée. D'ailleurs la création et mise en place des idées et de solutions novatrices ne peut se concrétiser que par une qualité élevée d'éducation et par conséquent par des étudiants qui vont apprendre à innover dans ce sens. De ce fait, la transformation de l'esprit d'une nation concernant l'importance des activités de Recherche et Développement ainsi que l'innovation ne serait atteint que grâce à l'éducation.

3.3.3 D'autres facteurs qui stimulent le progrès

En plus de ces deux facteurs, il y a plusieurs autres facteurs identifiés comme cruciaux dans l'amélioration de plus de productivité, cela comprend la qualité des institutions, le développement des infrastructures, la stabilité économique ainsi que l'efficacité du marché. D'une manière ou d'une autre, tous ces facteurs sont étroitement liés les uns aux autres. Par exemple, si une entreprise connaît des retards imprévus dans l'importation de biens intermédiaires en raison de procédures douanières non standardisées, la productivité moyenne sera affectée négativement ce qui ce remarquera finalement comme une baisse et cela a tous niveaux de productivité dans l'ensemble de l'économie. Si les institutions opèrent correctement avec une infrastructure adéquate, les marchés travailleront plus efficacement et l'économie deviendra plus stable et compétitive. Cela est reflété de manière plus détaillée concernant ces facteurs notamment au niveau de la cinquième partie du rapport.

SECTION 4



Les Niveaux de Productivité et de Compétitivité

Cette section examine la productivité et la compétitivité des pays membres de l'OCI d'une manière comparative avec d'autres pays en développement, les pays avancés ainsi que la moyenne mondiale à travers l'analyse des indicateurs de productivité et de compétitivité sélectionnés et certains indicateurs de croissance au cours de la période 1990-2013.

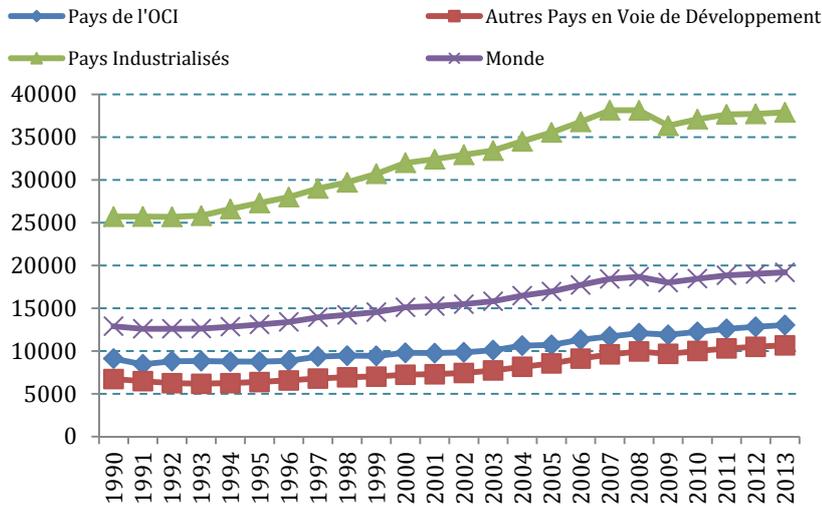
4.1 La Productivité des Pays Membres de l'OCI

Comme expliqué dans la section 3, sans le progrès technologique ou l'augmentation de la productivité, la croissance économique pourrait connaître un ralentissement au fil du temps en raison de la diminution des rendements du capital. C'est pourquoi le maintien de la croissance de la productivité devrait être une priorité afin de garantir à long terme des taux de croissance économique positifs.

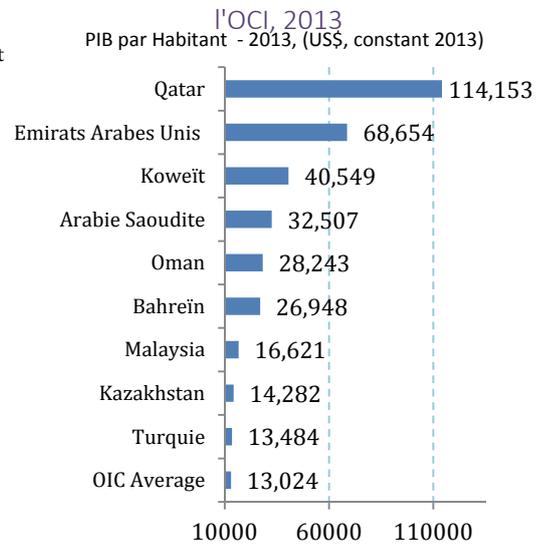
Le Schéma 4.1a présente l'évolution du PIB réel moyen par habitant dans quatre groupes de pays (des pays de l'OCI, d'autres pays en développement, des pays avancés et le monde) au cours de la période 1990-2013. Il est évident qu'en dépit de quelques mouvements cycliques annuels, il y a une tendance positive à long terme du PIB moyen réel par habitant dans tous les groupes. La moyenne du groupe de l'OCI est passée de 8.441 de dollars en 1990 à 13 024 de dollars en 2013, ce qui correspond à une augmentation de 54% au cours de 24 ans. Dans la même période, d'autres pays en développement ont enregistré une augmentation de 6474 de dollars à 10 660 de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 65%, tandis que les pays avancés pourraient augmenter leur PIB réel moyen par habitant seulement de 47% et cela de 25 702 de dollars à 37 892 de dollars. Dans l'ensemble, la moyenne du niveau du PIB mondial par habitant a augmenté de 52% de 12 587 USD à 19 189 de dollars au cours de la même période.

Schéma 4.1

(a) PIB par habitant entre 1990 et 2013
(2013 US\$ constants)



(b) Le PIB le plus élevé Niveaux par habitant dans les pays membres de l'OCI, 2013



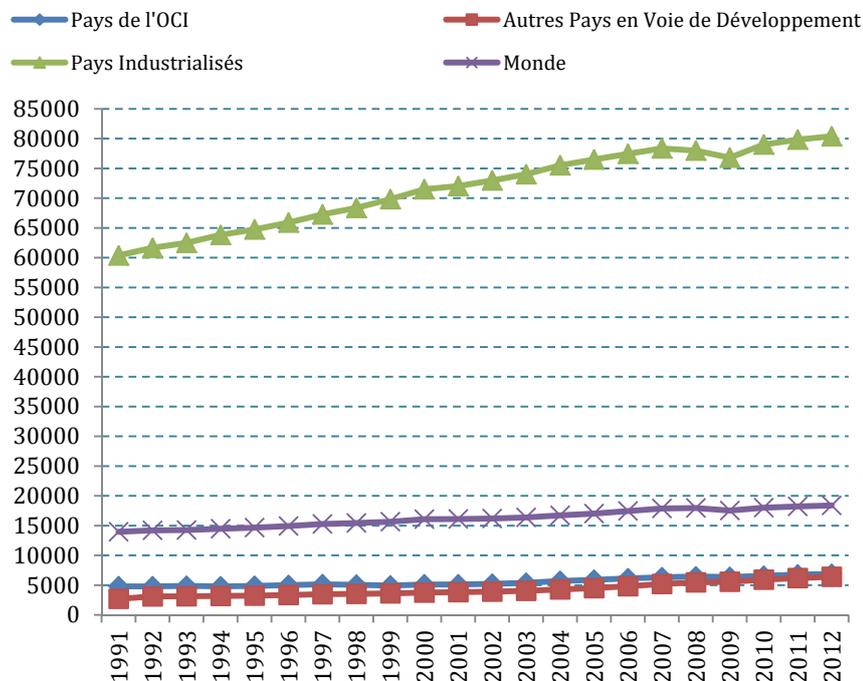
Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir de toute la base de données économique. Les données étaient disponibles pour 37 pays membres de l'OCI et 122 pays au total. Note : 2013 US\$ ont converti en niveau des prix 2013 avec des 2005 PPA mises à jour.

Deux messages principaux émergent clairement de cette analyse. Premièrement, en moyenne les pays membres de l'OCI, ont montré une performance remarquable en termes de changement du niveau du PIB par habitant. Deuxièmement, en dépit d'un haut niveau moyen de PIB par habitant par rapport aux autres pays en développement, le niveau du PIB moyen par habitant des pays membres de l'OCI reste tout de même extrêmement bas par rapport à la moyenne des pays avancés et le reste de la moyenne mondiale. Cependant, en 2013, trois pays membres de l'OCI à savoir le Qatar, Les Émirats arabes unis et le Koweït ont enregistré de hautes moyennes du PIB réel par habitant par rapport à la moyenne des pays avancés qui est supérieur à 37 892 de dollars (Schéma 4.1b). Au cours de la même année, neuf pays membres de l'OCI ont également enregistré une moyenne du PIB par habitant supérieure au niveau de la moyenne de l'OCI de 13.024 de dollars.

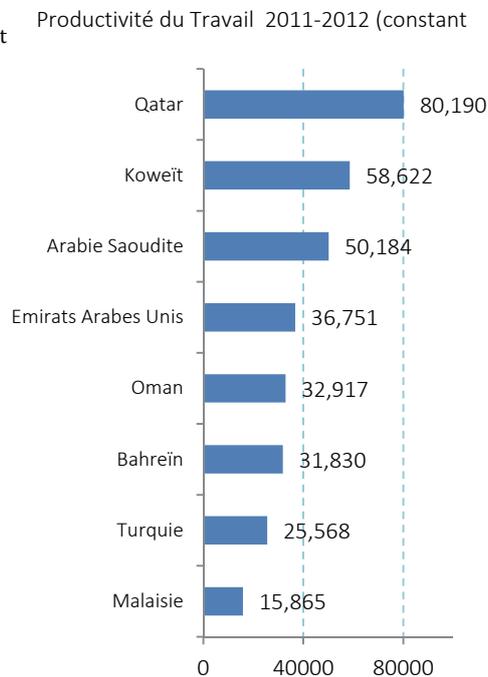
Le Schéma 4.2a présente l'évolution de la productivité du travail au cours de la période 1991-2012, mesurée en termes de PIB par personne employée, dans les quatre mêmes groupes de pays. Dans l'ensemble, l'évolution de la productivité du travail a démontré une tendance très similaire à celle de l'évolution du PIB par habitant. Le niveau de la productivité moyenne du travail de l'OCI est passé de 4,783 de dollars en 1991 à 6,897 de dollars en 2012, correspondant à une augmentation de 44,1%. Au cours de la même période, d'autres pays en développement ont augmenté leur moyenne de 2703 de dollars à 6399 de dollars, correspondant à une augmentation de 136%, alors que la moyenne des pays avancés et le monde a augmenté respectivement de 33% et 31%. Par conséquent, le plus grand changement de niveau a été observé dans les autres groupes de pays en développement. Cependant, le changement dans le groupe de l'OCI (44,1%) était plus conséquent que l'évolution de la moyenne des pays avancés (33%) ainsi que la moyenne mondiale (31%).

Schéma 4.2

(a) Productivité de travail (PIB par personne employé) entre 1990 et 2013 (2005 US\$ constants)



(b) Les niveaux les plus élevés de productivité de travail dans les pays de l'OCI, 2011-2012



Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir des indicateurs de développement de la banque mondiale et de l'OIT.

On a également observé qu'il existe des différences considérables entre les pays membres de l'OCI. Par exemple, dans la période de 2011 à 2012, trois pays membres de l'OCI, à savoir le Qatar, le Koweït et l'Arabie Saoudite ont un atteint un niveau de productivité de travail supérieure en termes à la moyenne de 50 000 de dollars (Schéma 4.2b). Au cours de la même période, 17 pays membres de l'OCI ont enregistré des niveaux de productivité plus élevés en termes de travail qu'au niveau moyen de l'OCI de 6,835 de dollars.

Dans l'ensemble, en moyenne, les pays de l'OCI ont réalisé une bonne performance concernant l'augmentation des deux niveaux du PIB ainsi que de la productivité du travail par habitant par rapport à d'autres pays en développement, les pays avancés et le monde. Cependant, en termes absolus, les niveaux atteints par les pays de l'OCI, restent encore bien en dessous des moyennes mondiales. Cela indique la nécessité de la continuation du progrès dans les pays membres de l'OCI pour atteindre des normes supérieures en termes de niveau de standards de vie concernant à la fois le PIB par habitant ainsi que la productivité. Il apparaît également d'une manière très distinctive une différence transnationale entre les pays membres de l'OCI qui ne doit surtout pas être négligée. De nombreux pays membres de l'OCI sont toujours classés comme étant les pays à revenu bas, ils sont donc dans le besoin d'entreprendre des changements majeurs dans leurs politiques de croissance économique, en particulier dans les dispositifs politiques liées à l'amélioration de leur productivité et leur compétitivité.

La présentation analytique dans la section 3 (équation 8) a démontré que sur le long terme la croissance économique sera principalement régie par la croissance de la productivité. Les schémas 4.1a et 4.2a ont également confirmé que les niveaux du PIB ainsi que ceux de la productivité du travail ont suivi une tendance similaire lors des années 1990 et 2000 ce qui implique l'existence d'un lien étroit entre la productivité et la croissance économique dans les quatre groupes de pays.

4.1.1 La Productivité du travail et la Croissance de la Productivité Totale des Facteurs (PTF)

Le Schéma 4.3a présente la croissance de la productivité du travail (PIB par personne employée) et de la productivité totale des facteurs (productivité multifactorielle) pour les périodes 1991-2000 ainsi que 2001-2012 pour les quatre groupes de pays. Le Schéma illustre la dynamique à long terme de la croissance de la productivité du groupe de l'OCI en comparaison avec d'autres pays en développement, les pays avancés et le monde.

De nombreux économistes reconnaissent que la croissance de la productivité de travail est une procuration faible pour mesurer le progrès technologique d'un pays dans des études empiriques. Par conséquent, ces chercheurs suggèrent fortement d'utiliser le nombre total des facteurs de croissance de la productivité afin de mesurer le progrès technologique, ce dernier est mesuré en utilisant un système de comptabilité de la croissance. En termes plus simples, la croissance de la PTF est la partie de la croissance économique qui ne peut être expliquée que par un changement dans le capital et la main-d'œuvre. En d'autres termes, il est une mesure du progrès technologique qui permet aux pays de générer un niveau de production plus élevé en utilisant le même niveau de capital ainsi que du travail. Par conséquent, c'est une mesure de productivité qui est calculée en employant le capital et le travail. À cet égard, il est généralement appelé productivité multifactorielle.

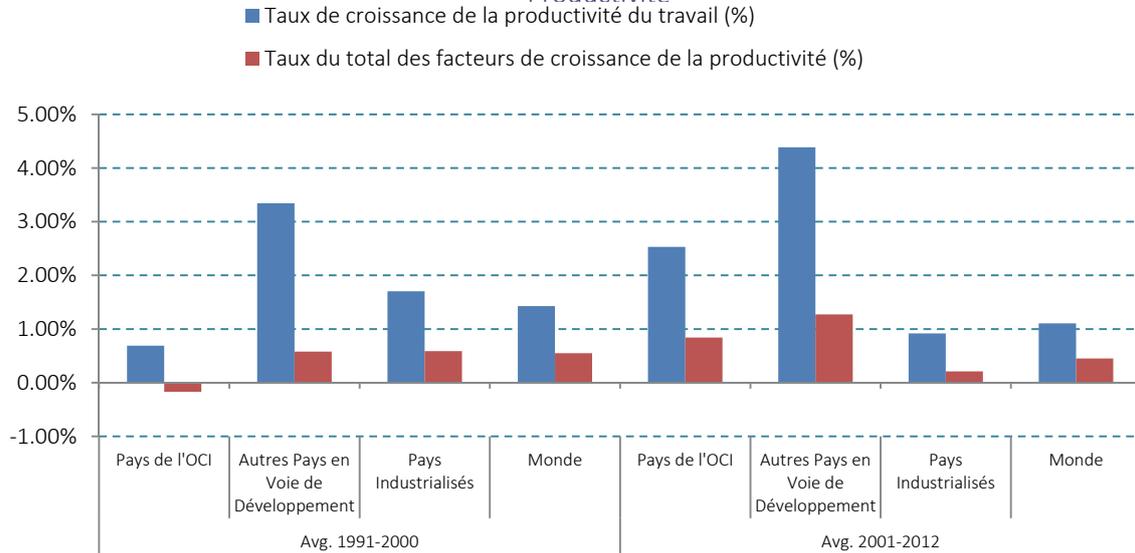
Comme il est indiqué dans le schéma 4.3, la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail du groupe de l'OCI était de 0,69% au cours de la période 1991-2000, un taux qui est plus réduit que la moyenne des autres groupes. Durant cette période, le taux de croissance moyen le plus élevé de 3,34% a été enregistré dans un autre groupe de pays en développement. Malgré le taux inférieur en termes du taux moyen de la croissance du travail relatif à la période 1991-2000, le groupe de l'OCI enregistre néanmoins une augmentation de ce taux de 0,69% à 2,53% pour la période 2001-2012. Le groupe d'autres pays en développement a également enregistré un taux de travail moyen élevé de croissance de la productivité de 4.39% au cours de la même période, qui pourrait provenir de l'utilisation efficace de la main d'œuvre dans les pays abondants de travail comme la Chine, la Russie et l'Inde. Le taux de croissance de la productivité moyenne du travail des pays avancés ainsi que le monde a enregistré une baisse au cours de la période 2001-2012 par rapport à la période 1991-2000. En conséquence, lors de la période 2001-2012, les pays membres de l'OCI et d'autres pays en développement ont enregistré des taux de croissance moyens plus élevés de productivité de travail que la moyenne mondiale et la moyenne des pays avancés.

En résumé, le groupe de l'OCI a nettement amélioré sa performance quant à la croissance de la productivité du travail au cours de la dernière décennie par rapport aux années quatre-vingt-dix. Cependant, il existe de grandes disparités entre les pays membres de l'OCI dans le temps. Dans les deux dernières années (2011-2012), l'Ouzbékistan s'est démarquée avec un taux de croissance de productivité du travail le plus élevée avec l'Irak, 5,6% et 5%, respectivement (Schéma 4.4a) (Schéma 4.4a).

Comme le montre le schéma 4.3, tandis que le groupe de l'OCI a enregistré un taux total annuel négatif en termes de la moyenne de la croissance de la productivité -0,17% au cours de la période

Schéma 4.3

Taux Croissance de la productivité de travail et Taux du Total des facteurs de croissance de Productivité



Source: SESRIC Calculs de personnel à partir de toute la base de données d'économie.

1991-2000, la moyenne des autres groupes étaient toutes positives autour de 0,5% avec le taux le plus élevé de 0,59% enregistré dans les pays avancés. Pourtant, au cours de la période 2001-2012, le taux annuel moyen de la PTF de croissance du groupe de l'OCI convergé vers un taux positif de 0,87%, un taux qui est supérieur à celui des pays avancés (0,21%) ainsi que de la moyenne mondiale (0,45 %), mais inférieure à celle de l'autre groupe de pays en voie de développement (1,27%). Comme pour les taux de croissance de la productivité du travail, les taux de croissance de la PTF diffèrent largement entre les pays membres de l'OCI par rapport au facteur temps. Par exemple, en 2011-2012, le Turkménistan et le Koweït ont enregistré les taux de 9,9% et 6,5%, respectivement (Schéma 4.4b).

En résumé, le groupe de l'OCI a amélioré sa performance de croissance de la PTF dans la dernière décennie par rapport aux années 1990, où le taux moyen est passé de -0,17% à 0,84%. Il existe des raisons importantes derrière cette amélioration. Lors de la dernière décennie, les pays membres de l'OCI sont devenus plus intégrés à l'économie mondiale en termes d'échange, de transfert de technologie ainsi que les mouvements des capitaux.

Une autre raison derrière l'augmentation des taux de croissance de la PTF dans les pays membres de l'OCI est l'augmentation de l'investissement dans le capital humain (l'éducation) et la santé. De nombreux pays membres de l'OCI ont augmenté les taux à atteindre aux écoles à tous les niveaux. Les services de santé de base sont devenus accessibles à une plus grande partie de la population de l'OCI. Aussi une augmentation en augmentation de la coopération entre les pays membres de l'OCI et les institutions internationales telles que la BID, L'ONU, PNUD, OCDE, etc. tout aussi bien que les pays donateurs contribuent à l'amélioration infrastructurel et qualitative des institutions. Pourtant, malgré la réalisation d'une moyenne supérieur du taux de croissance de la PTF par

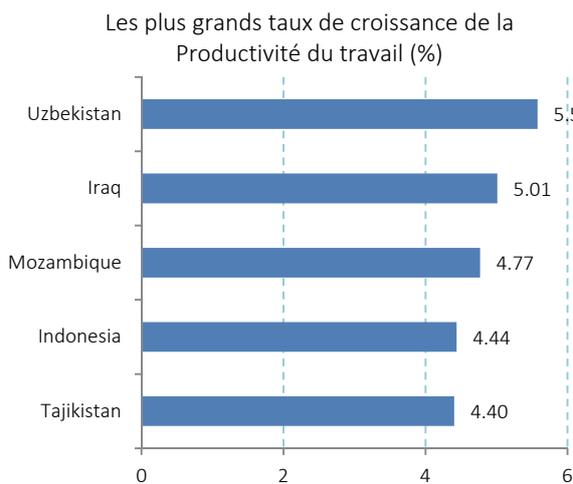
rapport à la moyenne mondiale, les pays membres de l'OCI doivent encore fournir plus d'efforts afin de maintenir et d'accélérer la croissance de la PTF. Toutes politiques laxistes dans les réformes ainsi qu'une attention insuffisante aux politiques d'éducation ou de santé seront susceptibles de conduire à une réduction de la croissance de la PTF qui finira par exercer une pression sur la création de richesse et le niveau de vie dans les pays membres de l'OCI.

4.1.2 La Croissance de la Comptabilité

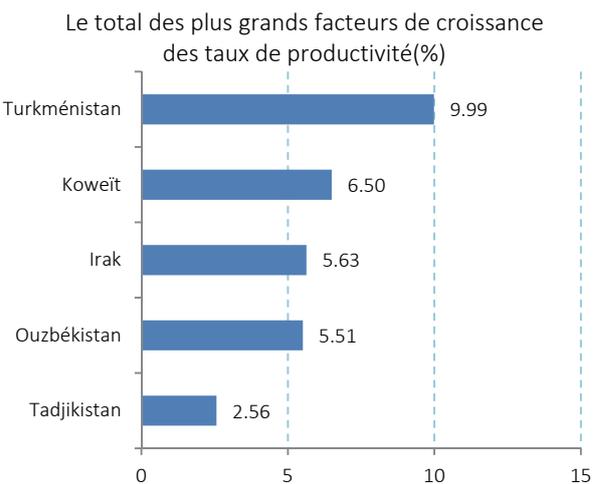
Comme indiqué dans la section 3, la croissance du PIB selon le type de production de Cobb-Douglas est régie par la croissance du capital (K), (L), et A (technologie). En utilisant un système de comptabilité de la croissance, les sources de croissance peuvent être identifiées. La base de données de l'économie totale présente les données pour la croissance du capital (K), (L), et A (technologie). De plus Il classifie le capital-actions d'un pays comme non-TIC (technologies de l'information et de la communication) et le capital des TIC la même définition. Le stock du capital

Schéma 4.4

(a) Les taux de croissance les plus élevés de productivité de travail dans des pays de l'OCI,



(b) Les taux de croissance de productivité de total des facteurs les plus élevés dans des pays de l'OCI, 2011-2012



Source: SESRIC Staff Calculations from the Total Economy Database.

en TIC comprend un stock qui couvre les biens et les produits liés aux TIC. Par conséquent, une plus grande part de la croissance du capital en TIC implique une croissance provenant d'un stock de capital avec une densité plus élevée des activités de recherche et développement et la hausse des produits à valeur ajoutée.

De la même façon, le stock du travail est divisé en deux groupes comme étant la quantité de travail et la composition de la main-d'œuvre. La croissance de la quantité de travail représente la croissance économique émanant de la variation de l'encours total de la main-d'œuvre. La modification de la composition de la main-d'œuvre explique la croissance de l'économie (PIB) découlant de l'évolution des compétences de la main-d'œuvre (niveau d'éducation) La dernière partie dans la comptabilité de la croissance est la croissance de la technologie (total facteurs de productivité, PTF) qui est la partie de la croissance économique qui ne peut être expliquée ni par

un changement dans le capital ni un changement dans le stock de travail. En résumé, l'équation de décomposition de la croissance peut être écrite comme:

La croissance du PIB = croissance du capital + Croissance de la main d'œuvre + La croissance de la technologie (PTF)

La croissance du PIB = croissance du Capital non-TIC + croissance du Capital TIC + Croissance de la quantité du travail + Croissance de composition de la main d'œuvre et de croissance de la technologie (PTF)

En utilisant un ensemble de données entre les années 1990 et 2013 extraites de la base de données totale de l'économie, le résultat du système de comptabilité de la croissance est représenté pour quatre groupes de pays sur le schéma 4.5. Selon le schéma 4.5, la croissance du capital non-TIC est le principal moteur de la croissance économique dans tous les groupes de pays dont sa contribution à la croissance se situe entre 36,2% et 43,9%. La moyenne du groupe de l'OCI est de 39,8%, ce qui est inférieur à la moyenne des autres pays en développement ainsi qu'à la moyenne mondiale. La croissance du capital TIC contribue à la croissance économique au sein de la gamme de 14,6% et 21,7%. Le taux de cotisation le plus élevé du capital TIC à la croissance économique est observée dans le groupe des pays avancés avec 21,7%. La moyenne de groupe de

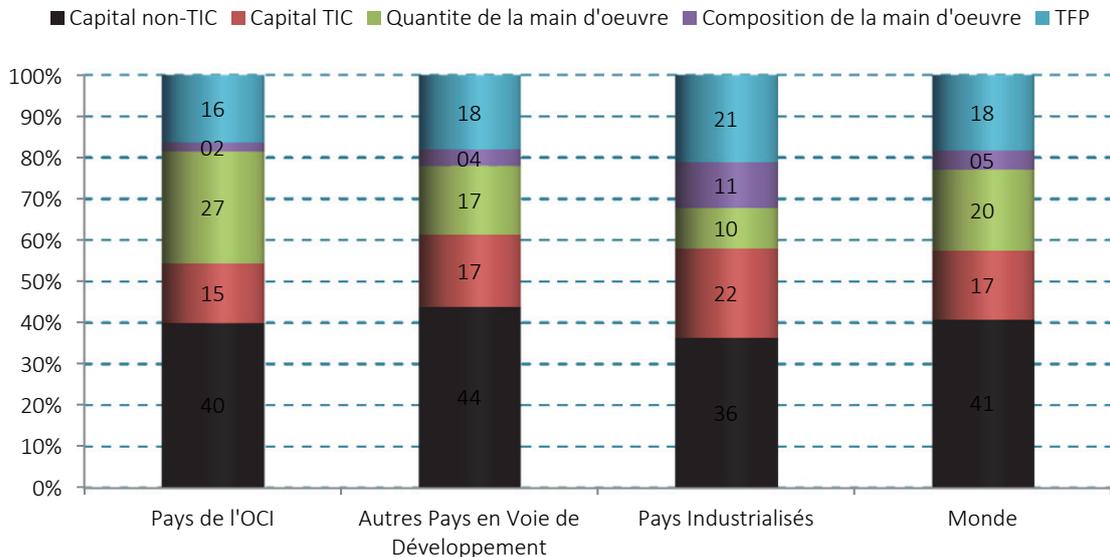
La basse productivité de travail demeure l'un des plus grands défis relevés par les pays membres de l'OCI. L'Encouragement de la promotion de la culture de formation permanente, le perfectionnement de compétence et par conséquent la productivité en concevant un cadre de politique viable sont tous les mesures nécessaires qui doivent être prises par les pays membres. Les politiques de la main-d'œuvre nationales devraient se concentrer sur la garantie de qualité de la formation et la certification des qualifications obtenues par des ouvriers, les incitations pour que les employeurs forment leur main d'œuvre particulièrement en visant sur les travailleurs avec de qualification bas, l'exécution et l'application des politiques de la main-d'œuvre et des normes et investissement internationaux dans la recherche et développement.

l'OCI est classée en bas de l'échelle du classement parmi les quatre groupes des pays dont la croissance du capital en TIC n'explique que 14,6% de la croissance économique.

La croissance de la quantité de travail est le deuxième facteur important qui explique la croissance économique dans le groupe de l'OCI avec un taux moyen de cotisation de 27%. Avec la plus forte croissance démographique parmi les quatre groupes, l'augmentation de la quantité de travail dans le groupe de l'OCI explique une grande partie de la croissance économique (27%) par rapport à la moyenne mondiale (19,5%). Dans d'autres pays en développement, la moyenne enregistrée est de 16,7%. En revanche, dans les pays avancés, la croissance de la quantité de travail n'explique que 9,8% de la croissance économique sur l'ensemble de la période. Cependant, dans les pays avancés, la croissance de la composition du travail (amélioration des compétences de la main-d'œuvre) est responsable de 11,2% de la croissance économique. Dans le groupe des pays en développement de l'OCI et d'autres, les moyennes ne sont que 2,2% et 3,9%, respectivement, pour la contribution de la composition de la main-d'œuvre. En d'autres termes, ces pays ont des problèmes liés à l'éducation scolaire ainsi que la formation professionnelle dont ils ont besoin de prêter une attention particulière à améliorer les compétences de leurs travailleurs respectifs.

Schéma 4.5

Comptabilité de Croissance : Sources de Croissance économique, 1990-2013



Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir de toute la base de données d'économie. Les données étaient disponibles pour 37 pays membres de l'OCI et 122 pays en Total.

Enfin, la croissance de la PTF contribue de 16,4% à la croissance économique dans le groupe de l'OCI, alors que la moyenne mondiale et la moyenne des autres pays en développement est de 18,2%. Dans les pays avancés, la croissance de la PTF représente la contribution la plus élevée (21,1%) à la croissance économique par rapport aux autres groupes. Cela n'est pas du tout surprenant que la contribution de ses deux facteurs soit la composition de la main-d'œuvre et le capital TIC soient les plus élevés dans les pays avancés.

4.2 La Compétitivité dans les Pays de l'OCI

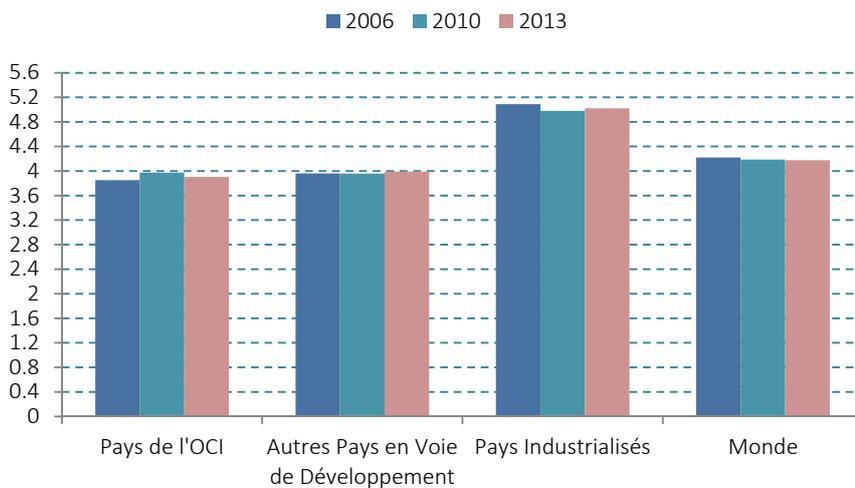
Comme indiqué dans la section 3, la productivité est un élément important de la compétitivité. Cependant, la compétitivité est associée à un ensemble plus large d'indicateurs qui vont de l'infrastructure aux barrières juridiques. Dans cette section, deux indicateurs de compétitivité reconnus internationalement sont analysés pour quatre groupes de pays.

L'indice global de compétitivité (IGC) a été développé par le Forum économique mondial. L'indice couvre 114 indicateurs de moins de 12 piliers à savoir "les institutions, les infrastructures, l'environnement macroéconomique, la santé et l'enseignement primaire, l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du travail, le développement du marché financier, l'aptitude technologique, la taille du marché, sophistication des activités commerciales et de l'innovation". Le GCI du Forum économique mondial décrit la compétitivité comme «l'ensemble des facteurs, les dispositifs politiques et les institutions qui déterminent le niveau de productivité d'un pays, en tenant compte de son niveau de développement". L'IGC prend des valeurs de 1 à 7, où 1 indique le plus mauvais score et 7 représente le meilleur.

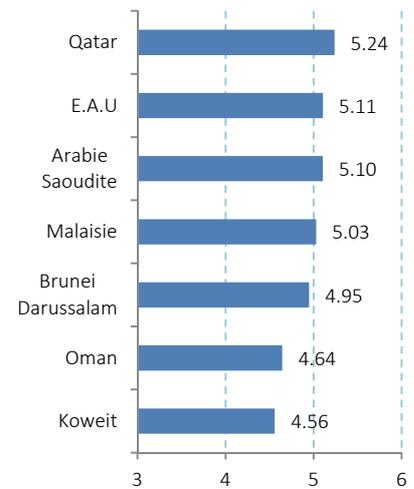
Le Schéma 4.6a présente les scores moyens d'IGC pour quatre groupes de pays entre 2006 et 2013. Les scores moyens d'IGC ont enregistré des petits changements dans tous les groupes de pays au cours de la période donnée. Malgré le plus petit score moyen d'IGC de 3,90 en 2013, le groupe de l'OCI a augmenté son score de 3,85 en 2006. Ce changement correspond à une augmentation de 1,31% de la moyenne de l'OCI entre 2006 et 2013. Dans d'autres pays en développement ont aussi amélioré leur IGC marqué de 0,84% entre 2006 et 2013 (de 3,95 à 3,99).

Schéma 4.6

(a) Global Competitiveness Index, 2006-2013



(b) Top Performer OIC Member Countries in 2013 in GCI

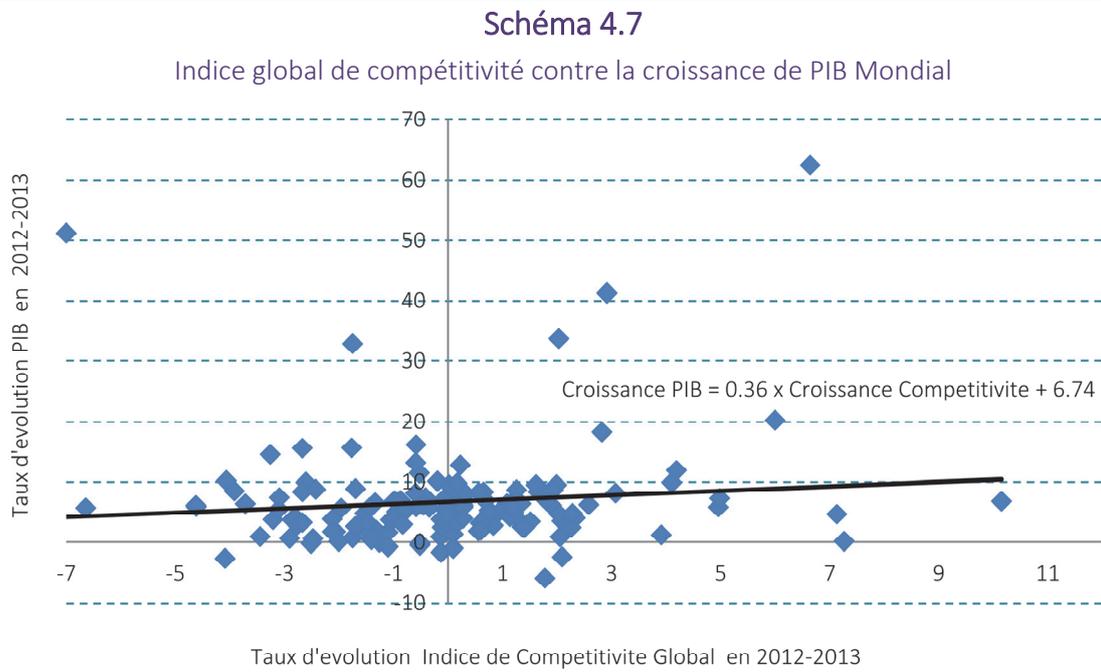


Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir de la base de données globale de compétitivité de forum économique mondial qui ont des données pour 42 pays membres de l'OCI et 147 pays en total.

Cependant, la moyenne du score d'IGC des pays avancés ainsi que le monde a diminué de 1,33% et 1,02%, ce qui implique une détérioration de leur compétitivité. Enfin, le Schéma 4.6b montre les pays membres de l'OCI les plus compétitifs en 2013 en fonction de leurs scores d'IGC. Le Qatar et les Émirats arabes unis classé le premier et le second avec des scores de 5,24 et 5,11, respectivement. Suivi par la Malaisie et le Brunei avec des scores de 5,03 et 4,95, respectivement.

L'association positive entre la compétitivité et la croissance du PIB est confirmée au niveau du schéma 4.7 en utilisant un ensemble de données pour 148 pays sur la période 2012-2013. Les données pour la croissance au niveau d'IGC ont régressé sur les données de croissance du PIB. L'analyse de régression a montré qu'une augmentation de 10 pour cent dans l'IGC conduit à une augmentation de 3 pour cent de la croissance du PIB. Par conséquent, les politiques visant à améliorer la compétitivité serait de nature à stimuler la croissance économique soit dans les pays avancés et en développement. La facilité de faire l'indice d'affaires (EDBI) est un autre indicateur qui peut être employé pour évaluer la compétitivité d'un pays internationalement. L'EDBI a été développé par la Banque Mondiale qui classe les économies de 1 à 183 (en 2012), avec la première place étant la meilleure. Un classement élevé (un classement numérique bas) signifie que l'environnement réglementaire est propice à l'exploitation des entreprises ainsi qu'aux activités commerciales.

La facilité à faire des affaires ou de réaliser des transactions commerciales est destiné à mesurer les règlements touchant directement les entreprises et ne mesure pas de manière directe des conditions plus générales telles que la proximité d'une nation soit du peuple de grands marchés, la qualité des infrastructures, l'inflation, ou la criminalité. Le classement d'un pays sur l'indice est basé sur la moyenne des 10 sous-indices:



Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir de la base de données globale de compétitivité de forum économique mondial.

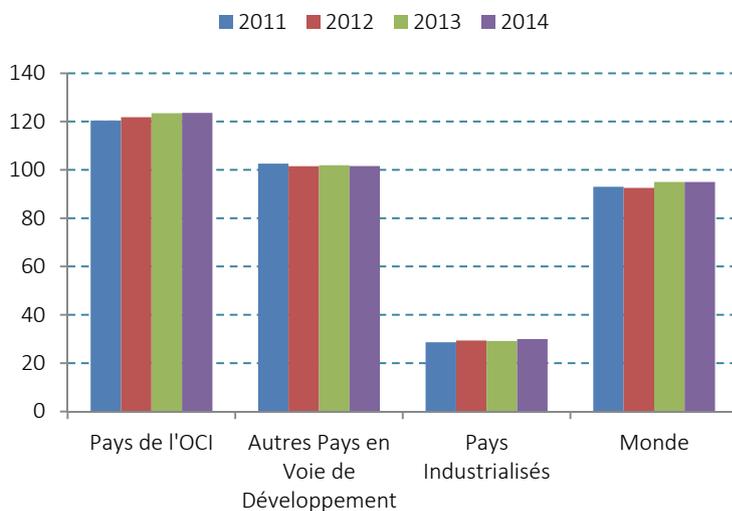
1. Le Démarrage d'une entreprise - Procédures, délai, coût et le capital minimum pour démarrer une nouvelle entreprise;
2. L'octroi de permis de construction - Procédures, délai et coût de construction d'un entrepôt;
3. L'obtention de l'électricité - procédures, le temps et le coût nécessaires pour une entreprise d'obtenir une connexion électrique permanente pour un entrepôt nouvellement construit
4. Transfert de propriété - Procédures, délai et coût pour enregistrer l'immobilier commercial;
5. L'obtention du crédit - Force de l'indice des droits légaux, la profondeur de l'information sur le crédit;
6. Protection des investisseurs - Indices sur l'étendue de la divulgation, l'étendue de la responsabilité des administrateurs et facilité des poursuites par les actionnaires;
7. Paiement des impôts - Nombre des impôts payés, Nombre d'heures consacré par an à la préparation des déclarations d'impôt et l'impôt total à payer en pourcentage de la marge brute;
8. Commerçant à travers les frontières - le nombre de documents, de coût et de temps nécessaires pour exporter et importer;
9. Exécution des contrats - Procédures, temps et coûts nécessaires pour exécuter un contrat d'emprunt; et

10. Solutionnant de l'insolvabilité - Le temps, le coût et le taux de récupération (%) sous procédure de faillite.

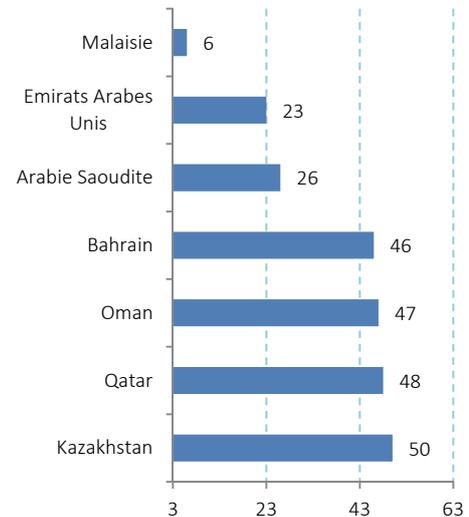
Le schéma 4.8a présente les scores moyens de l'EDBI pour quatre groupes de pays entre 2011 et 2014. Seuls de petits changements ont été observés dans les scores moyens des EDBI des groupes de pays. La moyenne des autres pays en voie de développement ainsi que la moyenne mondiale de l'EDBI ont connu une baisse entre 2011 et 2012 indiquant une amélioration de l'environnement entrepreneuriale et le monde des affaires à faire. Toutefois, la moyenne du groupe de l'OCI est passée de 120,4 en 2011 à 121,8 en 2012, en moyenne, faire des affaires dans les pays de l'OCI est devenu légèrement plus difficile. De la même façon, à la fois en 2013 et 2014, la moyenne du groupe de l'OCI a continué à augmenter, ce qui signifie que leur compétitivité s'est dégradée. Dans d'autres pays en développement, le score EDBI est passé de 102,5 en 2011 à 101,5 en 2012. La moyenne des notes des autres pays en développement est passée de 101,9 en 2013 à 101,6 en 2014. La moyenne mondiale a aussi diminué, passant de 93 en 2011 à 92,5 en 2012. En 2013 et 2014, la moyenne mondiale a été mesurée en 95. En 2014, parmi les pays membres de l'OCI, la Malaisie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont été classés comme étant les pays offrant l'environnement le plus favorable aux entreprises, suivies par Le Bahreïn, Le Sultanat l'Oman ainsi que le Qatar (Schéma 4.8b).

Schéma 4.8

(a) Facilité le fait de faire des affaires, 2011-2012



(b) Pays supérieurs d'interprète de l'OCI en 2012 dans l'indice de la facilité de faire d'affaires



Source: Calculs de personnel de SESRIC à partir de la facilité de la banque mondiale de faire la base de données d'affaires qui ont des données pour 57 pays membres de l'OCI et 214 pays en total. Note : l'indice de Facilité de faire d'affaires (1=facile à 183=tres difficile).

Comme le montrent les Schémas 4.6b et le Schéma 4.8b, Le Qatar, Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Malaisie, Le Sultanat d'Oman sont ainsi les cinq pays membres de l'OCI qui se sont classés dans le top sept des pays membres de l'OCI à la fois en termes de scores GCI et EDBI. Par conséquent, ces cinq pays représentent une forte compétitivité via leurs économies très indépendamment de la façon dont leur compétitivité est mesurée. Il en ressort que les différents indicateurs de compétitivité basés sur des méthodologies différentes ont donné un message

similaire. Par conséquent, les efforts des responsables politiques pour améliorer la compétitivité convergente vers des résultats positifs qui font que leur pays soit au final plus compétitif, ce qui leur permettra en définitive de prétendre à une meilleure position de la qualité au niveau de vie.

SECTION 5



RENFORCER LA PRODUCTIVITE ET LA COMPETITIVITE

La compétitivité est une réflexion de l'ensemble des circonstances, y compris les institutions, les politiques et les facteurs qui ont un impact sur le niveau de productivité. Alors que le niveau de productivité est essentiel pour déterminer le rendement des investissements, les rendements les plus élevés en ce qui concerne les investissements rapportent les taux de croissance les plus élevés. Par conséquent, les économies les plus compétitives avec des niveaux de productivité plus élevés devraient générer des revenus plus élevés pour leurs propres citoyens. Il est de notoriété publique que la productivité est le principal déterminant de la croissance économique d'un pays.

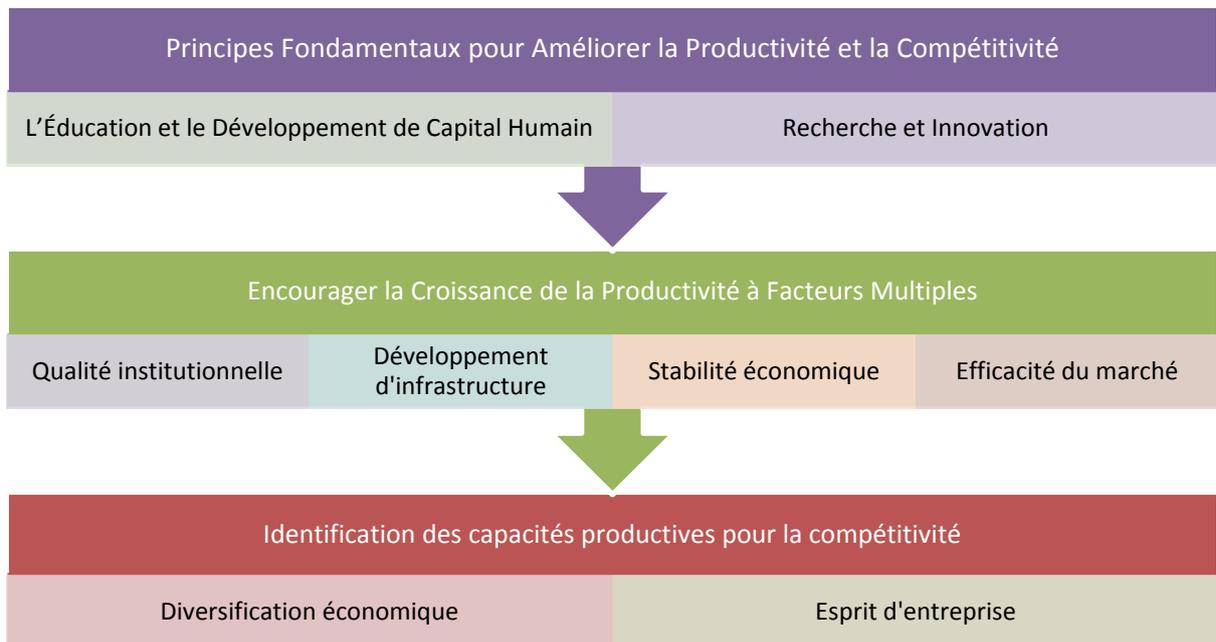
Les pays se développent et deviennent plus compétitifs lorsqu'ils passent de la structure du facteur économique à une structure économique axée sur l'innovation. Les Pays qui possèdent assez de ressources naturelles et de main-d'œuvre non qualifiée ne peuvent rivaliser que sur une base des prix. Comme ils deviennent plus efficaces en ce qui concerne les processus de production, la qualité des produits peut être améliorée et peut devenir plus sophistiquée avec les technologies intermédiaires et la main-d'œuvre relativement qualifiée. Cela augmente leur compétitivité au niveau de la qualité ainsi que du prix. Les Pays ayant des capacités d'innovation, d'autre part, peuvent rivaliser avec des produits nouveaux et originaux, mais cela nécessite des investissements constants au niveau de la recherche et de l'innovation afin de maintenir leur niveau de compétitivité comme il est.

Quels que soient réussis les niveaux des économies en développement, ces économies ont besoin de certaines stratégies qui peuvent les aider à maintenir le niveau de compétitivité existants, ainsi que bien améliorer leur position économique. À chaque étape, le développement du capital humain et l'investissement dans la recherche et le développement est essentiel pour améliorer les

capacités existantes. Cependant, ce ne sont pas les seuls facteurs déterminants au niveau de l'amélioration de la productivité. Afin d'atteindre une plus grande efficacité dans les processus de production, d'autres facteurs ayant un impact sur la productivité globale doivent être pris en compte. Dans ce contexte, si les facteurs qui sont très instrumentale en ce qui compte l'efficacité dans les affaires tels que les institutions, les infrastructures, l'environnement économique, le secteur financier et le marché du travail ne sont pas bien développés pour stimuler la croissance de la productivité, alors les investissements dans le capital humain et la recherche et l'innovation ne fourniraient pas le résultat souhaité.

Schéma 5.1

Facteurs critiques en stimulant la productivité et la compétitivité



L'étape critique qui vise à amplifier la productivité est donc la création d'un environnement qui favorise l'amélioration de productivité. Les conditions d'un tel environnement dépendent en grande partie des caractéristiques de pays. L'importance du marché, la population, le potentiel du marché et la connectivité avec les économies voisines, et les dotations de facteur et leurs caractéristiques sont certains des facteurs qui affectent les actions à prendre pour rendre l'environnement une source favorisant l'amélioration de productivité au niveau de pays. Les conditions pour le développement et la profondeur du secteur financier, par exemple, peuvent varier d'un pays à l'autre selon les besoins du secteur privé.

Même si l'environnement est prêt pour l'amélioration de la productivité, les pays ne peuvent pas se concentrer sur de vraies activités qui apporteront de vrais avantages concurrentiels ainsi que de productivité. Pour cette raison, les pays devraient tenir compte d'un procédé d'identification des capacités productives par l'esprit d'entreprise de soutien et la diversification économique. Les activités entrepreneuriales dynamiques dans un environnement favorisant la croissance de la productivité (avec les institutions de bonne qualité, l'infrastructure, la stabilité économique et les marchés efficaces) aideront des pays à trouver leurs vrais potentiels. Un processus économique de

diversification soutenu par des gouvernements et l'esprit d'entreprise dynamique va en fin aider les pays identifiera leurs capacités productives en ce qui concerne la compétitivité.

Cette ligne du raisonnement nous amène à une approche en trois étapes en discutant la question de stimuler la productivité et la compétitivité. Le schéma 5.1 montre tous les facteurs qui sont considérés dans ce rapport comme critiques. Chacun des facteurs énumérés dans le diagramme est certainement lié et bien-dépendant l'un de l'autre. Par conséquent, il n'implique pas une approche étape-par-étape en stimulant la productivité et la compétitivité. Les pays peuvent être bien engagés dans les activités qui favorisent, par exemple, le développement de capital humain, la qualité institutionnelle, ainsi que la diversification économique, mais le but de cet effort sera d'améliorer les conditions d'une meilleure main-d'œuvre instruite pour identifier et puis s'engager dans les nouvelles activités productives qui peuvent stimuler la productivité globale dans le pays. Pour cette raison, ce qui est fournie sur le schéma 5.1 nous guide simplement vers la signification relative des facteurs en cours de développement économique.

Dans ce contexte, cette section est organisée comme suit : la sous-section 5.1 traite les facteurs fondamentaux identifiés comme critiques pour améliorer la productivité et la compétitivité, qui sont l'éducation et le développement de capital humain, la recherche et l'innovation. La sous-section 5.2 aborde les facteurs qui sont nécessaires pour créer un environnement favorisant la croissance de la productivité à facteurs multiples. Ceux-ci incluent la qualité institutionnelle, le développement d'infrastructure, la stabilité économique et l'efficacité du marché. En conclusion, deux constituants principaux de procédé d'identification des capacités productives, à savoir la diversification et l'esprit d'entreprise économiques, sont discutés en sous-section 5.3.

5.1 Principes Fondamentaux pour Améliorer la Productivité et la Compétitivité

Deux questions critiques sont ce qui détermine le taux de croissance de l'économie à longue terme et comment peut-il être touché par des décisions politiques ? C'est une question importante en identifiant ce qui rend certains pays pauvres et d'autres riches. Techniquement, une fonction de production en série dépend du montant total de main d'œuvre et de capital et toute la productivité de ces facteurs. Comme accentué dans la section 3, en utilisant la fonction de production la plus utilisée généralement dans la littérature, la fonction de production de Cobb-Douglas, ceci peut dépendre que $Y_t = A_t K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}$, où Y_t est du rendement total, K_t est du capital, L_t est de main d'œuvre et A_t est de la productivité totale à l'année t . Une augmentation d' A_t améliore la productivité des autres facteurs et généralement appelée à mesure que la productivité totale de facteur, ou la productivité à facteurs multiples. Une augmentation d' A_t a comme conséquence un rendement plus élevé à mesure qu'elle augmente les possibilités d'autres facteurs de production pour produire une unité de rendement avec peu de quantités de main d'œuvre et de capital social.

La croissance de longue durée est déterminée par le niveau du progrès technologique, parce que la croissance ne peut pas être soutenue par des augmentations de capitale par ouvrier ou des augmentations dans le nombre d'ouvriers. Afin d'améliorer l'efficacité avec laquelle une économie emploie ses entrées, les capacités productives de facteurs de chaque production devraient être améliorées. Dans ce contexte, afin d'améliorer le niveau de la productivité de travail, la capacité de main-d'œuvre devrait être développée en mettant en vigueur leurs qualifications et connaissance.

Ceci peut être réalisé par le développement de capital humain et l'éducation de qualité. Une productivité de travail plus élevée peut être reflétée dans les taux, la stabilité de l'emploi, la satisfaction professionnelle ou l'employabilité à travers les travaux ou les industries. D'une part, la productivité du capital peut être améliorée par l'avancement technologique. Ceci exige de l'investissement dans les activités de recherche et de développement afin de favoriser l'innovation de nouvelles technologies et de processus et renforcer la productivité des sociétés'. La productivité des sociétés, ainsi que le rendement par ouvrier, peut être reflétée dans l'action de marché et la performance au niveau de l'exportation. Les avantages globaux d'un travail plus élevé et d'une productivité ferme peuvent être évidents dans la compétitivité et l'emploi en augmentations ou dans un décalage d'emploi des secteurs qui commencent d'un niveau de productivité plus bas jusqu'aux niveaux plus élevés.

Dans ce contexte, le développement de capital humain et l'innovation technologique sont considérés entant que facteurs essentiels qui conduisent à l'amélioration de la productivité et la compétitivité. En conséquence, cette sous-section étudie le rôle de l'éducation et de la recherche et l'innovation en augmentant les capacités productives et en améliorant la compétitivité.

5.1.1 L'Éducation et le Développement de Capital Humain

L'enseignement conventionnel est très instrumental pour améliorer la capacité productive d'une société. Une meilleure éducation améliore les processus de fabrication sous forme de plusieurs manières. Instruits, ou habiles, les ouvriers peuvent effectuer des tâches complexes et contribuer de ce fait à fabriquer plus technologiquement les produits sophistiqués. Surtout dans les pays en développement, les travailleurs qualifiés améliorent la capacité d'absorption du pays en acquérant et en mettant en application la connaissance et la technologie étrangères, qui est d'importance cruciale dans la diversification et le développement économiques réussis.

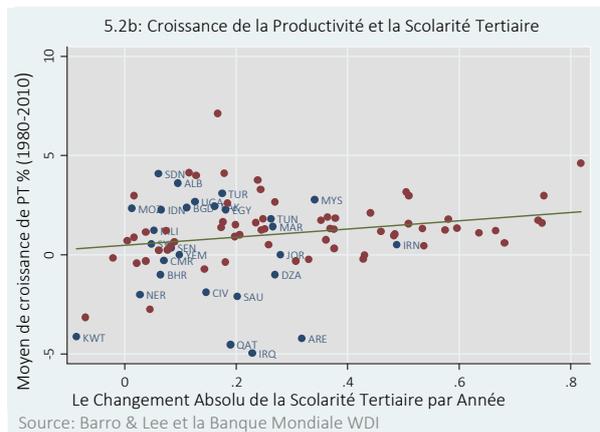
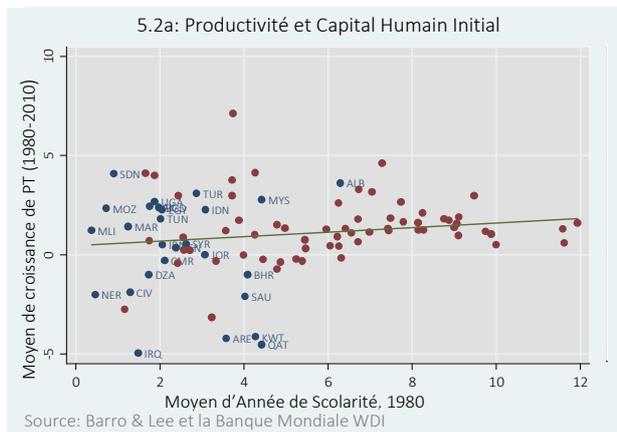
Une main d'œuvre qualifiée, autrement appelée le capital humain, est pour cette raison cruciale pour améliorer les capacités productives. Le capital humain est employé entant que référence à la connaissance et aux possibilités incorporées dans les personnes qui peuvent être utilisées à faire avancer les techniques de production et à contribuer au développement économique et social. Le terme « capital humain » est employé parce que les gens ne peuvent pas être séparés de leur connaissance ou de leurs qualifications d'une manière qu'ils peuvent être séparés de leurs valeurs matérielles et financières. Avec des actions d'équipements productifs, les actions de capital humain sont l'un des facteurs de la production en déterminant la prospérité économique et la progression, avec les actions du capital humain jouant un rôle important en déterminant la capacité d'absorber de nouvelles connaissances et technologies, et de ce fait augmentant la productivité du travail (Mankiw et autres, 1992). La croissance de la productivité est alternativement un facteur clé qui aide à favoriser la croissance économique à long terme.

Le rôle de l'éducation en ce qui concerne l'augmentation la productivité et l'efficacité de la main-d'œuvre en accroissant les actions cognitives des possibilités humaines économiquement productives est bien reconnu. Une enquête des résultats empiriques conduite par Sianesi et Van Reenen (2000) prouve qu'une augmentation globale de 1 % des taux d'inscription scolaire mène à une augmentation de croissance de PIB par habitant de entre 1% et 3 %. Une année additionnelle d'enseignement secondaire mène à plus qu'une augmentation de 1 % de croissance économique chaque année. Jorgenson et autres (2005) ont trouvé que l'augmentation de l'emploi des ouvriers

qui ont le niveau universitaire a contribué de manière significative à l'augmentation de la croissance de la productivité des USA depuis 1995. Le capital humain accumulé par travailler en formation sur-le-champ- (OTJT), particulièrement pour des ouvriers avec des qualifications basses, augmente la productivité au niveau d'entreprise. OTJT est également une source directe d'innovation pour les sociétés qui renforcent leur compétitivité à long terme (Blundell et autres, 1999). Konings et Vanormelingen (2011), en employant les données de 1997-2006 de la Belgique, ont conclu que la productivité augmente d'environ 1.4%-1.8% en réponse à une augmentation de 10 points de l'action des ouvriers qualifiés.

L'éparpillement d'une interprétation simple d'un niveau initial de capital humain et de la croissance de la productivité de travail consécutive, mesurée comme croissance de revenu moyen par ouvrier, au-dessus de 1980-2010, est montrée sur le schéma 5.2a. La corrélation entre ces deux variables est clairement positive, suggérant que les économies avec de plus grands stocks initiaux de capital humain tendent à montrer une croissance plus élevée au niveau de la productivité, tenant toutes autres constantes. Le Schéma 5.2b prouve qu'une augmentation à l'éducation tertiaire est également franchement corrélée avec la croissance de la productivité. En fait, il y a polémique substantielle en ce qui concerne le sujet de la littérature si le niveau des années d'éducation ou le changement des années d'éducation qui est bien responsable pour la croissance économique. Il est également suggéré dans la littérature que l'éducation soit importante en facilitant la recherche et le développement et la diffusion des technologies, avec des phases initiales d'éducation qui sont importantes pour l'imitation, et l'éducation supérieure est plus importante pour l'innovation (Vandenbussche, et autres, 2006).

Schéma 5.2
Productivité de travail et Scolarité



Pour le développement du capital humain, la chose nécessaire principale est non seulement d'améliorer l'accès et la participation à l'éducation, mais également améliorer la progression et la qualité dans l'éducation. Les pays de l'OCI ont accompli le progrès significatif en améliorant la participation à l'éducation au niveau de quatre décennies. Le Schéma 5.3 compare les taux de l'éducation en ce qui concerne les niveaux atteints durant les années 1970 et 2010, respectivement, dans les pays choisis de l'OCI. Il y a quatre décennies, une grande partie de la main-d'oeuvre n'a eu aucune éducation, en particulier dans les pays africains sous-sahariens. Dans certains pays, y compris Burkina Faso, Côte d' Ivoire, Mali, Niger et Sénégal, cette part était plus de 80% et atteinte aussi haut que 99%. Les pays asiatiques centraux ont eu l'image la plus favorable en

termes de scolarité, suivie des pays asiatiques du sud de l'est comme l'Indonésie et la Malaisie. Comparant le niveau des accomplissements dans la participation d'école secondaire parmi tous les pays de l'OCI, le Yémen a eu la partie la plus basse en 1970 avec seulement 0.04% et Tadjikistan a eu une partie plus élevée avec 36%.

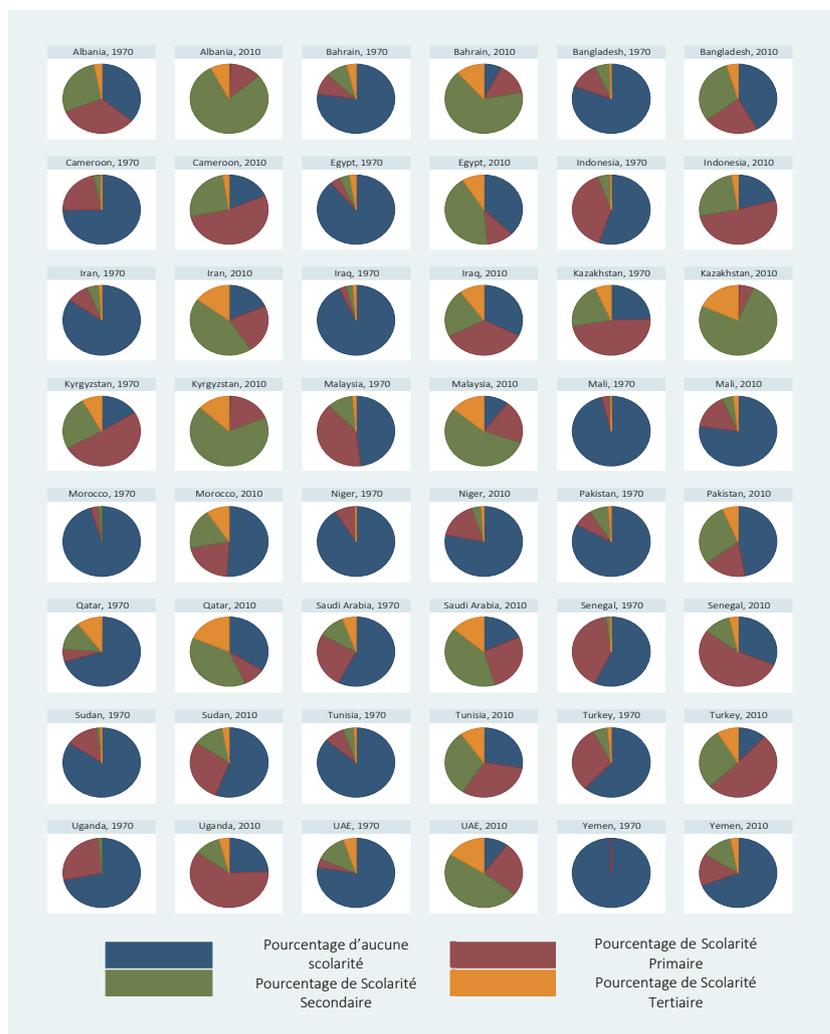
Cette image a sensiblement changé pendant les quatre dernières décennies. L'action de la population sans éducation s'est considérablement rétrécie dans plusieurs pays de l'OCI. La plupart des pays de l'Asiatique Central, du Golfe et de l'Asie du Sud-Est ont réalisé des taux d'activité élevés dans des niveaux d'instruction secondaires et tertiaire et la plupart des pays africains sous-sahariens ont accompli le bon progrès en augmentant la participation aux écoles primaires. Comparant encore le niveau des accomplissements dans la participation de l'école secondaire parmi les tous les pays de l'OCI en 2010, la Mozambique a eu la plus basse participation avec 3% et Tadjikistan a réalisé un niveau de participation de 83%. Ceci montre les grandes anomalies parmi les pays membres de l'OCI en ce qui concerne la participation scolaire et les accomplissements éducatifs.

On a observé que bien que plusieurs pays aient accompli un progrès impressionnant lors des dernières quatre décennies, les disparités demeurent entre les pays. D'ailleurs, n'importe quels gains achevés par accès à l'éducation, ils devraient être soutenu avec une amélioration parallèle de

qualité. Seulement avec l'éducation de bonne qualité, les capacités productives des personnes peuvent être améliorées. Mesurer et comparer de la qualité de l'éducation à travers le monde n'est pas une tâche facile. Un programme poursuivi par l'OCDE, connue sous le nom de programme pour l'évaluation internationale des étudiants (PEIS), est l'une des études principales entreprises

Schéma 5.3

Indices de Scolarité dans les Pays de l'OCI, 1970 vs. 2010



Source: Barro et Lee (2013).

pour mesurer la qualité de l'éducation. Cependant le nombre de pays de l'OCI inclus dans le programme est limité, il fournit une occasion de comparer la qualité de l'éducation¹ dans le développement de capital humain dans les pays de l'OIC ainsi qu'à d'autres pays.

Le tableau 5.1 montre une performance moyenne des étudiants en ce qui concerne les sujets de mathématiques, la lecture et la science pour chacun des 9 pays de l'OCI participant à l'étude 2012 de PISE de l'OCDE, comparés avec ceux des autres pays. Les résultats moyens parmi des pays de l'OCDE sont approximativement 500 et la déviation standard est 100 points. Environ deux-tiers d'étudiants des pays de l'OCDE marquent entre 400 et 600 points. Parmi les pays membres de l'OCI, la Turquie, les Emirats Arabes Unis, le Kazakhstan et la Malaisie ont une performance moyenne plus de 400. L'Albanie, la Tunisie, la Jordanie, le Qatar et l'Indonésie ont les résultats moyens en-dessous de 400 points. La Turquie fournit une meilleure qualité d'éducation dans les

Tableau 5.1

Comparer des Performances dans l'éducation pour les pays choisis

	Mathématiques		Lecture		Science	
	Mean score	Annualised change	Mean score	Annualised change	Mean score	Annualised change
OECD average	494	-0.3	496	0.3	501	0.5
Singapore	573	3.8	542	5.4	551	3.3
Korea	554	1.1	536	0.9	538	2.6
Japan	536	0.4	538	1.5	547	2.6
Switzerland	531	0.6	509	1	515	0.6
Germany	514	1.4	508	1.8	524	1.4
United Kingdom	494	-0.3	499	0.7	514	-0.1
United States	481	0.3	498	-0.3	497	1.4
Sweden	478	-3.3	483	-2.8	485	-3.1
Greece	453	1.1	477	0.5	467	-1.1
Turkey	448	3.2	475	4.1	463	6.4
Romania	445	4.9	438	1.1	439	3.4
Bulgaria	439	4.2	436	0.4	446	2
United Arab Emirates	434	NA	442	NA	448	NA
Kazakhstan	432	9	393	0.8	425	8.1
Thailand	427	1	441	1.1	444	3.9
Chile	423	1.9	441	3.1	445	1.1
Malaysia	421	8.1	398	-7.8	420	-1.4
Mexico	413	3.1	424	1.1	415	0.9
Albania	394	5.6	394	4.1	397	2.2
Brazil	391	4.1	410	1.2	405	2.3
Argentina	388	1.2	396	-1.6	406	2.4
Tunisia	388	3.1	404	3.8	398	2.2
Jordan	386	0.2	399	-0.3	409	-2.1
Qatar	376	9.2	388	12	384	5.4
Indonesia	375	0.7	396	2.3	382	-1.9
Peru	368	1	384	5.2	373	1.3

Source: OCDE. Les pays et les économies sont classés dans l'ordre décroissant des scores moyens de mathématiques à PISE 2012. Des changements annualisés sont comparés aux notes du test de 2009.

¹ PISE est internationalement une évaluation qui a été conjointement développée par des économies participantes et administrée à 15 ans dans des écoles pour examiner l'instruction de lecture, les mathématiques et les sciences en termes de compétences générales. Voir le <http://www.oecd.org/pisa/home/> pour plus d'informations sur le programme.

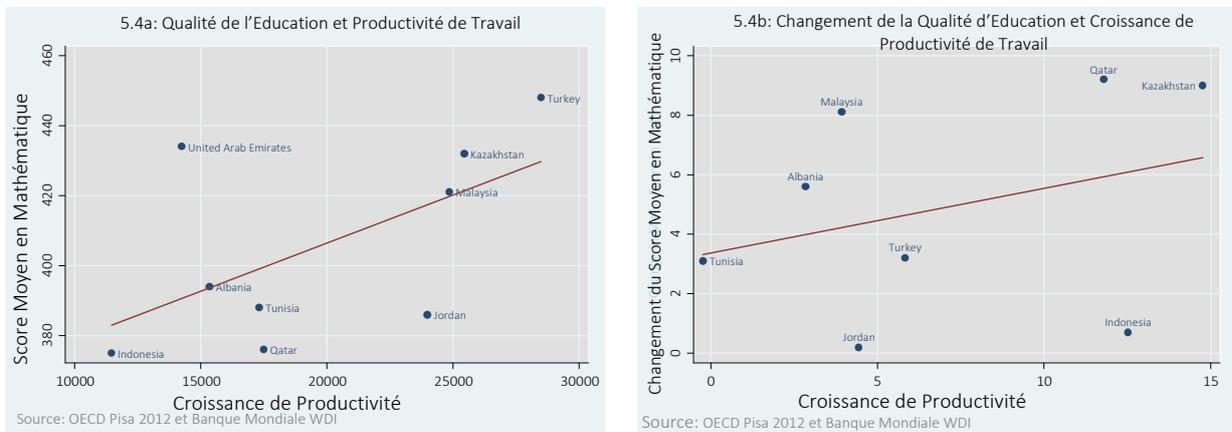
pays de l'OCI mais elle est toujours au-dessous de la moyenne de l'OCDE. Cependant, les changements annualisés des résultats moyens dans les pays de l'OCI sont parmi le plus élevés. En particulier, Kazakhstan, la Malaisie et le Qatar ont amélioré la qualité de l'éducation aux niveaux atteignant jusqu'à 12% par an depuis la dernière enquête en 2009.

Il est, cependant, inquiétant que parmi les 65 pays ou économies examinés dans l'étude, 5 des 10 plus mauvais interprètes sur l'échelle de lecture globale sont les pays membres de l'OCI. La Turquie ayant une meilleure performance parmi les pays membre de l'OCI occupe seulement la quarante-quatrième position. Plusieurs études illustrent le sérieux du défi d'étude. Plus de 30 pourcent des jeunes maliens de 15-19 ans qui ont accompli six ans d'étude ne pourraient pas lire une phrase simple. Au Pakistan, les essais des enfants de 3ème niveau ont constaté que seulement la moitié pourrait répondre à des questions de multiplication très fondamentales (Banque Mondiale, 2011).

Comme noté plus tôt, on a remarqué qu'il y a un rapport positif entre la qualité de l'éducation et la productivité. Le schéma 5.4a compare la performance en mathématiques au cours de l'année 2012 à la productivité professionnelle moyenne en 2012 pour les pays membres participants de l'OCI et le schéma 5.4b compare le changement annualisé des résultats moyens dans les mathématiques et le changement de la croissance de la productivité entre 2009 et 2012. Évidemment, il y a un rapport positif entre la qualité de l'éducation et la productivité professionnelle dans les pays de l'OCI. Pour une productivité plus élevée et une meilleure performance économique, il est tellement critique pour améliorer la qualité de l'éducation.

Schéma 5.4

Qualité d'éducation et de croissance de la productivité



5.1.2 Recherche et Innovation

La capacité de créer, répandre et mettre en application la connaissance et la technologie sont des facteurs critiques pour que les sociétés et les pays puissent prospérer dans un environnement économique global beaucoup plus concurrentiel. La compétitivité peut être réalisée sous forme de deux manières, soit développer de nouveaux produits (compétitivité technologique) ou améliorer l'efficacité et réduire les prix de la main-d'œuvre (compétitivité des prix). La compétitivité technologique exige l'investissement substantiel au niveau de recherche et d'innovation. Les comportements des entreprises sont sensiblement affectés par la nature de la concurrence et un

environnement favorable de concurrence force les entreprises à devenir innovatrices et à réaliser des gains de productivité.

Cependant, l'innovation exige un investissement significatif et une perspective à long terme. Par conséquent, les ressources disponibles pour la recherche et l'innovation doivent être allouées selon les stratégies et les priorités de développement national. Les économies des connaissances quotidiennes se fondent fortement sur les activités de recherche et de développement et les technologies innovatrices qui aident à soutenir leur statut concurrentiel vis-à-vis d'autres pays. D'une part, les avantages prévus de l'investissement dans les activités innovatrices dans les pays de revenu bas peuvent être décevoir dû aux états de cadre insuffisants. Établissant les systèmes sains et soutenables des TCI des universités de classe mondiale et finançant la recherche des études supérieures sont des efforts chers. Par conséquent, il est critique d'allouer des ressources disponibles en conformité avec les besoins et les stratégies développementaux.

Généralement, l'innovation correspond à la création des produits nouveaux ou considérablement améliorés, des processus, organisations qui ajoute de la valeur à la société, aux marchés et aux gouvernements. Plusieurs techniques et processus sont cumulatifs et interdépendants. Le système éducatif, l'infrastructure de recherches, le fonctionnement des marchés financiers et la disponibilité de l'information et les technologies des communications sont certains des facteurs externes qui influencent les capacités innovatrices des sociétés. L'investissement doit être assez équilibré à travers les domaines d'une éducation supérieure, d'une innovation et des TCI,

Figure 5.5

Les Industries par leurs sources d'innovation



autrement la croissance peut sérieusement hésiter.

Le progrès technologique peut se produire du fait d'adopter la connaissance qui est globalement disponible («rattrapant») ou bien développer de nouvelles connaissances. Les deux sont appropriés aux pays de l'OCI, selon l'état de développement de chaque industrie dans chaque pays. Les industries dans lesquelles l'innovation a lieu dépendent du niveau du développement dans chaque pays. Comme accentué à Tiffin (2014), les activités d'innovation dans chaque industrie s'articulent sur la nature de l'industrie. Certaines industries sont dominées par de grandes sociétés innovatrices tandis que d'autres peuvent être dominées par de plus petites entreprises ayant la capacité de fournir les produits spécialisés. Dans d'autres industries, les possibilités d'innover sont basées sur seulement la capacité d'exploiter des économies d'échelle. Le schéma 5.5 montre la classification des industries basées sur leur source d'innovation.

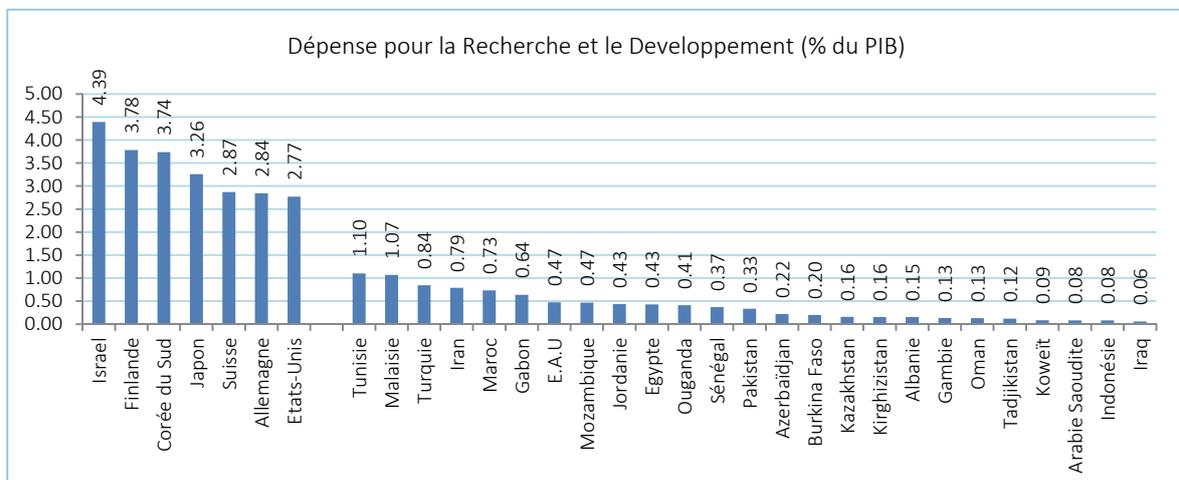
Dans des économies avancées, le poids d'industries intensives basées sur les ressources d'échelle - est beaucoup plus petit comparé aux industries intensives basées sur la technologie d'échelle aussi bien que des industries à base scientifique et une grande proportion d'innovation proviennent des fournisseurs spécialisés. Dans la plupart des pays de l'OCI, les industries traditionnelles et ressources basées sont dominantes. Les industries de fournisseurs spécialisées sont souvent considérées en tant qu'une des sources principales de compétitivité. Les sociétés dans ce secteur tendent d'être petites et moyennes par rapport à la taille, avec une capacité marquée pour l'innovation en accroissement et d'une gamme diversifiée de haute qualité, des produits de haut-marge avec peu de produits de substitution (Tiffin, 2014). Par conséquent, les pays de l'OCI peuvent concentrer plus sur des industries de subvention où il y a d'espace pour l'innovation et la compétitivité.

Dépenses de Recherche et de Développement (R&D)

La recherche et l'innovation sont des activités qui ont été depuis longtemps associées fortement à l'activité économique et au bien-être. Ces activités expliquent typiquement entre 1% et 4% du produit intérieur brut d'un pays (PIB) dans les pays avancés et en-dessous de 1% dans les pays en développement. Par conséquent, dans les pays en développement plusieurs activités scientifiques

Schéma 5.6

Dépense pour la recherche et le développement (% de PIB), 2011 ou plus en retard après 2008



Source: World Bank WDI.

courantes sont sous-financées. De telles activités sont souvent conduites par différents efforts et intérêts et sont utilisées pour avancer la carrière académique. On peut également observer des engagements par les ministres relatives afin de s'efforcer d'investir au moins 1% du PIB sur la recherche et développement (R et D), mais la réalisation est normalement beaucoup inférieure que cela.

Les dépenses de Recherche et Développement dans les pays de l'OCI augmentent d'année en année mais ceux-ci sont encore insuffisantes. Selon SESRIC (2012), plus de 76% des dépenses globales de recherche et développement est dépensé par les pays avancés, dont 31.7% par les Etats-Unis, 23.2% par l'UE, et 10.9% par le Japon. Les pays de l'OIC représentent seulement 2.1% des dépenses domestiques brutes totales mondiales pour la recherche et développement (GERD), ou 8.8% de GERD total des pays en développement. Selon les dernières données disponibles, l'Israël (4.39%), la Finlande (3.78%) et la Corée (3.74%) sont les pays en tête de la liste en termes d'allouer les ressources pour la recherche et le développement. Les pays en tête de la liste dans l'OCI sont la Tunisie (1.1%), la Malaisie (1.07%) et la Turquie (0.84%).

Tableau 5.2

Demandes de brevet et concessions, pays principaux (2008-2012)

Pays	Applications	Dons
Turkey	21837	4168
Malaysia	8997	2698
Kazakhstan	6444	5740
Saudi Arabia	4014	977
Egypt	3280	443
Azerbaijan	2171	1136
Indonesia	1758	74
Uzbekistan	1466	620
Côte d'Ivoire	1161	10
Morocco	932	427
UAE	709	171
Kyrgyzstan	634	484
OIC Total	58646	18017

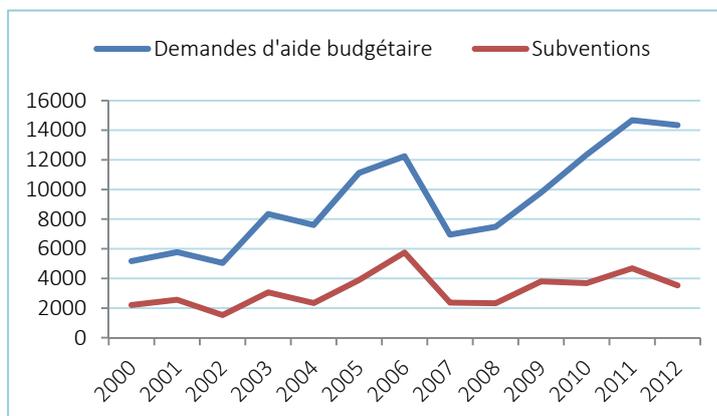
Source: Base de données de statistiques d'OMPI.

Demandes de brevet

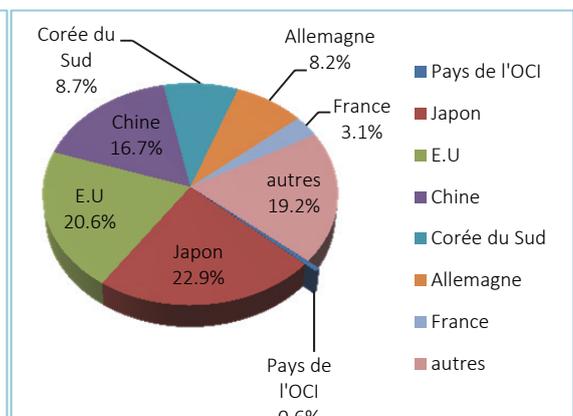
Tandis que la dépense faite pour la recherche et développement reflète l'importance donnée à la recherche et à l'innovation, le nombre de demandes de brevet montre combien réussis sont les investissements dans ces secteurs. Selon les statistiques de l'Organisation de la Propriété Intellectuelle Mondiale (WIPO), il est rapporté que tout le nombre de demandes de brevet partout

Schéma 5.7

Demandes et concessions de brevet totales dans des pays de l'OCI (2000-2012)



Demandes de brevet totales dans le monde lors de 2008-2012

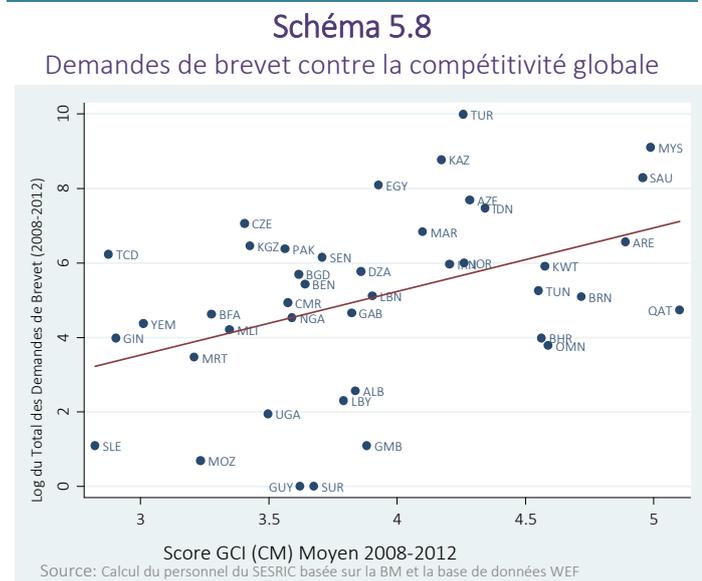


Source: OMPI.

dans le monde entre 2008 et 2012 dépasse 10 millions.² Les Etats-Unis, le Japon, la Chine, et la République Coréenne ont représenté presque 70% de toutes les demandes de brevet mondiaux (Schéma 5.7).

Dans les pays de l'OCI, la demande de brevet (par résidents et ceux qui sont à l'étranger) était la plus élevée en Turquie (21.837), en Malaisie (8.997) et Kazakhstan (6.444). Ces trois pays représentent plus de 60% de toutes les demandes de brevet faites dans les pays de l'OCI (tableau 5.2). Les demandes de brevet totales dans les pays de l'OCI ont atteint presque 60.000 ; cependant, elles comptent seulement pour 0.6% d'applications totales classées au niveau mondial. Quand-t-on vient au nombre de concessions, Kazakhstan se tient comme le plus réussi pays de l'OCI avec 5.740 concessions au cours de la période entre 2008 et 2012. Le total des concessions dans les pays de l'OCI a à peine dépassé 18.000 et représentant seulement 0.4% de la totale subvention dans le monde entier.

Le schéma 5.8 dépeint le rapport entre les demandes de brevet totales au cours de la période entre 2008 et 2012 et les résultats moyens globaux de compétitivité au cours de la même période pour les pays de l'OCI. Les pays avec un nombre élevé de demandes de brevet ont atteint de meilleures positions au niveau des classements globaux de compétitivité. Ceci montre clairement que l'importance de l'investissement dans la recherche et l'innovation pour atteindre une meilleure compétitivité à un niveau mondial est possible. Par



conséquent, tout en se concentrant sur le fait d' renforcer les dépenses et améliorer l'environnement pour la recherche et développement, on doit s'assurer que les résultats innovateurs satisfaisants sont obtenus à partir de ces activités.

Le Support de la Recherche et l'innovation

Les idées ont besoin d'un environnement d'innovation-amical pour renforcer et produire des avantages à toutes les sociétés avec de nouveaux produits et/ou services. Si les entreprises dans les pays de l'OCI doivent être concurrentielles au niveau de l'économie globale, les politiques dans les pays de l'OCI devraient se concentrer sur le fait de créer un environnement qui favorise l'innovation. Les facteurs de force et les conditions de cadre au niveau d'assistance de la recherche et l'innovation sont présentés sur le schéma 5.9. D'une manière primordiale, pour que des idées innovatrices créent la croissance et les emplois par de meilleurs produits et des services, l'accès aux finances pour la recherche et l'innovation devraient être amélioré, les règlements et les procédures devraient être en conformité avec des normes internationales, et le système

² The total of the period between 2008 and 2012 are considered in order to avoid any time specific fluctuations in the number of applications.

d'éducation devrait soutenir des possibilités créatrices. La politique et l'environnement économique, la protection des droits de propriété intellectuels et l'habilitation des personnes sont également des facteurs critiques dans la recherche et l'innovation.

La Politique de l'Environnement: Quoique l'innovation soit menée en grande partie par les sociétés, l'ordre public peut avoir l'impact significatif sur l'environnement dans lequel les sociétés opèrent en le rendant plus favorisant à l'innovation. Il est nécessaire d'assurer une meilleure coordination dans l'élaboration de la politique, d'établir les mécanismes forts pour le financement de l'innovation et de créer la concordance et la synergie parmi les interventions de l'ordre public. Ceci est exigé en particulier quand l'innovation dépend de la coordination multisectorielle. Le renforcement de l'innovation ne se fonde pas nécessairement sur la contribution financière des autorités de l'État ou aucun autre genre d'investissement public. En prenant certaines réformes cruciales de politique structurelle, les décisionnaires peuvent placer les conditions de cadre qui encouragent l'innovation plus effectivement. Ceci peut inclure le fait d'améliorer l'environnement de normalisation pour pouvoir atteindre une innovation qui a des programmes d'esprit d'entreprise d'assistance, de meilleurs règlements administratifs et des réformes fiscales.

Environnement économique: Il doit y avoir assez de demande des produits innovateurs et des services qui répondent aux besoins nationaux et globaux. Un marché fiable créera également la demande des sociétés, et même des consommateurs, pour tels produits et services dus aux pressions de la concurrence. Avec des politiques économiques claires et une stabilité macro-économique globale, les sociétés sont au point d'entrer dans des activités de recherches et d'innovation. Les marchés qui sont libres pour la concurrence, assurant les mécanismes marché-déterminés d'évaluation et concevant les normes et les règlements qui induisent l'innovation sont parmi les approches que les gouvernements peuvent adopter pour renforcer l'environnement économique pour l'innovation.

Règlements et procédures: Les normes, la conception, l'accréditation et la métrologie sont toutes profondément incorporées dans la pratique des modes et des modèles de l'innovation. Sinon correctement formulé, les règlements sur ces pratiques peuvent bloquer le savoir-faire des affaires contre l'innovation. Les règlements créés pour protéger seulement les droits de l'ouvrier, de la propriété publique ou de l'environnement peuvent avoir le stimulus négatif sur les activités innovatrices. Un bon équilibre entre les intérêts divers devrait être assuré pour favoriser la recherche et l'innovation. Les règlements devraient être conçus pour contrôler les droits de propriété intellectuels et pour encourager le transfert du savoir-faire. Des mesures spécifiques devraient également être formulées pour réduire les écarts de qualifications et pour améliorer la capacité d'absorption dans le secteur productif afin de créer la demande du transfert de la connaissance et de la technologie, et comment pouvoir partager les avantages monétaires venant de tels transferts.

Accéder aux finances: L'innovation est en soi risquée et peut exiger une perspective à long terme. Par conséquent, l'accès aux finances est critique pour ce genre d'investissements risqués. Le secteur financier doit pouvoir fournir assez de fonds pour la prise de risques saine, l'esprit d'entreprise et l'investissement à long terme. Le fonctionnement des capitaux à risques et l'investissement de l'ange ainsi que la titralisation des capitaux relatifs à l'innovation peut bien fournir des sources aux démarrages innovateurs. Quand les fonds public héritent le jeu comme source de finances alternatives, ils devraient être distribués en se basant sur une approche libre et

bien-formulée. Le risque partageant des instruments peut également être utilisé pour soutenir l'innovation des PME avec des activités significatives de recherches et d'innovation.

Système d'éducation: L'augmentation du capital humain peut augmenter la capacité innovatrice de l'économie et elle peut faciliter la diffusion et la transmission de la connaissance requises pour comprendre et traiter la nouvelle information et pour mettre en application de nouvelles technologies (Benhabib et Spiegel, 2005). L'éducation large et appropriée et développement des qualifications complètes encouragent les gens pour des entreprises innovatrices. Des politiques devraient être dirigées pour améliorer la pertinence et la qualité du programme d'études, méthodes d'enseignement aussi bien que la qualité d'enseignant en vue de répondre aux exigences de la société pour une économie plus productive et plus concurrentielle.

Protection des droits de propriété intellectuels: La protection des droits des innovateurs après probablement un processus très coûteux et opportun est de plus grande importance. Sans protection et application appropriée des droits de propriété intellectuelle (IPRs), une incitation importante pour l'innovation sera perdue, parce qu'il ne sera pas possible que les sociétés récupèrent leurs charges de placement. Il est également important de garder un équilibre entre les incitations pour l'innovation et l'avantage public de la diffusion de nouvelles connaissances, surtout en développant des systèmes de brevet.

Autorisation des personnes: Afin d'autoriser les personnes pour qu'ils s'engagent dans l'innovation, la formation les politiques devraient être adaptées aux besoins de la société. Une plus grande attention devrait être donnée à soutenir l'activité et la création et la croissance entrepreneuriales de nouvelles sociétés, parce que l'esprit d'entreprise est critique pour traduire des idées innovatrices dans les travaux et la prospérité. Les nouvelles sociétés sont généralement plus proactives en exploitant des occasions technologiques et commerciales comparées aux sociétés plus établies.

5.2 Encourager la Croissance de la Productivité à Facteurs Multiples

L'analyse dans la sous-section précédente a indiqué un certain nombre de facteurs qui sont fondamentaux pour améliorer la productivité et par conséquent le degré de compétitivité dans les pays de l'OCI. Une meilleure compétitivité peut être réalisée en augmentant la productivité des facteurs de la production en soutenant le développement de capital humain aussi bien que la recherche et l'innovation. Tandis que ces facteurs sont considérés les bases pour n'importe quel effort vers atteindre une productivité et une croissance plus élevées, il y a d'autres facteurs qui peuvent mieux améliorer l'efficacité et les résultats de tout investissement réalisé pour soutenir la productivité.

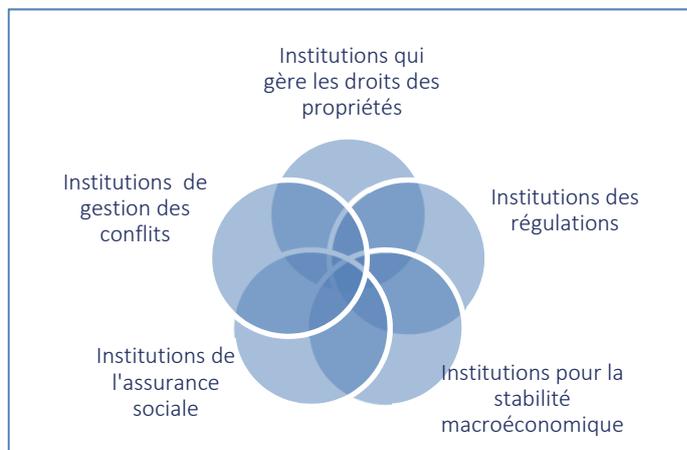
En cette sous-section, un certain nombre de tels facteurs pour encourager la productivité et la compétitivité sont examinés. Ceux-ci incluent la qualité institutionnelle, le développement d'infrastructure, la stabilité économique et l'efficacité du marché. Tous ces facteurs sont considérés des dimensions importantes qui visent à réaliser une croissance de la productivité à facteurs multiples plus élevée.

5.2.1 Qualité institutionnelle

Ces dernières années, un grand nombre d'études économiques ont accentué le rôle important des institutions dans le développement économique. En particulier, les analyses empiriques transnationales constatent que les différences de revenu à travers des pays sont étroitement liées aux variations de la qualité institutionnelle (Hall et Jones, 1999 ; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001). Également en conformité avec de nouvelles sciences économiques institutionnelles, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002) affirment que les institutions, comparées à la géographie et au développement dans le monde. Cependant, avant d'analyser les canaux par lesquels les institutions peuvent affecter la performance économique, il devrait être utile de commencer par une définition des institutions.

Malgré le fait qu'il n'y a aucun consensus sur la définition exacte des institutions, le titulaire du prix Nobel l'économiste Douglas North dont son conception des institutions est fréquemment employé dans la littérature de sciences économiques. Selon North (1990), les institutions sont « les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, sont les contraintes humainement conçues qui forment l'interaction humaine. » Dans cette définition, les contraintes couvrent (des normes du comportement, des conventions, des codes de conduite) des restrictions formelles (des règles et des lois, des constitutions, des règlements) et sans cérémonie. À un niveau plus spécifique, les institutions peuvent être définies en termes de protection et cadres de normalisation des droits de propriété par lesquels les autorités défendent leur population contre des chocs économiques et assurent la protection sociale.

À la lumière de la définition ci-dessus, cette sous-section vise à accentuer le rapport entre les



institutions et la performance économique, spécifiquement de la productivité et la compétitivité. Plus avec précision, les institutions favorisent la productivité et la compétitivité en réduisant les coûts de transaction qui couvrent des coûts de recherche et d'information, des coûts de négociation, le maintien de l'ordre et des coûts d'application (Coase, 1992). Les institutions diminuent des coûts de transaction en installant les cadres juridiques

communs (contrats, normes commerciales et règles) et par confiance d'une manière encourageante avec l'établissement des politiques et des systèmes de justice. Dans ce contexte, le besoin d'institutions changera au-dessus du temps et de l'espace par l'histoire du pays, la géographie, l'étape du développement et sa volonté politique. Par exemple, les petites communautés rurales dans les pays moins développés comptent sur des liens d'intimité, ethniques et religieuses pour l'échange économique. Dans ces communautés où les coûts de transaction sont bas, l'adhérence aux normes du comportement peut être assez pour garantir la conformité aux accords sur le commerce. Cependant, les grandes et modernes sociétés ont besoin de plus d'information au sujet des partenaires commerciaux, et pour les institutions qui assurent des

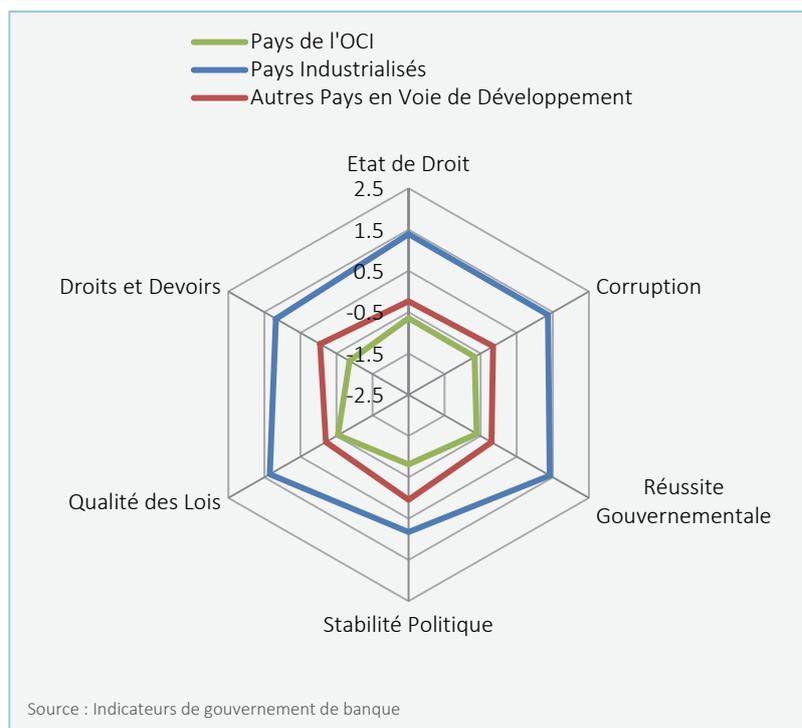
accords sous forme de contrats et la conformité aux conditions convenues. En d'autres termes, l'échange économique n'aura pas lieu jusqu'à ce que les individus sachent que les décisions qu'ils prennent et les contrats ils font seront protégés par la loi. Etant donné ces défis, comme les relations économiques se développent et deviennent impersonnel, les coûts de transaction peuvent être très élevés sans institutions qui réduisent l'incertitude et le comportement opportuniste (Bardhan et Udry, 1999).

Sans compter que les coûts de transaction, Rodrik (2008) affirme que les marchés ne sont pas individu- créant, autorégulateur, auto stable et individu-légitimant. En raison de ces problèmes, les marchés ont besoin d'institutions. En d'autres termes, sans institutions, les incitations et les signaux des prix qui sont essentiels au fonctionnement d'une économie de marché compétitif ne peuvent pas opérer d'une façon appropriée. Dans la littérature, les économistes conviennent sur au moins cinq types d'institutions qu'ils considèrent essentiels pour le développement économique (Rodrik, 2008 ; Rodrik et Subramanian, 2008). Ce sont les institutions qui régissent les droits de propriété ; institutions de normalisation ; institutions pour la stabilité macro-économique ; institutions de sécurité sociale et institutions de gestion de conflit.

À côté du développement économique, il est essentiel d'avoir une mesure plus précise de la qualité institutionnelle. Un indicateur utilisé dans plusieurs études économiques est l'indice global de gouvernement développé par Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999a). Kaufmann et autres (1999a) définissent d'abord le gouvernement en tant que « les traditions et institutions par lesquels l'autorité dans un pays est exercée. » Cette définition est alors employée pour mesurer six larges catégories de gouvernement rassemblées de plusieurs indicateurs. Ceux-ci sont: 1) voix et responsabilité: capacité des citoyens de choisir leurs chefs,

d'apprécier des droits civils et politiques et d'avoir une presse indépendante; 2) instabilité et absence politiques de violence: probabilité qu'un état ne sera pas renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents; 3) efficacité de gouvernement : qualité de la prestation de service et de la compétence publiques et indépendance de la fonction publique; 4) qualité de normalisation: absence relative de règlement d'état sur les marchés de marchandises, le système bancaire et le commerce extérieur; 5) règle du droit: protection des personnes et propriété contre la violence et le vol, indépendance et efficacité de l'ordre judiciaire et de

Schéma 5.10
Qualité et gouvernement institutionnels (2012)



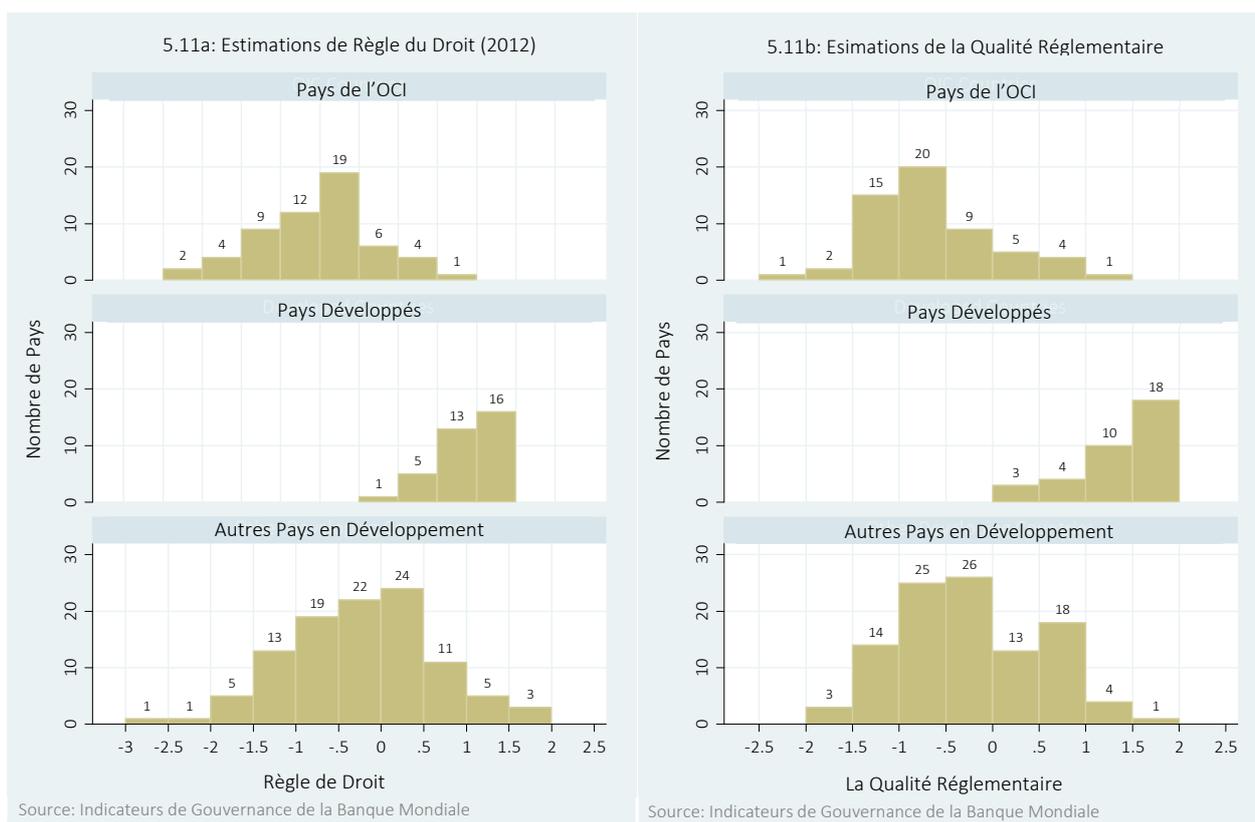
l'application de contrat; et 6) contrôle de la corruption: la puissance publique n'est pas maltraitée pour le gain ou la corruption privé. Kaufmann et autres (1999b) montrent que les pays ayant des valeurs plus élevées sur ces six mesures tendent à avoir la mortalité infantile inférieure, les taux d'alphabétisation plus élevés et les plus élevés revenus par habitant. L'étude de Kaufmann et d'autres servent de référence à beaucoup d'études empiriques qui explorent le lien entre la qualité des institutions et le développement économique.

Le schéma 5.10 compare les moyennes des évaluations sous ces six catégories pour des pays de l'OCDE à d'autres groupes de pays en 2012. Tandis que les pays avancés surpassent les pays en développement dans toutes les catégories, d'autres pays en développement également sont comparablement en bonne performance que des pays de l'OCDE. Dans aucune des catégories, les pays de l'OCDE en tant que groupe atteignent des points positifs. D'autres pays en développement ont pu atteindre des points positifs seulement dans la catégorie politique de stabilité. La voix et la responsabilité et les catégories politiques de stabilité sont les catégories les plus faibles pour des pays de l'OCDE. D'une part, la qualité de normalisation est la catégorie la plus forte pour des pays de l'OCDE. Tous ceux-ci reflètent le niveau plus bas de la qualité institutionnelle dans les pays de l'OCDE.

Pour augmenter effectivement la productivité et la compétitivité, bien que chacune des catégories soit critique, deux d'entre elles sont d'importance particulière : la qualité et les règles du droit de normalisation. Dans ces catégories, comme représentées sur les schémas 5.11, seulement environ 10 pays membres de l'OCDE ont les scores positifs. Tandis que plus d'un tiers d'autres pays en développement et tous pays avancés ont les scores positifs, l'performance des pays de l'OCDE ne sont pas tout à fait attrayante en termes de favoriser le développement des industries concurrentielles domestiques.

Schéma 5.11

Distribution de règle du droit et de qualité de normalisation



On peut observer l'association positive entre l'amélioration de la qualité institutionnelle et la croissance de la productivité dans la performance passée des pays. Le changement positif de la qualité de normalisation entre 2000 et 2012 est associé à une croissance de la productivité plus élevée au cours de la même période (Schéma 5.12). De même, les pays qui ont amélioré leur règle du droit ont connu une croissance de la productivité plus élevée au cours de cette période (Schéma 5.13). Quoique ces associations ne soient pas particulièrement fortes, en moyenne, les pays qui ont amélioré leurs capacités institutionnelles lors de la période à l'étude ont montré une meilleure performance en réalisant une croissance plus élevée de la productivité totale de facteur.

5.2.2 Développement d'infrastructure

Une infrastructure fiable et efficace est fortement instrumentale pour le développement économique et social. Elle augmente des standards de vie, attire plus d'entreprises, et soutient le processus de fabrication des produits agricoles et manufacturés en réduisant des coûts. Elle également aide l'intégration économique et facilite le commerce pendant qu'elle soulage l'accès aux biens et aux services. De meilleures liaisons de transport et de communication le facilitent pour que plusieurs pays accèdent aux marchés internationaux, qui sont particulièrement importants pour les pays enclavés. Les projets d'infrastructure ont également un effet de stimulus dans l'économie et ils sont prévus pour augmenter l'emploi, pas simplement pour la construction à court terme mais également pour un terme plus long, car les équipements d'infrastructure sont censés pour dessiner plus de compagnies dans leurs secteurs.

En plus de sa contribution directe au processus de fabrication et au PIB, l'investissement d'infrastructure peut améliorer la

Schéma 5.12
 Qualité de normalisation et croissance de TFP

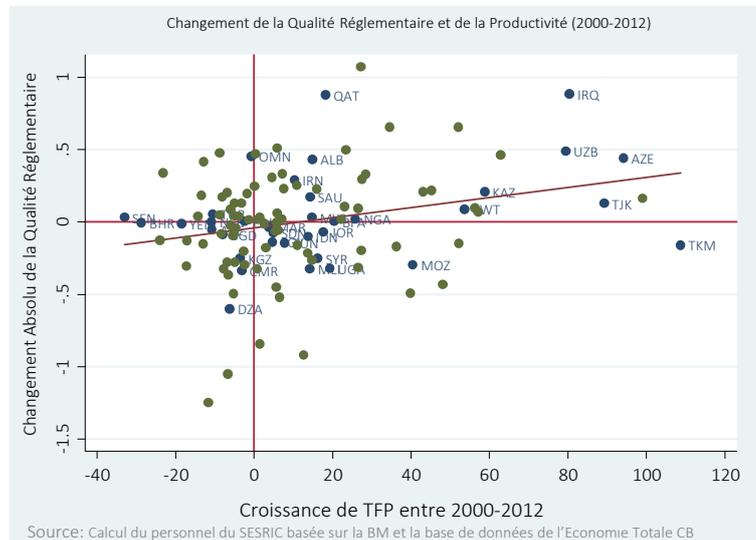
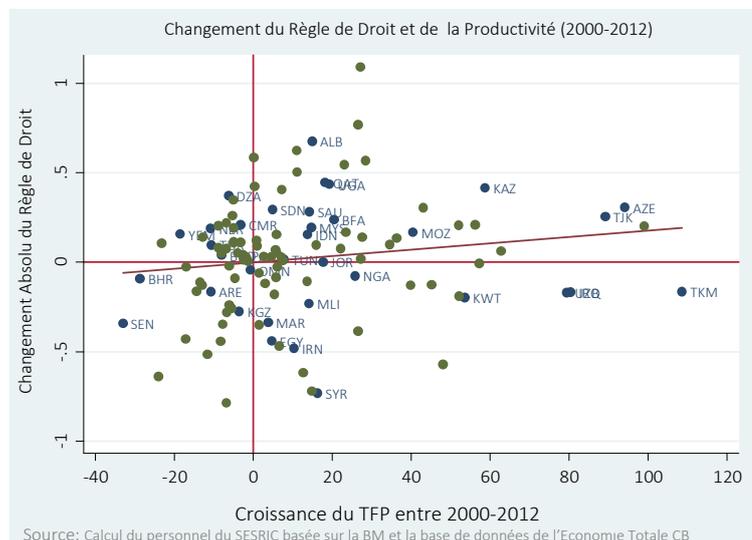


Schéma 5.13
 Règle du droit et de croissance de TFP



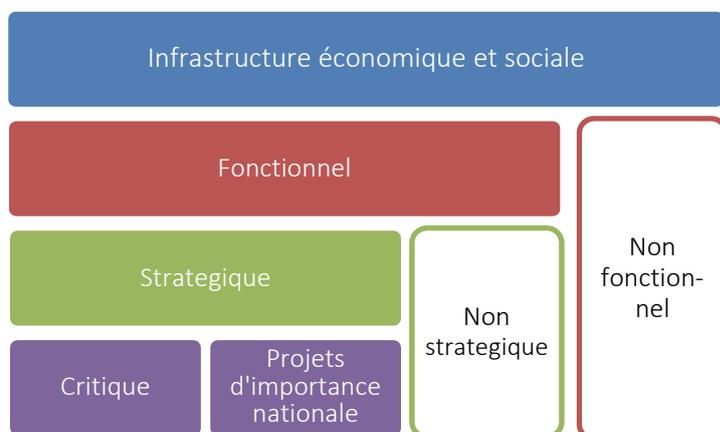
productivité totale de facteur en réduisant le coût de faire des affaires et de permettre l'utilisation efficace des ressources. La littérature empirique suggère également généralement l'impact positif de l'investissement d'infrastructure sur la productivité et la croissance (gambades et de Haan, 2005). Le développement de l'infrastructure rurale permet aux communautés rurales et à de petites entreprises de s'engager dans des activités produisant des revenus. Les entreprises opérant dans l'environnement avec l'infrastructure sous-développée doivent soutenir le fardeau des coûts plus élevés résultant de leurs efforts de surmonter les défis d'infrastructure. De telles sociétés souffriront des inefficacités significatives et ne pourront pas concurrencer sur les marchés globaux.

L'infrastructure bien développée et fonctionnante correctement peut également augmenter l'intégration économique au niveau régional et global. L'accès facile et rentable aux marchés régionaux permettra à des sociétés de tirer bénéfice de la globalisation par le commerce et l'investissement. Il également augmentera l'exposition des entreprises à la concurrence étrangère et les forcera pour devenir plus productives, et ainsi plus concurrentielles. Tout ceux-ci exigeront l'infrastructure physique nationale et frontalière efficace et fiable.

L'infrastructure peut largement être définie en tant que diverses structures physiques employées par différents secteurs économiques comme les revenus à la production des biens et des services. Ils exigent des investissements substantiels et opèrent sur les marchés avec les barrières élevées à l'entrée. Ils sont généralement les biens corporels à long terme disponibles pour le public et peuvent être groupés sous l'infrastructure sociale et l'infrastructure économique. L'infrastructure sociale inclut les capitaux qui rendent service à des Services Sociaux, tels que des écoles, des universités, des hôpitaux et d'autres services de communauté. L'infrastructure est de soutenir des activités économiques par des utilités de réseau, telles que l'énergie, le transport, les communications et l'eau. Afin d'augmenter l'efficacité et créer un environnement favorisant la croissance de la productivité, l'interconnexion et les complémentarités à travers différents secteurs d'infrastructure doit être assurée. Ce rapport se concentrera sur l'infrastructure.

L'infrastructure peut également être classifiée selon son importance en tant qu'infrastructure

Figure 5.14
Classification de l'Infrastructure



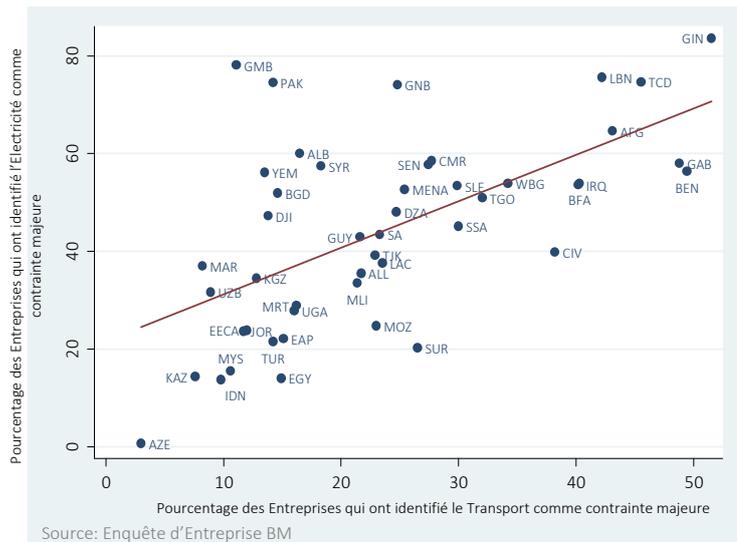
opèrelle, stratégique et critique (WEF, 2012) (Schéma 5.14). Si l'infrastructure opère correctement et satisfait aux besoins communs, on le considère en tant que opèrel, tel que des réseaux électriques et des autoroutes. Il devient non opèrel quand les interdépendances héritent le jeu et une infrastructure affecte la fonctionnalité, telle que le fait de reconstruire une route liée à un aéroport rendant l'aéroport non opèrel. Un investissement opèrel d'infrastructure est considéré en

Source: WEF (2012).

tant que stratégique s'il crée le plus grand impact en termes de croissance économique, progrès social et durabilité. Un investissement stratégique d'infrastructure est considéré en tant que critique s'il est essentiel de soutenir le développement socio-économique du pays. L'importance critique ou stratégique d'un projet d'infrastructure dépend au niveau du développement et des objectifs développementaux d'un pays.

La croissance de la productivité est plus élevée dans les pays avec l'approvisionnement proportionné en services d'infrastructure (Calderón et Servén, 2004). L'infrastructure joue donc un rôle critique en amplifiant la compétitivité d'un pays et en réduisant le coût de faire des affaires. Cependant, dans plusieurs pays, les entreprises font face à plus qu'un défi d'infrastructure. Selon l'enquête d'entreprises de la Banque Mondiale, au moins 20% d'entreprises dans 21 pays de l'OCI ont identifié l'infrastructure de transport comme contrainte

Schéma 5.15
 Développement d'infrastructure comme contrainte

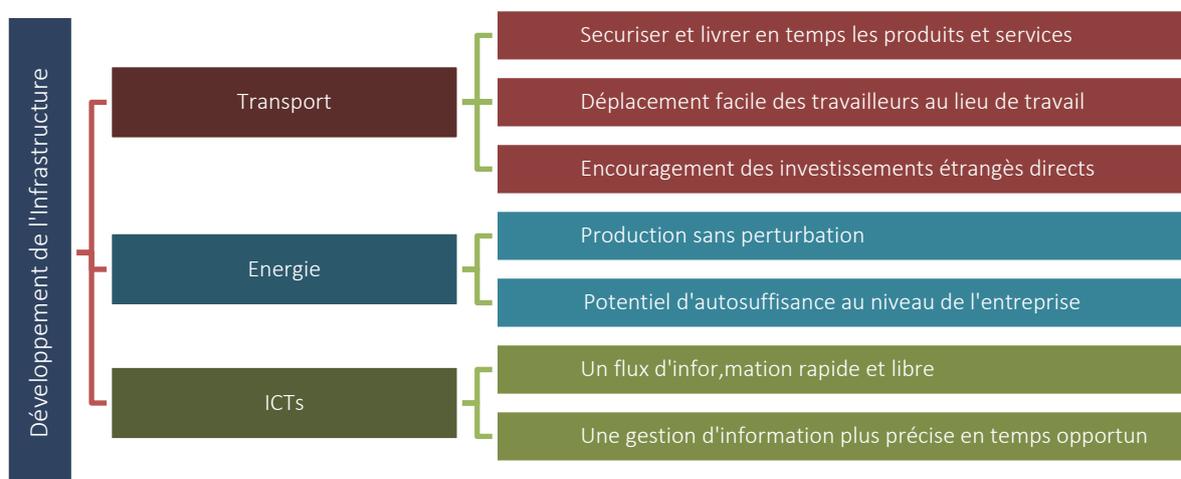


importante pour leurs entreprises (Schéma 5.15). En Guinée, il atteint jusqu'à 51.5% de toutes les entreprises, mais c'est une contrainte pour 3% des entreprises en Azerbaïdjan. De même, au moins 50% d'entreprises dans 20 pays de l'OCI ont identifié l'infrastructure de l'électricité en tant que contraintes importantes pour leurs entreprises. Les mêmes pays restent au-dessus et en bas. En Guinée, l'électricité est une contrainte importante pour 83.6% des entreprises, mais c'est une contrainte pour seulement 0.7% des entreprises en Azerbaïdjan. D'une part, en Gambie, 11.1% d'entreprises identifient l'infrastructure de transport comme contrainte importante mais 78.1% d'entre elles identifient l'infrastructure de l'électricité comme contrainte importante.

Un défi important dans le développement d'infrastructure finance de grands projets d'infrastructure, en particulier dans les pays en développement de revenu bas. Parfois les gouvernements devront être innovateurs en trouvant les mécanismes alternatifs de financement pour de tels projets. La participation de secteur privé aux investissements d'infrastructure devient cruciale dans de tels arrangements. Dans ce contexte, les entreprises privées anonymes sont de plus en plus des projets donnés d'infrastructure par différents types de contrat, variant selon les nécessités du projet et du pays particuliers. Entre 1990 et 2011, 885 projets d'infrastructure financés en privé ont eu lieu dans 49 pays de l'OCI, composant 391.7 milliards de dollars. 214.6 Milliards de dollars dont a été utilisé pour financer des projets d'infrastructure de télécommunication, représentant 55% de l'investissement total dans les pays de l'OCI. Le deuxième plus grand investissement a été réalisé en infrastructure d'énergie impliquant l'investissement privé en 112.3 milliards de dollars de 379 projets. L'investissement d'infrastructure de transport et d'arrosage ensemble atteint un totale de 64.8 milliards de dollars, en précisant la disproportion de l'investissement privé d'infrastructure (SESRIC, 2013).

Figure 5.16

Composants Critiques du Développement de l'Infrastructure



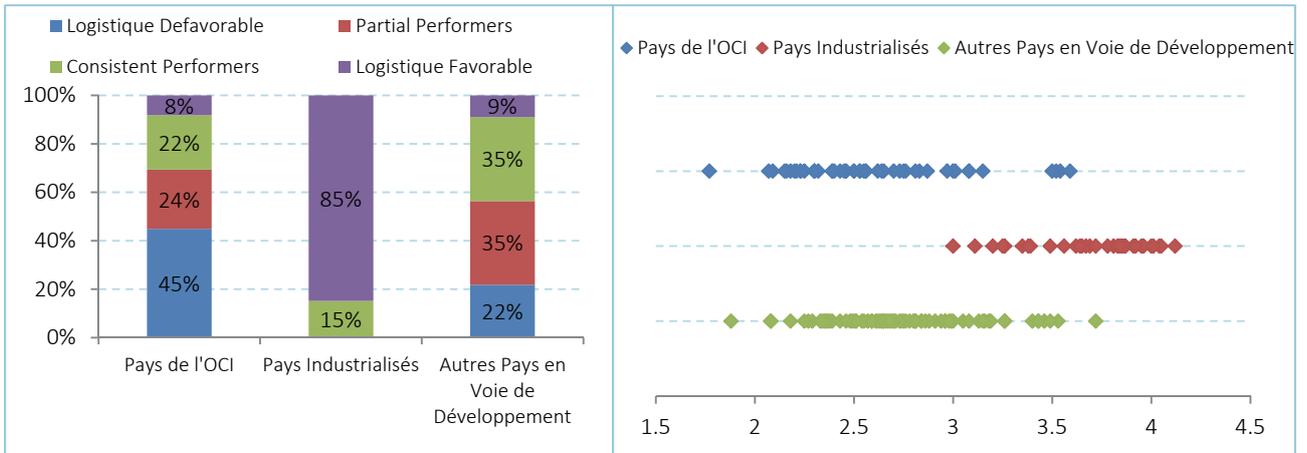
En ce qui suit, des composants critiques de l'infrastructure seront analysés. Cela inclura le transport, l'énergie et la communication. Le schéma 5.16 montre les dispositifs critiques de ces composants pour le développement des affaires.

Transport: L'infrastructure de transport suffisant et bien-connecté est un composant essentiel dans la croissance de la productivité et la compétitivité. Les routes, les chemins de fer, les transports aériens et les ports maritimes tous sont nécessaires d'être fiables pour le réseau efficace de production, la distribution et la vente. Les entreprises commerciales qui n'accomplissent pas leurs engagements pour la livraison due à l'infrastructure de transport pauvre perdront leur compétitivité vis-à-vis leurs rivaux.

SESRIC (2011) fournit une analyse sur la capacité et la performance des pays de l'OCI dans divers modes de transport. Il prouve que les densités de réseau routier et ferroviaire dans le groupe de pays de l'OCI, une fois normalisées sur une base par habitant, sont plus basses comparées à d'autres groupes de pays en développement et avancés. Les chiffres baissés dans les pays de l'OCI sont principalement provoqués par la croissance d'infrastructure stagnante de route et du chemin de fer ajoutée à la population croissante. Elle montre également une fréquence basse des transports aériens dans les pays de l'OCI, qui peuvent être attribués au manque d'équipements d'infrastructure, tels que les terminaux appropriés et les pistes pavées ce qui sont très bas en nombre et taille. De même, la majorité des pays de l'OCI s'avèrent pour avoir des capacités maritime pauvre de flotte et performances de connectivité d'embarquement.

Schéma 5.17

Indice de performance de logistique, 2014



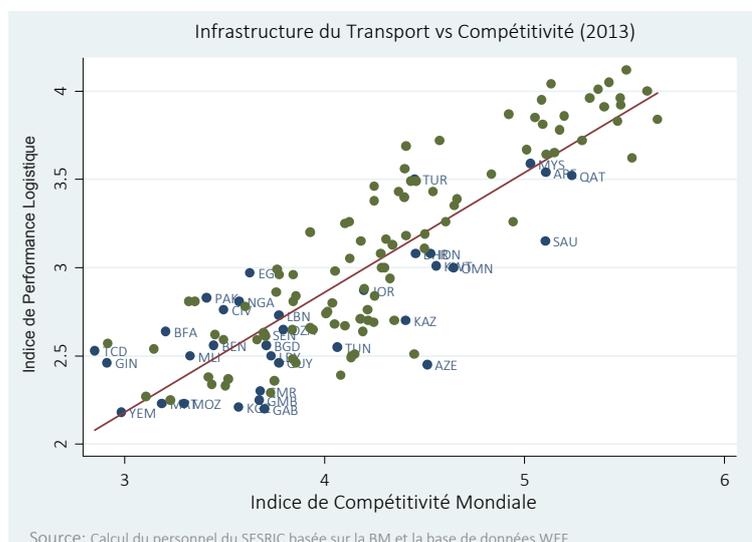
Source: Banque Mondiale WDI.

Afin d'évaluer la performance globale du secteur de transport dans les pays de l'OCI, l'indice de performance de logistique (LPI) de la Banque Mondiale est employé. L'indice mesure la performance d'un pays le long de sa chaîne d'approvisionnements de logistique et fournit des évaluations qualitatives de ce pays. Selon cet indice, à partir de 2014, 45% des pays membres de l'OCI a eu la performance pauvre de logistique avec des scores en-dessous de 2.47 (Schéma 5.17, panneau gauche), alors que seulement 22% d'autres pays en développement étaient au-dessous de ce seuil. La Malaisie (3.59) et la Somalie 1.77) étaient les deux pays membres de l'OCI avec les valeurs les plus élevées et les plus basses d'indice de performance de logistique, respectivement (Schéma 5.17, panneau droit). En revanche, 85% des pays avancés sont considérés logistique amicaux avec des points au-dessus de 3.34. Il y a également un rapport très fort entre l'infrastructure de transport et le niveau global de compétitivité. Les pays qui offrent une meilleure infrastructure pour la logistique atteignent de meilleures positions dans les classements globaux de compétitivité (Schéma 5.18).

Les chiffres de développement modestes de transport dans divers modes de transport indiquent que l'infrastructure de transport dans les pays de l'OCI est incompétente et la connectivité pauvre d'offres de système de transport dans son ensemble, qui est un élément essentiel d'une productivité et d'une compétitivité plus élevées. Le sous-Investment au niveau d'infrastructure de transport a comme conséquence un transport plus élevé et des coûts commerciaux dans les pays de

Schéma 5.18

Transport d'Infrastructure et de compétitivité



l'OCI qu'éprouvés par d'autres pays en développement. Ceci met la limite fondamentale à la compétitivité globale et à la croissance économique des pays de l'OCI. Par conséquent, plus d'efforts devraient être faits pour développer les routes rurales pour fournir des opportunités économiques et pour accéder aux marchés et pour améliorer les routes urbaines avec un foyer sur de meilleurs raccordements frontaliers. De même, des réseaux ferroviaires, la connectivité d'air et les capacités portuaires devraient être développés pour favoriser le commerce et la compétitivité.

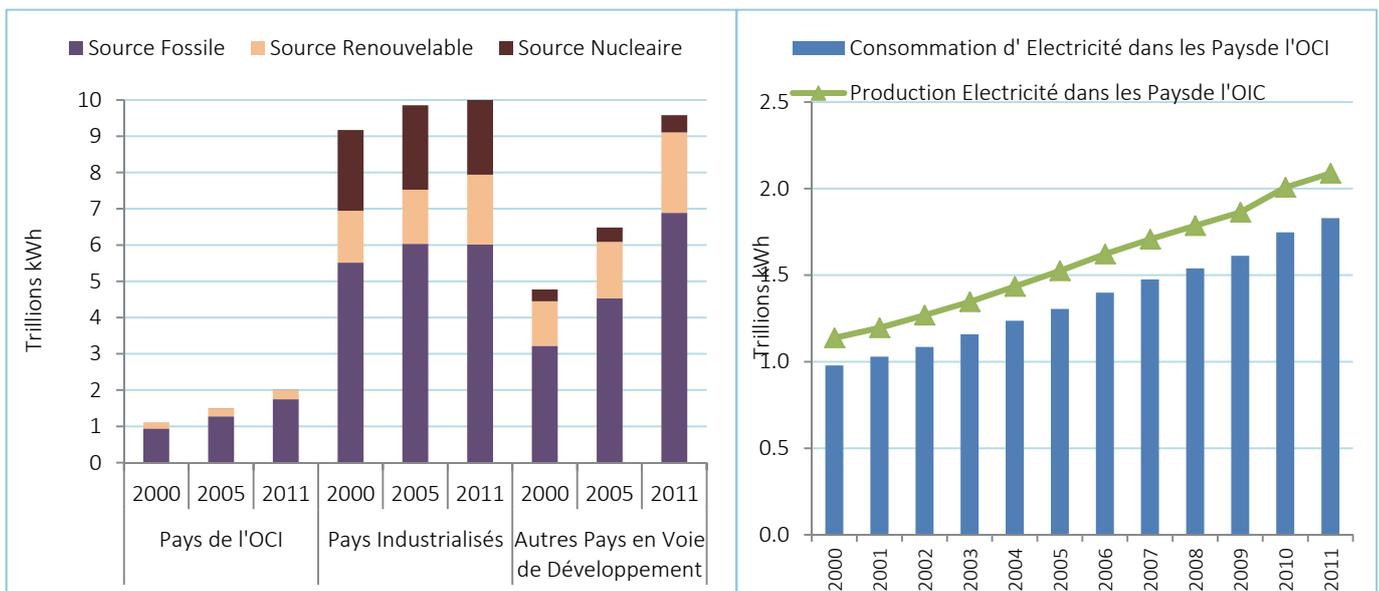
Énergie: Une infrastructure fiable d'énergie est exigée pour la production non-interrompue. Les coupures d'électricité intermittentes dans les zones industrielles endommageront les processus de fabrication et mineront la compétitivité. Chaque investisseur a besoin d'une source d'énergie fiable pour qu'il prévoie et pour organiser leur production et livraison. Il est bien connu que la croissance économique forte améliorera la demande pour l'énergie, en particulier dans les économies en développement. Cependant, pour que l'infrastructure supporte la croissance économique, il doit être bien aligné avec les priorités économiques, sociales et environnementales du pays. Pour cette raison, se développer avec des technologies de rendement optimum est particulièrement important pour les pays qui importent l'énergie.

L'énergie peut venir de trois sources: fossiles combustibles, énergie renouvelable et énergie nucléaire. Les fossiles combustibles - charbon, pétrole et gaz naturel - sont les restes de la décomposition des plantes et des animaux qui forme dans l'approvisionnement fini. L'énergie renouvelable peut être produite des sources naturelles telles que le vent, la pluie et la lumière du soleil. L'énergie nucléaire est d'une part obtenue par des fissions et des réactions de fusion pour produire de l'énergie de l'uranium. Plusieurs pays de l'OCI sont riches en fossiles combustibles ou ils ont le potentiel énorme dans la production énergétique renouvelable.

Bien que la majeure partie de la demande énergétique soit rencontrée par des combustibles fossiles, la combustion des combustibles fossiles a des impacts négatifs sur la planète telle que la

Schéma 5.19

Production énergétique par Source et Consommation

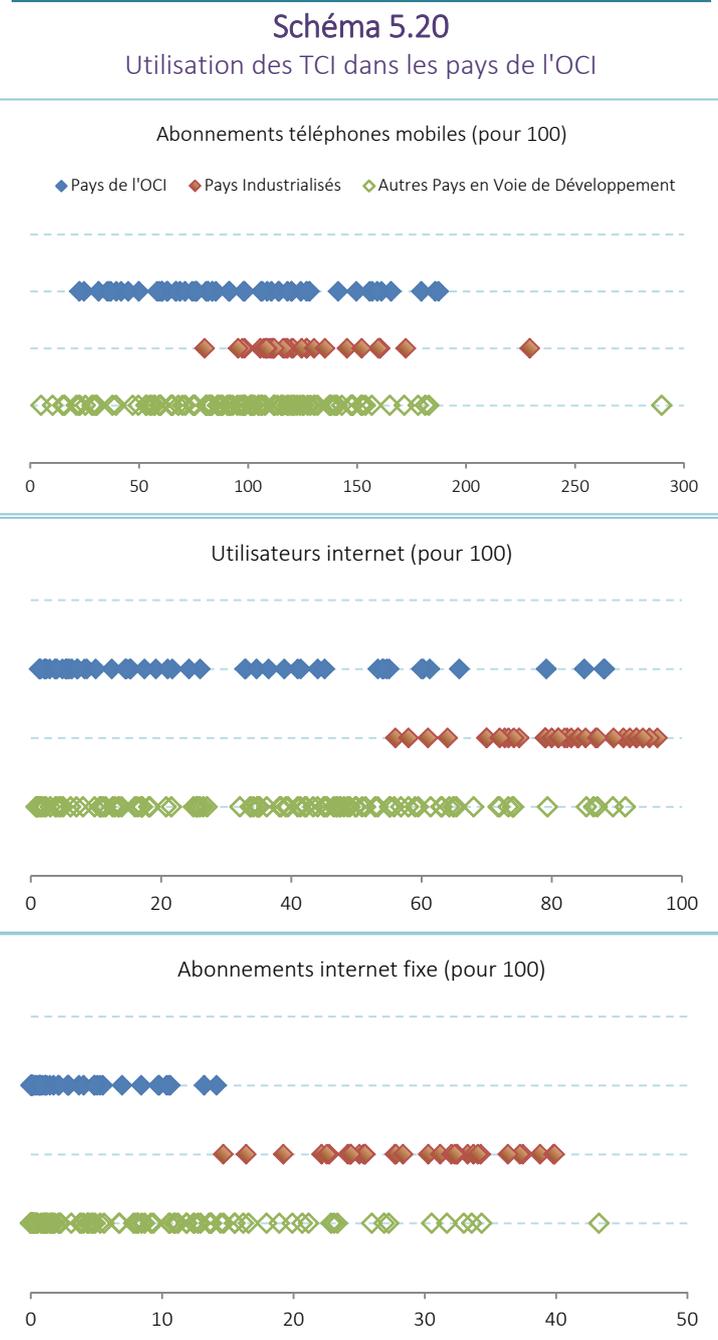


Source: La Banque Mondiale. WDI.

précipitation acide, l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique, et, en conséquence, le changement climatique global. Pour surmonter ces questions, des politiques énergétiques sûres doivent être mises en application. Les sources d'énergie renouvelables semblent être l'option la plus efficace comparée aux autres. Elle pourrait également être produite par différentes sociétés pour satisfaire leurs besoins en énergie et pour ramener la dépendance aux sources extérieures aussi bien que le coût d'accès à l'énergie. Cependant, l'installation et les frais d'exploitation de quelques équipements d'énergie renouvelable peuvent être élevés pour des entreprises dans certains pays dus au manque de technologies et également au manque de politiques, de stratégies et de règlements qui soutiennent les investissements en infrastructure d'énergie renouvelable.

La consommation et la production d'électricité dans les pays de l'OCI augmentent constamment (Schéma 5.19, à droite). Entre 2000 et 2011, elles sont presque doublées. Cependant, il est difficile de dire si ces augmentations au niveau global étaient assez pour favoriser le développement industriel et la croissance de la productivité au niveau de pays individuel. Il vaut mieux mentionner que d'autres pays en développement produisaient juste la moitié de l'électricité produite dans les pays avancés, mais ils produisent en 2011 presque autant que les pays avancés, indiquant l'amélioration significative de capacité (Schéma 5.19, à gauche).

Une autre perspicacité importante du schéma 5.19 est la source de production d'électricité. La production d'électricité des sources renouvelables a augmenté plus que deux fois dans les pays de l'OCI, mais elle rend compte seulement environ 12% de production totale. Les Pays avancés et autres en développement investissent plus sur les sources d'énergie renouvelables et produisent de plus grandes parts de l'électricité à partir de telles sources. Elle est environ 20% dans les pays avancés et 25% dans d'autres pays en développement. Les pays de l'OCI doivent favoriser la génération de l'électricité des sources d'énergie renouvelables par des



Source: La Banque Mondiale WDI.

programmes et des législations efficaces de soutien. Il également facilitera la production d'électricité au niveau d'entreprise et enlèvera une contrainte importante pour eux dus aux pannes d'électricité intermittentes nuisant à leur compétitivité.

Technologies d'Information et de Communications (TIC): Les technologies de l'information et de communications (TIC) généralement se rapportent aux technologies qui sont employées à l'information de processus et facilitent la communication. Celles-ci incluent les ordinateurs, l'Internet, le téléphone, la radio ou tous autres matériels, logiciel et médias utilisés pour la transmission et la présentation d'information. Le développement du réseau d'infrastructure des TIC de bonne qualité aura l'impact direct au niveau du développement et de la productivité en créant un environnement permettant. Il soutiendra également la compétitivité en réduisant des coûts de communication.

La littérature économique prouve qu'TIC sont un conducteur important de la productivité et croissance. Cependant, les pays, les industries et les entreprises continuent à montrer de vastes différences dans l'intensité d'utiliser-et des TCI dans leurs possibilités pour récolter les gains de productivité des TIC. Parmi les facteurs principaux affectant le gain et la performance des TIC à travers des pays inclure le coût direct d'employer les TIC et les réseaux associés, la capacité des sociétés d'absorber la nouvelle technologie et l'information, et l'environnement de normalisation et de concurrence. Tirer bénéfice des TIC exige des investissements complémentaires substantiels, en particulier dans l'étude et le développement de capital humain. Les politiques visant la concurrence croissante, abaissant des entraves aux échanges et à l'investissement et augmentant la flexibilité de marché du travail aideraient également les pays pour employer les TIC plus effectivement. Puis, le retour à l'investissement des TCI augmentera la diffusion et encouragera la réorganisation des méthodes de production et de prestation de service des TCI avec une productivité plus élevée et l'apparition des entreprises concurrentielles.

TIC continuera à réduire les coûts de collecter, de stocker, de traiter, d'analyser et de transférer des informations pour les entreprises. Ceci fournit une occasion aux sociétés d'accomplir les tâches plus rapidement, effectivement et à bon marché. Les sociétés avec de meilleures possibilités entrepreneuriales peuvent employer TIC pour développer et présenter les produits innovateurs, les services et les structures d'organisation.

Parmi les impacts potentiels de l'utilisation en augmentation des TCI inclut le capital humain en augmentation, une plus grande uniformité de qualité du produit aussi bien que l'amélioration de la qualité, la gestion plus opportune et l'information plus précise, le développement des produits adaptés aux besoins du client et les services, l'externalisation de certaines fonctions, la réponse aux besoins des clients et plus de certitude dans la conception de nouveaux produits et la communication et le système de compte rendu améliorés (la Commission de productivité, 2004). Tout ceux-ci faciliteront la croissance de la productivité et l'augmentation de la compétitivité.

Afin d'évaluer le niveau d'une utilité courante des TIC dans les pays de l'OCI, les statistiques des mobiles cellulaires et d'utilisation d'Internet sont fournies sur le schéma 5.20. En ce qui concerne les abonnements cellulaires mobiles, les pays de l'OCI se comportent assez bien. Certains pays de l'OCI montrent encore une meilleure performance que les pays avancés. En termes d'utilisation d'Internet, dans le nombre d'internautes par 100 personnes de 32 pays de l'OCI n'est pas arrivé à 25. Plus de 85% de personnes au Qatar, au Bahreïn et aux EAU ont accès d'Internet. Quand il vient

à l'abonnement à bande large fixe d'Internet, la position courante des pays de l'OCI montre une image sombre. Le taux de pénétration de meilleure performance des pays de l'OCI (Azerbaïdjan, 14.1%) est inférieur au plus bas taux dans les pays avancés (Slovaquie, 14.7%) et seulement cinq pays de l'OCI (EAU, Qatar, Turquie, Bahreïn et Azerbaïdjan) ont un taux au-dessus de 10%. Par conséquent, plus d'investissements dans l'accès (des câbles) fixes par vitesse à l'Internet est nécessaires dans les pays de l'OCI.

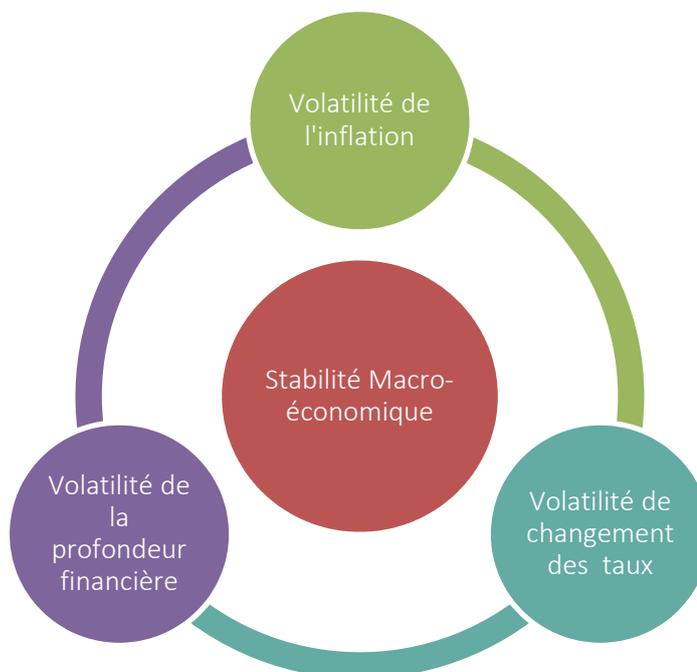
5.2.3 Stabilité macro-économique

Un élément important dans les politiques mixte pour bien améliorer la productivité et la compétitivité est nécessaire pour maintenir la stabilité macro-économique, puisque ceci créerait un environnement commercial exempt de l'incertitude et des coûts imprévus. Un environnement macro-économique stable nécessiterait la volatilité inférieure dans le taux d'inflation, le taux d'intérêt, le taux de change et un déficit fiscal bas comme pourcentage du PIB. Il exigerait également moins de volatilité en termes de taille des transactions économiques avec le reste du monde. En d'autres termes, le taux d'inflation bas et prévisible, un taux de vrai intérêt approprié, et vrai le taux de change concurrentiel et prévisible sont les éléments importants de la stabilité macro-économique. Il y a d'autres facteurs liés à la stabilité macro-économique comprenant une situation viable dans la balance de paiements, les taux de chômage et l'équilibre fiscal, mais dans le but de cette directive de ce rapport, le foyer sera limité à la volatilité d'inflation, à la transparence et à la volatilité de taux de change, et à la volatilité financière.

Volatilité d'inflation

La volatilité d'inflation est considéré de compromettre une répartition des ressources efficace, car il n'est pas possible que les sociétés connaissent les futurs prix et salaires (Fischer, 1993). De haute volatilité de l'inflation soulève l'incertitude de niveau des prix et cette incertitude induit des primes de risque pour des arrangements à long terme, augmente des coûts pour se protéger contre les risques d'inflation et mène à la redistribution imprévue de la richesse. Ainsi, la volatilité d'inflation peut empêcher la croissance même si l'inflation en moyenne reste limitée (Rother, 2004). Dans un environnement où il n'est pas facile de prévoir les prix relatifs des entrées et des sorties, elle également ne sera pas facile de prévoir la production. En entravant l'efficacité du système des prix en allouant effectivement les

Figure 5.21
Facteurs Clés Key de la Stabilité Macroéconomique

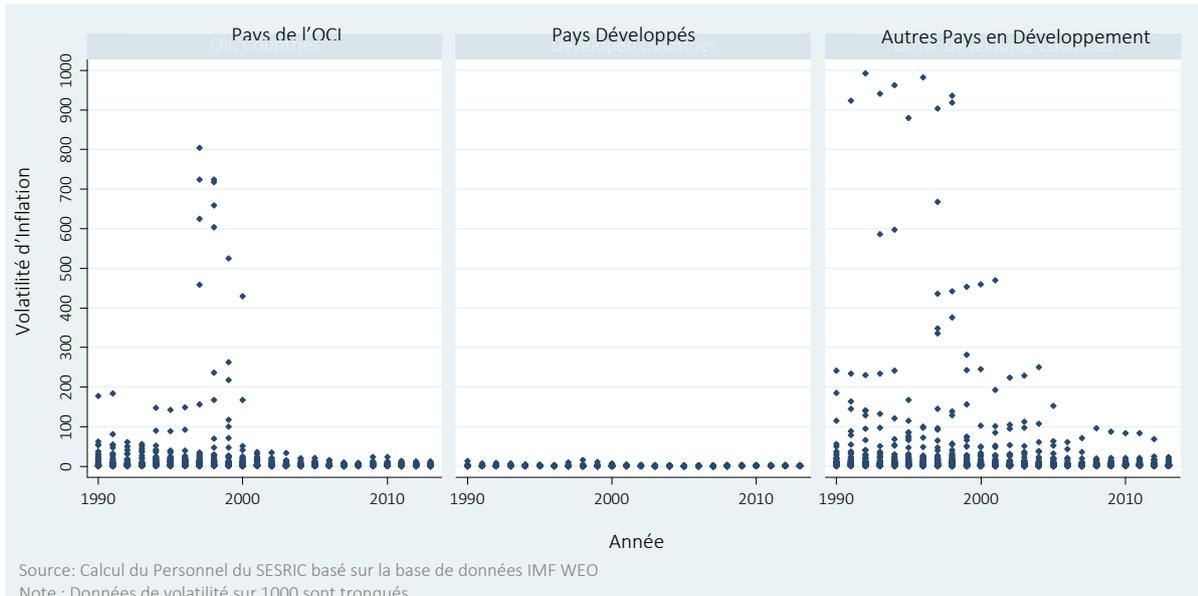


ressources, les changements imprévus de l'inflation mèneront à la production et à la croissance au-dessous du vrai potentiel et des taux de chômage plus élevés dus aux impacts possibles sur le marché du travail.

La volatilité d'inflation est mesurée en tant que type de déviation des fenêtres de cinq ans de l'inflation annuelle, comme employé par FMI et représenté sur le schéma 5.22. En particulier après

Schéma 5.22

Volatilité d'inflation (moyennes de recouvrement de cinq ans, 1990-2013)



2000, la volatilité d'inflation dans les pays de l'OCI semble être relativement petite mais toujours plus haut que la volatilité dans les pays avancés.

Volatilité de taux de change

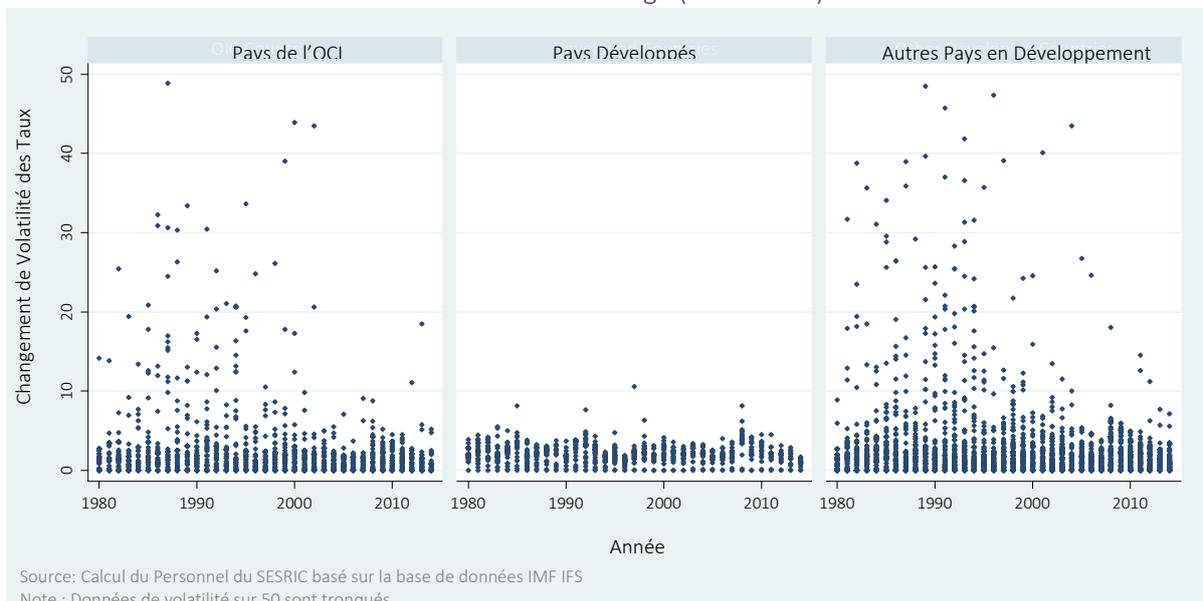
Le vrai taux de change est largement employé pour comparer l'évolution du pouvoir d'achat à travers des devises. Par la construction, la comparaison des taux de change à travers des pays montrera des changements avec le temps, pas le niveau des prix. En d'autres termes, nous pouvons examiner si le niveau des prix dans un pays a changé comparé à un autre pays au cours d'une période, mais nous ne pouvons pas observer si les niveaux des prix ajustés de taux de change sont plus élevés dans un pays comparé à l'autre. La croissance de la productivité ou les grands mouvements de capitaux peut expliquer le changement de taux de change réels. Par exemple, il est commun pour les pays riches en ressources aux élévations rapides d'éprouver en taux de change réels qui entravent la compétitivité dans d'autres industries (la soi-disant maladie hollandaise). Les flux d'aide peuvent également mener à l'appréciation de la devise locale dans les pays de revenu bas, soulevant la demande des produits de commerce intérieur et rendant des industries d'exportation moins concurrentielles.

Il est au-delà de la portée de ce rapport pour discuter les choix de politique sur des régimes de taux de change pour la compétitivité. Cependant, les grandes fluctuations en taux de change, quoiqu'il soit les raisons, puissent signaler la faiblesse et les déséquilibres dans la situation macro-économique d'un pays. Une volatilité plus élevée peut décourager des entreprises pour acquérir ou

chercher l'acquisition des technologies étrangères plus efficaces et continuer avec des technologies domestiques disponibles moins sophistiquées. Les entreprises s'abstiendront à des processus de fabrication plus productifs qui impliquent la confiance dans les matériaux importés dus à l'incertitude des prix. Tout ceux-ci réduiront la croissance de la productivité. Si l'exportation se tourne vers des affaires risquées, elle mènera à une redistribution des ressources vers des activités plus sûres avec le retour et la productivité potentiellement inférieurs (voir Rodrick, 1998, pour un modèle macro-économique d'un tel scénario).

Afin d'évaluer la situation actuelle, la volatilité de taux de change dans les pays de l'OCI est mesurée par rapport au dollar US (USD) comme $\sigma_i = std[d(\log(s_i))]$, où le s_i est le taux de change nominal du pays i contre les USD. Explicitement, la volatilité est le type de déviation des changements du logarithme des taux de change bilatéraux (comme généralement défini dans la

Schéma 5.23
Volatilité de taux de change (1980-2013)



littérature, par exemple, Gros et Thygesen 1998) et construit en utilisant des données mensuelles du janvier 1980 à avril 2014. Le schéma 5.23 montre la volatilité de taux de change dans trois groupes de pays. La volatilité dans les pays avancés est sensiblement inférieure comparée à d'autres groupes de pays. Les pays de l'OCI semblent avoir moins de volatilité en taux de change comparés à d'autres pays en développement.

Volatilité financière de profondeur

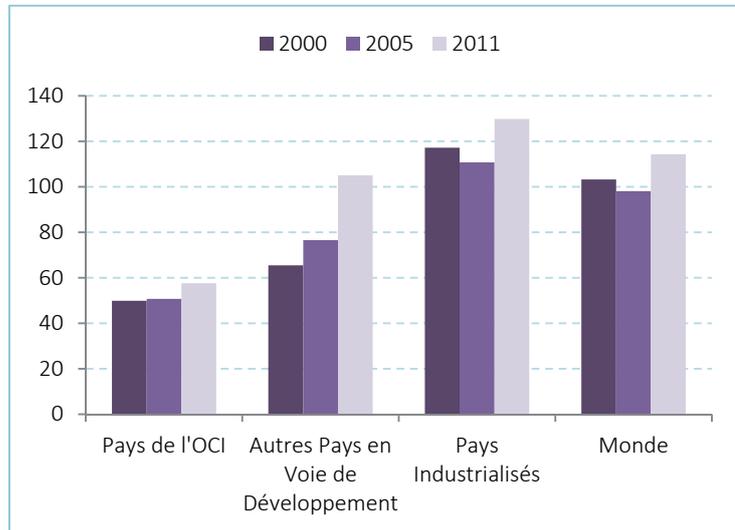
Selon un rapport par le FMI, à travers une augmentation des volumes de transaction financière, l'approfondissement financier peut augmenter la capacité du système financier d'un pays aux mouvements de capitaux intermédiaires sans grandes oscillations en prix des actifs et taux de change (FMI, 2011). Il peut également abaisser la confiance dans l'épargne étrangère et atténuer des disparités de bilan en augmentant la portée d'augmenter les fonds relatifs aux devises domestiques et à de plus longues maturités (Banque Mondiale, 2011). Les marchés financiers plus profonds peuvent fournir des ressources alternatifs lors des périodes d'effort international, limitant les débordements défavorables, comme démontré dans la crise financière globale récente.

Cependant, les marchés financiers plus profonds peuvent également attirer des entrées de capitaux volatiles, compliquant la gestion macro-économique de l'économie du pays. D'ailleurs, l'approfondissement financier peut se produire trop rapidement, menant pour créditer des élevés et des bas suivants. Au niveau systémique, tous ces facteurs, si correctement contrôlé, peut atténuer la nécessité d'accumuler les capitaux étrangers, et, au niveau global, de favoriser l'ajustement global (Maziad et autres, 2011).

Conceptuellement, la profondeur financière est souvent décrite par trois dimensions : (i) les secteurs et les agents peuvent employer une gamme des marchés financiers pour l'épargne et les décisions d'investissement, incluant aux maturités diverses (accès) ; (ii) les intermédiaires et les marchés

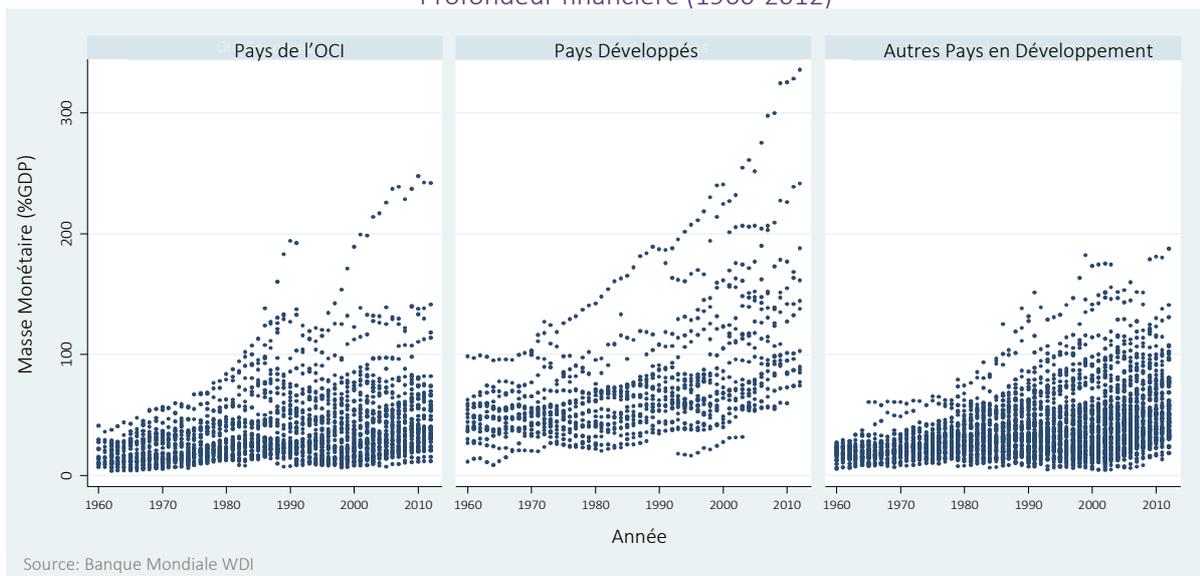
financiers peuvent déployer de plus grandes quantités de capital et contrôler un plus grand chiffre d'affaires, sans rendre nécessaire de grands mouvements correspondants dans des prix des actifs (liquidité) ; et (iii) le secteur financier peut créer un large éventail des capitaux pour le partage des risques (protection ou diversification). Un métrique utilisé généralement pour déterminer le degré d'approfondissement financier est le rapport de la réserve³ au PIB. Un rapport plus élevé est

Schéma 5.24
Volume moyen de réserve (% de PIB)



Source: Banque Mondiale WDI.

Schéma 5.25
Profondeur financière (1960-2012)



Source: Banque Mondiale WDI

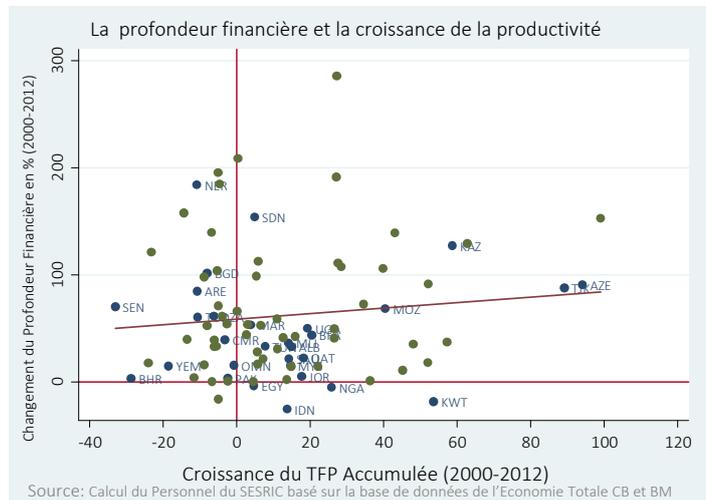
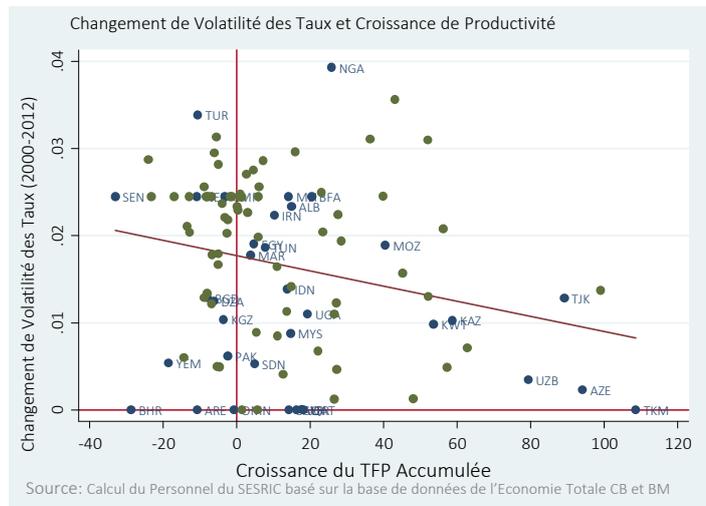
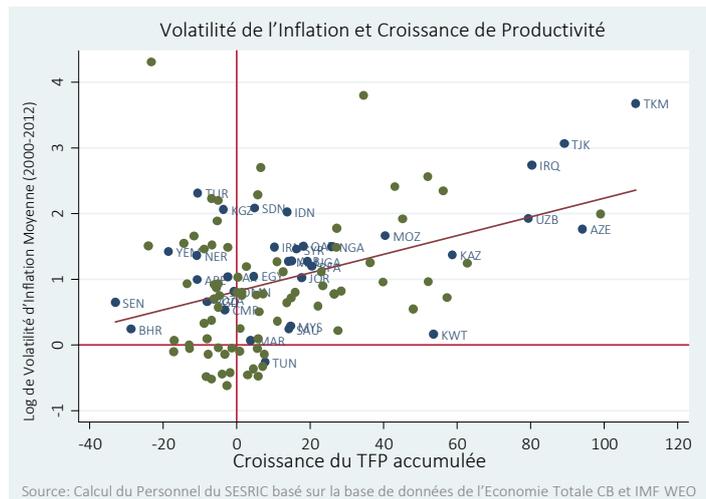
³ Le FMI définit la réserve comme somme de devise en dehors des banques ; dépôts à vue autres que ceux du gouvernement central ; la période, l'épargne, et les dépôts en devises étrangères des secteurs résidents autres que le gouvernement central ; chèques de voyage et banque ; et d'autres valeurs telles que des extraits bancaires et le journal commercial.

généralement associé à une plus grande liquidité et profondeur financières. Suivant les indications du schéma 5.24, le volume moyen de réserve relativement au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 57.6% en 2011, par rapport à 105% dans d'autres pays en développement et à 129.8 dans les pays avancés. Dans une perspective à long terme, le schéma 5.25 montre également la valeur de différents pays pour trois groupes de pays au cours de la période entre 1960 et 2012. Cette situation indique clairement que le secteur financier dans les pays membres traîne derrière leurs contreparties dans d'autres pays en développement aussi bien que les pays avancés en termes de fourniture de liquidité suffisante et de meilleurs investissements intéressants à l'économie moins coûteux.

Tenir compte de la vue largement admise que l'approfondissement financier confère les avantages importants de stabilité à l'économie, quoiqu'avec les avertissements, les pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Un autre aspect important de la profondeur financière est sa volatilité. Une volatilité plus élevée dans le système financier peut décourager les intermédiaires financiers d'accorder des prêts à long terme même si les évaluations de projet sur la rentabilité sont positives. Ceci mènera à la répartition des ressources moins efficace et la croissance de productivité plus faible, avec des implications sur la compétitivité globale.

Quand il vient à l'impact des indicateurs macro-économiques de stabilité sur la croissance de la productivité, on observe des résultats légèrement mélangés. Le panneau supérieur du schéma 5.26 montre un rapport négatif entre la stabilité et la croissance de la productivité, où les pays avec la volatilité d'inflation plus élevée lors des années 2000-2012 ont éprouvé des taux de croissance de productivité plus élevés. Le panneau du schéma moyen,

Schéma 5.26
 Stabilité macro-économique et croissance de TFP



d'une part, montre un rapport positif avec la stabilité et la croissance de la productivité, où les pays avec la volatilité inférieure de taux de change ont tendu à éprouver de meilleures améliorations de productivité totales de facteur. En conclusion, les pays qui ont augmenté leur profondeur financière ont également éprouvé l'impact positif sur leur performance de croissance de la productivité (Schéma 5.26, le panneau inférieur).

De façon générale, il est juste pour arguer du fait que la stabilité macro-économique est critique pour attirer plus d'investissement, atteignant une plus grande efficacité économique et une meilleure attribution de capital. La prévisibilité et la clarté dans des politiques monétaires fiscales et apporteront une meilleure performance en termes de croissance de la productivité et compétitivité.

5.2.4 Efficacité du marché

Un marché efficace est critique pour assurer la répartition des ressources optima basés sur des conditions de l'offre et la demande sur le marché. Il y a trois domaines principaux où l'efficacité est cherchée : marché du travail, marché de marchandises et marché financier (Schéma 5.27). Un marché du travail efficace devrait s'assurer que la disparité de compétence est au niveau minimum sur le marché. En d'autres termes, les qualifications et les possibilités offertes par la main-d'oeuvre devraient assortir à un grand niveau avec les qualifications et les possibilités requises par des entreprises. D'ailleurs, un marché du travail efficace devrait s'assurer que la main-d'oeuvre disponible est employée de façon efficace.

Figure 5.27

Facteur clés de l'Efficacité du Marché



Dans le cas de l'efficacité des marchandises sur le marché, le bon mélange des biens et des services devrait être produit et effectivement commercé sur le marché. La concurrence sur le marché saine est importante en dirigeant l'efficacité du marché et la productivité d'affaires. Les entreprises les plus efficaces sur tels marchés sont ceux qui produisent des marchandises exigées par le marché (WEF, 2013). Les impôts onéreux, les règles restrictives et discriminatoires sur l'investissement, la taille du secteur non structuré, les règles et les procédures sur le démarrage d'affaires et l'autorisation aussi bien que la promotion de la concurrence sont des facteurs critiques en assurant l'efficacité du marché de marchandises.

Un autre aspect d'efficacité du marché est l'efficacité de marché financier. Les degrés de stabilité et d'efficacité financière sont les dispositifs importants du développement de secteur financier. Ils sont étroitement liés avec le processus plus large du développement financier. D'une part, pour bien performer ses fonctions, un secteur financier devrait être efficace et pouvoir remplir ses fonctions intermédiaires de la moindre manière coûteuse possible. Si l'entremise est coûteuse, les coûts plus élevés peuvent passer aux ménages, aux sociétés, et aux gouvernements. Un marché financier efficace assurera la répartition des ressources à la plupart des opportunités commerciales productives ; augmenter de ce fait la productivité et la compétitivité globales d'une économie.

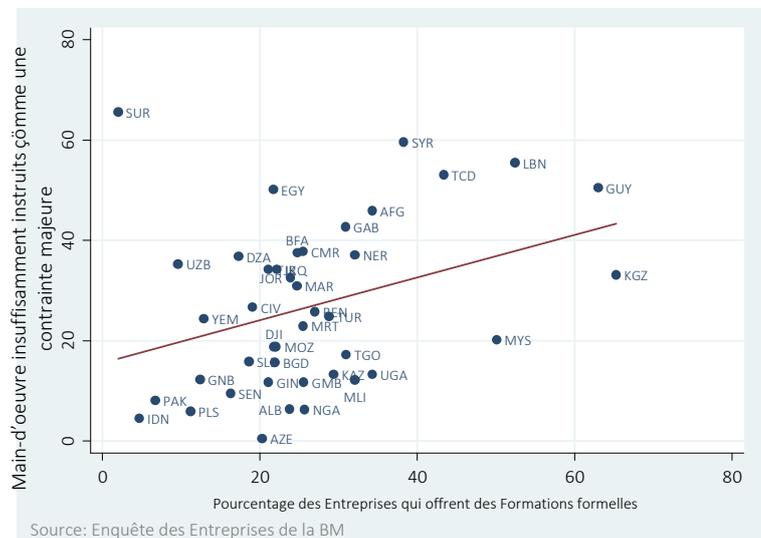
Efficacité de marché du travail: Un marché du travail efficace est important en assignant le capital humain pour ses utilisations plus productives. En particulier dans les pays en développement, la capacité du marché pour réappropriier le travail entre les secteurs (ou de vieux secteurs à de plus nouveaux secteurs plus productifs) est critique dans le processus de croissance. Se retirer d'une façon opportune hors de l'agriculture à la fabrication et alors au secteur des services pour avoir l'impact significatif sur des taux de croissance est une question qui est longtemps pensée. Le niveau de l'efficacité de marché du travail dépend de la vitesse par laquelle le marché du travail réapproprie le travail d'un secteur productif bas à de nouveaux secteurs plus productifs (Burgess et Mawson, 2003). Par la réduction des ouvriers de temps qu'ils dépensent dans les travaux sans emploi ou sous-optimaux, une augmentation d'efficacité de marché du travail est également discutée pour soulever la valeur des investissements de capital humain d'ouvriers et les mène pour investir dans plus d'éducation (Laing et. autres, 1995). Ces deux canaux, redistribution de l'ancien à de nouvelles technologies et la création des incitations pour investir plus sur le capital humain, rend l'efficacité du marché du travail un conducteur critique pour une croissance plus élevée.

Un marché du travail flexible, d'une part, facilite l'ajustement à de nouvelles conditions économiques après tous les chocs qui peuvent surgir. Par exemple, lors d'une récession, le marché du travail peut s'adapter à de nouvelles conditions en réduisant les salaires réels afin de garder l'emploi. Pessoa et Reenen (2013) ont analysé la réaction du marché du travail Britannique à la crise financière globale récente et ils ont constaté que la flexibilité sur le marché du travail Britannique a maintenu les personnes employées mais ont réduit leurs salaires dus à leur pouvoir de négociation inférieur.

Cependant, cette flexibilité a eu comme conséquence des niveaux de productivité plus faible dus à l'investissement inférieur dans l'investissement capital et dans le travail plus élevé. L'adaptation réussie à l'économie croissante est assez importante qu' à l'ajustement sur une économie craintive. Au niveau d'une économie croissante, les sociétés investiront plus en nouvelles technologies et la main-d'oeuvre doit obtenir rapidement de nouvelles qualifications exigées

Schéma 5.28

Main d'oeuvre comme contrainte



Source: Enquête des Entreprises de la BM

pour utiliser ces technologies.

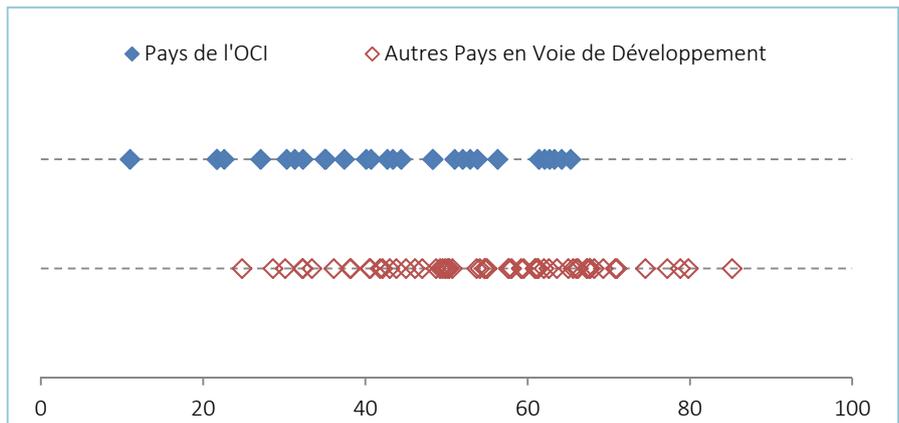
L'efficacité et la flexibilité du marché du travail sont étroitement liées entre eux. L'efficacité mène à une attribution de capital humain à ses utilisations plus productives au cours des périodes régulières et la flexibilité mène au dégagement rapide du marché au cours des périodes irrégulières par de divers canaux. D'une part, les frottements de marché du travail peuvent empêcher la croissance globale.

Le niveau de qualifications de la main-d'œuvre est généralement classifié selon le niveau de l'éducation spécifique qu'ils ont atteinte. À mesure que la part de la main-d'œuvre avec l'enseignement secondaire et supérieur augmente la capacité d'adopter de nouvelles qualifications et d'absorber des augmentations de nouvelles connaissances. Ceci augmente alternativement leur flexibilité sur le marché du travail. Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ne dépeignent pas une image avec du charme. 39.4% de main-d'œuvre a seulement l'éducation primaire. Les parts de main-d'œuvre avec l'enseignement secondaire et supérieur sont seulement 24.2% et 15.1%, respectivement. Apparent environ 20% de main-d'œuvre dans les pays de l'OCI n'ont pas même l'éducation de niveau primaire (SESRIC, 2014).

Suivant les indications du schéma 5.28, tandis que dans le nombre significatif de certains pays les entreprises identifient la main d'œuvre insuffisamment instruite comme contrainte importante (axe vertical), les entreprises tendent à offrir la formation formelle pour augmenter la qualité de la main-d'œuvre (axe horizontal). C'est important dans le sens que les entreprises prennent des initiatives pour améliorer la productivité humaine par divers modules (OTJT) de formation sur-le-champ. D'une part, la part totale des ouvriers qui ont été offerts la formation formelle dans

Schéma 5.29

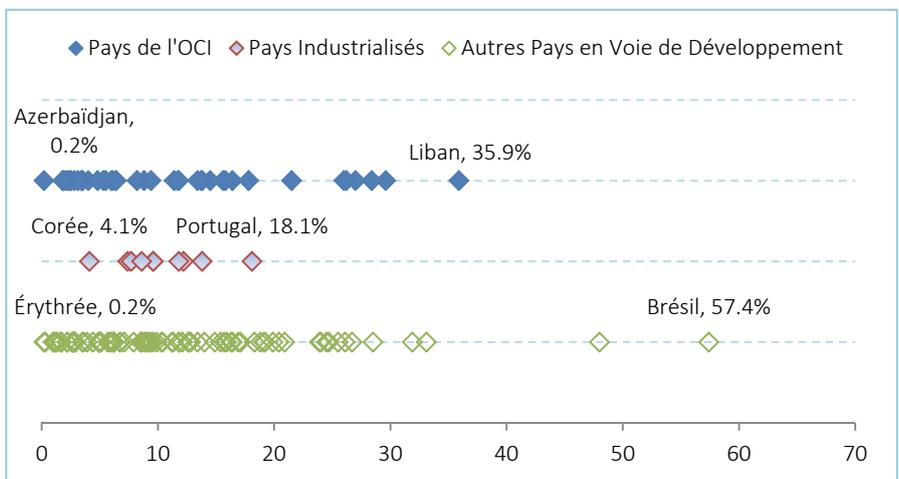
La proportion d'ouvriers offerte la formation formelle (%)*



Source: Enquête d'entreprise de la banque mondiale.

Schéma 5.30

Proportion de sociétés identifiant les règlements de travail comme contrainte importante (%)*



Source: Enquête d'entreprise de la banque

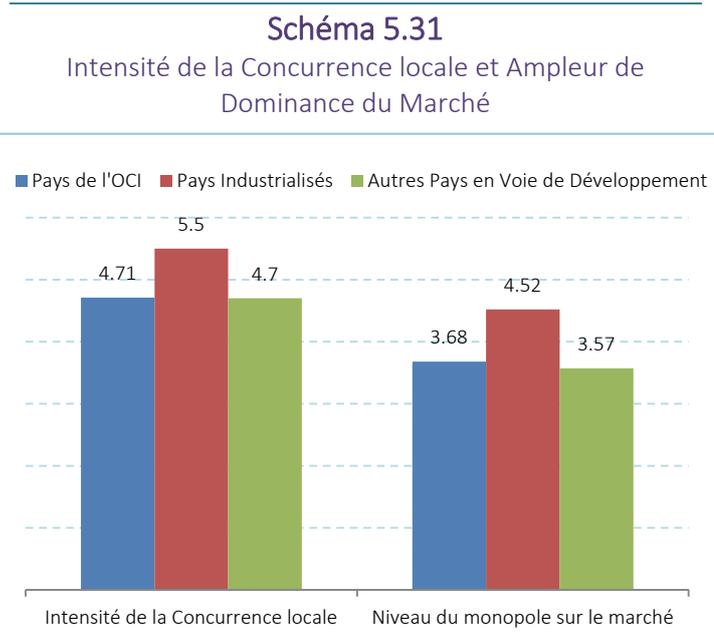
les pays de l'OCI n'est pas nécessairement plus élevée que celle dans d'autres pays en développement (Schéma 5.29). La moyenne de tous les pays examinés (94) est 51.1%. Seulement 10 pays de l'OCI (sur 29) ont la proportion au-dessus de la moyenne du monde.

Les règlements de travail manipulent le rapport entre les ouvriers, les employeurs, les syndicats et le gouvernement. Les lois et les règlements efficaces favorisent l'efficacité du marché du travail. Le schéma 5.30 montre le pourcentage des entreprises identifiant des règlements de travail comme contrainte importante selon l'enquête d'entreprise de la Banque Mondiale. Généralement les pays de l'OCI performant assez bien comparé à d'autres pays. Les entreprises dans 23 pays de l'OCI (sur 41) considèrent de règlements de travail restrictifs moins comparé à la moyenne du monde de 11.8%.

Efficacité du marché de marchandises: On s'attend à ce que des marchés fournissent le bon mélange des produits exigés. Afin d'éviter la surabondance ou sous-approvisionnement des marchandises à long terme, un mécanisme du marché efficace est nécessaire. Techniquement, les biens et les services seront fournis excessivement si les prix sont au-dessus du niveau d'équilibre et ils seront sous-approvisionnés si les prix sont au-dessous du niveau d'équilibre. La théorie économique suggère que les marchés équilibrent des prix basés sur l'offre et la demande en biens et services ; cependant l'ajustement peut prendre du temps si le marché n'opère pas correctement. Au cas d'une condition de concurrence, les sociétés voyant des opportunités commerciales profitables accéderont au marché et elles accéléreront l'ajustement. Cependant, s'il est coûteux pour que les sociétés accèdent au marché et s'il y a des imperfections et des comportements monopolistiques sur le marché ou des interventions déformantes fréquentes de gouvernement, l'ajustement peut être lent.

L'efficacité du marché, donc, est généralement associée à la concurrence, qui exige le contrôle de l'abus des positions dominantes, de la prévention de la connivence entre les sociétés et du déplacement des barrières d'entrée du marché (Formose, 2008). La littérature suggère également qu'un marché efficace puisse seulement exister s'il n'y a aucune barrière à l'entrée pour les concurrents potentiels qui souhaitent accéder au marché. De même que bien connu, la liberté d'entrée dans et de sortie de l'industrie est une de la concurrence parfaite fondamentale de prétentions théoriques.

On doit également noter que tandis que l'intervention déformante du gouvernement peut gêner l'efficacité du marché, en établissant les institutions nécessaires, législations et cadre régulateur, le gouvernement peut favoriser l'efficacité du marché. Si l'entrée



Source: Forum économique Mondial (WEF).

dans les marchés n'est pas facile ou trop coûteuse, les secteurs non structurés émergeront et la concurrence déloyale aura des conséquences négatives sur l'efficacité du marché. La punition de l'abus de la dominance et l'empêchement des connivences sont également critiques.

Le schéma 5.31 montre les scores moyens dans l'intensité de la concurrence locale et l'ampleur de la dominance du marché dans les pays de l'OCIE en comparaison avec les pays avancés et d'autres en développement, de la manière prévue par WEF. L'intensité des points locaux de concurrence est étendue entre 1 (non intense du tout) et 7 (extrêmement intense). En moyenne, il y a une certaine différence avec les pays avancés mais elle est équivalente avec d'autres pays en développement. En ce qui concerne l'ampleur de la dominance du marché, que les gammes entre 1 (dominé par certains groupes d'affaires) et 7 (diffusion parmi plusieurs sociétés), pays de l'OCIE indiquent une image légèrement meilleure comparée à d'autres pays en développement, cependant, d'autres efforts sont nécessaires pour réduire la dominance du marché de peu de groupes d'affaires afin de favoriser la concurrence et la productivité dans les pays de l'OCIE

Les procédures onéreuses de faire des affaires peuvent encourager des sociétés à opérer dans le secteur non structuré. De telles sociétés affecteront négativement la performance d'opération des entreprises dans le secteur formel. Le schéma 5.32 montre le pourcentage des sociétés identifiant des affaires autorisant et permis comme étant une contrainte et un pourcentage importants pour identifier les pratiques des

concurrents dans le secteur non structuré comme contrainte importante. Dans les pays où l'autorisation et les laisux d'affaires sont onéreuses, les sociétés font face à plus de concurrence de secteur non structuré. Les sociétés dans le nombre significatif des pays de l'OCIE identifient les pratiques des concurrents dans les secteurs non structurés comme contrainte importante. Au Cameroun, au Niger, au Tchad, au Bénin et en Egypte, ce taux est au-dessus de 60%.

Efficacité de marché financier: Les services financiers sont fondamentaux à la croissance économique et au développement. Les rôles critiques du secteur financier sont de mobiliser l'épargne pour l'investissement, pour s'assurer que des fonds sont assignés à l'utilisation la plus productive, pour écarter des risques et pour fournir la liquidité de sorte que les entreprises puissent contrôler les capacités productives efficacement et concurrencer sur les marchés locaux et internationaux. Dans tout ce processus, une intermédiation financier efficace soutiendra le développement durable à long terme en facilitant l'accumulation du capital humain physique et, en poussant une utilisation plus efficace des actifs servant à la production en résultant et en assurant l'accès des personnes à ces capitaux.

Schéma 5.32

Autorisation et Concurrence d'affaires avec le secteur non structuré

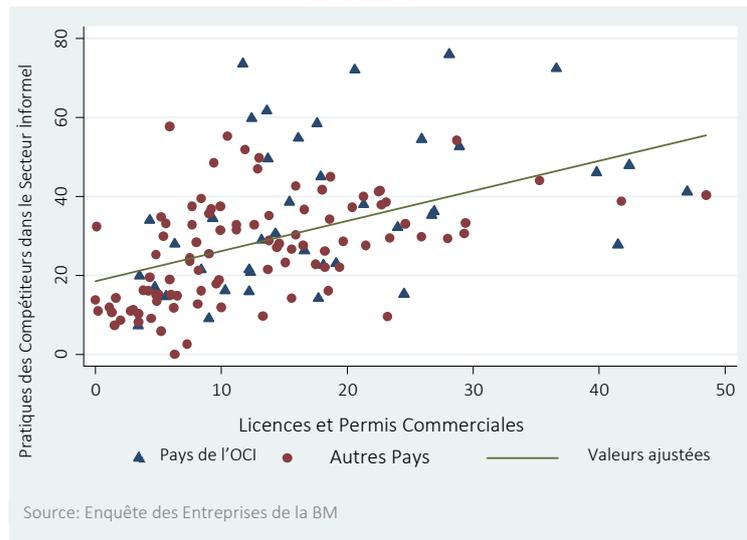
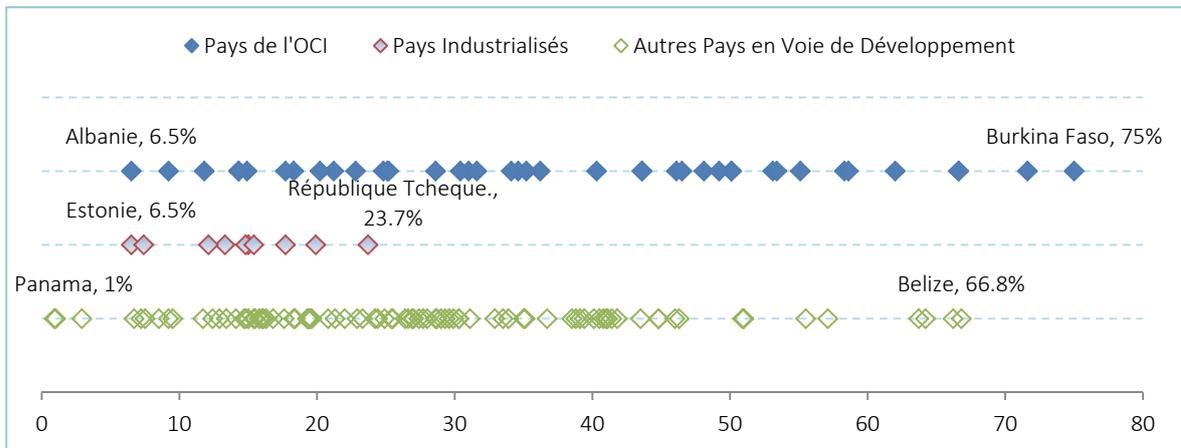


Schéma 5.33

Accéder aux finances tant que contrainte



Source: Enquête d'entreprise de la banque mondiale.

Levine (2005) récapitule les éléments du développement financier dans cinq catégories. Le développement financier comporte des améliorations dans (i) la production d'informations antérieures sur les investissements possibles, (ii) la surveillance des investissements et la performance du gouvernement corporatif, (iii) le commerce, la diversification, et la gestion de risque, (iv) la mobilisation et la mise en commun de l'épargne, et (v) l'échange des biens et des services. Chacune de ces derniers peut influencer l'épargne et les décisions d'investissement et par conséquent la croissance économique. En raison de beaucoup frottements sur le marché et les différents règles, les règlements et les politiques à travers des économies et avec le temps, les améliorations au long de n'importe quelle dimension simple peuvent avoir différentes implications pour l'attribution et le bien-être de ressource dépendant des autres frottements au jeu dans l'économie.

Le secteur financier est un constituant critique d'une économie. La performance du reste de l'économie dépendra de la façon dont le secteur financier performe. Comme péniblement éprouvé juste récemment, une crise sur les marchés financiers a plongé des économies dans la récession autour du globe. Par conséquent, sa relation avec la vraie économie est particulièrement critique. Afin d'assurer le fonctionnement efficace du secteur financier, le développement du secteur devrait être renforcé en établissant et en augmentant les institutions, les instruments et les marchés qui soutiennent le processus d'investissement et de croissance comme désiré.

Un marché financier efficace est exigé pour allouer des ressources à leurs utilisations plus productives. Pour une répartition des ressources efficace, les prix devraient refléter toutes les informations disponibles et les coûts de transaction devraient être réalistes. Si les conditions informationnelles et opérationnelles d'efficacité sont remplies, les ressources seront dirigées vers les endroits où elles seront plus productives et efficaces.

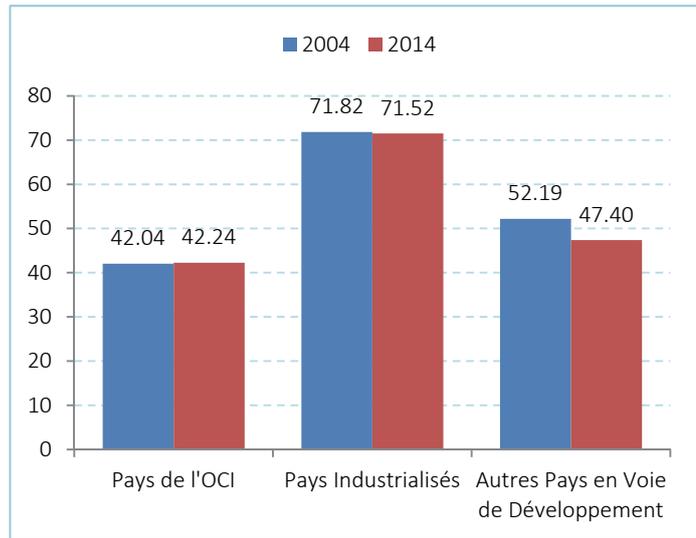
Le niveau, l'efficacité et la composition de l'intermédiation financier sont généralement considérés comme trois caractéristiques de base des systèmes financiers en capturant les cinq fonctions mentionnées ci-dessus sur la croissance économique (Fitzgerald, 2006). Selon l'enquête d'entreprise de la Banque Mondiale, le pourcentage des entreprises identifiant l'accès aux finances comme contrainte importante est plus haut dans les pays de l'OCI (Schéma 5.33). 29.7% donnés

de la moyenne du monde, les entreprises dans 26 sur 41 pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles identifient l'accès aux finances comme contrainte au-dessus de la moyenne du monde. A Burkina Faso et en Guinée-Bissau, le taux est plus de 70%. Si les nombres significatifs des entreprises luttent dans l'accès aux finances, le secteur financier doit être encore développé pour un rendement plus élevé.

En évaluant le niveau de l'efficacité de marché financier, l'indice de liberté et la diffusion financiers de taux d'intérêt seront employés. L'indice financier de liberté, développé par la base d'héritage, est une mesure d'efficacité d'opérations bancaires aussi bien qu'une mesure de l'indépendance du contrôle du gouvernement et de l'interférence dans le secteur financier. La propriété d'état des banques et d'autres institutions financiers est discutée de réduire la concurrence et abaisser généralement le niveau des services disponibles. L'indice financier de liberté marque la liberté financière d'une économie par le regard dans (i) l'ampleur de la réglementation gouvernementale des services financiers, (ii) le degré de l'intervention de l'état aux banques et à d'autres sociétés financières par la propriété directe ou indirecte, (iii) l'ampleur du développement de marché financier, (iv) l'influence de gouvernement sur l'affectation du crédit et (v) l'ouverture à la concurrence étrangère. Les pays de l'OCI en tant que groupe ont la plus basse liberté financière et ne pourraient accomplir aucun progrès significatif pendant la dernière décennie en réduisant la différence avec les pays avancés. Suivant les indications du schéma 5.34, la liberté financière dans les pays de l'OCI est inférieure que les autres pays en développement et elle a à peine changé lors de la dernière décennie. Les pays de l'OCI qui ont augmenté leur liberté financière également ont éprouvé sur les taux de croissance plus élevés moyens de productivité (Schéma 5.35).

La diffusion de taux d'intérêt se réfère à la diffusion de prêt-dépôt, c.-à-d. la différence entre le taux débiteur, le taux chargé par des banques sur des prêts au secteur

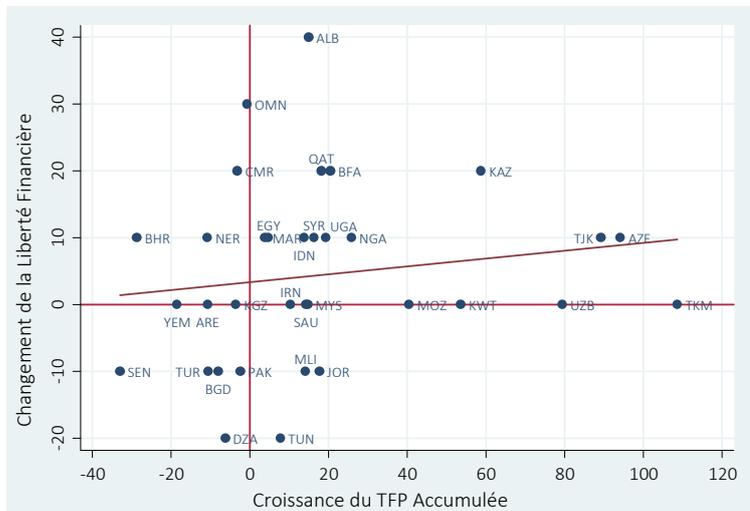
Schéma 5.34
Indice de liberté Financières



Source: Fondation d'héritage.

Schéma 5.35

Liberté et Croissance de la Productivité Financières

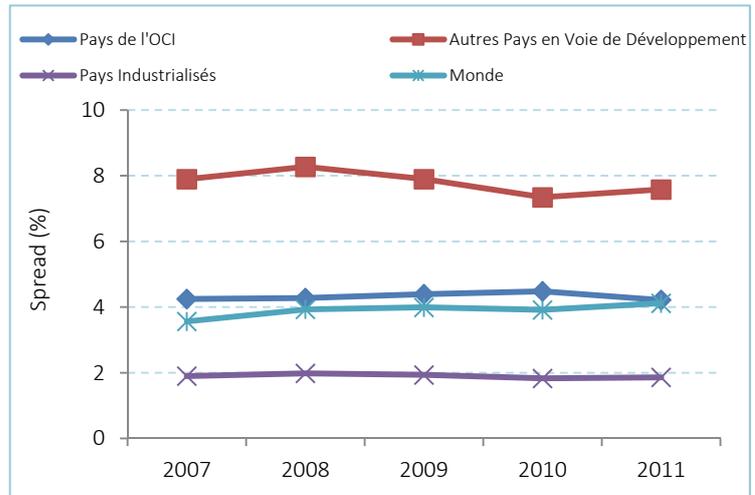


Source: Calcul du Personnel du SESRIC base sur la base de données de la Fondation d'Héritage et l'Economie Totale CB

privé, et le taux d'intérêt de dépôt, le taux offert par les banques de commerce sur les dépôts de trois mois. Bien que les termes et conditions générales attachés à ces taux diffèrent par pays, limitant leur comparabilité, les diffusions sont fréquemment employées en tant que mesures approximatives du niveau de l'efficacité dans le secteur bancaire au niveau de différents groupes de pays. Contre ce contexte, le schéma 5.36 montre les diffusions moyennes de taux d'intérêt dans les pays de l'OCI au cours de la période 2007-2011 par rapport à d'autres groupes de

pays. La diffusion moyenne est calculée par mesurer les diffusions de pays de par la moyenne du volume de crédit et de dépôt, exprimée en US\$, dans le pays correspondant. Les calculs indiquent des marges sensiblement plus élevées entre le prêt et les taux créditeurs dans les pays de l'OCI par rapport à ceux dans les pays avancés mais inférieur à ceux dans d'autres pays en développement.

Schéma 5.36
Diffusions de taux d'intérêt (%)



Source: Développement de la banque mondiale et ensemble de données financier de structure (avril 2013), base de données financière globale de développement

5.3 Identification des capacités productives pour la compétitivité

Les deux sous-sections précédentes ont discuté les principes fondamentaux pour améliorer la productivité et la compétitivité et les facteurs qui amplifient la productivité à facteurs multiples. Une autre dimension importante pour améliorer la productivité et la compétitivité est le processus de l'identification des capacités productives. Si les investissements sont réalisés dans les secteurs qui sont à devenir plus concurrentiels et plus stratégique pour le développement d'une économie, alors les accomplissements critiques peuvent être faits en augmentant la productivité et la compétitivité globale à moyen et à long terme.

Quoique les pays puissent évaluer leurs capacités basées sur les ressources disponibles, le progrès et l'investissement technologiques dans les ressources humaines peuvent créer de nouvelles occasions dans des secteurs ouverts pour une compétitivité et une productivité plus élevées. Ces occasions peuvent être cependant réalisées des procédés de découverte réussis. Un processus important d'identification est diversification économique, où les pays essaient de placer la plupart de leurs avantages compétitifs par l'investissement dans une grande variété de champs. Un autre facteur important dans l'identification est les activités entrepreneuriales. La diversification peut seulement avoir lieu s'il y a assez d'entrepreneurs qui peuvent prendre des risques pour explorer de nouvelles opportunités commerciales profitables. Au-dessous de ces deux composants critiques d'identification des processus sont discutés.

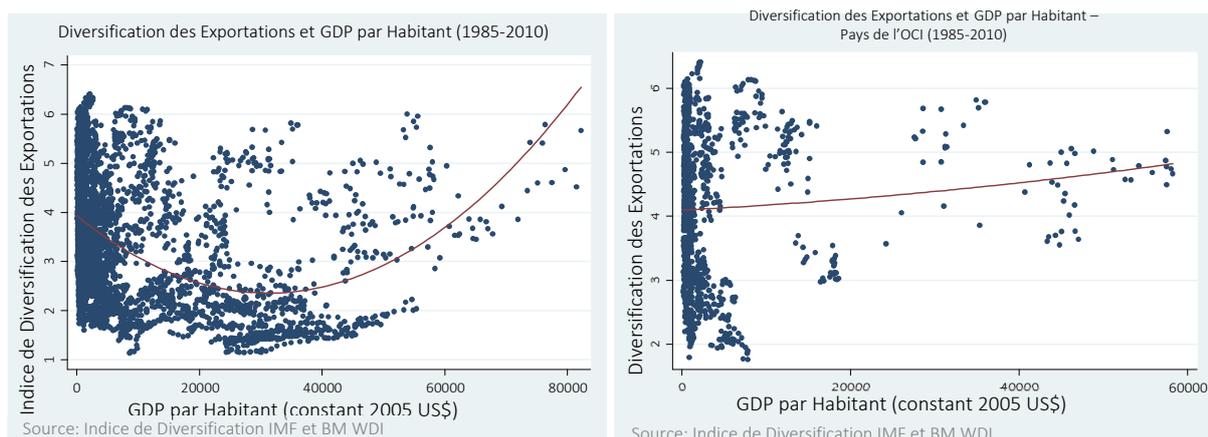
5.3.1 Diversification économique

La spécialisation est un processus dynamique et son effet sur la productivité dépend des circonstances dans lesquelles les industries opèrent. C'est-à-dire, le modèle semblable de spécialisation peut provoquer une différente productivité et des taux de croissance à différents moments. Généralement les pays peuvent tirer bénéfice de la spécialisation due à son impact sur les économies d'échelle ou de la diversification due à son impact sur le débordement de technologie et la découverte des sources productives et concurrentielles. La littérature suggère n'importe quoi qui pousse l'économie à spécialiser dans les marchandises avec une productivité plus élevée détermine (si provisoire) un processus dynamique de croissance économique (Hausmann et autres. 2007). Par conséquent, le type de marchandises dans lesquelles un pays se spécialise a des implications directes pour la performance économique de ce pays. L'exportation des marchandises avec des potentiels plus élevés de productivité provoquent des taux de croissance plus élevés et ceci est réalisé en transférant des ressources à partir de la productivité basse aux activités de productivité élevée par le procédé entreprenant de coût-découverte.⁴

Plusieurs pays en développement, en particulier pays de revenu bas, sont caractérisés par concentration élevée d'exportation et diversification limitée de l'économie domestique. Tandis que le manque de diversification dans l'exportation augmente l'exposition des pays aux chocs défavorables et à l'instabilité macro-économique, la concentration élevée de l'activité économique dans les secteurs avec le potentiel limité pour la croissance de la productivité peut ne pas provoquer plusieurs croissances et développement au pays. En essayant d'obtenir une diversité plus élevée, identifiant les secteurs et les catégories de produit qui sont favorisant pour le débordement de technologie, la croissance de la productivité et la meilleure compétitivité est particulièrement provocante.

Schéma 5.37

Diversification d'Exportation et Revenu par habitant (1985-2010)



La littérature récente suggère que le changement de la concentration sectorielle par rapport au niveau du revenu par habitant montre un modèle en U (Imbs et Wacziarg, 2003). Ce rapport non linéaire entre la diversification d'exportation et le développement économique indique que les

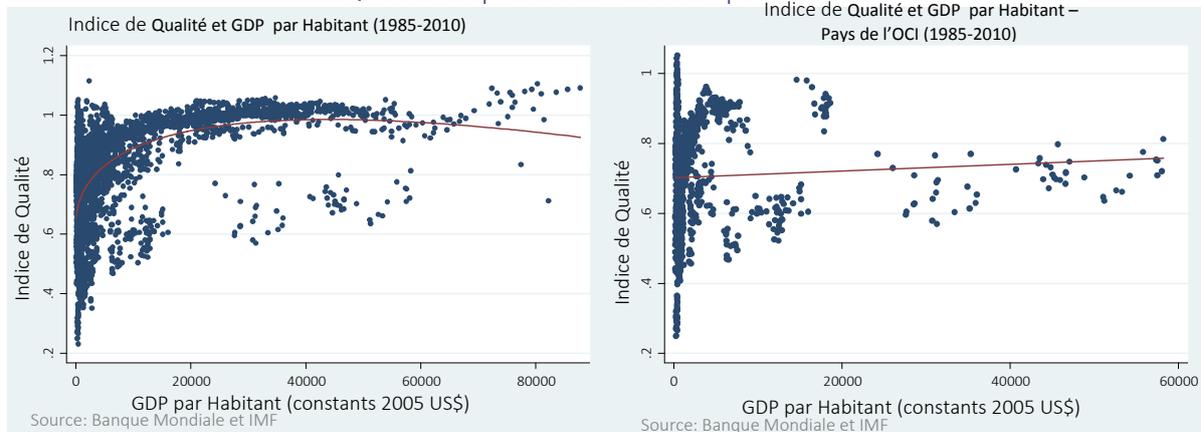
⁴ On le conjecture également que des différences dans TFP observé sont dirigées par des différences dans les institutions et les politiques de gouvernement qu'elles se rapportent collectivement comme étant une infrastructure sociale (Hall et Jones, 1999). Une meilleure infrastructure sociale soulage le processus des découvertes de coût, qui augmente alternativement la productivité globale.

pays diversifient leur structure d'exportation pendant qu'ils se développent et à un certain niveau du revenu ils commencent à se spécialiser encore une fois. Le rapport est évident sur le schéma 5.37, qui trace des observations des années de pays au cours de la période entre 1985-2010.⁵ Par conséquent, les parties du développement sont associées à la transformation structurale. L'évidence suggère également que le développement économique implique finalement cette transformation de la redistribution dynamique des ressources de moins productives à des secteurs et à des activités plus productives. La concentration élevée des pays de revenu bas dans l'agriculture et des activités basées par ressource exigera inévitablement la diversification dans la production nationale et le commerce extérieur.

La diversification d'exportation peut être réalisée à travers des produits ou des partenaires commerciaux. Quand c'est le cas au niveau de produit, elle peut comporter l'introduction des

Schéma 5.38

Qualité d'Exportation et Revenu par habitant



lignes de nouveau produit ou de plus de mélange d'équilibre et plus des produits existants de hautes qualités.⁶ La production des variétés de haute qualité de produits existants peut se baser sur des avantages comparatifs existants. Elle peut amplifier le potentiel de revenu d'exportation des pays par l'utilisation des techniques intensives de production plus physique et de capitaux humains. Cependant, les ressources naturelles et agricoles tendent à avoir le potentiel inférieur pour améliorer la qualité que celle de la fabrique. Les pays aux parties du développement avec la petite taille économique et le potentiel limité d'exploiter des économies d'échelle peuvent, donc, le trouver difficile à entrer dans de nouveaux produits, générant une amélioration de qualité dans les produits existants le plus important (FMI, 2014).

L'évolution de qualité est particulièrement forte lors des parties du développement. Cependant, la grande variation de la qualité améliorant des expériences à travers des pays suggère une association forte entre la croissance de revenu et l'évolution de qualité (Schéma 5.38). Comme les

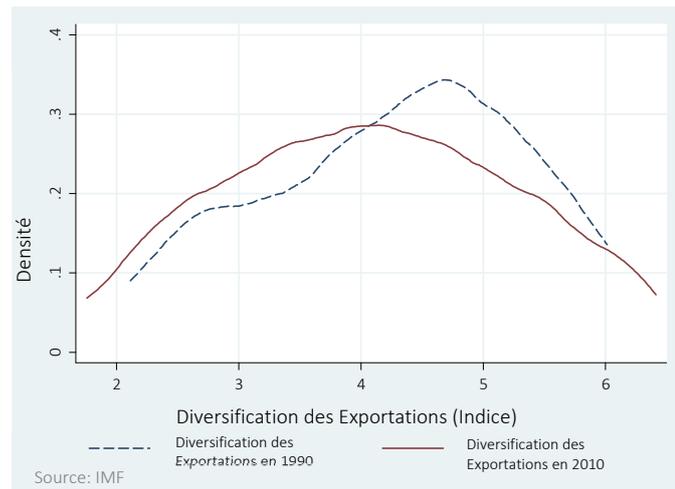
⁵ FMI (2014) fournit des données sur la diversification d'exportation basée sur l'index de Theil, qui mesure l'ampleur de la diversification à travers les exportations d'un pays. Des valeurs plus basses indiquent une diversification plus élevée.

⁶ En diversifiant leur structure d'exportation, une tâche plutôt provocante pour des pays en ce qui concerne le fait d'où bien diversifier à l'industrie et au niveau de produit ou diversifier seulement au niveau de produit tout en se spécialisant au niveau d'industrie. L'évidence récente suggère que l'importance de la spécialisation de marchandises internes augmente en caractérisant les structures des échanges courantes. En employant les données commerciales des USA, Schott (2004) fournit la première évidence empirique sur la nature du commerce dans et à travers des industries.

pays se développent, leurs perspectives pour l'évolution de qualité ralentiront et la convergence de qualité à la frontière du monde sera en grande partie accomplie comme les pays atteignent le statut supérieur de revenu moyen. Ceci suggère que les pays de revenu bas puissent gagner considérablement de l'évolution de qualité. Ceci nécessite de nouveau la diversification à travers et dans des produits.

Quand la performance globale et individuelle de diversification des pays de l'OCI est analysée, plusieurs observations intéressantes peuvent être faites. Au niveau de l'OCI, le schéma 5.39 compare le niveau de la diversification dans les pays de l'OCI en 2010 au niveau en 1990. Car il est évident, les pays de l'OCI sont devenus davantage diversifiés au cours des années et la distribution des pays s'est penchée vers des valeurs plus basses aux niveaux des valeurs d'indice, indiquant une diversification plus élevée. Au niveau de pays individuel, on observe des modèles de diversification

Schéma 5.39
Diversification d'exportation dans les pays de l'OCI
(1990 vs. 2010)

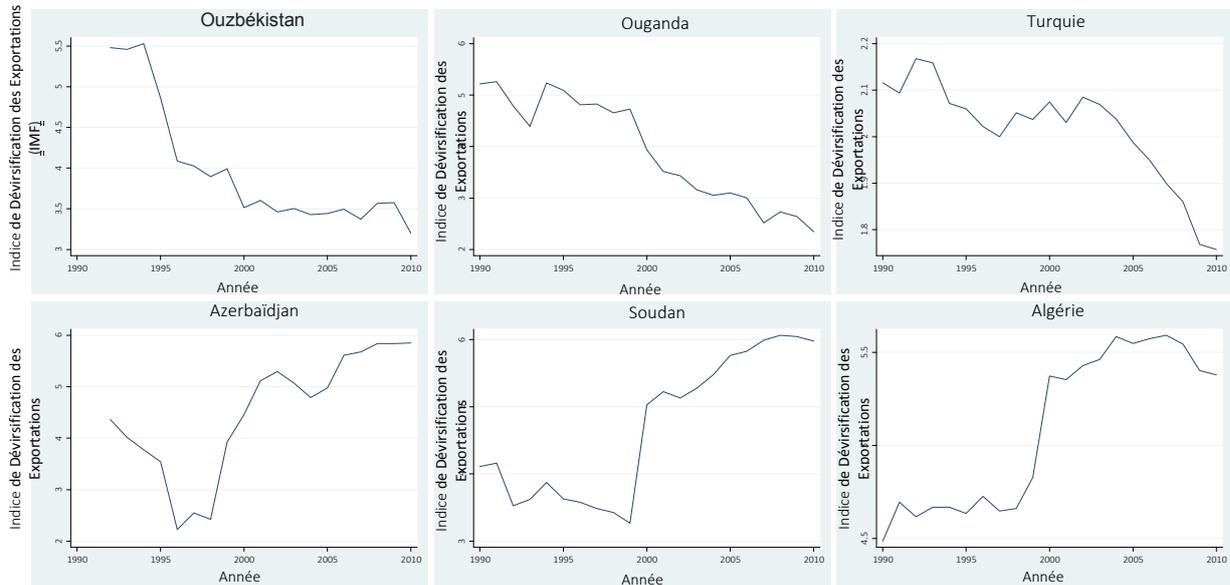


différents parmi les pays de l'OCI (Schéma 5.40). Tandis que certains pays accomplissaient le progrès significatif en augmentant leur niveau de diversification, telle que l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la Turquie, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis et l'Indonésie, certains d'autres sont devenus davantage spécialisés en leur structure d'exportation, telle que l'Azerbaïdjan, le Soudan, le Koweït et l'Algérie. Cependant, il est difficile de lier la croissance de revenu avec la diversification d'exportation principalement étant donné que les pays riches en ressources ont augmenté de manière significative leur revenu en dépit du niveau croissant de la spécialisation.

Un autre aspect important d'évaluer la compétitivité potentielle dans des produits d'exportation est l'avantage comparatif des produits et des secteurs de pays en particulier. Les différentes théories économiques suggèrent que les différences de technologie et les différences de coût dues aux différences dans des prix de facteur à travers des pays mènent certains pays pour être plus avantageux comparés à d'autres. Afin d'évaluer le processus de diversification des pays de l'OCI, la mesure de l'avantage comparatif indiqué (RCA) sera employée. L'avantage comparatif indiqué d'une nation est mesuré par le poids relatif d'un pourcentage d'exportation totale du produit dans une nation au-dessus du pourcentage de l'exportation du monde dans ce produit, comme proposé par Balassa (1965). Plus spécifiquement, $RCA = \frac{x_{ij} / x_{it}}{x_{wj} / x_{wt}}$, où i indique le comté, j indique le produit ou le secteur, t indique l'exportation totale et le w i indique le monde. Quand $RCA > 1$, il signifie ce pays i a un avantage comparatif indiqué sur le produit j . Quand $RCA < 1$, il signifie ce pays i a un inconvénient comparatif indiqué sur le produit j .

Schéma 5.40

Modèles de diversification d'exportation dans les pays choisis de l'OCI



Le tableau 5.3 fournit les données sur le nombre de secteurs où les pays de l'OCI ont des avantages comparatifs vis-à-vis d'autres pays. Généralement les pays de l'OCI tendent à avoir l'avantage comparatif en produits alimentaires et matériaux bruts (Codes 0, 1, 2), rendant compte jusqu'à 50% de tous les secteurs ils ont l'avantage comparatif. Cependant, on peut observer une tendance à la hausse dans le nombre de secteurs où les pays de l'OCI ont l'avantage comparatif sous des industries (Codes 6, 7, 8), où toute la part est augmentée de 19.7% en 1995 à 24.1% en 2012. Ceci indique que les pays de l'OCI gagnent de plus en plus des avantages comparatifs à travers différents secteurs et produits des industries.

C'est des résultats particulièrement forts de diversification croissante observés dans les pays de l'OCI. Cependant, d'autres efforts devraient être exercés pour réaliser plus de compétitivité dans les secteurs et les produits des industries. De façon générale, la découverte de l'avantage productif

Tableau 5.3

Avantage comparatif dans les pays de l'OCI (nombre total dans chaque secteur)

Code	Description	1995		2005		2012	
0	Nourriture et animaux vivants principalement pour la nourriture	89	24.3%	113	22.7%	114	24.5%
1	Boissons et tabac	12	3.3%	33	6.6%	20	4.3%
2	Matériaux bruts, non comestibles, à l'exception des carburants	83	22.7%	94	18.9%	77	16.6%
3	Carburants minéraux, lubrifiants et matériaux relatifs	27	7.4%	37	7.4%	37	7.9%
4	Huiles animales et végétales, graisses et cires	19	5.2%	29	5.8%	27	5.8%
5	Produits chimiques et produits connexes	42	11.5%	43	8.6%	47	10.1%
6	Produits manufacturés classifiés principalement par des matériaux	44	12%	62	12.4%	68	14.6%
7	Équipement de machines et de transport	5	1.4%	12	2.4%	11	2.4%
8	Articles manufacturés divers	23	6.3%	35	7%	33	7.1%
9	Produits et transactions non classifiés	22	6%	40	8%	31	6.7%
TOTAL	All Commodities	366		498		465	

exige la diversification significative. Les découvertes réussies augmenteront non seulement les niveaux globaux de productivité mais également le nombre de produits dans lesquels ils peuvent avoir l'avantage comparatif.

Les industries de pointe sont habituellement le secteur de la spécialisation qui vise à mener les pays industrialisés et les industries de bas-compétence sont les secteurs de la concentration des pays moins avancés. Pendant qu'elles progressent, les pays en développement habituellement diversifient leur production et exportent la structure afin d'atteindre une croissance économique plus élevée. Les diversifiés réussis retirent les avantages en termes de meilleure performance économique et développement plus rapide. Les pays qui ne peuvent pas diversifier et sont pris le captif par des industries stériles limitées (ceux qui se spécialisent dans les produits primaires) ne pourront pas sauter à l'ère d'une croissance économique plus élevée.⁷ Par conséquent, comme résultats de politique, recommandant les pays en développement bas pour se spécialiser dans ce qu'ils faisant actuellement le meilleur ne peuvent nécessairement pas les aider à réaliser la croissance soutenable de longue durée.⁸

5.3.2 Esprit d'entreprise

On le croit largement que l'esprit d'entreprise est salubre pour la croissance économique et le développement. L'esprit d'entreprise a été également remarquablement critique dans les pays en développement qui ont réalisé la réduction substantielle de pauvreté (Naudé, 2013). La Pensé savant à l'esprit d'entreprise a pris différentes formes, mais une définition de synthèse a été offerte par Gries et Naudé (2011) ce combine différentes vues pour définir l'esprit d'entreprise comme « ressource, processus et état d'être à travers et dans lesquels les individus utilisent des occasions positives sur le marché en créant et en élevant de nouvelles entreprises d'affaires. »

Schumpeter (1950 ; 1961) a défini de façon célèbre l'entrepreneur en tant que coordonnateur de la production et agent de changement. Les disciples qui partagent cette opinion d'esprit d'entreprise voient la contribution de l'esprit d'entreprise pour être beaucoup plus importante aux stades avancés du développement, où la croissance économique est dirigée par la connaissance et la concurrence. Aux parties du développement, l'esprit d'entreprise peut jouer un rôle moins prononcé parce que la croissance est en grande partie dirigée par une accumulation de facteur (Ács et Naudé, 2013).

Techniquement, les entrepreneurs créent une extériorité positive en apportant de nouvelles marchandises et nouvelle technologie au marché. Hausmann et Rodrik (2003) soulignent le rôle de l'entrepreneur en découvrant de nouveaux produits quand il y a une incertitude au sujet de quel pays est bon pour la production. Le procédé de découverte entreprenant de coût, comme suggéré par Hausman et Rodrik, implique le fait de réduire les coûts dans une nouvelle activité pour identifier la rentabilité de l'activité, qui est inconnu antérieur mais elle fournira plus tard des informations à d'autres entrepreneurs sur la rentabilité d'une activité entreprenante spécifique.

⁷ La question est que si les pays produisant des café-grains pour être le meilleur producteur de grains de café et pour ignorer les autres industries. La réponse ne devrait pas être assez difficile, mais ce qu'habituellement recommandée à de tels pays est généralement le contraire (voir, par exemple, Stockey, 1988).

⁸ Par exemple, bien que personne ne considèrent l'Inde, un pays en développement de revenu bas, pour avoir l'avantage comparatif dans les industries de technologies intensives, le pays a montré le succès remarquable dans le secteur de technologie de l'information.

Cependant, il y a un manque d'évidence empirique claire en ce qui concerne le fait si l'esprit d'entreprise dirige la croissance économique et la productivité.

Afin d'élaborer mieux sur pourquoi l'esprit d'entreprise est important en identifiant des capacités productives, l'importance des découvertes de nouveaux secteurs productifs contre l'avantage comparatif existant doit être encore accentuée. Trois arguments importants cités par Hausmann et Rodrik sont la suite:

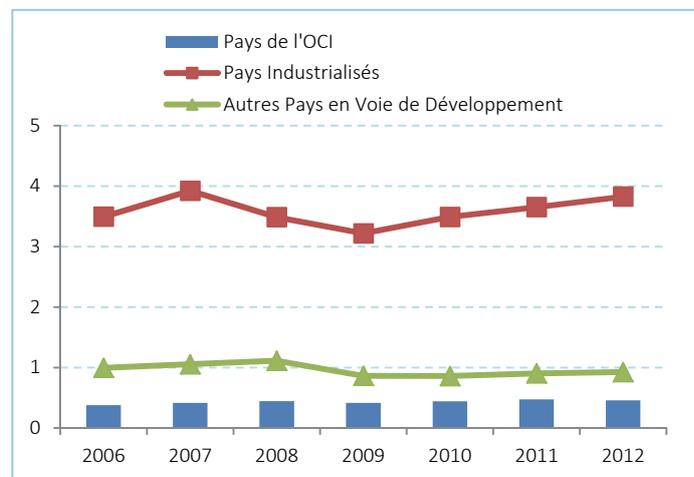
- i. Il y a beaucoup d'aspect aléatoire en cours de découvrir à ce qu'on peut être bon. Plus probablement, les modèles existants de la spécialisation sont la conséquence des accidents historiques et des choix accidentels par des entrepreneurs.
- ii. Pour la plupart des économies, le succès industriel nécessite la concentration dans une gamme relativement étroite des activités de haut-productivité. Cependant, les produits spécifiques qui s'avèrent par la suite les plus productifs sont en général fortement incertains et imprévisibles.
- iii. Les entreprises ne peuvent pas pouvoir prévoir si, quand, à comment, et quel coût ils apprendraient assez pour devenir entièrement concurrentiels, même lorsque la technologie est bien connue et mûre ailleurs.⁹

La littérature empirique trouve également une relation sous forme de U entre l'esprit d'entreprise et le niveau de développement économique d'un pays, comme mesuré par le PIB par habitant (Naudé, 2010), impliquant un taux plus élevé d'activité entrepreneuriale dans les pays de revenu bas que dans des pays de revenu moyen. Ce résultat peut refléter que les entrepreneurs dans les pays en développement sont moins innovateurs et tendent à être proportionnellement plus motivés par nécessité (Ács et autres, 2008). Les niveaux les plus élevés de PIB peuvent donc être associés à plus de formes innovatrices d'esprit d'entreprise. Les études constatent que les sociétés innovatrices, en particulier dans les secteurs de pointe, et ayant en moyen des niveaux plus élevés de la productivité, tendent à faire apprécier une croissance plus élevée d'emploi, et causent les débordements positifs pour d'autres entreprises (Stam et Wennberg 2009).

⁹ Comme noté par Acemoglu et Zilibotti (2001), « Beaucoup de technologies employées par les PPE sont développées dans les économies d'OCDE et sont conçues pour faire l'utilisation optimale des qualifications des mains d'œuvre de ces pays plus riches. Les différences dans l'approvisionnement en qualifications créent une disparité entre les conditions de ces technologies et les qualifications des ouvriers des PPE, et mènent à la productivité faible dans les PPE. Même lorsque tous les pays ont l'égalité d'accès à de nouvelles technologies, cette disparité de compétence de technologie peut mener aux différences considérables dans la productivité et le rendement totaux de facteur par employé. »

Schéma 5.41

Création de nouvelles Entreprises (par 1.000 adultes d'âge de travail)



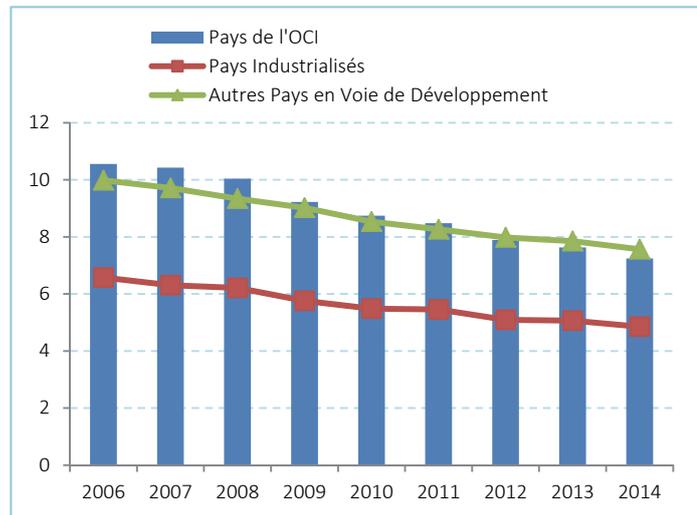
Source: Banque Mondiale.

Afin d'évaluer le niveau de l'activité entrepreneuriale dans les pays de l'OCI, la base de données d'esprit d'entreprise de la Banque Mondiale est employée. C'est une source critique de données qui facilitent la mesure de l'activité entrepreneuriale à travers des pays et avec le temps. Les données de 139 économies sur le nombre de sociétés nouvellement enregistrées par an au cours de la période 2004-2012 peuvent aider à montrer le rapport entre le niveau du coût, le moment, et les procédures exigées pour commencer des affaires et un nouvel enregistrement ferme. Le schéma 5.41 montre la moyenne pesée des entreprises nouvellement enregistrées par 1.000 adultes d'âge de travail au cours des années 2006-2012. L'activité entrepreneuriale dans les pays de l'OCI traîne clairement derrière dans les pays avancés aussi bien que d'autres pays en développement. Au cours des années 2006-2012, la moyenne pesée a augmenté seulement de 0.38 à 0.46 dans les pays de l'OCI, alors que ce nombre atteignait 3.8 dans les pays avancés et 0.92 dans d'autres pays en développement. Cependant, l'espace entre l'OCI et d'autres pays en développement a diminué de 0.61 en 2006 à 0.46 de 2012.

Il y a des contraintes importantes en favorisant l'activité entrepreneuriale, qui incluent notamment le temps et les procédures exigées pour commencer des affaires aussi bien que la protection d'investisseur. Selon la Banque Mondiale faisant la base de données d'affaires, le temps et les procédures exigées pour commencer des affaires diminue constamment depuis 2006 tout autour du monde. En ce qui concerne le nombre de procédures, le progrès réalisé par des pays de l'OCI lors des années 2006-2014 est meilleur que les accomplissements d'autres groupes (Schéma 5.42). Les pays de l'OCI en moyenne présente exigent moins de procédures que d'autres pays en développement et ont réduit l'écart avec les pays avancés de 5 procédures en 2006 à 2.4 procédures en 2014. On a observé un accomplissement semblable en termes de temps requis pour commencer des affaires (Schéma 5.43). À partir de 2014, les pays de l'OCI en moyenne ont besoin de moins de temps pour commencer des affaires comparées à d'autres pays en développement et l'espace avec les pays avancés ont été sensiblement

Schéma 5.42

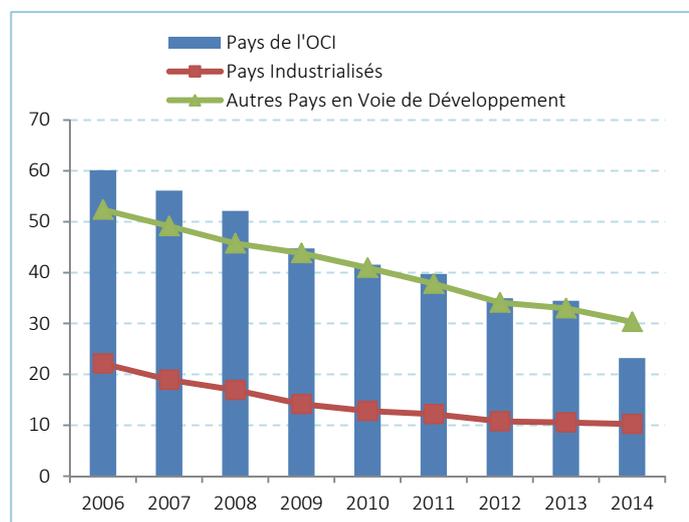
Nombre de procédures requises pour commencer des affaires



Source: Banque MondialeWDI.

Schéma 5.43

Temps requis pour commencer des affaires

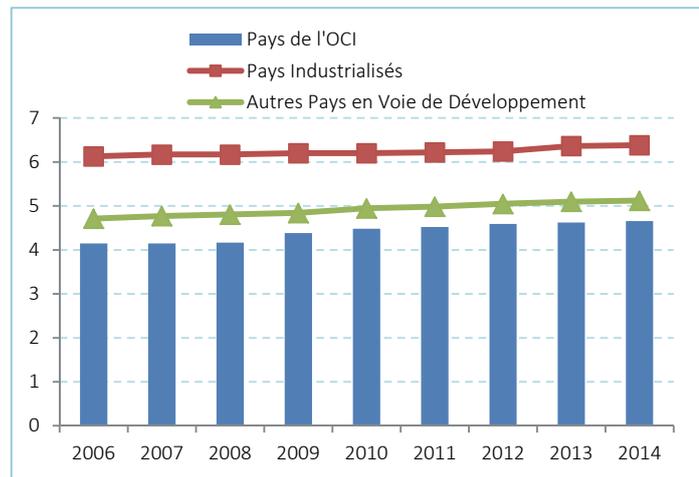


Source: Banque MondialeWDI.

réduites à 7.1 jours de son niveau de 12.2 jours en 2006.

Un autre aspect de soutenir l'activité entrepreneuriale est la protection d'investisseur. L'indice¹⁰ de Force de protection d'investisseur mesure la force des protections d'actionnaire minoritaire par rapport à l'abus des capitaux de corporation par des directeurs pour leur gain personnel, qui est particulièrement important pour soutenir la prise de risques par de petits investisseurs. Dans ce contexte, en dépit de l'amélioration continue, les pays de l'OCI en tant que groupe n'exécutent pas aussi bon qu'autres pays en développement et d'autres pays avancés. À partir de 2014, la valeur d'indice pour les pays de l'OCI a atteint 4.7, comparé à 5.1 dans d'autres pays en développement et à 6.4 dans les pays avancés (Schéma 5.44). Par conséquent, en plus des développements favorables observés à temps et des procédures exigés pour commencer des affaires, d'autres efforts devraient être aussi bien exercés dans les investisseurs protecteurs afin d'encourager mieux l'esprit d'entreprise.

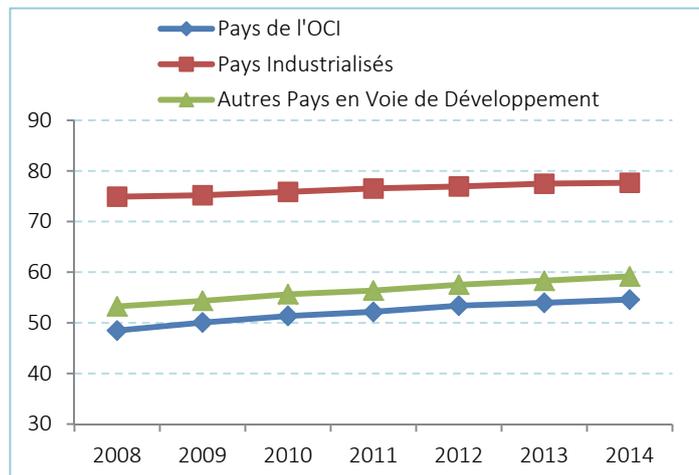
Schéma 5.44
Force de la protection d'investisseur



Source: Banque Mondiale WDI.

Un inconvénient de la facilité de faire le classement d'affaires est qu'il peut mesurer la performance de normalisation des économies seulement relatives à la performance d'autres, mais ne fournit pas des informations sur la façon dont la qualité absolue de l'environnement de normalisation s'améliore avec le temps. Également, il ne fournit aucune information en ce qui concerne la façon dont grand les lacunes existent entre les économies à un certain point unique à travers le temps. La distance à la mesure de frontière est conçue pour adresser les deux points faibles, complétant la facilité de faire le classement d'affaires. Cette mesure

Schéma 5.45
Distance à la frontière



Source: Banque Mondiale WDI.

¹⁰ L'indice fourni par la Banque Mondiale se range entre 0 et 10, en valeurs plus élevées indiquant une meilleure protection d'investisseur.



illustre la distance d'une économie à la « frontière, » et le changement de la mesure avec le temps montre le point auquel l'économie a comblé cet espace.¹¹ En conséquence, Les pays de l'OCI et d'autres pays en développement se déplacent vers fermer cet espace (Schéma 5.45). En moyenne, la distance de pays de l'OCI à la frontière était 48.5 en 2008, mais elle s'est améliorée à 54.6 en 2014 et a réduit l'écart avec les pays avancés. Cependant, la performance des pays de l'OCI continue à demeurer au-dessous de la performance d'autres pays en développement.

En conséquence, encourager l'activité entrepreneuriale pour identifier des capacités productives est critique, mais seulement l'amélioration des procédures n'est pas assez si les entrepreneurs ne sont pas innovateurs. Les capacités innovatrices des entrepreneurs devraient également être améliorées par l'investissement dans les qualifications et l'éducation des entrepreneurs. C'est un esprit d'entreprise innovateur qui est le plus souhaitable pour la croissance. Par conséquent, la politique d'innovation et d'éducation devrait être un centre focal de la promotion d'esprit d'entreprise dans les pays de l'OCI comme étant le cas dans des économies développées.

¹¹ La distance d'une économie à la frontière est réfléchi sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente la plus basse performance et 100 représente la frontière.

SECTION 6



Questions de Politique pour la Transformation Structurale

La partie II de ce rapport s'est concentrée sur le thème critique de la productivité et de la compétitivité dans les pays de l'OCI dans une perspective complète. Elle a accentué le rôle de ces questions dans le procédé de développement économique et la création de richesse dans la section 3 et a donné quelques statistiques générales au niveau actuel de la productivité et la compétitivité dans les pays de l'OCI dans la section 4. Puis un examen complet des questions clé en stimulant la productivité et la compétitivité est pris en considération au niveau de la section 5. À la lumière des analyses étudiées dans toutes ces sections, cette section fournit des questions importantes de politique identifiées pour une meilleure performance en augmentant la productivité et la compétitivité et en réalisant la transformation structurale réussie vers un développement plus élevé dans les pays de l'OCI. Ces questions sont récapitulées sous chaque catégorie classifiée au niveau de la section 5 et donnée encore une fois sur le schéma 6.1.

L'évidence suggère que les priorités de réforme pour une meilleure croissance de la productivité diffèrent à travers des pays. Les pays de revenu bas ont en particulier besoin d'éducation et d'infrastructure améliorée, institutions économiques de bonne qualité, les barrières réduites pour une meilleure efficacité du marché et la compétitivité efficace. Les pays de revenu bas doivent réaliser l'accumulation du capital rapide, soulevant la diffusion de productivité agricole et de technologie dans des industries à forte intensité de main d'œuvre afin de maintenir un chemin dynamique de croissance soutenu par la croissance de la productivité.

D'une part, les pays de revenu moyen ont besoin, notamment, des politiques efficaces pour la promotion d'investissement, l'éducation supérieure de qualité, l'investissement sur la recherche et

Schéma 6.1

Facteurs critiques en stimulant la productivité et la compétitivité



développement, l'approfondissement des marchés financiers, des marchandises plus flexibles et plus concurrentielles et des marchés du travail. La redistribution sectorielle de l'agriculture à l'industrie et les services dans ces pays ont pu avoir déjà pris un long chemin et ces pays peuvent avoir besoin de plus d'efforts d'augmenter leur capacité d'innover et d'appliquer de nouvelles connaissances et technologies. Les pays de revenu moyen doivent également réaliser une plus grande flexibilité de décaler les ressources à travers les secteurs afin d'améliorer la productivité et la compétitivité. La diversification économique, en particulier dans les pays riches en ressources, demeure critique pour réaliser la croissance soutenable par des niveaux plus élevés de productivité et de compétitivité. Les questions plus spécifiques de politique sont discutées ci-dessous sous chaque catégorie fournie sur le schéma 6.1.

Éducation et Développement de Capital Humain

Le capital humain est l'une des causes déterminantes principales de la croissance à long terme. La main d'œuvre habile et instruite facilite l'absorption de la connaissance et de la technologie étrangères d'autres pays par les canaux comprenant le commerce international et les Investissements Directs à l'Étranger qui lissent le débordement de ces actions de la connaissance et de technologie. Mais, c'est la capacité d'absorption qui détermine le niveau de la diffusion. L'investissement dans l'accumulation ou l'éducation de capital humain a, donc, le potentiel

d'augmenter la capacité d'obtenir et utiliser la connaissance avancée ailleurs. Puisque la majorité des pays membres de l'OCI occupent les classements inférieurs dans le développement économique, la question du développement de capital humain demeure critique en élargissant les potentiels de réaliser la croissance soutenable à long terme.

Aujourd'hui, La politique de développement identifie le rôle de l'éducation mais vise plus d'attention sur le fait de s'assurer que toute personne est à l'école et ignorant la qualité et l'efficacité de l'étude ayant lieu dans les institutions de formation. La promotion de la qualité de l'éducation au niveau international et régional est fortement - critique pour créer de meilleures occasions de croissance et de développement. On observe qu'en dépit d'une certaine amélioration de scolarité, il reste des pays de l'OCI avec de niveau bas de l'instruction. La qualité de l'éducation demeure également un souci critique dans beaucoup de pays de l'OCI. Pour le développement efficace de capital humain qui peut mener à une productivité plus élevée et à de meilleurs niveaux de compétitivité, d'assistance aussi bien que la qualité de l'éducation à tous les niveaux (pré-primaire, primaire, secondaire, et tertiaire) et tous types (professionnel, formel, et après midi) devrait être soutenu par des programmes et des politiques efficaces.

Etant donné la pénurie de travailleurs qualifiés, des politiques et les programmes efficaces doit être conçues et mises en application pour une meilleure formation car elles sont les facteurs critiques pour que la promptitude technologique soulève la productivité et diversifie dans des produits plus sophistiqués. Augmentant la productivité ferme, améliorant les technologies, les services supplémentaires de haute valeur en développement et la réalisation d'un statut plus concurrentiel dans l'économie mondiale rendent nécessaire l'assurance de ressources humaines bien instruites et qualifiées qui assortissent les besoins du marché du travail.

Recherche et Innovation

La performance des pays de l'OCI sur différents indicateurs d'innovation basée sur la technologie, les investissements dans la recherche et développement (R et D) et les brevets suggèrent que plusieurs de ces pays fassent face à un déficit d'innovation. Dans cette perspective, il est évident que les investissements dans le capital humain ne soient pas suffisants pour traduire les capacités en structure plus innovatrice afin de produire des demandes de brevet plus élevées, émettant des doutes sur la qualité de l'éducation dans les pays de l'OCI. Les gains dans l'accès à l'éducation devraient tourner des attentions au défi pour pouvoir améliorer la qualité de l'éducation et d'accélérer l'étude. Les pays membres de l'OCI devraient se concentrer sur le fait d'améliorer les conditions de cadre pour l'innovation et ainsi les résultats potentiels liés à la productivité et à la compétitivité afin d'inciter un processus plus rapide de rattrapage.

Dans ce processus, il est important d'allouer un montant raisonnable de budget public à l'éducation, à la recherche et au développement et à l'innovation. La formation et l'attraction du talent devraient être placées dans le dessus des stratégies nationales pour l'innovation. Afin d'assurer l'utilisation efficace de ces ressources tandis que les activités de soutien de recherches et d'innovation, la surveillance nécessaire et les mécanismes d'évaluation devraient être en place. Des besoins de réformes critiques devraient être rapidement identifiés et mis en application. La coopération avec d'autres pays dans le partage et le transfert de la connaissance devrait être renforcée. Il est également important de noter que les défis pour la fabrication innovation du moteur du développement économique peuvent être tout à fait exigeants dans les pays de revenu

bas dus aux états de cadre pauvres et au bas capital humain. L'amélioration de l'accomplissement d'éducation et de la qualité de l'éducation aussi bien que renforcer les états de cadre devrait être des politiques prioritaires dans ces pays.

Les pays membres de l'OCI doivent prêter une attention particulière à l'innovation et aux politiques de recherche et développement qui sont les ingrédients critiques pour la croissance de technologie. Les politiques nationales de recherche et de développement devraient entourer plusieurs composants tels que partager un budget plus important pour le secteur de recherche et de développement (public et privé), le niveau moyen croissant d'éducation, et remodeler des programmes d'études pour encourager des idées innovatrices. Les conditions de cadre, qui incluent l'environnement de politique, l'environnement économique, les règlements et les procédures, l'accès aux finances, le système d'éducation, la protection des droites d'IP et l'habilitation, devraient être bien pris en compte tout en concevant des politiques pour l'environnement innovation-amical.

Qualité Institutionnelle

Les institutions favorisent la productivité et la compétitivité en réduisant les coûts de transaction qui couvrent des coûts de recherche et d'information, des coûts de négociation, le maintien de l'ordre et des coûts d'application. Les institutions diminuent des coûts de transaction en installant les cadres juridiques communs et par confiance d'une manière encourageante avec l'établissement des politiques et des systèmes de justice.

Les pays membres de l'OCI doivent subir un changement de leur structure institutionnelle et cadre juridique qui affectent directement et indirectement leur compétitivité. Ces dernières années, on a observé un petit déclin dans les scores moyens de compétitivité de l'OCI qui indiquent l'urgence de cette issue. Il est clair que les réformes devraient être préparées avec une approche holistique et être mises en application dans le cadre d'un plan stratégique. Autrement, les efforts veulent probablement être peu concluants.

Les pays de l'OCI, en particulier pays membres de revenu bas, peuvent récolter des gains de productivité en renforçant bien la qualité de leurs cadres institutionnels qui protègent des droits de propriété, y compris la propriété intellectuelle. Des droits de propriété et la capacité d'imposer des contrats sont considérés deux éléments critiques d'un pays institutionnel et avec un cadre juridique et ils sont des conditions critiques pour l'activité économique basée sur le marché.

Encore d'autres institutions de renforcement auraient beaucoup de répercussions sur d'autres facteurs clé de la productivité en augmentation. Elle pourrait aider à favoriser l'investissement privé et l'esprit d'entreprise, et à stimuler le développement de secteur financier. Même si les investissements totaux montent, les inefficacités dans la gestion de portefeuille publique et le gouvernement faible tordent souvent l'impact des dépenses publiques sur l'accumulation capitale et la protection insatisfaisante des investisseurs découragent des investissements. Par conséquent, il est essentiel d'améliorer la qualité des institutions et du gouvernement afin d'améliorer la qualité et les résultats des investissements.

Développement d'Infrastructure

L'infrastructure améliorée renforce la compétitivité et la productivité, abaisse le coût de faire des affaires, et facilite le commerce et l'investissement direct à l'étranger aussi bien qu'approfondissent l'intégration économique et sociale et créent des offres d'emploi. En dépit du progrès significatif dans quelques secteurs, beaucoup de pays de l'OCI enregistrent toujours de grands déficits d'infrastructure, manifestés dans les réseaux déficients de transport et de transmissions et la basse capacité produisant de l'énergie de satisfaire la demande croissante.

L'énergie, le transport, la communication et l'infrastructure de l'intégration de l'eau dans et à travers des pays est critique pour augmenter la productivité et la compétitivité. D'une part, certains pays de l'OCI sont trop petits pour développer l'infrastructure de large échelle eux-mêmes, en particulier dans le domaine du transport. Développer et réaliser des projets régionaux, tels que le projet ferroviaire du Soudan de Dakar-Port, seraient une option efficace pour que les pays relatifs réduisent le coût de faire des affaires et le commerce comme faciliter les personnes pour avoir accès à de grands marchés.

Dans le secteur de l'énergie, il y a des besoins urgents d'investir dans la diversification du mélange d'énergie. Ceci réduira la confiance lourde dans la source d'énergie simple et réalisera les investissements d'infrastructure soutenables. En conclusion, Etant comme un outil critique pour augmenter la productivité et la compétitivité, l'infrastructure des TCI devrait être développée pour que des entreprises obtiennent et utilisent les dernières informations et technologies. Dans les secteurs où le transport, l'énergie et les politiques des TCI convergent les uns avec les autres ou d'autres objectifs de politique, un niveau important de coordination parmi différents ministères et des institutions devraient être assurés.

L'infrastructure globale et insuffisante est une cause principale de croissance de productivité faible. L'amélioration de la connectivité aux marchés domestiques et étrangers a pu amplifier des perspectives pour la croissance de la productivité de l'agriculture et fabrication avec des impacts significatifs de croissance. Afin d'attirer plus d'un investissement privé et étranger, l'environnement de normalisation pour l'infrastructure peut être reformé et des associations entre le secteur public et le secteur privé peuvent être encore favorisées.

Stabilité économique

Le taux d'inflation bas et prévisible, un taux d'intérêt réel approprié, et un taux de change concurrentiel et prévisible réel sont des éléments importants de stabilité macro-économique qui sont discutés dans ce rapport. La volatilité d'inflation est discuté avoir compromet une répartition des ressources efficace, car il n'est pas possible que les entreprises connaissent les futurs prix et salaires. D'ailleurs, les grandes fluctuations en taux de change peuvent signaler la faiblesse et les déséquilibres dans la situation macro-économique d'un pays. Également l'approfondissement financier est considérée de pouvoir augmenter la capacité du système financier d'un pays aux mouvements de capitaux intermédiaires.

Les pays de l'OCI sont avérés pour avoir en général la volatilité de taux et le change d'inflation, mais de basse profondeur financière. La stabilité macro-économique exige un mélange approprié des politiques monétaires et fiscales. Un système financier bien développé facilite le financement de l'investissement à long terme et un meilleur partage de risque peut soutenir l'investissement dans

des projets de retour plus élevé. Quand ceci mène à une plus grande efficacité économique et à une meilleure attribution de capital, il favorise un rendement et une croissance plus élevés (Levine, 2005). La politique fiscale et la politique monétaire devraient soutenir la durabilité et la stabilité dans les indicateurs économiques importants de sorte que les investisseurs et les institutions de finances aient la clarté au sujet des projets et du financement de projet.

La liberté financière peut exposer des économies à une volatilité plus élevée dans des flux financiers. La libéralisation de compte capital sans marchés financiers suffisamment développés peut mener à la volatilité accrue (Dell' Ariccia et autres, 2008). Il y a encore un corps considérable d'évidence associant la liberté commerciale à la croissance à long terme mais également à une plus grande volatilité de rendement (Easterly, et autres, 2001). Les taux des change variable aident à absorber les chocs limités-au-commerce, qui peuvent être grands, persistants et représentent une importante part de volatilité macro-économique (Andrews et Rees, 2009 ; Kose, 2002). Les choix appropriés de politique devraient être faits en conformité avec les principes fondamentaux et les stratégies de développement économiques dans chaque économie.

Effacité du Marché

Les trois domaines principaux suivants où l'efficacité est analysée sont accentués dans la section 5 : marché du travail, marché de marchandises et marché financier. Un marché du travail efficace devrait s'assurer que la disparité de compétence est au niveau minimum sur le marché. Dans le cas d'efficacité des marchandises sur le marché, le bon mélange des biens et des services devrait être produit et effectivement commercé sur le marché. En conclusion, un marché financier efficace assurera la répartition des ressources à la plupart des opportunités commerciales productives ; augmenter de ce fait la productivité et la compétitivité globales d'une économie.

En ce qui concerne l'efficacité de marché du travail, il est important de s'assurer que des ressources de capital humain sont allouées à leurs utilisations plus productives. En particulier dans les pays en développement, la capacité du marché de réapproprier le travail entre les secteurs (ou de vieux secteurs à de plus nouveaux secteurs plus productifs) est critique dans le processus de croissance. Il vaut mieux noter que tandis que dans le nombre significatif de certains pays des entreprises identifier la main d'œuvre insuffisamment instruite comme contrainte importante, les sociétés tendent à offrir la formation formelle pour augmenter la qualité de la main-d'œuvre. Ceci indique un certain niveau d'efficacité sur le marché du travail, la disparité de compétence sur le marché du travail peut être réduite et l'employabilité de la main-d'œuvre devrait être améliorée en soulevant la qualité des programmes de formation et d'éducation. Il y a également tout à fait une part modérée des sociétés identifiant des règlements de travail comme contrainte importante, donc d'autres efforts devraient être faits pour améliorer des règlements pour une efficacité plus élevée de marché du travail. La flexibilité significative sur le marché du travail devrait être atteinte afin de tenir compte de la transformation structurale de l'économie basée par ressource à l'économie d'efficacité et innovation-conduit.

L'efficacité du marché est généralement associée à la concurrence, qui exige le contrôle de l'abus des positions dominantes, de la prévention de la connivence entre les entreprises et du déplacement des barrières d'entrée du marché. La littérature suggère également qu'un marché efficace puisse seulement exister s'il n'y a aucune barrière à l'entrée pour les concurrents potentiels qui souhaitent accéder au marché. Dans ces indicateurs, les pays de l'OCI indiquent une

image légèrement meilleure comparée à d'autres pays en développement, cependant, on lui recommande encore de réduire la dominance du marché de moins de groupes d'affaires afin de favoriser la concurrence et la productivité dans les pays de l'OCI.

Si les marchés financiers n'opèrent pas correctement, les ressources financières proportionnées et à long terme ne pourront pas creuser des rigoles vers des producteurs et des entrepreneurs avec des investissements intéressants profitables. L'index financier de liberté, qui est une mesure d'efficacité d'opérations bancaires aussi bien qu'une mesure de l'indépendance du contrôle du gouvernement et de l'interférence dans le secteur financier, est inférieur dans les pays de l'OCI comparés aux autres pays en développement et lui a à peine changé au cours de la dernière décennie. Ceci indique les besoins d'améliorer l'efficacité d'opérations bancaires et d'efficacité-déformée des interventions dans le secteur financier.

La littérature empirique suggère que des réformes concentrées sur le fait de réduire des fardeaux administratifs, simplifier des règlements, renforcer la concurrence, et réduire la bureaucratie soient franchement associées à une croissance de la productivité plus élevée (FMI, 2013). Tout ceux-ci améliorent l'environnement dans lequel les sociétés actionnent et augmentent l'efficacité globale. La composition et la qualité de l'imposition et des dépenses publiques peuvent également avoir un impact significatif sur la productivité et la croissance. Une politique fiscale efficace peut avoir comme conséquence une prestation plus efficace des services publics en éducation et infrastructure. Dans ce contexte, la quantité et l'efficacité toujours en augmentation des dépenses publiques dans les secteurs et la réduction de productivité dans des secteurs non productifs peuvent fournir des gains importants de productivité.

Diversification économique

L'identification des capacités productives peut exiger la diversification économique significative. Il est particulièrement important d'exercer des efforts nouveaux et puissants afin de développer la base productive tenant en compte l'immense concurrence parmi les pays et le ralentissement économique global. Les pays avec un marché de petite importance peuvent relever des défis particuliers dans leurs efforts de diversifier l'économie, mais la promotion des industries orientées vers l'exportation et d'une plus grande intégration économique avec les pays voisins peut soulager cet embouteillage.

L'argument standard pour la diversification pour des économies riches en ressources est d'atténuer les effets de la maladie hollandaise. Dans de petites économies avec la structure étroitement définie de production, la volatilité des prix de ressource peut être une source de volatilité économique, donc ces pays doivent augmenter leur gamme des produits d'exportation afin de réduire l'impact de la volatilité externe. Cependant, l'argument principal pour la diversification est d'encourager des pays à s'engager dans les activités avec le potentiel significatif de productivité et de compétitivité. Ce processus d'identification devrait être contrôlé d'une manière ou on ne peut pas gaspiller les ressources limitées disponibles et cela devrait être réaliste. Si le processus implique des ressources qui ne sont pas disponibles ou difficiles à fixer ou un calendrier qui n'est pas soutenable ou des résultats potentiels qui ne couvre pas les investissements réalisés et n'apporte pas assez d'avantages compétitifs, les résultats de la stratégie de diversification peuvent être décevants.

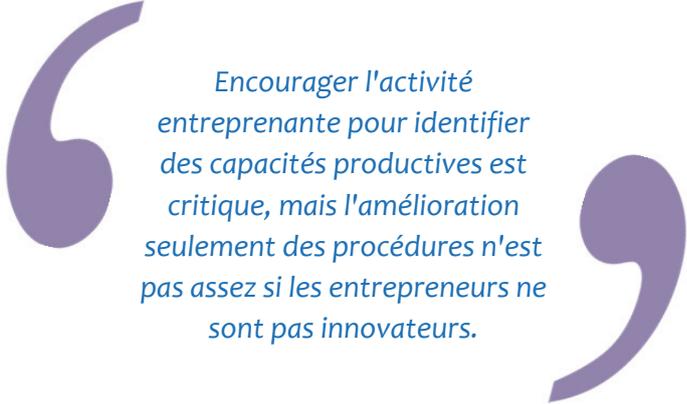
On constate qu'il y a une tendance vers la diversification accrue dans les pays de l'OCI. Cependant, il y a un besoin de réaliser plus de compétitivité dans les secteurs et les produits des industries. De façon générale, la découverte de l'avantage productif exige la diversification significative. Les découvertes réussies augmenteront non seulement les niveaux globaux de productivité mais également le nombre de produits dans lesquels pour avoir l'avantage comparatif.

Esprit d'entreprise

L'activité entrepreneuriale dans les pays de l'OCI traîne clairement derrière les pays avancés aussi bien que d'autres pays en développement. Il y a des contraintes importantes en favorisant l'activité entrepreneuriale, qui incluent notamment le temps et les procédures exigés pour commencer des affaires aussi bien que la protection d'investisseur. En ce qui concerne le nombre de procédures, le progrès réalisé par des pays de l'OCI au cours des années 2006-2014 est meilleur que celui réalisées par

d'autres groupes. On a observé un accomplissement semblable en termes de temps requis pour commencer des affaires. À partir de 2014, les pays de l'OCI en moyenne ont besoin de moins de temps pour commencer des affaires comparées à d'autres pays en développement. Cependant, quant à la protection d'investisseur, en dépit d'une certaine amélioration, les pays de l'OCI en tant que groupe ne performant pas aussi bon que d'autres pays avancés et en développement.

Encourager l'activité entrepreneuriale pour identifier les capacités productives est critique, mais l'amélioration seulement des procédures n'est pas assez si les entrepreneurs ne sont pas innovateurs. Des capacités innovatrices des entrepreneurs devraient également être améliorées par l'investissement dans les qualifications et l'éducation des entrepreneurs. C'est un esprit d'entreprise innovateur qui est le plus souhaitable pour la croissance. Par conséquent, la politique d'innovation et d'éducation devrait être un centre focal de la promotion d'esprit d'entreprise dans les pays de l'OCI aussi bien dans les économies avancées.



Encourager l'activité entrepreneuriale pour identifier des capacités productives est critique, mais l'amélioration seulement des procédures n'est pas assez si les entrepreneurs ne sont pas innovateurs.

Partie III



Le Rôle des
Associations
Privées Publiques
pour le Développement
du **Secteur de**
Tourisme dans les
Etats Membres de l'OCI

PARTIE III

La présente partie accentue le rôle des associations privées publiques (PPA) pour le développement du secteur de tourisme. Elle fournit une évaluation courte du développement de secteur de tourisme dans des pays de l'OCI et jette la lumière sur l'importance en ce qui concerne le développement du secteur de tourisme. Dans ce contexte, des PPA dans l'industrie du tourisme peuvent être formées pour créer de nouveaux produits ou services, pour réaliser des niveaux plus élevés d'efficacité, aux marchés libres qui étaient précédemment inaccessibles, ou aux ressources simples de réserves. Le facteur clé menant à l'association se fonde sur le fait que tous les associés de secteur public et privé souhaitent pour tirer bénéfice en ce qui concerne le fait de partager des ressources et des objectifs.



SECTION 7

Associations Privées Publiques pour le Développement du Secteur de Tourisme



Défini par l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (OMT-ONU), le tourisme comporte les activités des individus voyageant et restant dans des endroits en dehors de leurs domiciles permanents habituels pendant une période ne dépassant pas 12 mois pour des loisirs, des affaires et d'autres buts. Basé sur cette large définition, l'industrie du tourisme inclut toutes les activités socio-économiques qui sont directement et/ou indirectement liées à la prestation des biens et des services aux touristes. L'OMT-ONU identifie 185 activités d'approvisionnement de ressources qui ont les raccordements significatifs au secteur de tourisme¹². Ces activités incluent les services de divers secteurs, tels que le transport et la communication, les hôtels et le logement, la nourriture et les services de boissons, culturels et de divertissement, les opérations bancaires et les finances, et les services de promotion et de publicité. Défini par ce réseau impressionnant des activités socio-économiques et de l'infrastructure requise pour la soutenir, le tourisme est l'un des plus grands secteurs au monde aussi bien que la plupart des catégories importantes de commerce international.

Comme dans le cas de tous autres secteurs dans l'économie, le développement du secteur soutenable de tourisme, en augmentant la qualité et la compétitivité à long terme des destinations de tourisme, rend nécessaire la participation efficace et coordonnée du secteur public et privé. Cependant, c'est le plus souvent le cas que ces deux secteurs opèrent indépendamment, en particulier dans les pays en développement. Dans ce contexte, l'expérience a prouvé que si ces deux forces viennent ensemble pour opérer de façon synergique pour le développement du

¹² OMT-ONU, "Standard International Classification of Tourism Activities (SICTA)", http://www.unwto.org/statistics/basic-_references/index-en.htm

secteur de tourisme, la valeur pourrait être exponentielle. La manière de faire ceci se réaliser est l'efficacité des associations entre le secteur public et le secteur privé (PPA).

À la lumière de cet arrangement, de la présente partie du rapport des *perspectives économiques* 2014 brièvement donne une vue d'ensemble en ce qui concerne les tendances récentes en tourisme international dans le monde entier et dans les pays membres de l'OCI et accentue le rôle des PPA pour le développement du secteur de tourisme.

7.1 Tourisme International dans le Monde Entier : Vue d'Ensemble

Dans le monde entier, l'activité internationale de tourisme s'était développée, au cours des cinq dernières décennies, aux taux substantiels et soutenables en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme. Le nombre d'arrivées de touristes internationales dans le monde entier a augmenté de 69.3 millions en 1960 à 1087 millions en 2013, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 5.3%. Les revenus produits par ces touristes, c.-à-d. recettes de tourisme international en termes de prix courants de dollar des Etats-Unis, Augmente de 6.9 milliards de dollars à 1.159 milliards de dollars lors de la même période, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 10.2% ; un taux qui était sensiblement plus haut que celui de l'économie mondiale dans son ensemble.

En attendant, en plus des deux régions développées recevant des touristes traditionnelles de l'Europe et des Amériques, de nouvelles destinations ont été aussi bien émergées au cours des dernières décennies dans les régions en développement. L'activité internationale de tourisme a même devenu des activités économiques principales dans beaucoup de pays en développement, y compris un nombre significatif de pays membres de l'OCI. En particulier, les activités internationales de tourisme constituent une source importante de revenus et emploi de devises étrangères dans plusieurs de ces pays. Par conséquent, le tourisme a été accordé plus d'attention au niveau des stratégies de développement national de beaucoup de pays en développement et inscrit à l'ordre du jour de beaucoup de Conférences Internationales récentes par rapport au développement durable.

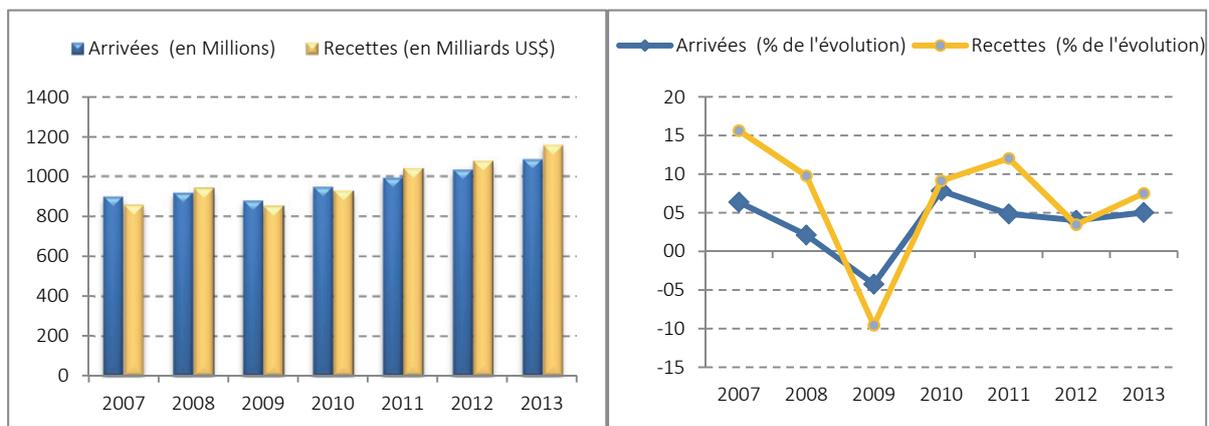
Le nombre d'arrivées de touristes internationales dans le monde entier a augmenté de 900 millions

Schéma 7.1

Tourisme International

(a) Arrivées des Touristes et Recettes Touristiques

(b) % de l'Evolution Annuelle



Source: OMT-ONU.

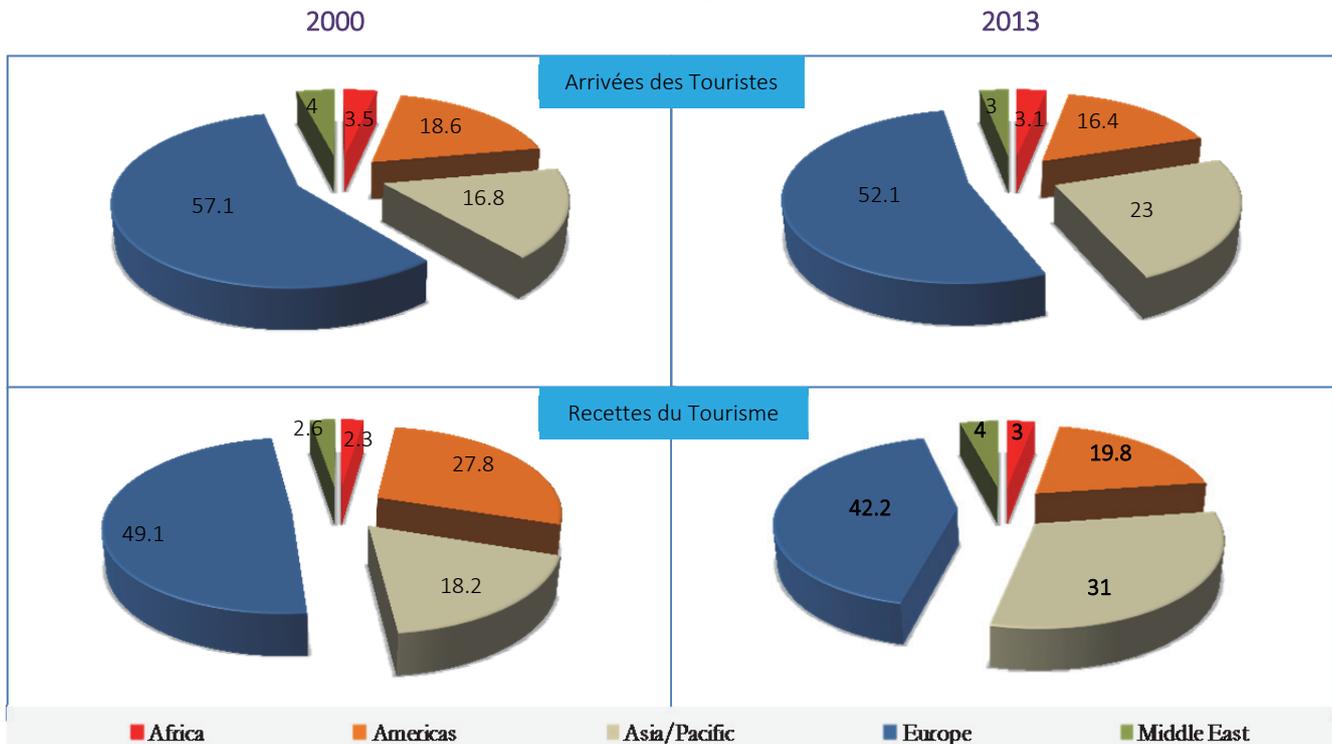
en 2007 à 1.087 millions en 2013, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 3.2%. Au cours de la même période, les recettes de tourisme international, dans des prix courants en dollar des Etats-Unis, ont augmenté de 858 milliards de dollars à 1.159 milliards de dollars, correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 5.1%. Après les dernières crises financières globales en 2009, qui a sévèrement entravé le déplacement des touristes internationaux mondiaux, les arrivées de touristes internationales ont continué à se développer encore plus, consolidant une tendance de croissance par 7.8% en 2010, 4.8% en 2011 et 4% en 2012 (Schéma 7.1). Les arrivées de touristes internationales se sont développées dans le monde entier de 5% en 2013, atteignant un record de 1.087 millions d'arrivées, après avoir pris la tête de 1 milliard de mark en 2012. De même, les recettes de tourisme international, dans les prix courants de dollar des Etats-Unis, ont enregistré le taux de la croissance 9.7% en 2010, 12% en 2011 et 3.5% en 2012. En 2013, les recettes de tourisme international se sont améliorées par 7.5%, atteignant un record de 1.159 milliards de dollars, à partir de 1.078 milliards de dollars en 2012.

Au cours des dernières décennies, le tourisme international a été également caractérisé par une tendance croissante pour que les touristes visitent de nouvelles destinations en plus des favoris traditionnels de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Ajouté à la diversification des produits de tourisme et à la concurrence croissante sur les marchés internationaux de tourisme, ceci a mené à un nombre toujours croissant de nouvelles destinations de tourisme dans les régions en développement, qui se développent fortement à un rythme plus rapide, et par conséquent en augmentant leur part sur le marché de tourisme mondial.

Dans ce contexte, au cours des années 2007-2013 le taux de croissance moyen des arrivées de touristes internationales dans les régions en développement était au-dessus de la moyenne du

Schéma 7.2

Tourisme International par Région (% du Monde Entier)



Source: OMT-ONU.

monde, et au-dessus de celui des régions développées, flottant environ 5.3% en Asie et Pacifique et 4.6% en Afrique. En revanche, dans des régions recevant de touristes plus traditionnelles telles que l'Europe et les Amériques ce taux était seulement 2.5% et 2.7% respectivement, qui est au-dessous de la moyenne du monde de 3.2%. En conséquence, il est notable que la part combinée des dernières deux régions sur le marché de tourisme mondial se soit contractée de 75.7% en 2000 à 68.5% en 2013 avec des parts de marché augmentant en faveur des autres régions, en particulier de l'Asie et du Pacifique (Schéma 7.2). En grande partie, on a également observé une performance semblable en termes de recettes de tourisme international, où la part combinée de ces deux régions dans le total du monde s'est contractée de 76.9% en 2000 à 62% de 2013 avec des parts de marché augmentant en faveur des autres régions, en particulier de l'Asie et du Pacifique. En fait, il y a eu un changement substantiel de la carte de tourisme mondial depuis 2002 où tandis que l'Europe restait fermement en premier lieu en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme, l'Asie et Pacifique a réclaté le deuxième endroit d'Amériques en termes de les deux arrivées de touristes ; et également en termes de recettes de tourisme depuis 2006 (voir SESRIC 2013)¹³.

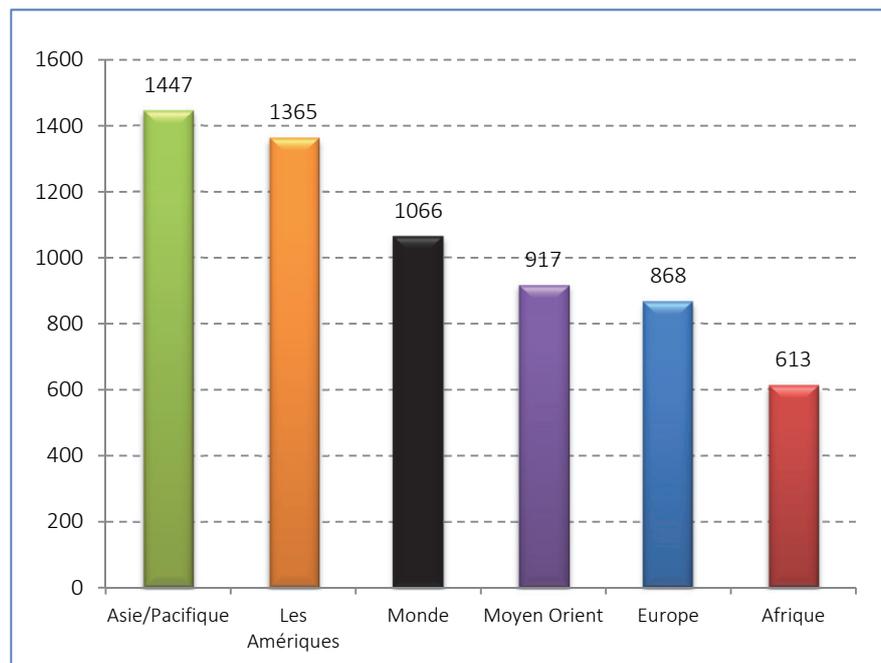
Cependant, il devrait mentionner que tandis que les tendances dans les recettes de tourisme suivis, généralement les modèles semblables à ceux dans des arrivées de touristes, les taux de croissance moyens des recettes de tourisme et les parts régionales dans le total du monde étaient quelque peu différents parmi les régions. C'est principalement dû au fait que les recettes de tourisme international par arrivée varient car chaque région a ses propres caractéristiques

touristiques en termes de

longueur du séjour des touristes, du but de la visite, de la distance géographique, etc. Dans ce contexte, les recettes de tourisme moyen du monde par arrivée en 2013 ont augmenté à 1066 \$. Les recettes de tourisme moyens les plus élevés par arrivée ont été enregistrés en Asie et Pacifique (1447 \$), suivis des Amériques (1365 \$). Les recettes de tourisme international par arrivée dans d'autres régions étaient au-dessous du classement moyen du monde de 917 \$ dans le Moyen-Orient et de 868 \$ en Europe à 613 \$ en Afrique (voir Schéma 7.3).

Schéma 7.3

Recettes du Tourisme International par Arrivée en 2013 (US\$)



Source: OMT-ONU.

¹³ SESRIC, 'Tourisme International dans les Pays de l'OCI : Perspectives et Défis 2013'.

7.2 Tourisme International dans les Pays Membres de l'OCI

Comme partie substantielle des pays en développement, l'activité internationale de tourisme dans les pays membres de l'OCI s'était également développée sensiblement en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme. Le nombre d'arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI se développait par un taux de croissance annuel moyen de 4.6% au cours de la période 2008-2010. Cependant, bien que le nombre d'arrivées de touristes internationales dans la région de l'OCI ait été témoin d'une légère augmentation (0.2%) en 2009, les recettes de tourisme international ont diminué de 2.2% dus à l'impact de la crise financière globale (Schéma 7.4). Cependant, il vaut mieux noter que l'action des pays de l'OCI dans toutes les arrivées de touristes internationales a augmenté jusqu'à 17.7% en 2009 comparés à 16.9% en 2008. De même, la part des pays de l'OCI dans les recettes totales du tourisme mondial a augmenté de 13.2% en 2008 à 14.2% en 2009. Ceci indique clairement que le secteur de tourisme dans les pays de l'OCI n'était pas affecté par la crise financière aussi fortement que d'autres destinations de tourisme dans le monde.

En 2011, le nombre d'arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI, pour lesquels les données sont disponibles, a diminué à 166 millions, correspondant à une légère diminution par 2.4% lors de 2010. En conséquence, la part de la région de l'OCI sur le marché de tourisme mondial a diminué légèrement à 16.7% en 2011 comparés 17.9% en 2010. Ce déclin pourrait être expliqué, en partie, par les mouvements sociaux et le malaise politique dans certains pays de l'OCI dans la région du Moyen-Orient. De même, les recettes de tourisme international dans la région de l'OCI ont diminué à 126.6 milliards de dollars en 2011 comparés, correspondant à un déclin par 5.5% lors de 2010. En conséquence, la part de la région de l'OCI dans des recettes de tourisme mondial a diminué légèrement à 12.2% en 2011 comparés à 14.4% en 2010.

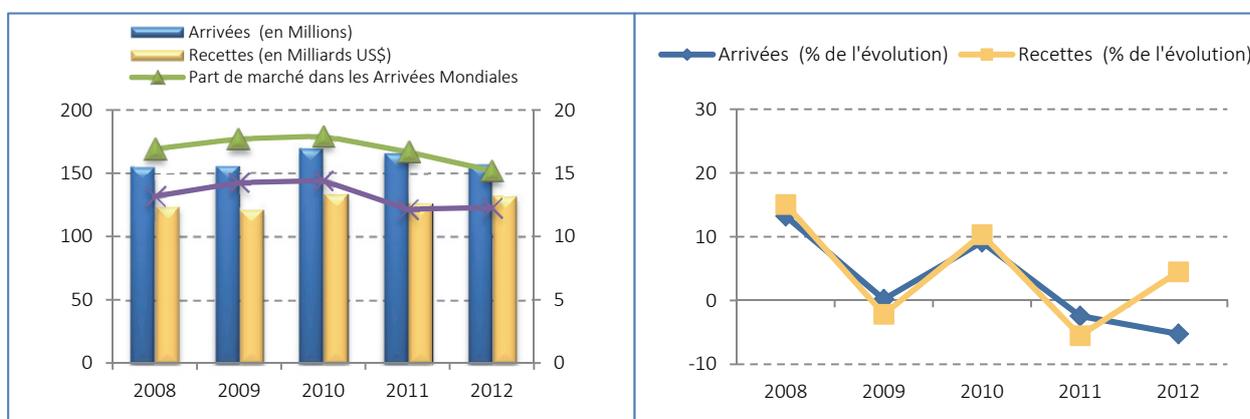
Suivant les indications du schéma 7.4, en 2012, le nombre d'arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI, pour lesquels les données sont disponibles (27 pays), a diminué à 157.3 millions, correspondant à une diminution par 5.2% lors de 2011. En conséquence, la part de la région de l'OCI sur le marché de tourisme mondial a diminué légèrement à 15.2% en 2012

Schéma 7.4

Tourisme International dans les Pays de l'OCI

(a) Arrivées des Touristes et Recettes Touristiques

(b) % de l'Evolution Annuelle



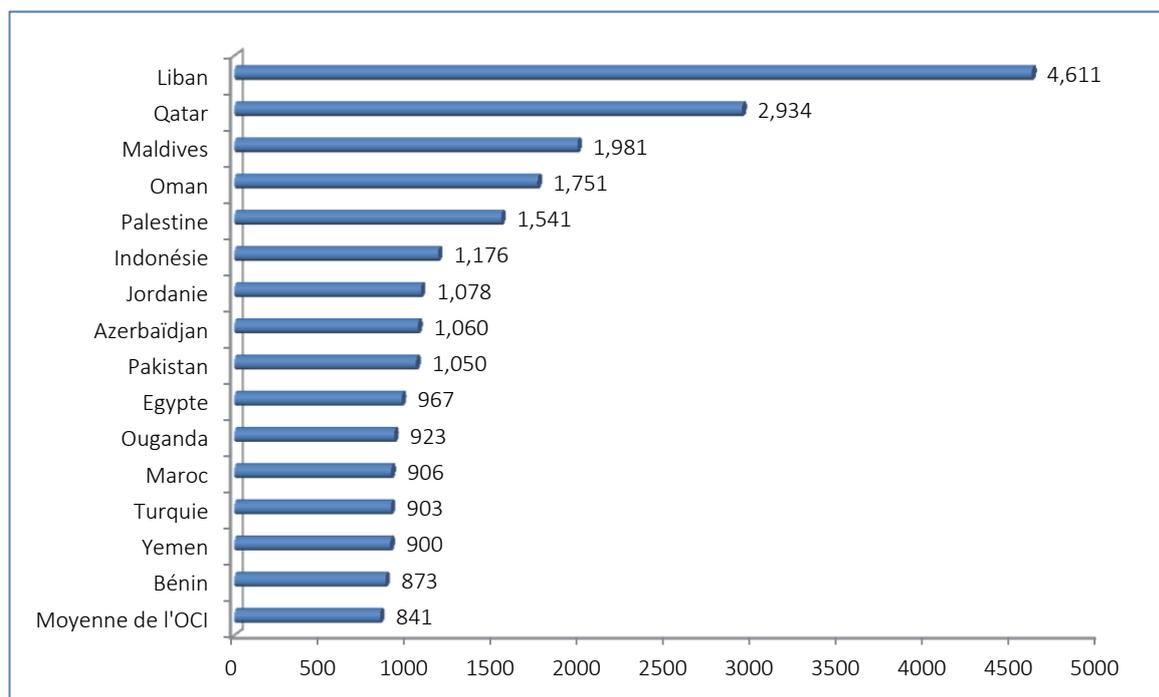
Source: OMT-ONU.

comparée à 16.7% en 2011. Cependant, il semble que cette diminution des arrivées de touristes internationales dans les pays de l'OCI est principalement due à l'indisponibilité des données, où les données ne sont pas disponibles pour 22 pays en 2012 comparés à 15 pays en 2011. Cependant, il vaut mieux de noter que, bien que la région de l'OCI ait été témoin d'un déclin de 5.2% dans le nombre d'arrivées de touristes en 2012, les recettes de tourisme international ont augmenté de 4.5% ; se reflétant une augmentation très légère (0.1%) de la part de la région de l'OCI en recettes de tourisme mondial.

Tandis que, en termes absolus, les tendances dans les recettes de tourisme international étaient généralement semblables à ceux dans des arrivées de touristes internationales, les actions des différents pays en toutes les arrivées de tourisme international de l'OCI comme les taux de croissance moyens de ces recettes étaient un peu différents. C'est dû au fait que les recettes par arrivée varient car chaque pays a ses propres caractéristiques de tourisme en termes de longueur de séjour, but de visite, distance géographique, types d'achats, etc. par exemple, suivant les indications du schéma 7.5, les recettes moyens de tourisme de l'OCI par arrivée en 2012 ont augmenté à 841 \$. Au cours de la même année, les recettes les plus élevés par arrivée de touristes ont été enregistrés au Liban (4611 \$) suivi du Qatar (2934 \$) Maldives (1981 \$), Oman (1751 \$), Palestine (1541 \$), Indonésie (1176 \$), Jordanie (1078 \$), Azerbaïdjan (1060 \$), Pakistan (1050 \$) et Egypte (967 \$).

Schéma 7.5

Recettes Internationales de tourisme par arrivée dans les pays de l'OCI (US\$ en 2012)

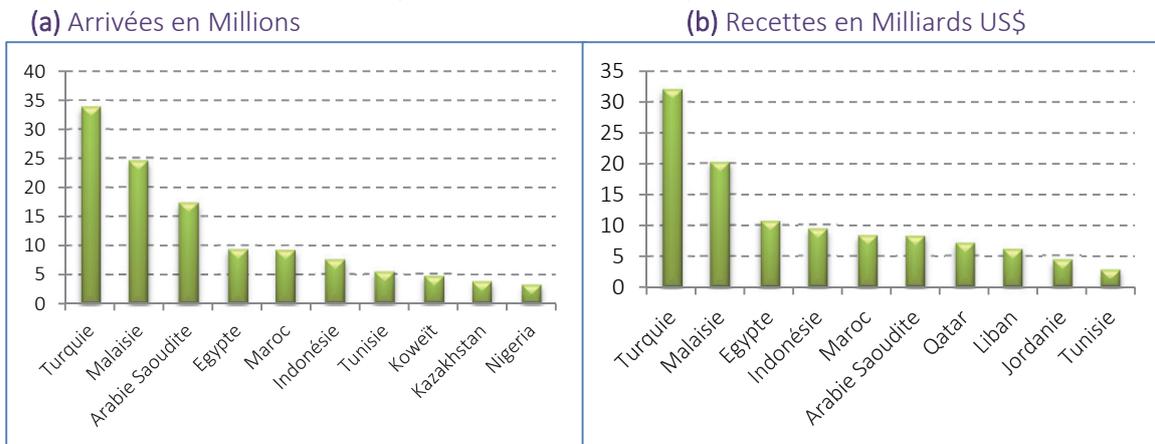


Source: OMT-ONU.

Au niveau de pays individuel, on constate que l'activité internationale de tourisme, en termes d'arrivées de touristes et recettes de tourisme, est encore concentrée dans quelques pays. Par exemple, en 2012, seulement 10 pays de l'OCI, à savoir la Turquie, la Malaisie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Maroc, l'Indonésie, la Tunisie, le Koweït, le Kazakhstan et le Nigéria étaient les 10

Schéma 7.6

Les 10 Destinations Principales de touristes et acquéreurs de tourisme en 2012



Source: OMT-ONU.

destinations de touristes internationales principales parmi les pays membres de l'OCI (Schéma 7.6). Ces 10 pays ont ensemble accueilli 124.8 millions d'arrivées de touristes internationaux, correspondant à une part de 79.3% de tout le marché de tourisme de l'OCI en 2012. De même, les recettes de tourisme international dans les pays de l'OCI sont également concentrés dans quelques pays, la plupart d'entre eux étant les destinations de touristes principales de l'OCI représentées sur le schéma 7.6. Dans l'ordre décroissant, la Turquie, la Malaisie, l'Egypte, l'Indonésie, le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Liban, la Jordanie et la Tunisie étaient les 10 pays principaux de l'OCI en termes de recettes de tourisme en 2012. Ce groupe de pays de l'OCI a gagné 110.6 milliards de dollars en tant que recettes de tourisme international en 2011, correspondant à une part de 83.6% de tous les recettes de tourisme de l'OCI en cette année. Dans ce contexte, il vaut mieux mentionner que, en 2012, la Turquie était le seul pays membre de l'OCI qui a été classée 6ème parmi les 10 destinations principales de touristes du monde (voir l'OMT-ONU 2014).

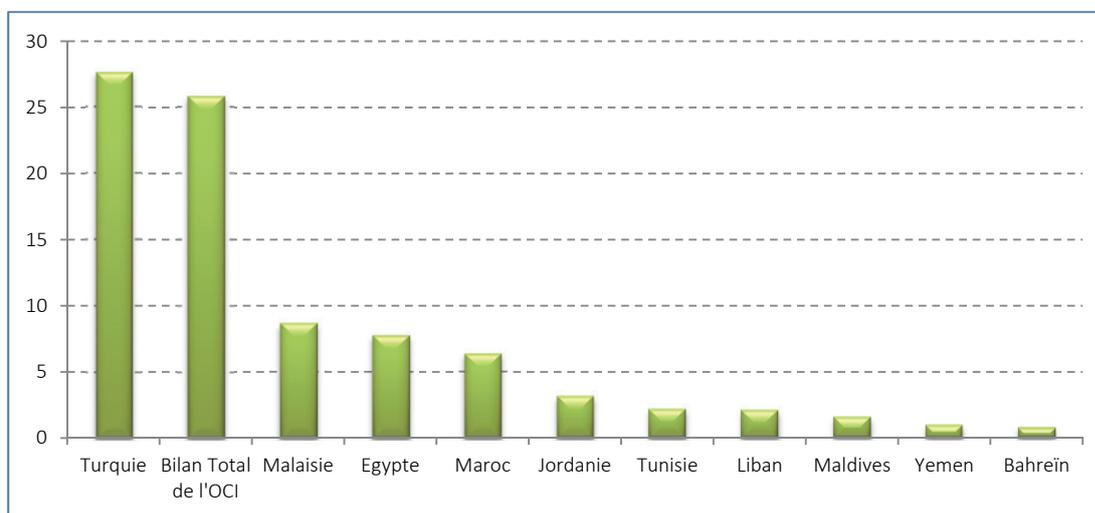
Comme tentative d'évaluer le rôle économique du secteur international de tourisme dans les économies des pays de l'OCI, la balance du tourisme international est calculé (en déduisant la dépense internationale de tourisme par rapport à des recettes de tourisme international) pour chaque pays individuel pour lequel les données relatives sont disponibles dans la période de cinq ans entre 2008 et 2012. La contribution nette du secteur international de tourisme aux économies des pays de l'OCI est alors examinée en rapportant la balance du tourisme international comme pourcentage du PIB de chaque pays. Le secteur est également évalué comme source des revenus de devises étrangères en rapportant aux recettes de tourisme international dans chaque pays, comme un pourcentage, à ses exportations de marchandises totales au cours de la même période.

Le Schéma 7.7 montre les 10 pays principaux de l'OCI en termes de leur balance du tourisme international dans les milliards de dollars des Etats-Unis en 2012. Il est évident que la majorité de ces pays soient les destinations et les acquéreurs internationaux principaux de tourisme de l'OCI. On observe également que la balance du tourisme international de certains pays de l'OCI représente un pourcentage élevé de leurs recettes de tourisme international. Cela vaut pour certains pays comme la Gambie (92%), les Maldives (85.8%), la Turquie (85.7%), la Tunisie (77%), le Maroc (75.3%) et l'Egypte (72%). Toute balance internationale de tourisme de l'OCI s'est élevée à

24.6 milliards de dollars en 2012, correspondant à 18.6% de recettes internationales totales de tourisme de l'OCI.

Schéma 7.7

Les 10 Pays Principaux en termes de Balance du Tourisme International (milliards US\$ en



Source: OMT-ONU.

Cependant, quand le rôle économique du secteur international de tourisme dans les économies des pays de l'OCI est examiné en termes de sa contribution nette au PIB de chaque pays, l'image, suivant les indications du schéma 7.8, reflète une situation largement différente. Le rôle économique du secteur international de tourisme dans les économies des pays de l'OCI n'est ni une fonction de la taille ni le niveau de l'affluence de l'économie. Avec une moyenne de 60.5% du PIB au cours de l'année entre 2008 à 2012, le tourisme international est l'activité économique principale en Maldives. Le tourisme international a atteint 10% du PIB en Jordanie et 8% en Gambie. Le schéma 7.8 prouve également que l'activité de tourisme international joue un rôle relativement important comparé à la taille de l'économie dans les pays desquels la balance du tourisme international compte, en moyenne, pour 7 à 4% de leur PIB. Ce groupe inclut certains des pays principaux de destination et d'acquéreur du tourisme de l'OIC (par exemple, Maroc, Liban, Tunisie, Bahrain, Egypte, et Malaisie). En revanche, l'activité internationale de tourisme s'avère pour avoir un rôle négligeable ou même négatif dans les économies de beaucoup de pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, où 27 pays enregistrés, en moyenne, un déficit dans leur balance du tourisme international au cours de l'année entre 2008 à 2018. Au cours de la même période, la contribution nette de l'activité internationale de tourisme a compté, en moyenne, pour 1.9% de tout le PIB dans les pays de l'OCI.

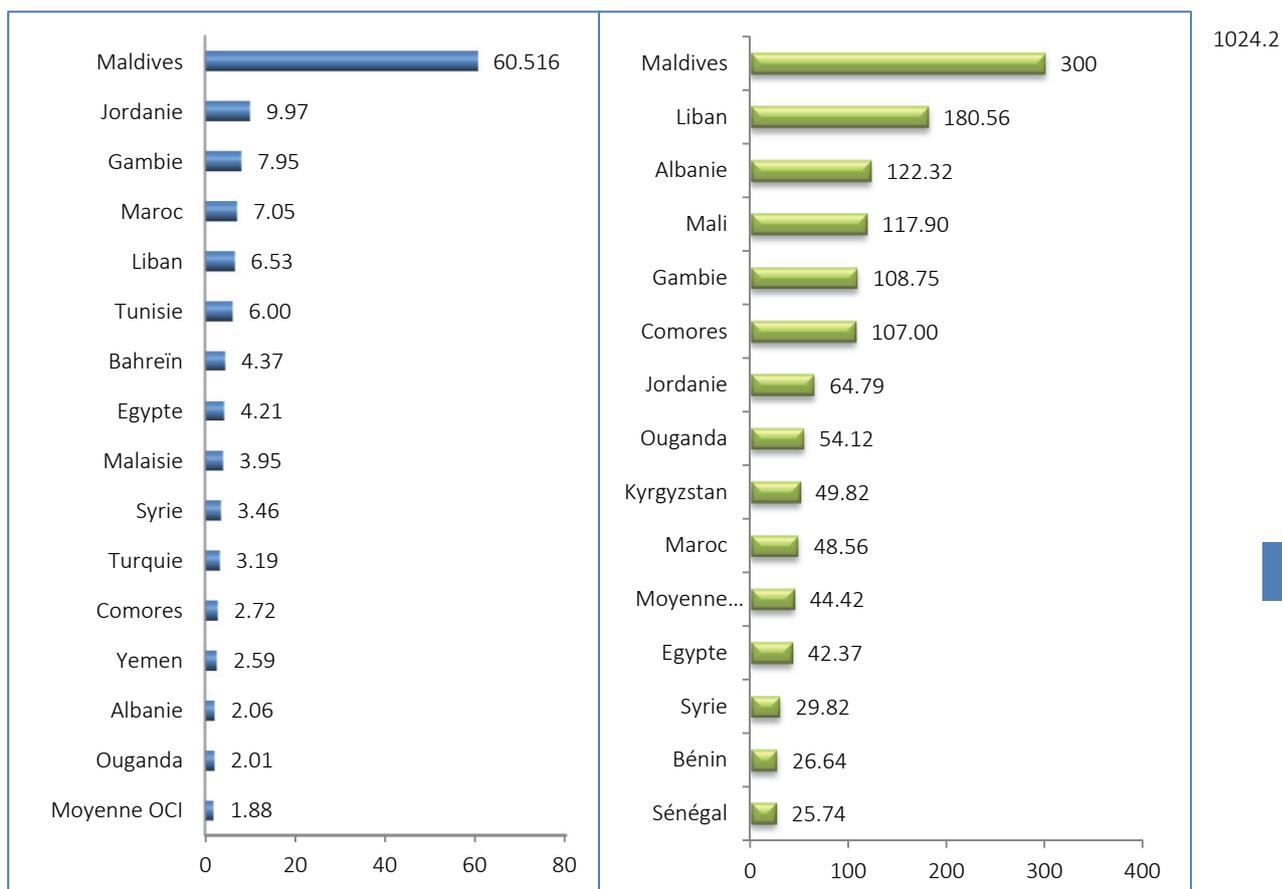
Cependant, quand le secteur international de tourisme est évalué comme source des revenus de devises étrangères en rapportant les recettes de tourisme international dans chaque pays, comme un pourcentage, à ses exportations de marchandises totales, le schéma 7.8 indique que l'activité internationale de tourisme joue un rôle plus significatif dans les économies des pays de l'OCI

Schéma 7.8

Rôle du tourisme international dans l'économie (moyenne 2008-2012)

(a) Balance du tourisme international comme % de PIB

(b) Recettes internationales de tourisme comme % d'exportations



Source: OMT-ONU.

comme source des revenus de devises étrangères. Au cours de la période 2008-2012, le tourisme international a produit des revenus de devises étrangères presque 10 fois, en moyenne, davantage que ceux produits par des exportations en Maldives. Lors de la même période, les recettes de tourisme international ont compté, en moyenne, pour 1.8 fois toutes les exportations en moyenne le Liban, 1.2 fois toutes les exportations en Albanie et au Mali et 1.1 fois toutes les exportations en Gambie et en Comores. Lors de la même période, les recettes de tourisme international ont représenté plus de 50% d'exportations totales en Jordanie et en Ouganda. D'ailleurs, les recettes de tourisme international ont représenté 30 presque à 50% de la valeur des exportations en le Kirghizstan, le Maroc, l'Egypte et la Syrie (Schéma 7.8). En moyenne, les recettes de tourisme international ont représenté 44.4% d'exportations de marchandises totales de tous les pays de l'OCI.

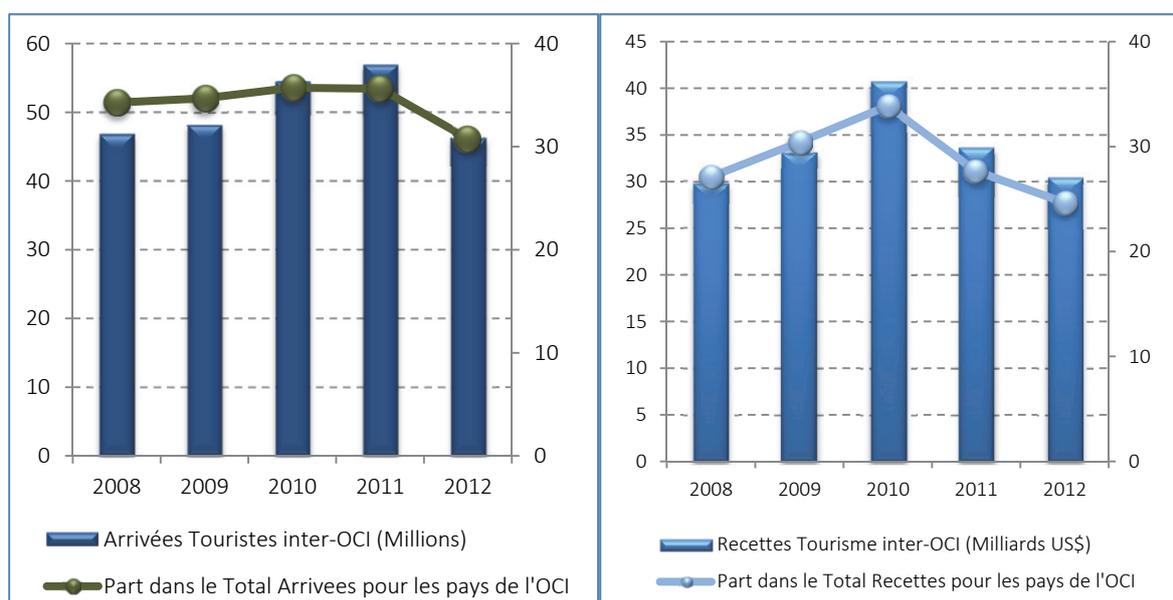
Suivant les indications du schéma 7.9, en 2008, le tourisme de l'intra-OCI, en termes de nombre d'arrivées de touristes, a atteint presque 47 millions d'arrivées, correspondant à 34.3% de toutes les arrivées de touristes internationales dans 27 pays de l'OCI pour lesquels les données relatives sont disponibles. Les arrivées de touristes de l'Intra-OCI ont augmenté solidement au cours de la période 2008-2011 et ont atteint une crête de 57 millions en 2011, correspondant à 35.6% d'arrivées de touristes internationales totales de l'OCI. En revanche, en 2012, les arrivées de touristes de l'intra-OCI ont diminué de 18.7% au cours de l'année 2011, pour atteindre 46.3 millions, correspondant à une part 30.8% dans des arrivées de touristes internationales totales de l'OCI. D'une part, les recettes de tourisme de l'Intra-OCI ont atteint une crête de 40.8 milliards de

Schéma 7.9

Tourisme de l'Intra-OCI

(a) Arrivées (millions)

(b) Recettes (milliard de US\$)



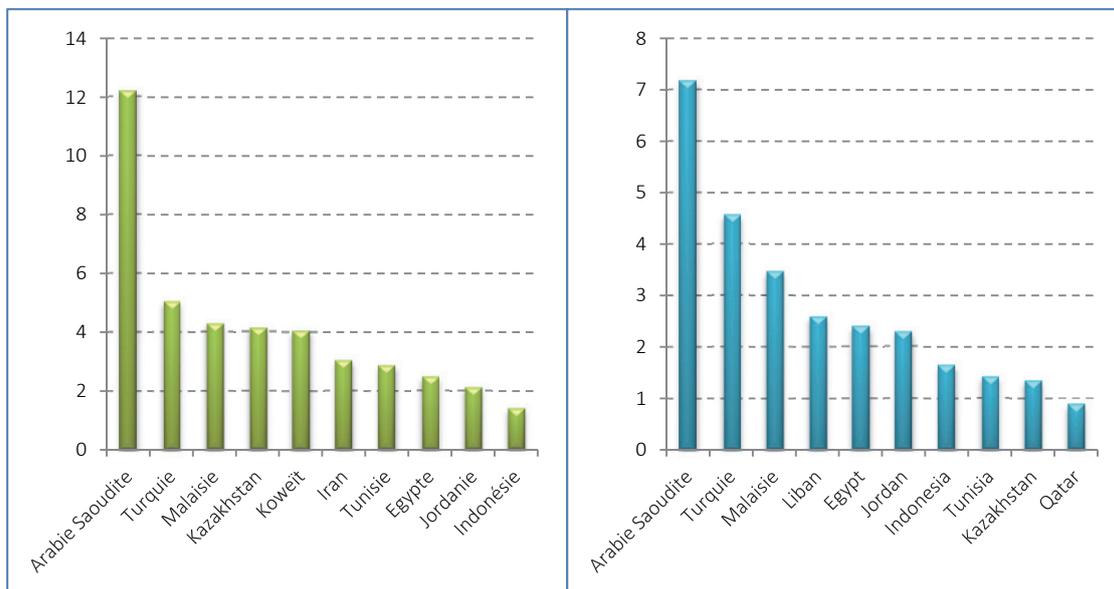
Source: OMT-ONU.

dollars de 2010, correspondant à 33.9% de toutes les recettes de tourisme de l'OCI, avant la réduction dans la période de deux ans suivante de 2011-2012.

Au niveau de pays individuel, on observe que les arrivées de touristes de l'Intra-OCI sont également concentrées dans quelques pays. Dans l'ordre décroissant, l'Arabie Saoudite, la Turquie, la Malaisie, le Kazakhstan, le Koweït, l'Iran, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et l'Indonésie étaient les 10 destinations principales de tourisme de l'Intra-OCI en 2012 (Schéma 7.10). Ensemble, ils ont accueilli 41.8 millions de touristes des pays membres de l'OCI, correspondant à 90.3% de toutes les arrivées de touristes de l'Intra-OCI au cours de cette année. De même, les 10 pays acquéreurs principaux de tourisme de l'Intra-OCI (Arabie Saoudite, Turquie, Malaisie, Liban, Égypte, Jordanie, Indonésie, Tunisie, Kazakhstan et Qatar) ont gagné 27.9 milliards de dollars en 2012, correspondant à 91.5% de toutes les recettes de tourisme de l'Intra-OCI.

Schéma 7.10

Les 10 destinations touristes principales de l'Intra-OCI et acquéreurs de tourisme (2012)
(a) Arrivées (millions) (b) Recettes (milliard de US\$)



Source: OMT-ONU.

7.3 Le Rôle de la PPA pour le Développement du Secteur de Tourisme

Au cours de plusieurs décennies passées, l'industrie du tourisme a éprouvé l'expansion et la diversification continues, devenant les plus grands et les plus rapides secteurs à croissance économiques dans le monde. Un nombre toujours croissant de destinations de tourisme dans le monde entier se sont ouverts à, et investi en tourisme, transformant le tourisme le plongeur principal de progrès socio-économique par des revenus d'exportation, la création des travaux et des entreprises, et le développement d'infrastructure. Il y a, cependant, toujours beaucoup de chemin à faire, en particulier dans les pays de revenu bas, en termes de développement sectoriel. En dépit des conditions initiales très favorables en ce qui concerne des attractions de tourisme, beaucoup de projets profitables qui pourraient contribuer au développement du secteur aussi bien qu'au pays demeurent non-réalisés dus à l'investissement insatisfaisant.

D'une part, il y a un intérêt croissant pour la coopération entre les secteurs publics et privés qui visent à favoriser le développement dans un pays. L'association privée publique (APP) comporte la collaboration entre le secteur public et privé pour atteindre un but à long terme, habituellement pour un projet d'infrastructure sociale et qui mènera au développement d'un secteur ou d'une région. Au niveau de la pratique, de tels accords d'association sont principalement utilisés comme moyen de financer le renforcement et l'opération des hôpitaux, des écoles, des routes, des réseaux de rail et des aéroports. Puisque le développement du secteur de tourisme exige généralement la quantité substantielle d'investissements initiaux, les APP pourraient être suggérée comme modèle viable pour financer des projets de tourisme où des projets de tourisme sont financés et actionnés par une association des unités de gouvernement et des agents de secteur privé.

Tableau 7.1

Fonctions et responsabilités des partenariats public-privé

Secteur Public	Secteur Privé
<ul style="list-style-type: none">• Avoir une vision pour le tourisme• Fournir un environnement favorable pour le tourisme, qui permet la durabilité et les bénéfices pour le secteur privé en offrant une libre circulation des capitaux et facilitant les investissements• Assurer les infrastructures appropriées et leur entretien• Générer des conditions de marché suffisantes pour stimuler le développement durable du tourisme• Fournir le soutien, les modalités et les services favorables au secteur privé avec des incitations• Assurer une législation du travail flexible• Assurer une régularisation stable et une politique fiscale équitable• Fournir un modèle de régulation en consultation avec toutes les parties prenantes, pour la protection des milieux naturels, culturels et sociaux.• Assurer le bien-être des communautés locales, ainsi que le bien-être des visiteurs nationaux et internationaux• Poursuivre les initiatives de recherche, en coopération avec le secteur privé pour fournir des informations sur les marchés à l'industrie et la communauté des investisseurs pour améliorer la perception et la compréhension de l'évolution du marché.	<ul style="list-style-type: none">• Comprendre les précautions environnementales et sociales des gouvernements et des communautés locales• Développer les compétences, accès au financement pour le développement et le fonctionnement des services touristiques• Assumer la responsabilité collective pour la diffusion et la pratique de normes d'industrie, compte tenu de l'éthique, la morale et la justice• Contribuer à préserver la culture, les traditions et l'environnement entraînant la formation et l'orientation des touristes comme une directive fondamentale pour le développement durable du secteur• Impliquer les communautés locales dans le développement du tourisme et s'assurer qu'ils sont satisfaits des avantages qui leur sont destinés• Développer des mesures pour la formation de compétences professionnelles du travail, afin d'atteindre l'excellence dans la qualité du service.• Coopérer avec les gouvernements pour assurer la sécurité et le bien-être des touristes• Contribuer au développement de la recherche et la création de bases de données statistiques• Recourir à des technologies afin d'accroître l'efficacité des opérations, le marketing du tourisme et de la qualité de service

Source: UNWTO (2000).

Les APP peuvent être attrayantes au gouvernement et au secteur privé. Pour le gouvernement, le financement privé peut soutenir l'investissement accru d'infrastructure sans s'ajouter immédiatement à l'emprunt et à la dette de gouvernement, et peut être une source de recettes du gouvernement. En même temps, une meilleure gestion dans le secteur privé et sa capacité d'innover peuvent mener à l'efficacité accrue et apporter une meilleure qualité et des services moins coûteux. Pour le secteur privé, les opportunités commerciales actuelles de l'APP dans les secteurs desquels il a été dans beaucoup de cas précédemment exclu comme l'expansion des

produits et des services au delà de leurs possibilités courantes (FMI, 2004). Les APP permettent, donc, au secteur public de tirer bénéfice du dynamisme entreprenant, occasions de financement prolongées dans un environnement des modèles de contraintes, innovateurs et efficaces budgétaires de gestion du secteur privé qui contribue à leurs propres fonds, qualifications et expériences.

Dans un accord entre les secteurs publics et privés en tourisme, les parties peuvent assumer différents rôles pour contribuer le développement de l'industrie. L'OMT-ONU (2000) fournit une liste des fonctions et des responsabilités des différents corps impliqués dans des associations entre le secteur public et le secteur privé en tourisme. De la manière prévue dans le tableau 7.1, alors que le secteur public a la vision globale sur le développement du secteur, le secteur privé a habituellement un meilleur arrangement des questions environnementales et sociales. Tandis que les gouvernements améliorent les conditions de cadre, le secteur privé peut augmenter l'efficacité et la productivité par l'investissement sur les qualifications améliorant et le renforcement de capacité. Il y a clairement un certain nombre de fonctions et de responsabilités qui peuvent être entreprises par différents associés pour augmenter le développement du secteur de tourisme.

Les gouvernements jouent traditionnellement un rôle principal dans le développement du tourisme et dans la promotion de leurs pays comme destinations de tourisme, parce que c'est les gouvernements eux-mêmes qui identifient le tourisme en tant que moyens possibles de réaliser le développement économique. Il y a toujours un besoin de soutien de secteur public du développement de l'industrie, en particulier en développant un cadre physique, de normalisation, fiscal et social approprié aussi bien que fournir l'infrastructure de base comprenant des routes, des aéroports et des communications. Cependant, les gouvernements autour du monde transfèrent de plus en plus certaines de leurs responsabilités et activités traditionnelles aux autorités locales et au secteur privé. Leur rôle dans le développement de l'industrie est de plus en plus limité à certaines activités critiques aux moments critiques. Dans certaines périodes, le secteur public pourrait être exigé pour faciliter l'investissement par aider les entités privées pour surmonter les barrières initiales et fournir les solutions financières si nécessaires pour lancer un projet important de tourisme. En d'autres fois, une infusion de capital privé et la gestion peuvent soulager des restrictions budgétaires sur l'investissement d'infrastructure et augmenter l'efficacité.

L'identification des secteurs potentiels d'association est également une étape critique en établissant des APP. Une étude par l'OMT-ONU (2000) a inclus une enquête distribuée aux représentants des secteurs publics et privés. Selon les répondants, les secteurs les plus critiques pour des APP dans l'industrie du tourisme améliorent l'image de destination et la préservation culturelles et les ressources d'héritage. La formation, la protection et la sécurité, et la protection de l'environnement étaient également parmi les priorités les plus élevées définies par les répondants. Généralement une association entre le secteur public et le secteur privé offre de nouvelles possibilités pour le développement du tourisme dans différentes domaines. L'OMT-ONU (2003) identifie quelques secteurs potentiels d'association dans le développement de produit, l'achat et les ventes, recherche et technologie, infrastructure, ressources humaines et financement, de la manière prévue en détail dans le tableau 7.2.

Le domaine principal dans lequel l'association entre le secteur public et le secteur privé s'est traditionnellement développée est celle du marketing et des promotions, parce que les activités de

Tableau 7.2

Domaines de Partenariat entre les secteurs Public et Privé

<p>Développement du Produit</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement et préservation des ressources; • Etablissement des normes de qualité; • Développement des attractions, parcs à thème et hébergement; • Mettre à disposition un support technique aux programmes pour le développement des produits innovatifs; • Contribution à richesse économique de la communauté; • Réalisation du développement durable dans le secteur du tourisme; • Surmonter les obstacles commerciaux et d'investissements; • Protection des consommateurs; • Traitement de la compétition.
<p>Commercialisation et ventes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'image de destination; • Amélioration de l'efficacité de la commercialisation; • Amélioration de la couverture du marché et l'accès; • Soutien de la commercialisation et la distribution électronique, y compris l'internet; • Soutien de la participation au foire commerciale et autres événements; • Renforcement des programmes commerciaux communs; • Accès aux nouveaux marchés.
<p>Recherche et technologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fournissant méthodologies pour la recherche et mesurage; • Implémentation des comptes satellite du tourisme; • Stimulation des innovations technologiques et ses applications.
<p>Infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des routes, du transport, de l'infrastructure et des services de base; • Promotion du transport intermodal; • Amélioration de la santé public et l'installation sanitaire; • Amélioration de la sécurité; • Renforcement du système des télécommunications.
<p>Ressources Humaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Etablissement des normes pour les services et la qualité; • Fournissant des programmes éducatifs et des formations; • Amélioration de la productivité et des innovations.
<p>Financement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation les investissements et les immobilisations financières • Sécurisation les moyens pour compléter les investissements publics; • Obtention du financement de démarrage • Amélioration des résultats

Source: UNWTO (2003).

secteur privé sont considérées plus entrepreneurantes et efficaces. En plus de ceci, l'infrastructure et le développement de produit, la formation, le financement et l'investissement sont d'autres secteurs où l'association peut contribuer au développement du secteur de tourisme comme industrie concurrentielle. On observe que le secteur privé implique de plus en plus dans des services collectifs publics de clef d'opération comprenant des aéroports et des renforcements nationaux d'héritage. Il est également important d'augmenter la coopération en abordant quelques questions clé de souci, telles que la protection et la sécurité, la santé, l'environnement, la culture et l'héritage.

Beaucoup de produits de tourisme sont basés sur la richesse nationale telle que les environnements normaux et culturels. Un rôle principal du secteur public est de fournir l'infrastructure de base, les services essentiels, la gestion et la vente de destination, l'innovation, la formation et l'éducation. Les entreprises privées fournissent les produits de base de tourisme, équipements et services essentiels, tels que le logement, le transport et les restaurants. Ce secteur s'étend de grandes sociétés globales, comme des compagnies d'excursion, lignes aériennes et chaînes d'hôtel, au, affaires minuscule de famille locales lointaines, comme des magasins et des loges de métier. La nature réduite en fragments de l'approvisionnement de tourisme aux destinations est un autre motif important de l'intensification de la coopération des dépositaires, puisqu'il est critique de satisfaire aux besoins des visiteurs à chaque étape de leur visite.

L'augmentation du nombre d'APP ne signifie pas nécessairement qu'ils produiront des succès. Un mécanisme clair de coordination avec des buts et des cibles bien définis devrait être en place. Plus généralement, l'OMT-ONU (2000) fournit quelques facteurs de succès dans les APP de gestion dans le secteur de tourisme comme énuméré ci-dessous, qui sont également récapitulées sur le schéma 7.11.



- Une structure équilibrée, avec la tâche de rôle et la responsabilité claires de tous les membres ;
- Une approche souple par des associés, avec une volonté de comprendre les besoins de chaque associé, contribuant avec la part des ressources ;
- Conduite partageant entre les secteurs, avec des buts partagés et bien définis, des espérances réalistes et l'identification des avantages des deux côtés ;
- Conscience par tous les associés que le développement du tourisme doit être soutenable, d'un point de vue économique, mais également social et environnemental ;
- Un engagement à long terme qui vision et planification stratégiques de cartels avec des buts à court terme spécifiques capables d'être mesurés ;
- L'évaluation périodique de l'efficacité du rôle à performé par chaque associé;

- Communication précise et efficace entre les associés et les associés vers tous les dépositaires.

Une fois avec succès mises en application, les APP jouent un rôle important en améliorant l'attraction d'une destination, l'efficacité de commercialisation, productivité aussi bien que la gestion globale de l'industrie du tourisme.

D'ailleurs, le tourisme joue un rôle important dans le développement durable et l'intégration des secteurs ruraux dans l'économie nationale et internationale. Le tourisme global et rural est actionné par des ménages et des compagnies de taille moyenne. Ces fournisseurs des produits et des services de tourisme n'ont pas les ressources financières et humaines suffisantes à réussir toutes seules, ne maintiennent pas des situations du marché ou ne fixent pas une gestion de qualité intégrée, comme rapporté en PNUD (2011). Le même rapport accentue quelques domaines importants où des efforts sont faits en établissant des APP pour le développement du tourisme rural. Celles-ci incluent:

- Planification stratégique et planification territoriale ;
- Investissements d'infrastructure et projets d'infrastructure ;
- Création d'un environnement commercial concurrentiel pour stimuler les investissements,
- Conservation et gestion de l'acquis culturel du secteur en question ;
- Développement de capital humain par l'éducation et l'éducation professionnelle plus permanente,
- Attraction de nouveaux capitaux pour des investissements, la promotion et le marketing ;
- Promotion des produits et des marchés soutenable de tourisme ;
- Promotion des exemples internationaux de bonne pratique ;
- Appui au processus d'échange de l'information/communication entre les destinations au niveau international ;
- Stimulation du développement technologique et de l'introduction de nouvelles technologies dans la production, la promotion et la commercialisation des produits de tourisme ;
- Promotion et commercialisation des destinations de tourisme ;
- Fixant un système et une méthodologie pour la collection et le traitement des données statistiques nécessaires pour des analyses et des études des marchés.

Une autre dimension importante en augmentant la coopération des dépositaires est association pour le tourisme pro-pauvre. Le tourisme Pro-pauvre est une approche au développement de tourisme qui assure l'attribution des avantages économiques du tourisme vers les communautés locales. Un aspect clé à cette approche est les liens entre le secteur privé et les communautés locales (WEF, 2009).

7.4 Questions de Politique pour le Développement de Tourisme dans les Pays Membres de l'OCI

En fait, en tant que groupe, les pays de l'OCI ont un potentiel élevé pour le développement d'un secteur international soutenable de tourisme. C'est particulièrement vrai considérant leurs capitaux riches et divers d'acquis naturels, géographiques, historiques et culturels. Cependant, Etant donné la part modeste de la région de l'OCI sur le marché de tourisme mondial et la

concentration de l'activité internationale de tourisme dans seulement quelques pays de l'OCI, il semble qu'une grande partie du potentiel de tourisme de la région de l'OCI demeure non utilisée. Les problèmes se posant au tourisme et au développement d'un secteur international soutenable de tourisme dans les pays de l'OCI sont divers car chaque pays a ses propres dispositifs de tourisme, niveau du développement et des priorités et des politiques de développement national. En fait, si correctement prévu et contrôlé, le secteur de tourisme pourrait jouer un rôle significatif dans le développement socio-économique des pays de l'OCI. C'est pour cette raison que le tourisme a récemment pris une plus grande importance à l'ordre du jour de l'OIC, où huit Conférences Islamiques des ministres de tourisme et un certain nombre de réunions et de conférences de groupe d'experts sur le développement de tourisme ont été tenues au cours de la période depuis la 1ère Conférence Islamique des Ministres de Tourisme (CIMT), qui a été tenue à Ispahan, République Islamique de l'Iran, en octobre 2000.

Dans le monde d'aujourd'hui, le rôle du secteur public change sensiblement. Les gouvernements se retirent de la production des marchandises et de la prestation des services et adoptent une approche plus stratégique par rapport à son rôle dans la société. Ils se concentrent maintenant de plus en plus sur le fait de stimuler la confiance qui crée le capital social et mobilise des forces et l'énergie de tous ses dépositaires dans la société. De cette façon, les APP dans l'industrie du tourisme peuvent être formées pour créer de nouveaux produits ou services, pour réaliser des niveaux plus élevés d'efficacité, aux marchés libres qui étaient précédemment inaccessibles, ou aux ressources simples de réserves. Le facteur clé menant aux APP se fonde sur le fait que tous les associés souhaitent tirer bénéfice du secteur public et privé pour partager des ressources et des objectifs.

REFERENCES

- Acemoglu, D. and Zilibotti, F. (2001). Productivity Differences. *Quarterly Journal of Economics* 116, 563-606.
- Acemoglu, D., Johnson, S. and Robinson, J.A. (2001), "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", *American Economic Review*, Vol. 91, 1369-1401.
- Ács, Z.J. and Naudé, W.A. (2013), "Entrepreneurship, Stages of Development, and Industrialization", in Szirmai, A., Naudé, W.A. and Alcorta, L. eds. *Pathways to Industrialization in the 21st Century*, Oxford: Oxford University Press, Chapter 14.
- Ács, Z.J., Desai, S. and Hessels, J. (2008), "Entrepreneurship, economic development and institutions", *Small Business Economics*, 31: 219-234.
- Aghion, P., and Howitt, P. (1992), "A Model of Growth through Creative Destruction", *Econometrica*, 60, pp.323-351.
- Aghion, P., and Howitt, P. (2009), *The Economics of Growth*, MIT Press.
- Andrews, D. and D. Rees (2009), "Macroeconomic Volatility and Terms of Trade Shocks", Reserve Bank of Australia Research Discussion Paper, No. RDP 2009-05.
- Arrow, K. J. (1962), "The Economic Implications of Learning by Doing", *Review of Economic Studies*, 29, pp.155-173.
- Atkinson, R. A. (2013), *Competitiveness, Innovation and Productivity: Clearing up the Confusion*, ITIF.
- Balassa, B. (1965), "Trade Liberalisation and Revealed Comparative Advantage", *The Manchester School*, 33, 99-123.
- Bardhan, P. and Udry, C. (1999), *Development Microeconomics*, Oxford University Press.
- Barro, R. J. and J. W. Lee (2013), "A new data set of educational attainment in the world, 1950-2010," *Journal of Development Economics*, Vol. 104(C), pages 184-198
- Benhabib, Jess, and Mark M. Spiegel (2005), "Human Capital and Technology Diffusion", in P. Aghion and S. N. Durlauf, eds., *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam: North Holland.
- Berument, Hakan, N. Nergiz Dincer and Zafer Mustafaoglu (2011), Total Factor Productivity and Macroeconomic Instability, *The Journal of International Trade & Economic Development*, 20(5), 605-629.
- Burgess, S. and Mawson, D. (2003) "Aggregate Growth and the Efficiency of Labour Reallocation," *Centre for Economic Performance Discussion Papers*, Paper No: CEPDP 0580.
- Calderón, C. and L. Servén (2004), "The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution," *Policy Research Working Paper* No. 3400, Washington, DC: World Bank.
- Coase, R. H. (1992), "The Economic Structure of Production", *American Economic Review*, Vol. 82, 713-19.
- Dell'Aricca, G., E. Detragiache and R. Rajan (2008), "The Real Effects of Banking Crises", *Journal of Financial Intermediation*, Vol. 17, pp. 89-112.

References

- Easterly, W., R. Islam and J. Stiglitz (2001), "Shaken and Stirred: Explaining Growth Volatility", in B. Pleskovic and N. Stern, eds, Annual World Bank Conference on Development Economics, pp. 191-211, The World Bank.
- Fischer, S. (1993), "The role of macroeconomic factors in growth," *Journal of Monetary Economics*, 32 (3), 485–512.
- FitzGerald, V. (2006), "Financial development and economic growth: a critical view", Background paper for World Economic and Social Survey 2006.
- Formosa, I. (2008), "*Measuring Market Efficiency: A Comparative Study*", Bank of Valletta Review, No. 38, Autumn 2008
- Frankel, M. (1962), "The Production Function in Allocation of Growth: A Synthesis", *American Economic Review*, 52, pp.995-1022.
- Gries, T. and Naudé, W.A. (2011), "Entrepreneurship and human development: A capability approach", *Journal of Public Economics*, 3 (1): 216-224
- Hall, R. and Jones, C. I. (1999), "Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others?" *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114, 83-116.
- Hall, R. E., and Jones, C. I. (1999), Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others? *The Quarterly Journal of Economics*, 114(1), 83-116.
- Hausmann, R. and Rodrik, D. (2003). "Economic Development as Self-discovery", *Journal of Development Economics*, 72(2): 603-33.
- Hausmann, R., Hwang, J. and Rodrik, D. (2007), "What You Export Matters," *Journal of Economic Growth* 12, 1-25.
- IDB (2007), *Productivity Growth in IDB Member Countries*, Islamic Development Bank.
- IMF (2011), "Recent Experiences in Managing Capital Inflows – Cross-Cutting Themes and Possible Guidelines", International Monetary Fund, Available for download at <http://www.imf.org>.
- IMF (2013), "Anchoring Growth: The Importance of Productivity-Enhancing Reforms in Emerging Market and Developing Economies," IMF Staff Discussion Note SDN/13/08, December, International Monetary Fund, Washington.
- IMF (2014), "Long-Run Growth and Macroeconomic Stability in Low-Income Countries—The Role of Structural Transformation and Diversification," Policy Paper, March, International Monetary Fund, Washington.
- Jorgenson, D, M. Ho and K. Stiroh (2005), "Growth of US Industries and Investments in Information Technology and Higher Education", in C. Corrado, J. Haltiwanger and D. Sichel (eds) *Measuring Capital in the New Economy*, University of Chicago Press, Chicago.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Zoido-Lobaton, P. (1999a), "Aggregating Governance Indicators", World Bank Policy Research Working Paper No. 2195, Washington DC: World Bank.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Zoido-Lobaton, P. (1999b), "Governance Matters", World Bank Policy Research Working Paper No. 2196, Washington DC: World Bank.
- Konings, J. and S. Vanormelingen (2010), "The Impact of Training on Productivity and Wages: Firm Level Evidence", IZA DP No: 4731, Institute for the Study of Labour, Bonn.
- Kose, M. (2002), "Explaining Business Cycles in Small Open Economies", *Journal of International Economics*, Vol. 56, pp. 299-327.

Laing, D., Palivos, T. and Wang, P. (1995) 'R&D in a model of search and growth' *American Economic Review* vol. 62 pp. 115 – 129.

Levine, R. (2005), "Finance and Growth: Theory and Evidence", *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1, pp. 865-934.

Levine, R. (2005), "Finance and Growth: Theory and Evidence", in P. Aghion and S. Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth: Volume 1, Part A*, chapter 12, Elsevier, pp. 865-934.

Mankiw, N. G., D. Romer, and D. Weil (1992), "A Contribution to the Empirics of Economic Growth," *Quarterly Journal of Economics* 107 (2): 407–437.

Maziad, S., Farahmand, P., Wang, S., Segal, S. and Ahmed, F., 2011. "Internationalization of Emerging Market Currencies – A Balance Between Risks and Rewards." *IMF Staff Discussion Note No. SDN/11/17*.

Naudé, W.A. (2010). "Entrepreneurship is not a binding constraint on growth and development in the poorest countries", *World Development*, 39(1): 33-44.

Naudé, W.A. (2013), "Entrepreneurship and Economic Development: Theory, Evidence and Policy", Institute for the Study of Labour (IZA) Discussion Paper No. 7507.

North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.

North, D. C. (1991), *Institutions*. *Journal of Economic Perspectives*, 5(1), pp. 97-112.

OECD (2010), *The OECD Innovation Strategy: Getting a Head Start on Tomorrow*, Paris.

Productivity Commission (2004), "ICT Use and Productivity: A Synthesis from Studies of Australian Firms", Commission Research Paper, Canberra.

Rodrik, D. (2008), "Second-Best Institutions", *American Economic Review*, Vol. 98, 100-104.

Rodrik, D. and Subramanian, A. (2008), "Why Did Financial Globalization Disappoint?", *IMF Staff Papers*, Vol. 56, 112-138.

Rodrik, D., Subramanian, A. and Trebbi, F. (2002), "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, Vol. 9, 131-165.

Rodrik, Dani (1998), "Why do More Open Economies Have Bigger Governments?" *Journal of Political Economy*, 106(5): 997-1032.

Romer, P. (1986), "Increasing Returns and Long-Run Growth", *Journal of Political Economy*, 94, pp.1002-1037.

Romer, P. (1990), "Endogenous Technological Change", *Journal of Political Economy*, 98, pp.71-102.

Romp, W. and J. de Haan (2005), "Public Capital and Economic Growth: a Critical Survey", *European Investment Bank Papers* Volume 10, Number 1, pp. 40-70.

Rother, Philipp C. (2004), "Fiscal Policy and Inflation Volatility", *ECB Working Paper Series* No. 317, March 2004.

Schott, P. K. (2004) "Across-Product versus Within-Product Specialization in International Trade," *Quarterly Journal of Economics* 119, 647-678.

Schumpeter, J. A. (1942), *The Theory of Economic Development*, Cambridge, MA: Harvard University Press.

Schumpeter, J.A. (1950). *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York: Harper & Row.

Schumpeter, J.A. (1961). *The Theory of Economic Development*. New York: Oxford University Press.

SESRI (2011), *Annual Economic Report on the OIC Countries*, Ankara.

References

- SESRIC (2013), "Private Participation in Infrastructure," OIC Outlook Report, Ankara.
- SESRIC (2014), "Labour Market Structure, Unemployment and the Role of VET", OIC Outlook Report, March, Ankara.
- Stam, E. and Wennberg, K. (2009). "The roles of R&D in new firm growth", *Small Business Economics* 33.1: 77-89.
- Sutherland D. and P. Hoeller (2014), "Growth Policies and Macroeconomic Stability," OECD Economic Policy Paper No: 8, February.
- Tiffin (2014), "European Productivity, Innovation and Competitiveness: The Case of Italy", IMF Working Paper No: 14/79.
- UNCTAD (2013), Concept Note for Plenary Session: Visions on Global Services Economy and Trade in Services in the 21st Century and an Enabling Environment for Services and Services Trade, Global Services Forum Summit, 29 May.
- UNDP (2011), *Public-Private Partnership in Rural Tourism*, United Nations Development Programme, Belgrade.
- UNWTO (2000), *Public-private Sector Cooperation: Enhancing Tourism Competitiveness*, UN World Tourism Organization, Madrid.
- UNWTO (2003), *Co-operation and Partnerships in Tourism - A Global Perspective*, UN World Tourism Organization, Madrid.
- Vandenbussche, J., P. Aghion, and C. Meghir (2006), "Growth, Distance to Frontier and Composition of Human Capital", *Journal of Economic Growth* 11 (2): 97-127.
- WEF (2009), *Travel and Tourism Competitiveness Report 2009*, World Economic Forum,
- WEF (2012), *Strategic Infrastructure – Steps to Prioritize and Deliver Infrastructure Effectively and Efficiently*, World Economic Forum, Geneva.
- WEF (2013), *World Competitiveness Report*.
- World Bank (2011), *Local Currency Bond Markets in Emerging Markets: A Contribution to the Stability of the International Monetary System*, April.

Sources des Données

- Base de données d'indicateurs mondiaux de développement de la banque mondiale (WDI)
- Base de données financière globale de développement de la banque mondiale
- Répartition de base de données de statistiques des échanges du FMI (DOT)
- Base de données du commerce de services de l'ONU
- La CNUCED, base de données en ligne de la CNUCEDstat

